Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_106-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	23
Représentés	3
Votants	26
Abstention	0
Exprimés	26
Pour	26
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-106 **REMPLACEMENT D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE - ASSOCIATION DU PAYS DU PERIGORD NOIR**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération n°2020-40-15 du 22 juillet 2020 désignant les représentants de la commune appelés à siéger au sein du conseil d'administration de l'association du Pays du Périgord Noir.
Madame LAGOUBIE et Monsieur François COQ avaient ainsi été élus membres de l'assemblée générale.

Monsieur le Maire indique que Madame Fabienne LAGOUBIE, siégeant désormais au titre de Conseillère Départementale au sein des instances de l'Association Pays du Périgord Noir, doit être remplacée et propose d'élire un nouveau représentant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_106-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **VOTE** à l'unanimité pour un représentant à l'assemblée générale et **ELIT** Monsieur Christophe NAJEM ;

- **RAPPELLE** que les représentants de la commune sont :

CONSEIL D'ADMINISTRATION
M. Jean-Jacques de PERETTI

MEMBRES ASSEMBLEE GENERALE
M. Christophe NAJEM
M. François COQ

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	
Exprimés	
Pour	
Contre	

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-107

RAPPORT D'ACTIVITES 2020 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT-PERIGORD NOIR, COMPTES ADMINISTRATIFS ET RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la constitution de la Communauté de Communes Sarlat Périgord-Noir au 1er janvier 2011 et la définition d'un projet de territoire associant treize communes.

Le Président d'un établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné des comptes administratifs. Conformément à l'article L 5211-39 du Code Générale des Collectivités Territoriales, le rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Ainsi, Monsieur le Maire présente les comptes administratifs et le rapport d'activités adoptés par le Conseil Communautaire respectivement le 22 mars 2021 et le 1er juillet 2021.

Monsieur le Maire rappelle que le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est géré en régie directe par la Communauté de Communes Sarlat-Périgord Noir depuis le 1er janvier 2005.

L'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi NOTRe du 7 août 2015, établit que les autorités organisatrices du service public de l'eau et de l'assainissement sont tenues de présenter annuellement un Rapport sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS) dans un délai de 9 mois qui suit la clôture de l'exercice.

Le RPQS 2020 du SPANC a donc été présenté et approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 1er juillet 2021.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article D 2224-3 du CGCT, ce rapport annuel doit être présenté dans les conseils municipaux de chaque commune membre de la CCSPN au plus tard dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit avant le 31 décembre 2021.

Vu l'article L 5211-39 du Code Générale des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L.2224-5 du Code Générale des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **PREND** acte de la communication du rapport d'activités 2020 de la CCSPN, des comptes administratifs et du Rapport sur le Prix et la Qualité du SPANC ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

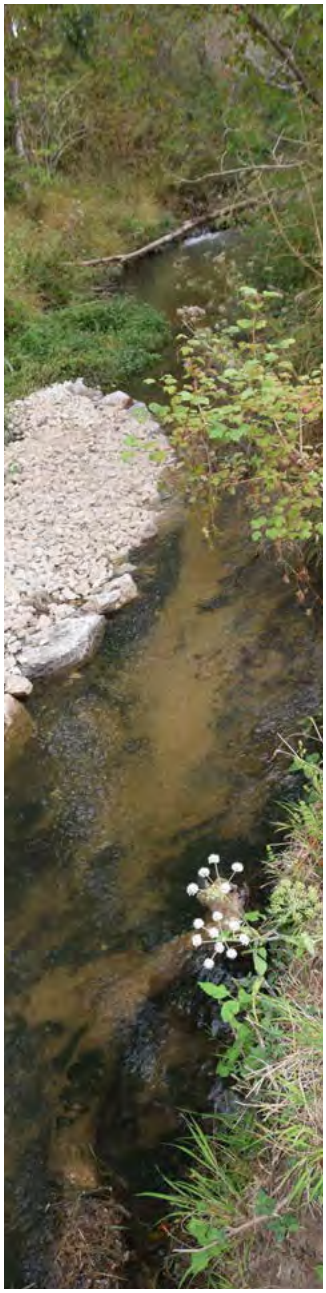
Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

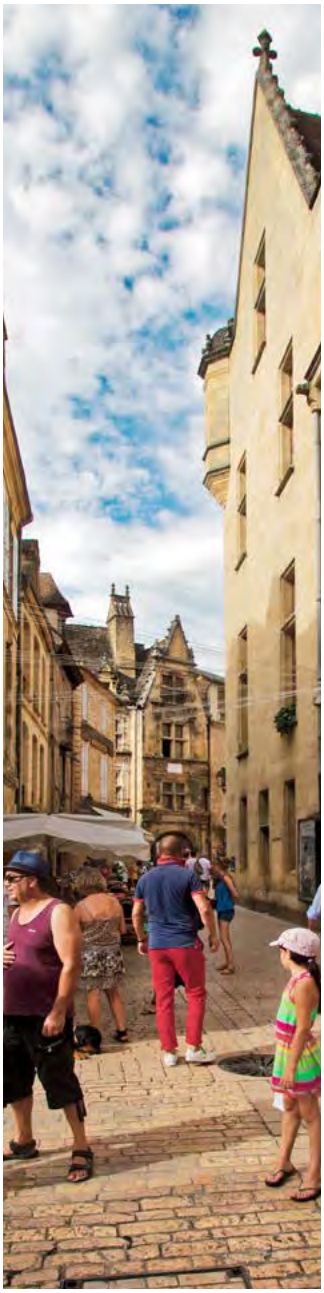
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

CCSPN | Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir

2020

RAPPORT D'ACTIVITÉS



Sarlat Périgord Noir
PN COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SOMMAIRE

5

CC SARLAT-PÉRIGORD NOIR L'INSTITUTION

13

Les grands projets
PÔLE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- France Tabac
- 2020 : la crise sanitaire
- Construction d'un abattoir de volailles grasses
- Opération Collective en Milieu Rural
- SIDES Extension de la ZAE de Vialard
- Zone d'Activité de la Borne 120

17

Les grands projets
PÔLE ENFANCE, JEUNESSE ET PRÉVENTION

- Les services petite enfance, enfance et jeunesse, animation de la vie locale

23

Les grands projets
ÉQUIPEMENT CULTUREL

- Pôle culturel et jeunesse : les travaux
- Réseau de lecture

10

Les grands projets
PÔLE TECHNIQUE AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

- PLUi
- RLPi
- Plan Climat Air Energie Territorial
- Schéma de Cohérence Territoriale
- Gestion des milieux naturels et agricoles

16

Les grands projets
PÔLE COHÉSION SOCIALE ET VIE AU TRAVAIL

- Le Centre Intercommunal d'Action Sociale

24

Les grands projets
L'OFFICE DE TOURISME

26

Les moyens généraux

- L'activité 2020 de l'ensemble des services de la CCSPN

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LE MOT DU PRÉSIDENT



L'activité des services de la communauté de communes en 2020 permet de mesurer l'ensemble des actions engagées à l'échelle des 13 communes qui la composent. Il est évident qu'en raison de la crise sanitaire que nous connaissons depuis plusieurs mois, le contexte général a évolué.

Pour autant, les nouveaux élus communautaires ont maintenu le cap. L'année qui vient de s'écouler a été riche en activités et a mis en lumière la mobilisation spontanée des citoyens, des collectivités, des entreprises et des associations, démontrant, s'il en était besoin, que notre communauté est un espace de solutions au service de la qualité de vie de chacun.

Chaque lecteur constatera que cette constance a prévalu dans l'ensemble de nos actions, que notre volonté a été de s'inscrire pleinement dans les nouvelles dynamiques territoriales (SCoT, OPAH, OCM, …) et de proposer, via une évolution de nos compétences, des services publics efficaces et adaptés dans un grand nombre de domaines (aménagement de l'espace, développement économique, action sociale, enfance / jeunesse, petite enfance, tourisme, …). Aujourd'hui, la communauté de communes est capable de renforcer le rayonnement et l'activité de notre territoire. En cette période, elle est ainsi d'un apport important, capable de s'emparer des transformations positives du moment.

Ce rapport d'activité témoigne pour finir du travail accompli en 2020 par les élus et les agents de la communauté de communes. Je tiens, avec vous, à les remercier pour leur engagement, leur sens du service public et leur professionnalisme, et vous rappelle qu'ils sont à votre disposition.



Président de la Communauté de communes
Sarlat - Périgord Noir
Maire de Sarlat

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

CARTOGRAPHIE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SARLAT-PÉRIGORD NOIR L'INSTITUTION

La Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir est née de la fusion en 2011 des Communautés de communes du Sarladais et du Périgord Noir.

Sarlat-Périgord Noir compte 13 communes et regroupe 16 588 habitants pour une superficie de 228km².

13 COMMUNES

- **Beynac et Cazenac**
  555 beynacois et cazenacois
- **La Roque Gageac**
  430 laroquois
- **Marcillac Saint Quentin**
  824 marcillacois
- **Marquay**
  588 marquayais
- **Proissans**
  1047 proissanais
- **Saint Vincent le Paluel**
  289 saint vincenais
- **Sarlat la Canéda**
  9201 sarladais
- **Saint André Allas**
  865 andrésiens
- **Saint Vincent de Cosse**
  375 vinecossois
- **Sainte Nathalène**
  622 nadalénois
- **Tamniès**
  396 tamniacois
- **Vézac**
  566 vézacois
- **Vitrac**
  830 vitracois

Source INSEE 2018 - Population légale

DOMAINES DE COMPÉTENCES

COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
- Actions de développement économique
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés
- GEMAPI

COMPÉTENCES OPTIONNELLES

- Protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire
- Politique du logement et du cadre de vie
- Politique de la ville
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire

COMPÉTENCES FACULTATIVES

- Schéma d'assainissement, création, gestion administrative et financière du service public d'assainissement non collectif (SPANC)
- Mise en œuvre et développement de la politique touristique
- Mise en œuvre et développement de la politique du Pays du Périgord Noir et soutien aux projets
- Aménagement numérique au sens de l'article L1425-1 du CGCT
- Enseignement musical
- Regroupement des moyens matériels et financiers pour la lutte contre l'incendie
- Petite enfance, enfance et jeunesse : ensemble des structures et/ou services existants ou à créer
- Accueil périscolaire des mercredis

EN 2020

- 8 bureaux communautaires
- 6 conseils communautaires
- 145 délibérations
- 8 réunions de commission :
  - 3 réunions urbanisme, environnement et habitat
  - 1 réunion petite enfance, enfance, jeunesse
  - 1 réunion emploi, développement artisanal, industriel et agricole
  - 1 réunion de la commission voirie
  - 1 réunion développement durable et mobilité
  - 1 réunion administration générale, finances, sécurité et prévention des risques

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

2020 : LES TEMPS FORTS

JANVIER-FÉVRIER-MARS

Arrêt du Plan Climat Air Energie territorial (PCAET)

1er tour des élections municipales

Mise en œuvre du projet nettoyage sain en Périgord Noir



AVRIL-MAI-JUIN

COVID 19

2ème tour des élections municipales

Entrée des premiers locataires à la Résidence Habitat Jeunes



JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE

Installation de la nouvelle gouvernance

Attribution d'aides exceptionnelles aux entreprises dans le cadre de la COVID 19

Mise en place de mesures d'urgence et de soutien dans le cadre de la COVID 19

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE

Renouvellement de la Convention Territoriale Globale pour la période 2020-2023

Adoption du Plan de Formation Mutualisé du Périgord Noir 2020-2022

Renouvellement de la convention de prestation de services entre la Ville de Sarlat et la CCSPN



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LA CRISE SANITAIRE UN CONTEXTE INÉDIT

Le 17 mars 2020, suite à l'émergence de la Covid-19, le gouvernement a décidé d'un confinement national. Ce premier confinement a duré jusqu'au 11 mai. Il a ensuite été suivi en octobre d'un second temps de confinement.

En plus de bouleverser l'organisation des services intercommunaux, ces périodes de confinement accompagnées de la fermeture des établissements comme les restaurants, les lieux de culture,... ont eu des conséquences sur l'économie locale.

LE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE LOCALE

C'est ainsi que dès les premiers jours de confinement, une cellule d'appui aux entreprises a été créée à la Communauté de communes et dès les premières semaines de la crise sanitaire les élus de la Communauté de communes ont décidé de mettre en place des mesures d'urgence et de soutien puis d'attribuer des aides exceptionnelles aux entreprises.

LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ

Tous les services de la Communauté de communes ont été mobilisés et ont su s'adapter rapidement en faisant preuve d'engagement et de disponibilité.

Qu'ils soient en services fermés, réquisitionnés, en présentiel ou en télétravail, tous les agents ont permis d'assurer, d'une manière ou d'une autre, la continuité des missions et le lien avec les populations les plus fragiles. En effet, dans un contexte inédit il a fallu concilier la continuité des missions essentielles, les recommandations générales et la protection des populations et des agents. De multiples adaptations ont été mises en œuvre : ajustements réguliers des modalités d'accueil et de fonctionnement des services, mise en place de protocoles sanitaires, télétravail…

Il faut donc souligner la réussite de la mobilisation de l'ensemble des agents qui a permis non seulement d'assurer la continuité des services avec réactivité et adaptation, mais également de concrétiser des initiatives improbables en s'appuyant sur de nouveaux modes de fonctionnement et synergies.

LES INCIDENCES FINANCIÈRES DE LA CRISE

Il faut également noter que du fait de la crise sanitaire, la communauté de communes a supporté des charges nouvelles avec notamment la commande de masques pour les besoins des services et l'achat de matériels et d'équipements de protections pour les agents.

Elle a, par ailleurs, mis en place des soutiens financiers en faveur des acteurs économiques du territoire affectés par la crise sanitaire mais également en direction des familles : effacement de la facturation des loyers perçus pour les activités commerciales du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020, gratuité de l'accès aux prestations et structures liées à la petite enfance, l'enfance et la jeunesse du 1er mars au 30 juin 2020 ou encore l'attribution de subventions exceptionnelles aux entreprises.
Enfin, la crise a aussi des effets sur les produits de la fiscalité économique locale et les conséquences ne sont à ce jour pas complètement mesurables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

TROMBINOSCOPE DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES



Jean-Jacques de Peretti
Président
Sarlat



Benoît Secrestat
1er vice-président
Proissans



Jérôme Peyrat
2e vice-président
La Roque-Gageac



Marie-Pierre Delattaignant
3e vice-présidente
Sarlat



Jean-Michel Pérusin
4e vice-président
Sainte Nathalène



Patrick Salinié
5e vice-président
Saint André Allas



Frédéric Traverse
6e vice-président
Vitrac



Didier Délibie
7e vice-président
Marquay



Patrick Aldrin
8e vice-président
Sarlat



Fabienne Lagoubie
9e vice-présidente
Sarlat



Michel André
Conseiller communautaire
Marcillac Saint Quentin



Jean-Luc Astié
Conseiller communautaire
Marquay



Jean-Marie Chaumel
Conseiller communautaire
Saint-Vincent de Cosse



Olivier Lamonzie
Conseiller communautaire
Tamniès



Serge Parre
Conseiller communautaire
Beynac et Cazenac



Christian Roblès
Conseiller communautaire
Vézac



Etienne Rouquie
Conseiller communautaire
Saint-Vincent le-Paluel



Marlies Cabanel
Conseillère communautaire
Sarlat



Christophe Najem
Conseiller communautaire
Sarlat



Marc Pinta-Tourret
Conseiller communautaire
Sarlat



Marie-Pierre Valette
Conseillère communautaire
Sarlat



Guy Stievenard
Conseiller communautaire
Sarlat



Monica Dubost
Conseillère communautaire
Sainte Nathalène



Thierry Gautier
Conseiller communautaire
Beynac et Cazenac



Sylvie Delbarry
Conseillère communautaire
Vézac



Claudine Pradat
Conseillère communautaire
Proissans



Fabrice Gareyte
Conseiller communautaire
Marcillac Saint-Quentin



Brigitte Jalès
Conseillère communautaire
Vitrac



Jean-Pierre Gauthier
Conseiller communautaire
Saint-André-Allas



Elise Bouyssou
Conseillère communautaire
Sarlat



Carlos Da Costa
Conseiller communautaire
Sarlat



Julie Nègrevergne
Conseillère communautaire
Sarlat



François Coq
Conseiller communautaire
Sarlat



Maryline Flaquière
Conseillère communautaire
Sarlat



Basile Fanier
Conseiller communautaire
Sarlat



Célia Castagnau
Conseillère communautaire
Sarlat



Gérard Gatinel
Conseiller communautaire
Sarlat

Le bureau communautaire

Instance de débat, de validation et d'orientation, le bureau est animé par le Président de la Communauté de communes. Il est composé des 9 vice-présidents et de 12 conseillers communautaires. Une pastille de couleur vous permet de les identifier sur le trombinoscope.

Les délégations des vice-présidents :
Benoît Secrestat : *Emploi et développement économique, finances, administration générale et ressources humaines*
Jérôme Peyrat : *Economie touristique*
Marie-Pierre Delattaignant : *Solidarités et santé*
Jean-Michel Pérusin : *Urbanisme, habitat et environnement*
Patrick Salinié : *Culture, petite enfance, enfance et jeunesse*
Frédéric Traverse : *Voirie (investissement) et SPANC*
Didier Délibie : *Voirie (fonctionnement)*
Patrick Aldrin : *Sécurité, prévention des risques, suivi de chantiers*
Fabienne Lagoubie : *Programme alimentaire, agriculture et mobilité*

Les membres du bureau délégués :
Jean-Marie Chaumel : *Solidarités et santé*
Olivier Lamonzie : *Programme alimentaire et agriculture*
Christophe Najem : *Economie numérique et économie touristique*
Marie-Pierre Valette : *Finances, administration générale et ressources humaines*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

S'ENGAGER AU CŒUR DE NOUVEAUX ENJEUX ET DYNAMIQUES TERRITORIALES

S'INSCRIRE DANS LES NOUVELLES DYNAMIQUES TERRITORIALES

- Proposer l'adoption d'un **pacte de gouvernance** entre les communes et la Communauté de communes afin d'avoir une organisation garante de l'équilibre territorial, du respect de la souveraineté des communes, du partage des décisions et de la recherche du plus large consensus
- Poursuivre l'engagement du syndicat du **SCOT** dans la recherche du bureau d'étude qui accompagnera le projet
- Renouvellement du **Contrat Local de Santé (CLS)** associant les 6 Communautés de communes du Pays du Périgord Noir
- Mettre en œuvre dans le cadre du contrat local de santé du projet **nettoyage sain** en Périgord Noir
- Finaliser l'étude pré opérationnelle pour apprécier la faisabilité d'un programme d'amélioration de l'habitat **(OPAH)** et de donner les éléments nécessaires pour choisir la stratégie d'intervention
- Etudier un projet de « **plateforme de rénovation énergétique** » à l'échelle du Pays du Périgord Noir
- Poursuivre l'intégration des questions liées à **la mobilité** dans la perspective de la réflexion sur l'évolution des compétences
- La finalisation par les 6 Communautés de communes du Pays d'une **Opération Collective de Modernisation** et la réflexion sur le lancement d'une **Action Collective de Proximité**
- Poursuivre l'accompagnement du schéma de développement de **la fibre optique** sur le territoire

L'ÉVOLUTION DES COMPÉTENCES

- **La réflexion sur la prise de compétence mobilité par la Communauté de communes**
- **L'examen du transfert de la compétence Eau et assainissement en anticipant les impacts financiers, organisationnels et juridiques**

Le SATESE a finalisé une étude en 2019 en précisant la suite des démarches à engager sur la partie assainissement à partir de 2020. L'importance et la succession récente des transferts de compétence et d'autre part, l'exigence d'une meilleure connaissance de l'état des réseaux d'assainissement collectif pour mesurer le niveau d'investissement à programmer après le transfert, avaient amené à proposer de se donner un temps supplémentaire en s'opposant au transfert automatique.

Ainsi, dès 2021 plusieurs communes vont renforcer leurs actions pour améliorer la connaissance des réseaux (diagnostics, recollement..).







Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) ET RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPi)

ÉLUS RÉFÉRENTS

Jean Michel PERUSIN
Vice-président chargé de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement / Maire de Sainte Nathalène

Fabienne LAGOUBIE
Vice-présidente chargée du programme alimentaire, de l'agriculture et des mobilités / Maire-Adjointe à Sarlat

SERVICE RÉFÉRENT

Urbanisme et aménagement de l'espace

MOYENS HUMAINS

2 agents instructeurs
+
1 responsable de service

PLUI

L'année 2020 a permis de finaliser le travail sur les OAP, d'identifier les zones Agricoles et Naturelles (zonage A et N) et d'entamer la traduction réglementaire du PLUi sur toutes les zones U, AU, A, N et les Stecals (secteurs économiques exceptionnels en zone non constructibles) c'est-à-dire : les règlements écrits, le règlement graphique et les prescriptions.

Perspective 2021 : Arrêt du PLUi réalisation de l'enquête publique

RLPi

Au vu du contexte sanitaire et des démarches engagées pour le PlUi, les travaux du RLPi ont été mis en sommeil. L'année 2021 permettra de reprendre ce travail en l'adaptant au travail mené sur le pLUi.

Perspectives 2021 :
• RLPI : rédaction du règlement écrit, arrêt du RLPi, réalisation de l'enquête publique (conjointe à celle du PLUi)

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

L'année 2020 a permis de finaliser le plan d'action, d'élaborer le plan de suivi et de consulter les services de l'Etat.

Des actions de communication ont été menées, notamment dans le cadre de la réalisation de la consultation obligatoire du public en octobre 2020.

Perspective 2021 : Approbation de la démarche et poursuite des actions

PLAN CLIMAT 24
Air Energie Territorial

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

AXES 1 ET 2
DU PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

AXE 1 Réduire l'impact carbone des bâtiments

La rénovation du patrimoine bâti est le premier axe de ce projet. Au travers d'actions concrètes, les particuliers, les professionnels et les services publics sont accompagnés notamment dans la rénovation énergétique du bâti existant et la construction de qualité afin de réduire l'impact carbone des bâtiments.
La collectivité, sans attendre l'approbation finale du PCAET s'est d'ores et déjà investie grandement sur cette thématique depuis 2018.

OPAH

L'étude opérationnelle pour la mise en œuvre d'une OPAH par SOLIHA avec les élus et les acteurs institutionnels lancée en 2019 s'est poursuivie en 2020. Une balade urbaine dans le centre de Sarlat a notamment été organisée afin d'appréhender les problématiques liées au logement.

Perspective 2021 : Rendu de l'étude opérationnelle par SOLIHA et dimensionnement de l'opération

Projet Facilareno

Les communautés de communes Sarlat-Périgord Noir et Vallée de l'Homme se sont engagées dans l'accompagnement des rénovations énergétiques performantes de l'habitat en répondant à un appel d'offre régional en intégrant le réseau Doremi et le dispositif Facilareno. Ce dispositif permet d'accompagner les particuliers, de former les artisans sur chantier réel et d'atteindre une baisse minimum de facteur 4 sur les factures énergétiques.
L'année 2020 a permis de constituer le premier groupement d'artisans et de débuter leur formation et de réaliser en interne 4 pré-visites de chantier.

Perspectives 2021 : L'objectif est de pouvoir constituer d'autres groupements d'artisans et de débuter le premier chantier accompagné selon cette méthode sur notre territoire.

Plateforme de rénovation énergétique

Les EPCI du Pays du Périgord Noir ont étudié la possibilité de déposer une candidature en réponse à l'AMI « plateforme de rénovation énergétique » des services de la Région Nouvelle Aquitaine à l'échelle du Pays du Périgord Noir. Le dépôt de candidature est prévu en août 2021 pour une mise en œuvre au 1er janvier 2022.
Cette plateforme serait complémentaire au projet d'OPAH et permettrait de constituer un guichet unique local sur le thème de la rénovation énergétique à destination de la population.
L'année 2020 a également permis de former les architectes et maîtres d'œuvre localement au « confort thermique dans la maison » et d'organiser 10 permanences du CAUE sur le conseil en architecture et en énergie.

AXE 2 La mobilité

La CCSPN avec les 5 autres EPCI du Pays du Périgord Noir ont répondu à un appel à projet de l'ADEME sur l'accompagnement des collectivités dans la réflexion sur la prise de compétence mobilité (échelle du Pays du Périgord noir).
Une étude a donc été réalisée à l'échelle du Pays par un cabinet externe, et un travail de réflexion a ensuite été mené en interne sur la pertinence de cette prise de compétence à l'échelle communautaire.
Par ailleurs, le projet de vélo route voie verte a repris et un travail sur les tracés a été relancé.

Perspectives 2021 :

- ***Prise de la compétence mobilité par la Communauté de communes***
- ***Travail sur la définition d'une vélo route voie verte à l'échelle de la CCSPN***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT)

DÉFINITION

Le SCoT garantit un développement maîtrisé des territoires qui le composent et répond de manière collective aux enjeux de développement durable, tout en favorisant les complémentarités des communes pour assurer le maintien de solidarités intercommunales.

L'année 2020 a permis au syndicat en partenariat avec les EPCI membres de réaliser un travail sur la rédaction d'un cahier des charges nécessaire à la consultation d'un bureau d'étude en charge de l'élaboration du SCOT.

GESTION DES MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES

ÉLU RÉFÉRENT

Frédéric TRAVERSE
Vice-président chargé de la voirie et du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
Maire de Vitrac

MISSIONS : GEMAPI

MOYENS HUMAINS

1 agent à mi-temps

En 2020, des travaux ont été réalisés pour la mise en œuvre sur près d'1 km de cours d'eau, de banquettes minérales alternées afin de redonner une dynamique plus naturelle de méandre à la rivière Enéa.

Cette dynamique permet ainsi de créer plus de courant, limite la stagnation des sédiments fins, réoxygène l'eau, redonne de la fraicheur en évitant notamment durant l'étiage l'étallement, l'évaporation et le réchauffement de l'eau. Elle permet également d'apporter un support propice à la vie aquatique et à la reproduction des truites.

Perspectives 2021 :

- ***Renaturation du ruisseau de la Massoulie sur 1 km 100, par recharge granulométrique et banquettes minérales***
- ***Etude hydraulique du Merdansou***
- ***Etude complémentaire d'un affluent avec la réflexion sur l'effacement d'un étang***
- ***Premières démarches d'acquisitions foncières de zones humides avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle Aquitaine***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

FRANCE TABAC

ÉLU RÉFÉRENT

Benoît SECRESTAT
Vice-président chargé de l'économie, de l'emploi, des finances et des ressources humaines
Maire de Proissans

SERVICE RÉFÉRENT

Développement économique

MOYENS HUMAINS

1 agent



L'entreprise France Tabac, dernière usine de première transformation du tabac en France, a arrêté son activité sur le site de Sarlat –La Canéda en octobre 2019.

Cet ensemble industriel, situé au cœur de la zone d'activité de Madrazès, est composé de plusieurs bâtiments dont la construction s'étale des années 30, aux années 80. Ce site comprend 14 bâtiments sur un espace d'une superficie de 8 ha 70. L'espace couvert représente une superficie utile de 42 219 m².

La collectivité souhaite avoir la maîtrise foncière de l'ensemble du site afin de mener un projet global, coordonné et qualitatif sur la globalité du site. Une convention opérationnelle a été conclue entre la Communauté de communes et l'établissement public foncier Nouvelle-Aquitaine (EPF NA), en 2020, pour l'acquisition et le portage du site pendant quatre années.

L'acquisition de France Tabac permettra de maintenir une activité économique sur un site emblématique du territoire, (plusieurs entreprises ont montré leur intérêt pour le site), mais également de diversifier le tissu économique et créer des emplois.

L'acquisition de ce site est également l'occasion d'envisager l'implantation du siège de la CCSPN et la création de Sarlatech, un incubateur de start-up et pépinière d'entreprises dédiées au numérique.

Perspectives 2021

• Finalisation de l'acquisition du site avec l'EPF NA

• Lancement des études opérationnelles

• Réponse à l'appel à projet « Fonds Friches »

• Réponse à l'appel à projet dans le cadre de Territoire d'Industrie

2020 : LA CRISE SANITAIRE



Mise en place d'une cellule économique et de dispositifs d'aides économiques d'urgences pour accompagner les entreprises

L'année 2020 a été particulièrement marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid 19, qui a entrainé un ralentissement considérable de l'économie tant nationale que locale.

La CCSPN a souhaité aider les entreprises de son territoire pour lesquelles les dispositifs nationaux ou l'accompagnement de leur banque n'étaient pas suffisants ou pas possibles à mettre en œuvre. Elle a ainsi accompagné celles-ci dans leurs démarches.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

1 - La Cellule économique est organisée en guichet unique et propose un accompagnement sur mesure aux petites et moyennes entreprises rencontrant des difficultés économiques liées à la crise sanitaire.

Des techniciens de la CCSPN et de la commune de Sarlat sont chargés de son fonctionnement. Ils veillent à mobiliser les mesures de soutien économique existantes et coordonnent les interventions des acteurs. Ils aident les entreprises à monter les dossiers d'aides et proposent des solutions ciblées.

87 entreprises ont ainsi été accompagnées notamment sur la recherche de financement, la constitution de dossier ou encore les démarches juridiques.

2 - La CCSPN a signé un avenant à la convention SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique d'innovation et d'Internationalisation) avec la Région Nouvelle-Aquitaine pour mettre en place deux dispositifs d'aides d'urgences :

• **Le Fonds d'aide d'urgence de la CCSPN** consiste au versement d'une aide de 1 500 € aux artisans et aux commerçants ayant un effectif égal ou inférieur à 5 salariés.

28 entreprises ont bénéficié en 2020 d'une aide de 1 500 € pour un montant de subventions versées de 42 000 €.

• **Le Fonds de proximité (avec la Région)** est un prêt à taux à zéro, compris entre 5 000 € et 15 000 €, sans apport complémentaire obligatoire, sans garantie et dont la durée de remboursement est de 4 ans avec possibilité d'un différé maximal de 12 mois. Il s'adresse aux TPE dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés (ETP) des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services de proximité…

Ce prêt est géré par Initiative Périgord en Dordogne et la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir a participé à ce fonds pour un montant de 32 304€.

18 entreprises ont bénéficié de ce fonds pour un montant de 205 000 €.

3 - Les aides au numérique : la CCSPN a également signé une convention avec l'association Avenir Sarlat afin de verser une aide forfaitaire de 334 € aux entreprises du territoire qui souhaitent s'équiper pour vendre sur internet.

Pour l'attribution de cette aide, une enveloppe de 7 500 € sera versée à l'association.

Perspectives 2021

• Poursuite du fonds d'urgence de la CCSPN

• Poursuite de l'aide à la numérisation

• Réflexion sur les actions à mettre en place pour accompagner les entreprises à la reprise

CONSTRUCTION D'UN ABATTOIR DE VOLAILLES GRASSES

Le projet de construction d'un abattoir de volailles grasses se poursuit avec l'étude de nouveaux emplacements. En effet, initialement proposé sur un terrain de la « Borne 120 », la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir étudie également, d'autres implantations qui favoriseraient le rejet vers le réseau collectif.

État avancement : un Assistant à Maitrise d'Ouvrage a été missionné. Il accompagne la collectivité et la SCICA dans la construction du projet.

Perspectives 2021 :

- ***Choix du lieu d'implantation***
- ***Finalisation du chiffrage de l'opération***
- ***Lancement du marché pour le choix d'un Maître d'œuvre***
- ***Engagement des procédures administratives***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

OPÉRATION COLLECTIVE EN MILIEU RURAL (OCMR) (BILAN) / ACP

Perspectives 2021 :

- ***Bilan et clôture de OCMR***
- ***Mise en œuvre de l'ACP avec les partenaires financiers***

En 2018, les 6 communautés de communes adhérentes au Pays du Périgord Noir ont décidé de mettre en œuvre une Opération Collective en Milieu Rural (OCMR) sur le périmètre de celui-ci, avec pour objectif de soutenir et de pérenniser le tissu de TPE artisanales et commerciales de chaque territoire.

Ce dispositif est arrivé à son terme fin 2020. Dans ce cadre, le Pays Périgord Noir et les EPCI membres, ont décidé de missionner un bureau d'étude afin de faire un bilan de l'OCMR qui s'achève et de réaliser un diagnostic et un plan d'action pour un nouveau dispositif que serait l'Action Collective de Proximité (ACP).

Cette nouvelle aide aux commerces et à l'artisanat pourrait ainsi être mise en œuvre courant 2021.

Pour le Pays du Périgord Noir, le bilan fait état de 66 dossiers examinés en comité de pilotage et 64 dossiers validés. Ces entreprises sont essentiellement des TPE de moins de 5 salariés qui ont pour activités le bâtiment, l'alimentaire et les CHR.

Pour la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, ce sont **8 entreprises** qui ont été aidées pour un montant prévisionnel de subvention de 44 500 € et une entreprise qui s'est installée sur la ZAE de la Borne 120.

SIDES - EXTENSION DE LA ZAE DE VIALARD

Perspectives 2021 :

- ***Poursuite des études***
- ***Acquisition des terrains***

Le comité syndical a été renouvelé en 2020, suite aux élections municipales et le montage du projet d'extension de la ZAE de Vialard se poursuit.

Pour rappel, le projet porte sur l'acquisition de 12 hectares de terrain sur la commune de Carsac-Aillac et la réalisation d'une voie départementale nouvelle. L'opération est menée conjointement avec le Conseil Départemental de la Dordogne.

ZAE BORNE 120 / POURSUITE DE LA COMMERCIALISATION

Perspectives 2021 :

- ***Finaliser la vente du lot 1 à l'entreprise Biomasse Occitane***
- ***Poursuivre la commercialisation de la zone***

L'entreprise Optim'eau, qui fabrique des cuves de récupération d'eau de pluie s'est installée sur la zone d'activé de la Borne 120 (lots 2 et 3). Un permis de construire a été déposé pour la construction d'un bâtiment de 200 mètres carrés.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ACTION SOCIALE

LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE

ÉLUS RÉFÉRENTS

Jean-Jacques de PERETTI
Président du CIAS
Maire de Sarlat-La Canéda

Marie-Pierre DELATTAIGNANT
Vice-présidente chargée des politiques de solidarité, de santé et des seniors, Maire Adjointe à Sarlat

MOYENS HUMAINS

13 agents

CHIFFRES-CLÉS 2019

14 000
personnes accueillies

4 000 nuitées à l'aire des gens du voyage

28 500 repas livrés à domicile

BUDGET PRINCIPAL

- ***Dépenses : 1 396 389.14€***
- ***Recettes : 1 453 938.61€***
- ***Total : 57 547.47€***

BUDGET ANNEXE (résidence autonomie du Plantier)

- ***Dépenses : 150 776,65€***
- ***Recettes : 163 154,78€***
- ***Total : 12 378,74€***

MISSIONS

Le CIAS Sarlat-Périgord noir anime une politique de lutte contre l'exclusion, de prévention, de développement social local et de coordination des acteurs locaux du secteur social. L'établissement a pris en compte une évolution des besoins, une fragilisation d'une partie croissante de la population et notamment des seniors et a tenté de développer des réponses adaptées, innovantes, et compatibles avec une contrainte financière pesant sur la collectivité.

FAITS MARQUANTS 2020

- Après-midi culturelle des seniors
- 2 journées « CIAS Tour » à La Roque Gageac et à Saint Vincent le Paluel
- 2 réunions avec les partenaires sociaux et associatifs
- 2 journées éco-énergie avec le centre de loisirs du Ratz Haut, et le Conseil Départemental (référentes RSA)
- Atelier cuisine mobile à La Roque Gageac
- Réunions Bilan Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens et Prévisionnel CPOM 2021
- 2 Conseils de Vie Sociale de la Résidence Autonomie du Plantier
- Bilan CPOM 2019
- Enquête de satisfaction sur la livraison de repas à domicile
- Mise en place d'un service de livraison de courses au domicile pendant le confinement en partenariat avec les services de la Ville de Sarlat
- 3 Chantiers d'insertion ALT et Résidence Autonomie en partenariat avec Itinérance
- Travaux de réfection de la cabine ascenseur à la RA
- Programme coordonné CARSAT
- Atelier informatique et Atelier nutrition santé à la RA

PERSPECTIVES 2021

Le CIAS en 2020 a poursuivi ses missions, fait évoluer ses organisations, adapté ses processus, renoncé temporairement à certaines de ses actions, intégré de nouveaux besoins des usagers et de nouvelles façons d'y répondre. Les échanges par mail, les accompagnements téléphoniques prennent de l'ampleur, la mise en place du télétravail, l'organisation du plateau technique par demi-équipe, réunions de service en téléconférence, numéro vert 24/24 avec écoute sociale sont quelques-unes des évolutions… C'est avec cette expérience que le CIAS se mobilisera en 2021 pour repenser son projet dont la modernisation et la sécurisation des processus comme des pratiques seront les axes fondamentaux de réflexion et de développement : sécurisation des locaux, mise en place de la dématérialisation de la gestion de la file active, numérisation des dossiers des usagers, accompagnement des publics vers l'acculturation à la dématérialisation des droits.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ENFANCE / JEUNESSE

LES SERVICES PETITE ENFANCE-ENFANCE-JEUNESSE-ANIMATION DE LA VIE LOCALE

Le Pôle « petite enfance, enfance, jeunesse » met en œuvre des savoir-être tout à fait spécifiques en fonction des âges et, par conséquent des besoins des publics accueillis et de leurs familles.

- Pour les 0/3 ans la sécurité physique, affective et motrice de l'enfant sont primordiales.
- Pour les 3/6 ans les mêmes enjeux sont à considérer en développant la dimension éducative, les clés de la sociabilité et du vivre ensemble.
- Pour les 6/12 ans l'affirmation de soi et le respect des autres sont des piliers importants à développer pour tendre vers un épanouissement constructif tout en aiguisant son sens de la curiosité dans « le domaine des possibles ».
- Pour les 12/17 ans, l'attention, l'écoute et l'accompagnement sont les qualités premières à diffuser afin de leur permettre d'apprivoiser leur liberté en toute sérénité et gagner ainsi une confiance en soi grâce à l'aboutissement de projets qu'ils ont le loisir de mettre en œuvre et de faire aboutir.
- Pour les 17/25 ans il s'agit d'offrir une relation de grande qualité à travers l'accompagnement de projets personnels et/ou professionnels grâce à des dispositifs complémentaires et notamment un guichet unique permettant une orientation claire relative aux besoins nécessaires à la construction des adultes de demain.

C'est précisément en fonction des âges accueillis que les services de ce pôle sont accompagnés par des institutions qui, chacune dans son domaine, est garante :
- de la qualité d'accueil et d'encadrement des enfants ;
- de la pertinence des projets éducatifs et pédagogiques ;
- de l'égalité des chances et de l'équité sociale.

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

SERVICES CONCERNÉS

1 multi-accueil
1 crèche familiale
1 lieu d'accueil parents-enfants
1 micro-crèche
2 relais assistantes maternelles
3 accueils de loisirs sans hébergement
1 Point Information Jeunesse
1 Espace jeunes

MOYENS HUMAINS

75 agents

Partenaires :
- La PMI
- La DDCSPP
- La CAF
- La MSA



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

PETITE ENFANCE

En matière d'accueil de la petite enfance (jusqu' à 4 ans maximum et avant la scolarisation)

Situés sur Sarlat :

Un multi-accueil

de 30 places accueillant du lundi au vendredi de 7h45 à 18h15, soit une amplitude d'ouverture de 52,5 heures hebdomadaires.



L'équipe comprend :

1 directrice Educatrice Jeunes Enfants diplômée d'Etat
1 Educatrice Jeunes enfants diplômée d'Etat
4 auxiliaires principales de Puériculture titulaire diplômées
1 auxiliaire de puériculture (adjoint d'animation stagiaire)
1 ATSEM principale
2 animatrices BAFA/CAP petite enfance, contractuelles
1 cuisinière
2 agents d'entretien
1 médecin vacataire

Une crèche familiale

comptant 1 directrice Infirmière-Puéricultrice Diplômée d'Etat.



L'équipe comprend :

2 Educatrices de Jeunes Enfants diplômée d'Etat 1,5 ETP
1 secrétaire assistante de direction
Vacataires : 1 psychologue, 1 médecin, 1 musicien.
22 assistantes maternelles pouvant accueillir à leur domicile entre 2 et 3 enfants chacune (potentiel de 57 places en juin 2018) pour une amplitude maximale de 12 heures par jour.

Un lieu d'accueil parents-enfants « 123 Soleil »

comptant 1 responsable Educatrice de jeunes enfants et 2 accueillants fonctionnant 10 heures par semaine sur 3 demi-journées. Il est ouvert à tous les enfants de moins de 6 ans et aux adultes qui les accompagnent (parents, grands-parents, assistantes maternelles, etc…) le mardi et le vendredi de 9h à 12h ; le jeudi de 15h à 19h.



C'est un espace convivial qui accueille, de manière libre, anonyme, gratuite, sans inscription, de façon régulière ou occasionnelle, de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent.

Cette structure constitue un espace de jeu libre pour les enfants et un lieu de parole pour les parents. Les professionnels et/ou bénévoles sont formés à l'écoute et garants des règles de vie spécifiques à ce lieu. Le lieu d'accueil parents-enfants est souvent un premier lieu de sociabilité pour l'enfant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Située à Proissans :



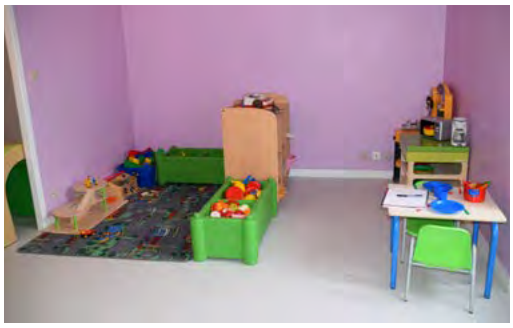
Une micro-crèche de 10 places accueillant du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, soit une amplitude d'ouverture de 55 heures hebdomadaires.

L'équipe comprend :

1 Directrice éducatrice de jeunes enfants (Diplôme d'Etat d'Educateur de jeunes enfants)
1 Auxiliaire de puériculture (Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de puériculture)
2 agents d'accueil (C.A.P petite enfance et assistance maternelle)

Positionnés à Sarlat mais déployés sur 5 Communautés de communes :

2 Relais assistantes maternelles animés par 2 Educatrices de jeunes enfants. Service d'information et d'animation en faveur de l'accueil individuel et de l'accompagnement personnalisé pour les parents et les assistantes maternelles agréées indépendantes.



- Sur la CCSPN, des assistantes maternelles « libérales » dont les parents sont les employeurs : 60 assistantes maternelles offrant un potentiel d'accueil de 177 places. Il est à noter que cette population d'assistantes maternelles est vieillissante avec plus de la moitié ayant dépassé 50 ans et un peu plus de 15% ayant plus de 60 ans.
- Une centaine d'assistantes maternelles libérales présentes sur les 4 autres communautés de communes.

À ces moyens viennent s'ajouter des prises en charge au domicile des parents dont la quantification n'est pas aisée ainsi que la garde dans le cercle familial.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ENFANCE

En matière d'accueil de l'enfance (à partir de la scolarisation)

Situés à Sarlat :



Un ALSH maternel dans le cadre de la Maison de la Petite Enfance, d'une capacité de 25 places.

L'équipe qualifiée BAFA et BAFD comprend :

1 directrice
3 animatrices
1 auxiliaire de puériculture
1 CAP Petite Enfance



Un ALSH (Ratz Haut) de 150 places pour les 3-15 ans, doublé d'un centre d'hébergement de 36 places permettant des séjours de groupes. La vétusté de cet équipement est à noter. Il bénéficie, par ailleurs, d'un espace et d'un environnement remarquables.

L'équipe comprend :

1 directeur
2 directeurs adjoints
6 animateurs permanents
Des animateurs vacataires selon les besoins pendant les vacances
1 factotum
Du personnel d'entretien

Situé à Sainte Nathalène :



Un ALSH 3-11 ans d'une capacité de 40 places.

L'équipe comprend :

1 directeur
3 animateurs

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

JEUNESSE

En matière de jeunesse : pré-adolescents, adolescents, jeunes adultes

Situés à Sarlat :

Un Point Information Jeunesse (PIJ)

Ce service ouvert 15 heures/semaine, organise des animations et des évènements dans le champ culturel, sportif et de loisir. L'objectif du Point d'Information Jeunesse est de permettre à tout jeune en recherche d'information, de quelque nature qu'elle soit, d'être informé ou orienté vers le bon interlocuteur, par une écoute et un accompagnement dans sa recherche. Ce lieu s'inscrit donc comme une passerelle permettant d'établir un lien entre le public et l'ensemble des partenaires du territoire.



L'équipe comprend :

1 responsable en formation BPJEPS
1 animateur suppléant

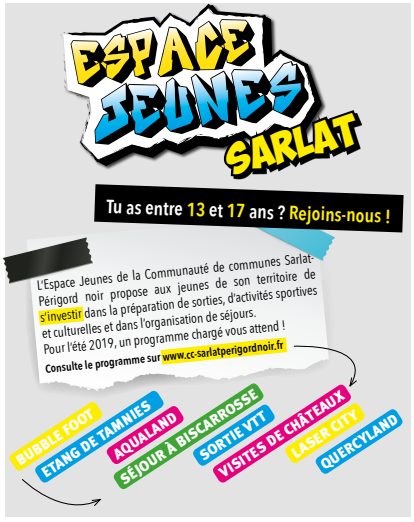
Un service d'animation de la vie sociale locale

Géré par un conseillé des APS, en lien avec le Point Information Jeunesse et l'Accueil de Jeunes, ce service, par l'organisation d'actions événementielles citoyennes basées sur le sport, la culture, les loisirs, le populaire et le festif, favorise la cohésion sociale. Ces différents domaines représentent des tremplins privilégiés permettant d'associer la jeunesse dans sa mise en relation avec d'autres types de publics, ainsi qu'avec des partenaires qu'ils soient institutionnels, associatifs ou même privés.

Un Accueil de jeunes dirigé par 1 directeur en formation BPJEPS assisté d'un animateur et d'une animatrice pendant les vacances.

Ce service permet l'organisation d'actions pendant les périodes de loisirs des jeunes. L'Espace jeunes donne l'occasion aux jeunes mineurs de prendre conscience des impératifs de la vie collective en s'impliquant dans la mise en œuvre des projets et en étant pleinement acteurs dans leur réalisation. Il est aussi un lieu privilégié pour l'apprentissage du respect mutuel et la favorisation de la socialisation.

Le partenariat avec le collège/lycée St Joseph et le lycée génère l'adhésion des jeunes à ces activités et entraine également l'adhésion de jeunes « hors territoire », que nous accueillons pour répondre à la réalité des groupes d'amis d'ores et déjà constitués. Des activités sont prévues sur les communes associées tout en contribuant à résoudre les difficultés de mobilité des jeunes par des navettes en minibus, notamment. Un projet d'aménagement de locaux situés juste à côté de la future médiathèque de Sarlat est envisagé d'ici 3 à 5 ans.



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ANIMATION DE LA VIE LOCALE ET PARTENARIATS

LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Cette démarche de travail avec les services de la Caf vise à réaliser des diagnostics sur notre territoire par l'organisation de réunions avec les services, les habitants, les élus et les partenaires dont les thèmes sont les suivants :

- Petite enfance
- Parentalité
- Jeunesse
- Animation de la vie locale
- Fracture numérique

MISE EN PLACE D'UNE COORDINATION ENFANCE/JEUNESSE SUR LE TERRITOIRE :

Positionnement d'un coordinateur des accueils de loisirs du territoire et du service citoyenneté/jeunesse.

Ses missions :

- Mise en place de passerelles entres les structures y compris des plus grands vers le service jeunesse
- Suivi des bilans et des documents administratifs des structures DDCSPP/CAF
- Organisation d'actions de loisirs de proximité sur le territoire.

LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE (CISPD)

Présidé par le Président de la CCSPN et supervisé par le Procureur de la République, ce conseil réunit les services de la gendarmerie, de la Sous-Préfecture, la police municipale, les associations à caractère social et/ou de prévention, le conseil départemental, les collèges et les lycées, les parents d'élèves, les bailleurs sociaux.

Trois ateliers thématiques permettent de réfléchir et de travailler sur le territoire avec nos partenaires, à savoir :

- La prévention des violences intrafamiliales
- La prévention des jeunes
- La tranquillité publique

Perspectives du pôle pour 2021 :

- Signer la Convention Territoriale Globale – passage du CEJ en Bonus de territoire.
- Conforter le nombre de places d'accueil sur les services de l'enfance, en tenant compte de la partie sud de notre territoire
- Permettre une harmonisation des pratiques professionnelles et construire un plan de formation visant à conforter les dimensions éducatives et pédagogiques en s'inscrivant, notamment dans le cadre du Plan Mercredi
- Renforcer l'offre de service à l'attention des familles sur l'accès aux droits
- Développer de nouvelles actions en faveur des publics jeunes et des adolescents au niveau du territoire.
- Poursuivre la réflexion sur les locaux de l'accueil de loisirs du Ratz-Haut
- Transférer le service jeunesse dans des locaux plus adaptés et plus proches du centre-ville
- Engager une réflexion sur la création d'un accueil de loisirs au Sud du territoire
- Accompagner l'ouverture d'un UEAPED (Unité d'Accueil des Enfants Pédiatrique Enfants en Danger)
- Accompagner une campagne de communication sur la prévention des violences intrafamiliales
- Relancer le comité restreint axé sur les violences intrafamiliales et désigner un référent territorial afin de mieux mailler le territoire et mieux échanger les informations avec la déléguée au droit des femmes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LE PÔLE CULTUREL ET JEUNESSE

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIE
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

RÉSEAU DE LECTURE

Volet fonctionnement du réseau intercommunal

Si la Covid a largement impacté les conditions d'ouverture des bibliothèques (au total 2 mois de fermeture complète et 2 mois d'accès par "click and collect"), les projets enclenchés en 2019 ont toutefois pu être mis en œuvre. Les collections des points lecture de Marquay et St André-Allas ont été informatisées et une connexion Internet a été installée dans les bibliothèques de Ste Nathalène et Marquay. Le déploiement de la carte d'adhésion gratuite et commune aux bibliothèques de la CCSPN a commencé à l'été avec succès. L'augmentation de la circulation des documents et des usagers entre la bibliothèque de Sarlat et celle de Sainte Nathalène, ainsi que l'évolution du nombre d'inscrits en sont de bons indicateurs. Les animations ont quant à elles été nettement réduites. Trois événements sont à noter : la version numérique de l'animation «Contes et Musiques» grâce à une initiative des différents partenaires, le Mois de Mam'zelle Roüge valorisant le travail de cette illustratrice sarladaise et la célébration des 90 ans de la Bibliothèque de Sarlat. Enfin, une collaboration avec la section SEGPA du collège La Boétie démarrée en septembre 2020 donnera lieu à l'installation d'un prototype de boîte de retour de documents à Ste Nathalène en 2021.

PÔLE CULTUREL & JEUNESSE TRAVAUX

Le Pôle Culturel et Jeunesse est constitué d'une partie médiathèque et d'une partie école de musique.

Pour mémoire, les marchés publics ont été notifiés aux entreprises en 2019 pour un montant global de 3 862 507,26 € HT soit 4 635 507,26 € TTC aux entreprises VAUNAC (en groupement avec NGE, STP et PASSERIEUX), ESPITBOIS, BOUYSSOU, SCEP, LAVERGNE, LACOSTE, LAVERGNE, SUDRIE, BREL, OTIS, STP, ALLEZ et ATSE BORDE. La période de préparation de chantier a suivi, dès début février, et les « premiers coups de pelle » ont été donnés début mars 2019.

Des difficultés rencontrées lors du sciage de la falaise, pour la mise au point des fondations et des murs banchés mais aussi la COVID19 et un incendie sur un des coffrages ont amené à ajuster le planning.

Néanmoins, courant 2020, les travaux de second œuvre, au sein de l'école de musique, ont très bien avancé. Restent les travaux de finition : doublage, peinture, sol, installations sanitaires… Concernant la médiathèque, le gros œuvre est toujours en cours (élévation des murs banchés)

Les réflexions parallèles que sont l'aménagement intérieur du Pôle (mobilier), l'aménagement de l'esplanade et l'aménagement des abords se poursuivent. L'opération de renouvellement des réseaux humides a également été lancée par la Ville de Sarlat-La Canéda.

PERSPECTIVES 2021

- ***Poursuite des travaux***
- ***Finalisation du travail sur les abords***
- ***Choix des mobiliers***

Perspectives 2021

- Fin du déploiement de la carte unique à Marquay
- Inauguration du prototype de boîte de retour à Ste Nathalène
- Dossier de subvention pour l'acquisition d'un véhicule de service

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

OFFICE DE TOURISME SARLAT - PÉRIGORD NOIR

MISSIONS

- Accueillir, informer et conseiller les visiteurs
- Promouvoir l'offre touristique et la destination Sarlat-Périgord Noir en France et à l'étranger
- Fédérer et animer les acteurs du tourisme
- Organiser et valoriser les grands évènements structurants (Fest'Oie, Les Journées du terroir…)
- Commercialiser des produits touristiques et des prestations de services touristiques sur notre territoire et sur le territoire de toute commune de la destination qui y serait favorable
- Organiser les visites guidées de la ville dans le cadre du programme «Ville d'Art & d'Histoire» mis en place par l'animatrice du patrimoine. L'an dernier, l'Office de Tourisme a réalisé 27 000 visites guidées.
- Apporter conseil et soutien à toute collectivité qui en ferait la demande par convention
- Développement touristique, études et animation
- Animation et participation à l'entretien des sentiers de randonnée

EFFECTIF ET MOYENS

- 23 permanents, 3 alternants et 4 saisonniers représentant 23,3 équivalent-temps pleins
- 2,4 M€ de budget pour l'office de tourisme
- 932 000 € de taxe de séjour dont 85 000 € de taxe additionnelle

FAITS MARQUANTS 2020

- Ouverture au public du nouvel espace d'accueil à La Roque Gageac en Mai 2020
- Une saison touristique amputée du Printemps et de l'Hiver, sans clientèles internationales et sans groupes
- Recours significatif à l'activité partielle et réduction drastique des effectifs saisonniers pour préserver les comptes et les emplois
- Remise en question du projet de réorganisation de l'OT préparé en 2019, du fait de la crise
- Accompagnement et soutien des opérateurs touristiques pendant les phases de confinement et lors des reprises (soutien moral, veille règlementaire, aides publiques, protocoles sanitaires, communication…)

ÉLUS RÉFÉRENTS

Christophe NAJEM
Vice-président de l'Office de tourisme, Maire Adjoin à Sarlat

Nadia BRAIZET
Vice-présidente de l'Office de tourisme

CHIFFRES-CLÉS 2019

- 1,6 M de visiteurs
- 9,6% d'emplois touristiques
- 32 100 lits touristiques dont 23 300 lits marchands
- 290 000 visiteurs dans les espaces d'accueil de Sarlat, Beynac et La Roque-Gageac
- 3 300 heures d'ouverture des espaces d'accueil
- 1,1 millions de visites sur le site Internet de l'OT
- 30 000 fans sur Facebook et 10 000 sur Instagram
- 10 500 personnes accueillies en visite guidée
- 9 783 nuitées louées en meublés de tourisme par l'OT
- 49 journalistes accueillis, 196 articles de presse parus, 7 reportages sur des radios nationales et 33 émissions de TV diffusées représentant une contre-valeur publicitaire de 8,4 M€
- 43 professionnels du tourisme accompagnés dans le cadre des ateliers de professionnalisation

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

- Couverture médiatique sans précédent de la destination Dordogne Périgord
- Un très fort pic de fréquentation avec un personnel réduit pour faire face
- Une perte de recettes supérieure à 30%
- Renouvellement du Comité de Direction suite aux élections municipales
- Dématérialisation des Rencontres du Tourisme
- Elaboration et lancement d'un plan local de professionnalisation

PERSPECTIVES 2021

- ***En 2021, le tourisme sera avant tout français, individuel (couples, familles, amis) et de proximité***
- ***Pas d'activité sérieuse avant juin, soit 20% de l'activité touristique perdue***
- ***Les conditions ne sont toujours pas réunies pour le retour des clientèles étrangères et les groupes et ne le seront pas sérieusement avant 2022 car le redémarrage effectif des professionnels du voyage de groupes et du transport aérien international sera long***
- ***Il faut donc adapter l'offre pour se focaliser sur une clientèle nationale et individuelle, miser sur les envies de reconnexion à la nature et à l'humain et optimiser tous les outils sans contact, notamment les possibilités de réservation à distance***
- ***La saison d'été devrait être très soutenue, comme les réservations l'indiquent d'ores et déjà mais le manque de visibilité sur le calendrier de vaccination et les variants du virus continuent de faire peser un aléa important***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LES MOYENS GÉNÉRAUX

Sarlat Périgord Noir
COMMUNAUTE DE COMMUNES

ORGANIGRAMME - Janvier 2020

Le Président
Jean-Jacques de Peretti

Directeur Général des Services
Patrice Martin

Secrétaire générale
Isabelle Bombet
Coordination du projet communautaire

Services mutualisés : Achats Gestion / Patrimoine bâti Réseaux Manifestations / Affaires Générales et Commande publique / Communication / TIC / Entretien

Pôle Technique Aménagement Environnement

Sandrine Fagot
Directrice des services techniques

Technique
Yannick Rivière
A. Bachaud - P. Felix
JF. Lascombe - L. Plancassagne - J. Seyral - G. Descamps

Voirie
Yannick Rivière
Fabien Champelovier
G. Gauthier - B. Madieu - F. Mathieu
C. Merchadou - C. Roubio - L Leyze

Signalisation
P. David

Environnement Aménagement de l'espace
SPANC
Hélène Delroc
David Guigue
Urbanisme/PLUi
Adeline Crouzille
B. Mathé - B. Rolland - M. Royere
Gestion des milieux naturels et agricoles
David Guigue

Pôle Administration générale et Culture

Isabelle Bombet
Directrice
Accueil & secrétariat
C. Desplat - A. Lebreton

Développement économique et commerces de proximité
C.Villemiane

Réseau de lecture publique
Tiphaine Desjardin
Directrice
N. Bouchat - I. Chauvel - S. Corbellari
L. De La Lande - A. Leygonie - V. Perez

Ecole de musique
M. Defrétière

Pôle Finances

Jean Luc Montet
Directeur Général Adjoint
S Péroux
C. Gabriel - P. Fresquet
F. Pelletier - C. Picadou - D. Poinson

Pôle Cohésion Sociale et Vie au travail

Jean-Luc Raulet
Directeur

Ressources humaines
Isabelle Valeille
Directrice des Ressources Humaines
F. Berkouat - A. Chauveroche - V. Deplanque
C. Machado - O. Mathieu - N. Perrier

CIAS Périgord Noir
Jean-Luc Raulet
Directeur
K. Elias
Accueil des publics
D. Beauvais - F. Rostand
Action sociale communautaire
C. Dagnas - S. Fontourcy
C. Froidefond - M. Jankowski
Service aux seniors
C. Demouront - M. Jankowski
Résidence autonomie
C. Marty - B.Vancutsen
Portage de repas à domicile
D. Saute - C. Marty - S. Mazère - B.Vancutsen
Aire des gens du voyage
F. Rostand - D. Felix - B. Vancutsen

Pôle Enfance Jeunesse et prévention

Marie-Line Tudury
Directrice

Coordination enfance jeunesse
Mathieu Repetto

Accueil de loisirs du Ratz Haut
Nicolas Clanet
Directeur
A. Mili
C. Schmitt
G. Cluzaud - W. Dejean - G. Gueulet - A. Mili
S. Guinand - A.Yahioun - M. Magalhaes
A. Marseille - G. Hamelin - J.Vergnes
Entretien bâtiments
A. Levieux

Accueil de loisirs Enéa Loisirs
Elodie Agrafeil
Directrice
T. Boivin - L. Gérard - M. Leclerc

Jeunesse / Citoyenneté
Accueil de jeunes
Mohamed Haddou
I. Belgacem
PIJ / Animation de la vie locale
Harbya Medhi - Thierry Garnier

1,2,3...Soleil
Claire Ducasse
M. de Freitas - E. Lenvec

Relais Assistantes Maternelles
Brigitte Anstett-Lemboub
L. Leroy

Maison de la Petite Enfance du Plantier
Fabienne Caudron
Directrice
Delphine Chanet

Crèche Familiale
Fabienne Caudron
Directrice
C. Sclafert - F. Billon
Assistantes maternelles
M. Barrera - B. Bernat - C. Besse
F. Bessanaux - S. Bigiato - L. Bonnefon - C. Cros
F. Boufedji - P. Delbas - L. Delpech - MC. Faucher
S. Fores - M. Gaussinel - M. Lalande
N. Lambry - D. Larreguie - N. Laurier - H. Luternauer
S. Legrand - G. Souffron

Multi Accueil
Estelle Labrousse
Directrice
F. Joachin
M. Cal - S. Cartignies - C. Giradeau - K. Gorsse
MC. Lamaze -S. Larénie - C. Le Digabel
N. Prat - N. Rigal

Accueil de loisirs maternel
Magali Arpaliange
Directrice
C. Laurent
I.David - E. Marty - I. Mazouni - S. Tasset

Micro-crèche de Proissans Lous Croustous
Laëtitia Baylet
Directrice
M. Barrière - M. Gaussinel
E. Martin - N. Rouvès

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE ACCUEIL, SECRÉTARIAT ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ÉLU RÉFÉRENT

Benoît SECRESTAT
Vice-Président chargé de l'économie, de l'emploi, des finances et des ressources humaines
Maire de Proissans

EFFECTIF DU SERVICE

1 DGA
2 agents d'accueil (1,5 ETP)

CHIFFRES-CLÉS 2020

Accueil téléphonique : **4047**
Accueil du public : **1 211**
Gestion du courrier : **2027**
Boite mail accueil : **4 666**
Bureaux communautaires : **8**
Conseils communautaires : **6**
Délibérations : **145**
Réunions des commissions : **8**



MISSIONS

Accueil, secrétariat

- Accueil, information et orientation du public
- Gestion du courrier et de la boite mail
- Secrétariat des pôles
- Gestion des plannings (véhicule, salle de réunion)

Administration générale

- Bureaux et conseils communautaires : organisation et suivi : calendrier des séances, convocations, préparation des dossiers, suivi des réunions (dématérialisation, affichage...)
- Commissions thématiques : convocations et suivi
- Recueil des actes

FAITS MARQUANTS

- Fermeture du siège pendant le confinement et ajustements réguliers des modalités d'organisation des services et des missions
- Renouvellement des instances suite aux élections municipales
- Organisation de réunions en visio-conférences et poursuite de la dématérialisation des procédures
- Absence d'un agent une partie de l'année

PERSPECTIVES 2021

- ***Création d'un Pôle Accueil / Secrétariat***
- ***Recrutement d'un(e) coordinateur(trice) du service***
- ***Déménagement du siège de la CCSPN***
- ***Echange de pratiques professionnelles avec les services d'autres collectivités***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE RESSOURCES HUMAINES

MISSIONS

- Assurer la gestion des carrières et des situations administratives de chacun des agents des 3 collectivités (Mairie de Sarlat, CIAS et CCSPN)
- Calculer et traiter leur rémunération, gérer et suivre leurs absences et leur santé au travail
- Assurer les recrutements (conseil, organisation et suivi)
- Mettre en œuvre et assurer le suivi du plan de formation et de l'ensemble des formations
- Assurer la préparation et le suivi des instances de dialogue social
- Produire un bilan social bisannuel
- Contribuer à la démarche globale d'amélioration des conditions de travail (QVT)
- Développer le partenariat institutionnel

FAITS MARQUANTS

- Maintien de l'activité durant la crise sanitaire y compris durant les périodes de confinement
- Réorganisation du service avec mise en place de rendez-vous et mise en place du télétravail pour une partie du temps
- Traitement des évolutions réglementaires en matière d'autorisation d'absence et de critères de vulnérabilité
- Accompagnement de la mise en place de la démarche Qualité de Vie au Travail
- Départ de la Directrice des Ressources Humaines

PERSPECTIVES 2021

- ***La révision du RIFSEEP***
- ***Le temps de travail en regard de la loi d'août 2019 de transformation de la fonction publique***
- ***La construction des lignes directrices de gestion***
- ***Remplacement de la Directrice des Ressources Humaines***

ÉLU RÉFÉRENT

Benoît SECRESTAT
Vice-Président chargé de l'économie, de l'emploi, des finances et des ressources humaines
Maire de Proissans

EFFECTIF DU SERVICE

1 directeur de pôle cohésion sociale et vie au travail (0,3 ETP)

1 DRH

6 assistants (5,8 ETP)

CHIFFRES-CLÉS 2020

Effectif de la CCSPN :

124 agents

79 titulaires dont **2/3** sont des femmes

66% catégorie C

15% catégorie B

19% catégorie A

172 journées de formation (98 agents concernés)

2247 jours de maladie touchant **48** agents

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE FINANCES

ÉLU RÉFÉRENT

Benoît SECRESTAT
Vice-Président chargé de l'économie, de l'emploi, des finances et des ressources humaines
Maire de Proissans

EFFECTIF DU SERVICE

1 directeur
1 adjoint au directeur
5 agents

CHIFFRES-CLÉS 2020

Surface financière tous budgets confondus :

65 717 000 €

9 630 mandats

2 620 titres

7 815 engagements

nombre total d'écritures :

22 230

MISSIONS

- Gestion de 14 budgets :
  - Sarlat-La Canéda (Ville – Eau – Assainissement - Eglise Sainte Marie - Centre Culturel et de Congrès)
  - Communauté de communes (Budget principal - SPANC – Borne 120 et Résidence Habitat Jeunes)
  - CIAS (Budget principal – Résidence autonomie)
  - Autres budgets (Aérodrome – Zone Activités Economiques Vialard – Syndicat Mixte du SCoT Périgord Noir)
- Préparation, exécution et suivi des crédits
- Contrôle de gestion
- Préparation des Comptes Administratifs
- Suivi de la trésorerie
- Subventions d'investissements : montage des dossiers, demande et suivi des encaissements
- Traitement des recettes impayées (restauration scolaire, périscolaire, occupation du domaine public, TLPE, …)
- Régies d'avances et de recettes : arrêtés, comptabilisation, contrôle,
- Gestion des emprunts
- Amortissements
- Suivi de l'inventaire

FAITS MARQUANTS

- Intégration de 2 agents
- Adaptation des activités du service à la crise sanitaire par la mise en place du télétravail
- Fin de la mise en place de la dématérialisation des factures de tous nos fournisseurs
- Mise en production du logiciel e.commande et formation de tous les agents « Acheteurs » au bénéfice de toutes les collectivités
- Mise en place de PayFip

PERSPECTIVES 2021

- ***Déployer une solution logicielle de prospective financière***
- ***Poursuite de la mise en place de PayFip pour toutes les recettes***
- ***Poursuite de la dématérialisation de la chaine comptable : mise en œuvre du « Service fait » et de la validation des factures (e.facture).***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE VOIRIE

MISSIONS

- Entretien des voiries communautaires de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir
- Entretien des signalisations horizontale et verticale (police) sur les voiries communautaires de la CC Sarlat-Périgord Noir
- Suivi de chantiers d'aménagements urbains, de voirie
- Avis au service instructeur sur autorisation d'urbanisme (CUa, Cub et PC)
- Avis sur demande de permissions de voirie, d'occupation du domaine public
- Arrêté d'alignement sur demande des communes, des notaires…

FAITS MARQUANTS

- Gestion de la crise sanitaire liée à la COVID-19
- Réalisation par l'équipe voirie, entre autres, des travaux suivants : travaux de revêtement, reprofilage et curage de fossés, purge d'argiliers, pose d'enrobé à froid, de poutres de rives
- Suivi du chantier de déploiement de fibre optique
- Suivi du chantier de l'aménagement de la Résidence Habitat Jeunes
- Vente du camion Goudronneuse
- Renforcement de l'équipe par 2 agents du GER d'avril à septembre 2020

PERSPECTIVES 2021

- ***Renouvellement du marché de signalisation horizontale***
- ***Prise en main du PATA sur l'ensemble de la CCSPN***

ÉLUS RÉFÉRENTS

Didier DELIBIE
Vice-président chargé de la voirie (fonctionnement)

Frédéric TRAVERSE
Vice-président chargé de de la voirie (investissement) - Maire de Vitrac

EFFECTIF DU SERVICE

1 responsable
1 chef de l'équipe régie
12 agents (6 pour la régie et 6 dans le service technique)

ÉQUIPEMENTS 2020

1 Tracto Pelle
1 Tracteur Balai
1 Tracteur Lame Niveleuse
2 Compacteurs
3 Camions Benne PL
1 Camion Benne VL
1 PATA
1 Télescopique
2 VL

CHIFFRES-CLÉS 2020

415 km de voirie

Du fait de la crise sanitaire, les travaux réalisés en 2020, tant par entreprises qu'en régie, ont été perturbés :

Réfection de voiries par entreprises pour un montant de

1 071 440,55 €

Réfection de voiries par les agents de l'équipe régie pour un montant de matériaux d'environ

350 000 €

250 tonnes d'émulsion

1 750 tonnes de graviers

1 600 tonnes de grave émulsion

173 tonnes d'enrobé

412 tonnes de calcaire

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

ÉLU RÉFÉRENT

Frédéric TRAVERSE
Vice-président chargé de la voirie et du SPANC - Maire de Vitrac

EFFECTIF DU SERVICE

2 agents

ÉQUIPEMENTS 2020

2 véhicules
1 inclinomètre
4 protocoles de Porchet
2 appareils photos
1 SIG ISIGEO avec modules métiers ANC, réseaux humides et GEMAPI

CHIFFRES-CLÉS 2020

13 communes

5 500 installations ANC

386 contrôles ANC dont :

• Contrôles sur les installations neuves :

119 contrôles de conception

66 contrôles de bonne exécution des travaux

65 certificats de conformité.

• Contrôles sur les installations existantes :

134 diagnostics préalables à la vente

2 avis sur Certificat d'Urbanisme

MISSIONS

• Contrôle des filières d'assainissement neuves et existantes

FAITS MARQUANTS

• Réorganisation des missions du fait de la crise sanitaire avec mise en place de télétravail
• Suivi de divers travaux de renouvellement et d'extension de réseaux humides collectifs
• Participation à diverses études et montage de marchés publics avec le SATESE (gestion des graisses dans les réseaux d'assainissement, mise en place d'un contrat de concession ou d'une régie des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif…)
• Révision de la convention spéciale de déversement de l'entreprise SUTUREX
• Suivi du diagnostic amont (RSDE 2) dans les réseaux d'assainissement de la ville de Sarlat-La Canéda et suivi de la campagne de recherche de micropolluants en entrée et sortie de la station d'épuration

PERSPECTIVES 2021

• ***Accompagnement de la réflexion pour le renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) pour la ville de Sarlat-La Canéda et de la conduite d'un diagnostic et d'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales dans le cadre des travaux pour le transfert de compétence***
• ***Poursuite du chantier de renouvellement des réseaux AEP, EU, EP aux abords du Pôle Culturel & Jeunesse***
• ***Action de sensibilisation sur les périmètres de protection immédiats et rapprochés du forage et de la source de la Tannerie***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

FAITS MARQUANTS

- Travaux de renaturation de l'Enéa par la mise en œuvre de banquettes minérales
- Animation nature avec les enfants de l'école de Sainte Nathalène, à la découverte de la vie aquatique d'une rivière
- Accompagnement du changement de pratique d'entretien de la végétation aquatique de la Cuze auprès des agents de la Ville de Sarlat-La Canéda
- Candidature à l'appel à projet « zones humides de tête de bassin »
- Création et intégration d'une nouvelle carte GEMAPI sur le SIG
- Prospection foncière de zones humides avec le Conservatoire d'Espace Naturel de Nouvelle Aquitaine.

CHIFFRE-CLÉS 2020

Renaturation de l'Enea par recharge granulométrique et banquettes minérales :

1 km de travaux pour

56 000€

Plantation de ripisylves :

1880 arbres et arbustes plantés

PERSPECTIVES 2021

ENEA :

- ***Animation jeune public (Centre de loisirs / école) dans une opération de plantation***
- ***Mise en œuvre de l'opération de renaturation sur la Massoulie***
- ***Etude hydraulique du Merdansou et projet d'écrêtage de crue dans une zone humide (plan d'eau)***
- ***Etude complémentaire d'un affluent de l'Enéa***
- ***Réunion technique avec des propriétaires riverains et le comité technique du Programme Pluriannuel de Gestion (PPG)***
- ***Demande de prolongement du PPG sur 2 ans supplémentaires***
- ***Etude sur l'aménagement d'un ouvrage de répartition de moulin***

CUZE :

- ***Suivi du programme de gestion de la végétation aquatique du cours d'eau avec les services techniques de la mairie de Sarlat-La Canéda***
- ***Mise en œuvre de grilles à l'entrée des réseaux souterrains pour éviter la formation d'encombres***
- ***Premières acquisitions foncières de zones humides en collaboration avec le Conservatoire d'Espaces Naturels***
- ***Accompagnement des riverains sur l'entretien et projets d'aménagement des berges.***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE URBANISME ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

ÉLU RÉFÉRENT

Jean Michel PERUSIN
Vice-président chargé de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme
Maire de Sainte Nathalène

EFFECTIF DU SERVICE

1 responsable en charge du PLUi, PCAET et autres missions particulières

2 instructrices

CHIFFRES-CLÉS 2020

1 378 actes instruits

226 rendez-vous

1 319 appels

10 permanences du CAUE

MISSIONS

- L'instruction des ADS
- L'accueil et le conseil en amont des pétitionnaires
- Le suivi et les évolutions des documents en cours (PLU, POS et cartes communales)
- L'élaboration d'un PLU intercommunal, du Règlement Local de Publicité
- L'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial
- Suivi de missions particulières : OPAH, Appel à projet Facilareno entre autre

FAITS MARQUANTS

- PLUI : traduction réglementaire du zonage U/AU, élaboration du zonage A et N et des stecals.
- PCAET : finalisation de la démarche et consultation du public.
- Logement et OPAH : Poursuite de l'étude opérationnelle pour la mise en œuvre d'une OPAH
- Rénovation énergétique : Lancement de la démarche FACILAREN0 et de la formation des artisans à la rénovation performante, Etude du projet « plateforme de rénovation énergétique » à l'échelle du Pays du Périgord Noir
- Mobilité : Réalisation de l'étude sur la prise de compétence mobilité en collaboration avec les 6 EPCI du Pays du Périgord Noir

PERSPECTIVES 2021

- ***PLUI et RLPI : Arrêt du PLUI, et réalisation de l'enquête publique conjointe***
- ***PCAET : approbation de la démarche et poursuite des actions***
- ***Logement et OPAH : rendu de l'étude opérationnelle par SOLIHA et dimensionnement de l'opération***
- ***Rénovation énergétique : dépôt de candidature « plateforme de rénovation énergétique » par les 6 EPCI du Pays, Premiers chantiers FACILARENO***
- ***Mobilité : prise de compétence mobilité au sein de la CCSPN, travail sur la définition d'une velo route voie verte à l'échelle de la CCSPN avec l'OT.***

ACTES	CUa	CUb	DP	PC	PA	PD	TOTAL
Beynac et Cazenac	18	14	17	6	2	1	58
Marcillac Saint Quentin	31	9	15	15	0	0	70
Marquay	11	14	8	15	1	0	49
Proissans	31	7	20	26	1	0	85
La Roque Gageac	30	4	9	3	1	1	48
Saint André Allas	36	10	28	16	1	0	91
Sainte Nathalène	15	1	10	7	0	0	33
Saint Vincent de Cosse	19	3	9	9	1	0	41
Saint Vincent le Paluel	7	4	9	8	0	0	28
Sarlat la Canéda	328	62	179	96	3	3	671
Tamniès	18	11	11	14	2	0	56
Vézac	27	8	18	8	1	2	64
Vitrac	40	4	23	16	1	0	84
TOTAL par acte	611	151	356	239	14	7	1378
Différence/2019	- 60	- 14	+ 46	- 26	+ 2	+ 5	- 47

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE BIBLIOTHÈQUES-MÉDIATHÈQUES SARLAT-PÉRIGORD NOIR

MISSIONS

- Promouvoir la lecture sous toutes ses formes
- Donner accès à l'information, aux loisirs, à la culture et au numérique aux habitants du territoire sarladais.
- Participer localement au développement du lien social

FAITS MARQUANTS

- Covid-19 : ajustements réguliers des modalités d'accueil et de travail in situ selon l'évolution du contexte sanitaire
- Inscription gratuite pour tous : le 1er janvier 2020 l'inscription devient gratuite dans toutes les bibliothèques du réseau intercommunal
- Bibliothèques du réseau : mise en sommeil des points lecture de Saint André-Allas et Saint Vincent le Paluel, abandon du projet de bibliothèque au sein du tiers lieu de Vézac et des pistes de déménagement à Marquay

PERSPECTIVES 2021

- ***Réorganisation interne du service, réflexion sur les horaires d'ouverture de la médiathèque***
- ***Réseau : fin du déploiement de la carte unique***
- ***Inauguration du prototype de boîte de retour à Ste Nathalène***
- ***Montage des dossiers de subventions en lien avec la DRAC (véhicule, petit matériel, informatique…)***

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF ET MOYENS

3 bibliothèques (Sarlat, Ste Nathalène, Marquay)

7 bibliothécaires salariés

2 bénévoles référents de bibliothèque

14 bénévoles pour l'équipement

CHIFFRES-CLÉS 2020

32 h d'ouverture hebdo

10 746 entrées

1 338 inscrits

dont

49 collectivités

30 500 documents disponibles dans l'ensemble du réseau

30 accueils de classes et collectivités

31 animations organisées sur 3 communes

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE DIRECTION PETITE ENFANCE / ENFANCE / JEUNESSE ET COORDINATION CTG / CISPD

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice

CHIFFRES-CLÉS 2020

22 réunions avec les services petite enfance/enfance/jeunesse dans le cadre du transfert de compétences

16 réunions CTG/CAF/ELUS/ PARTENAIRES

MISSIONS

- Coopération CTG
- Pilotage des projets et des services
- Management et encadrement
- Coordination des dispositifs avec la CAF

FAITS MARQUANTS

- Mise en place de protocoles sanitaires suite à l'épidémie COVID
- Négociation des bonus de territoire avec la Caf
- Transfert du CEJ en CTG avec mise en place de nouvelles conventions et avenants
- Renouvellement des contrats de projets RAM 1 et 2
- Mise en place d'un fonctionnement en télétravail
- Accompagnement du service jeunesse dans sa dimension accompagnement aux projets jeunes

PERSPECTIVES 2021

- ***Mettre en place le schéma de développement CTG sur le territoire***
- ***Structurer l'organisation des missions du service animation de la vie locale***
- ***Amorcer le projet de réfection du Ratz-Haut et des locaux classes vertes ainsi que le projet des locaux jeunesse/PIJ***
- ***Relancer les séances plénières du CISPD et les comités restreints***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES DU SARLADAIS (RAM 1 ET 2)

MISSIONS

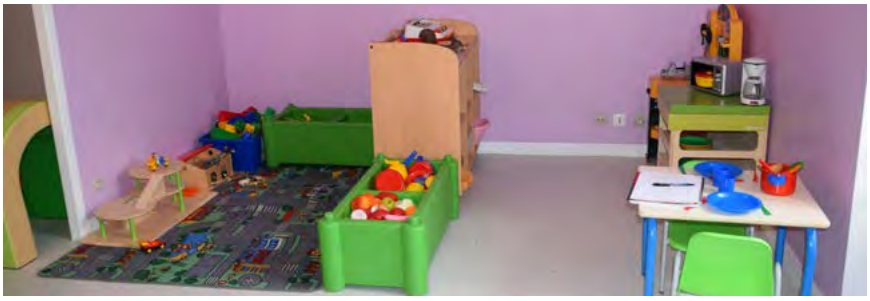
- Créer un environnement favorable aux conditions et à la qualité d'accueil des jeunes enfants à domicile
- Être un lieu ressource au service des familles, des assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s ou candidat(e)s à l'agrément, et des autres professionnels de l'enfance
- Favoriser, par des animations, la rencontre et les échanges entre les professionnels(les) de l'accueil individuel, des enfants accueillis et des parents
- Contribuer à une fonction d'observation des conditions locales d'accueil du jeune enfant
- Organiser l'information auprès des familles et des professionnels(les) par : le recensement de l'offre et de la demande, l'aide aux familles dans leur fonction d'employeur, l'information des assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s sur leur statut.

FAITS MARQUANTS

- La crise sanitaire qui a impacté fortement l'activité du service
- Observations : baisse continue du nombre d'assistantes maternelles agréées tout au long de l'année ; vieillissement de la profession
- Mise en place de prêt de malles jeux à destination des assistantes maternelles (« LudoRam »)

PERSPECTIVES 2021

- ***Renouvellement des projets de fonctionnement pour les 2 agréments des RAM 1 et 2 du Sarladais : bilan des précédents contrats (2017-2021), et travail sur les perspectives d'actions pour la nouvelle période contractuelle (2022-2025).***
- ***Finalisation de l'écriture du nouveau projet d'établissement du service et du règlement intérieur ; présentation et validation en Conseil communautaire à l'automne 2021.***
- ***Présentation et mise en application auprès des usagers du service pour janvier 2022.***



ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

2 animatrices éducatrices de jeunes enfants

MOYENS

2 véhicules de service

Jeux, jouets d'éveil, matériel éducatif...

Équipement bureautique / téléphonie

CHIFFRES-CLÉS 2020

5 communautés de communes bénéficient des services du RAM

153 assistantes maternelles soit

493 places d'accueil

65 matinées d'éveil organisées

295 appels, rendez-vous et mails de parents

78 assistantes maternelles ont contacté le RAM en 2020

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LIEU D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS 123 SOLEIL

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

3 agents

MOYENS

1 local d'accueil avec un bureau administratif
1 cuisine
matériel ludique
1 bibliothèque

CHIFFRES-CLÉS 2020

463 passages d'enfants

109 enfants différents accueillis

MISSIONS

- Proposer un lieu de paroles de rencontres et de jeux.
- Favoriser « la séparation » parents/enfants
- Accueillir les difficultés avant qu'elles ne s'installent
- Offrir un lieu de vie relationnelle dès la grossesse
- Rompre l'isolement des familles.

FAITS MARQUANTS

- Mise en place d'un groupe WhatsApp des famille
- Nombreuses vidéos de Racontines envoyées au familles
- Echanges téléphoniques et en vidéo
- Travaux dans la structure revêtement du sol et peinture

PERSPECTIVE 2021

- ***Continuer les relations à distance via WhatsApp en plus du présentiel***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

MICRO-CRÈCHE «LOUS COUSTOUS»

MISSIONS

La micro-crèche « Lous Coustous » a une capacité d'accueil de 10 enfants, âgés de 10 semaines à 4 ans. Elle est ouverte du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30.

La structure permet un accueil régulier, mais aussi occasionnel, selon les besoins des familles. Située à 5 mn de Sarlat, au sein de l'école maternelle de Proissans, elle est très accessible et bénéficie des services de la restauration de l'école.

La Micro-crèche permet aux enfants accueillis de grandir et d'évoluer dans un lieu chaleureux et stimulant accompagnés par des professionnels qualifiés et de se socialiser au sein d'un petit groupe d'enfants. À travers le projet pédagogique développé en équipe, une attention particulière est portée au respect du rythme individuel de chaque enfant au quotidien ainsi qu'une volonté de favoriser la libre exploration du bébé et de l'enfant. L'organisation de temps de rencontres, « les petits déj' à la crèche » permet d'ouvrir la structure aux parents et de diversifier et favoriser les échanges entre parents et professionnels, mais également entre les parents.

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice éducatrice de jeunes enfants
1 auxiliaire de puériculture
2 agents d'accueil

FAITS MARQUANTS

- Fermeture de la structure pendant le confinement, bouleversement des pratiques professionnelles et mise en place des protocoles sanitaires liés à la Covid 19
- Mise en place du projet de communication gestuelle associé à la parole
- Préparation d'un programme d'animations sur le thème de Noël (spectacle de marionnettes, ateliers cuisine, bébés lecteurs…), les différents temps de rencontres festifs de fin d'année ayant été annulés du fait de la situation sanitaire (goûter de Noël, spectacle de Noël, petits déj'…)
- Réalisation d'un mini-film diffusé aux familles pout leur permettant de visionner les temps forts et les moments festifs vécus par leur enfant au sein de la Micro-crèche.

CHIFFRES-CLÉS 2020

183 jours d'ouverture

19 enfants inscrits

13 498 heures de présence

PERSPECTIVES 2021



- ***Développer de nouveaux outils de communication gestuelle (comptines signées) à destination des enfants et de nouveaux supports pour permettre aux parents de se saisir de cet outil (réalisation de vidéos par les membres de l'équipe, à destination des parents).***
- ***Mise en œuvre de notre projet « jardin » ; aménagement d'espaces de plantations extérieurs, ateliers de jardinage avec les parents (en extérieur) si la situation sanitaire le permet ; ateliers de médiation animale…***
- ***Réflexion autour de la création d'un espace de détente (inspiration « snoezelen ») pour les enfants.***
- ***Si la situation sanitaire le permet : organisation d'une passerelle avec le centre de loisirs de Sainte-Nathalène (Enéa Loisirs), pour les enfants scolarisés en septembre 2021 et qui le fréquenteront. Plusieurs visites envisagées, sur des matinées.***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

MULTI ACCUEIL « LES P'TITS CROQUANTS»

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice Éducatrice de Jeunes Enfants
1 directrice adjointe Éducatrice de Jeunes Enfants
4 auxiliaires de puériculture
3 CAP Petite Enfance
1 remplaçante CAP Petite Enfance
1 agent de restauration
1 agent d'entretien restauration
1 agent d'entretien

MOYENS

Restauration sur site
Équipement petite enfance

CHIFFRES-CLÉS 2020

180 jours d'ouverture
82 enfants inscrits
33 626 heures d'accueil

MISSIONS

• Accueil en collectivité de jeunes enfants de 10 semaines à 4 ans :

Multi accueil : 25 places du lundi au vendredi de 7h45 à 18h15
Halte jeux : 5 places à partir de 2 ans de 9h à 16h30 hors mercredi et vacances scolaires.

• Veiller au bien-être, à la sécurité matérielle et affective des jeunes enfants, indispensable pour les aider à grandir, à acquérir leur autonomie, à développer leur curiosité et leurs capacités.
• Accompagner les parents dans leur rôle éducatif, les informer, les conseiller.
• Assurer un rôle de prévention en partenariat avec les différents intervenants de la petite enfance.

FAITS MARQUANTS

• Fermeture de la structure du 14 mars au 11 mai et accompagnement et soutien des familles à distance
• Bouleversement des pratiques professionnelles et mise en place des protocoles sanitaires liés à la Covid 19
• Ateliers de Noël organisés avec la crèche familiale et le centre de loisirs
• Aucune sortie prévue n'a pu aboutir : cinéma, intervenant musique et lecture, troc, visite chocolaterie, salon du livre, art en folies, spectacle noël, passerelles, bibliothèque, gymnase, sortie de fin d'année …

PERSPECTIVES 2021

• ***Projet artistique en partenariat avec Carmen Olive et Gary'indy. L'idée est de réaliser une fresque avec les enfants en lien avec l'histoire sonore proposée par Carmen***
• ***Intervention de Françoise Poujade, bénévole de l'association « lire et faire lire » ayant pour but le développement du plaisir de la lecture et de la solidarité intergénérationnelle en direction des enfants***
• ***Intervention de François Delebecque, auteur de livres pour enfants, dans le cadre du salon du livre « revisité » à cause de la crise sanitaire***
• ***Création d'un espace Snoezelen qui consiste à rechercher un état de bien-être grâce à un environnement doux propice aux stimulations sensorielles***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ACCUEIL DE LOISIRS MATERNEL DU PLANTIER

MISSIONS

- Accueillir des enfants de 2 ans et demi à 5 ans
- Faire acquérir à l'enfant plus d'autonomie et savoir-vivre en collectivité
- Proposer des activités adaptées qui favorisent le développement moteur, affectif et intellectuel de l'enfant
- Respecter le rythme biologique de l'enfant
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité, protocole Covid 19
- Proposer aux enfants et aux parents un lieu toujours accueillant

FAITS MARQUANTS

- Transfert de l'activité vers le Ratz Haut cause Covid 19
- Diminution du nombre d'enfants
- Télétravail pour la directrice

PERSPECTIVES 2021

- ***Reprendre une activité normale***
- ***Accueillir de nouveau 25 enfants par jour***
- ***Reprendre les passerelles avec la crèche et le multi- accueil***
- ***Reprendre aussi les passerelles avec le Ratz Haut et l'Enéa Loisirs***
- ***Spectacle de Noël***



ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice BAFD

1 directrice adjointe MMEEF

3 animatrices BAFA et CAP Petite Enfance

1 animatrice BAFA remplaçante

CHIFFRES-CLÉS 2020

Les mercredis : **41** demies-journées d'accueil

Les mercredis : **398** journées d'accueil

Petites vacances : **394** journées d'accueil

Grandes vacances : **534** journées d'accueil

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

CRÈCHE FAMILIALE

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice cadre de santé
1 éducatrice de jeunes enfants
1 assistante de direction
21 assistantes maternelles
1 médecin et 1 psychologue vacataires

MOYENS

Utilisation du logiciel OPUS
1 salle d'animation pour le jardin d'éveil
1 espace créatif
1 espace psychomoteur
1 véhicule

CHIFFRES-CLÉS 2020

64 467 heures d'accueil

247 jours d'ouverture

96 enfants inscrits

98 heures de formation du personnel

466 visites aux domiciles des assistantes maternelles par la puéricultrice et l'éducatrice

304 h en temps collectifs au jardin d'éveil

11 sorties BOUGEOTHEQUE

MISSIONS

- Organiser l'accueil des enfants de 10 semaines à 4 ans au domicile des assistantes recrutées par la ville et encadrées par une équipe pluridisciplinaire (puéricultrice, éducatrices)
- Garantir le bien-être et l'épanouissement de chaque enfant confié.
- Favoriser leur autonomie, leur socialisation
- Accompagner les premières étapes de leur développement
- Permettre à chacun de passer des journées épanouissantes et enrichissantes
- Créer un climat de confiance avec les parents et être à l'écoute de leurs besoins dans le respect du secret professionnel
- Observer et dépister les troubles précoces
- Partager avec eux leurs expériences pour les soutenir et répondre en toute discrétion à leurs interrogations
- Encadrer les assistantes maternelles, les former, les soutenir, les associer à l'élaboration du projet éducatif du service, les évaluer

FAITS MARQUANTS

- Organisation des ateliers nesting avec les animatrices du centre hospitalier : pour les agents du multi accueil : comprendre la notion de santé environnementale, l'impact des polluants sur les enfants
- Organisation de l'accueil des enfants pendant le 1er confinement seule structure ouverte sur la CCSPN
- Mise en place des protocoles sanitaires et réorganisation des services petite enfance
- Projets en éveil artistique et culturel : ateliers d'éveil musical, ateliers agrile, et ateliers peinture
- Organisation de la semaine à thème inter services pour Noel : spectacles, fresque murale et 4 concerts avec Alexandre HABERT

PERSPECTIVES 2021

- ***Soirée thématiques : sur le langage avec une orthophoniste, sur les écrans et sur la protection de l'enfance***
- ***Echanges intergénérationnels sur le thème du jardinage***
- ***Semaine musicale inter services en juin***
- ***Concrétisation du site internet « ResautismeS »en lien avec le groupe de travail du même nom***
- ***En lien avec la Communauté du Pays du Périgord Noir : travail pour une labellisation créche saine***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ALSH ENEA LOISIRS

MISSIONS

- Accueil des enfants âgés de 3 à 11 ans les mercredis et vacances scolaires

FAITS MARQUANTS

- La crise sanitaire de la COVID-19 a considérablement impacté le fonctionnement
- Réorganisation des locaux, des activités proposées, du personnel
- Le remplacement de l'ancien directeur de la structure qui est désormais coordinateur du pôle enfance-jeunesse
- La réflexion sur l'organisation interne, en coordination avec la Mairie de SAINTE NATHALENE

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directrice/animatrice
4 animateurs
2 saisonniers en été

PERSPECTIVES 2021

- ***Maintenir un accueil maximum de 60 enfants***
- ***Améliorer l'approche pédagogique***
- ***Finaliser les démarches de formations de direction que nous avons engagées***
- ***Remettre en place les séjours***



CHIFFRES-CLÉS 2020

25 209 heures d'accueil

3 051 journées enfant

Une moyenne de **33,9** enfants par jour

Jusqu'à **60** enfants maximum

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ACCUEIL DE LOISIRS DU RATZ-HAUT

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 directeur
1 directeur adjoint (1/4 ETP)
10 animateurs (6 ETP)
1 adjointe administrative
1 factotum (3/4 ETP)
1 directeur adjoint sur les séjours d'été
14 saisonniers en été
6 stagiaires BAFA

MOYENS

1 bureau, 1 salle d'animateur, 7 salles d'animation, 1 salle d'hébergement, réfectoire, cuisine, 1 salle multi fonction avec cuisine pédagogique, local technique, 2 bassins, jeux extérieurs

CHIFFRES-CLÉS 2020

2 743,5 journées d'accueil sur **34** mercredis pour **251** enfants

6 847,5 journées d'accueil pendant les vacancessur **73** journées pour **362** enfants

MISSIONS

- Accueil des enfants de 3 à 14 ans en répondant aux besoins de l'enfant
- Elaboration de projets pédagogiques et d'animation, assurer sa réalisation et les évaluer
- Développer l'autonomie et la responsabilité en fonction des besoins et des capacités de chaque groupe d'âge
- Favoriser l'apport de connaissance, la découverte et l'expérimentation
- Apprentissage de la vie en collectivité
- Garantir la sécurité physique, morale et affective de l'enfant
- Favoriser la socialisation de l'enfant et le vivre ensemble
- Développer des relations avec des partenaires locaux (associations culturelles, artistiques et sportives, cinéma, bibliothèque, centre culturel, agence culturelle…)
- Respect du cadre règlementaire des Accueil Collectifs de Mineurs de la DDCSPP

FAITS MARQUANTS

- Annulation de nombreuses animations et de séjours du fait du contexte sanitaire (séjours été, ferme pédagogique…)
- Mise en place d'une nouvelle démarche éducative en proposant, en parallèle des activités « dirigées », des temps d'activités « libres » mais réfléchis en amont par l'équipe d'animation
- Sensibilisation des enfants à l'environnement : gestion d'un jardin pédagogique, du poulailler, sensibilisation au tri, sorties nature, ateliers culinaires, édition d'un journal…
- Organisation d'un séjour ski de 5 jours (avant le confinement) et et plusieurs sorties et soirées pedannt l'été
- Mise place d'une formation collective « HH » dispensée par le Tricycle enchanté

PERSPECTIVES 2021

- ***Préserver la nouvelle démarche éducative en repensant l'organisation des activités et l'agencement des salles***
- ***Mettre en place des formations collectives***
- ***Mettre en place la ferme pédagogique tout l'été avec la réalisation d'une mare pédagogique et d'une seconde mare pour accueillir des canards à l'année.***

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

ESPACE JEUNES

MISSIONS

- Accueillir les jeunes de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir durant leur temps libre, les exercer à des actions de citoyenneté, les initier à la vie en collectivité, les investir sur les programmations d'activités et évènementiels organisés à l'Espace Jeunes
- Mise en place de partenariats inter-centre, échange avec d'autres structures.
- Travail relationnel et de prévention avec les jeunes et les familles.
- Faire découvrir d'autres horizons aux jeunes afin qu'ils puissent s'enrichir intellectuellement et physiquement.
- Connaître et travailler en transversalité avec les différents partenaires du territoire.

FAITS MARQUANTS

- Fermeture de la structure liée à la COVID 19
- Suspension des permanences au collège et au lycée
- Réorganisation des espaces partagés avec une association

PERSPECTIVES 2021

- ***Finalisation des formation BPJEPS***
- ***Développer les actions citoyennes***
- ***Travailler avec les établissements scolaires : collège et lycée***
- ***Toucher un plus grand nombres de jeunes***
- ***Développer une nouvelle façon de travailler, réseau sociaux, visios...***
- ***Mettre en place un logiciel de suivi et de facturation***
- ***Réalisation d'un graff au gymnase de la Canéda***

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

3 agents (2,5 ETP)

MOYENS

Ordinateurs
Téléphones portables
Mini-bus

CHIFFRES-CLÉS 2020

38 jeunes inscrits
dont
35 habitent la CCSPN



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

POINT INFORMATION JEUNESSE

ÉLU RÉFÉRENT

Patrick SALINIÉ
Vice-président chargé de la culture et de la petite enfance, enfance, jeunesse
Maire de Saint André Allas

EFFECTIF DU SERVICE

1 agent 15h par semaine
1 personne en cas de besoin

MOYENS

1 ordinateur portable
1 téléphone mobile

CHIFFRES-CLÉS 2020

50 jeunes accompagnés (téléphone, mail, visio)

3 manifestations annulées

MISSIONS

- Informer dans tous les domaines de la vie du jeune (14/25ans).
- Favoriser le partenariat local.
- Connaître et identifier les structures locales et/ou régionales dans les différents champs d'actions Jeunesse.
- Créer des passerelles entre différents acteurs pour un même public.
- Développer les actions d'envergure tout en développant également les actions de proximité
- Favoriser la cohésion sociale au travers des différentes actions proposées et/ou accompagnées par le service Animation Locale du Territoire.
- Participer à la réflexion et à la construction de Projet Communautaire.

FAITS MARQUANTS

- Réorganisation du service au vu du contexte sanitaire
- Annulation des évènements : Sarlat color, La mode qui roule, Festi'zik
- Réalisation d'un court métrage de sensibilisation à la Covid 19
- Reportage France Bleu Périgord sur les jobs d'été
- Création d'un site internet IJ Dordogne avec le réseau IJ et la DDCSPP
- Réorganisation des espaces partagés avec une association

PERSPECTIVES 2021

- ***Reprise des permanences au collège et lycée***
- ***Etendre le PIJ sur le territoire de la Communauté de commune***
- ***Consolider les liens avec les différents partenaires***
- ***Améliorer la visibilité du PIJ : réseaux sociaux…***



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

SERVICE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

MISSIONS

- Assistance et conseil stratégique des élus en matière de développement économique et du commerce de centre-ville
- Information et accompagnement des entreprises et porteurs de projet
- Accompagnement des projets de la collectivité
- Gestion du Syndicat intercommunautaire de développement du Sarladais (SIDES)

FAITS MARQUANTS

- Crise sanitaire
- Mise en place des aides économiques de la CCSPN
- Cellule d'appui aux entreprises
- Projet d'acquisition de France Tabac
- Pays
- Comités techniques dans le cadre du schéma des infrastructures et de développement économique
- Diagnostic des besoins en compétence
- OCMR
- Analyse du questionnaire envoyé aux entreprises de la CCSPN

PERSPECTIVES 2021

- ***Lancement des études opérationnelles de France tabac***
- ***Poursuite du projet de construction d'un abattoir de volailles grasses***
- ***Extension de la ZAE de Vialard sur la commune de Carsac : poursuite des études préliminaires***
- ***Création d'un pôle d'agroalimentaire sur le site d'Euralis***
- ***Mise en place d'une bourse des locaux vacants avec le Pays du Périgord Noir***
- ***Réflexion sur l'accompagnement à la reprise des entreprises du territoire***

ÉLU RÉFÉRENT

Benoît SECRESTAT
Vice-Président chargé de l'emploi et du développement économique
Maire de Proissans

EFFECTIF DU SERVICE

1 chargée de mission

MOYENS

Ordinateur
Téléphone portable
1 véhicule

CHIFFRES-CLÉS 2020

1 commission développement économique

102 entreprises orientées, conseillées, accompagnées dans le cadre de recherches d'aides, de locaux ou de terrain

3 comités d'attribution d'aides

3 comités syndicaux du SIDES



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

LES SERVICES MUTUALISÉS

Les services de la ville de Sarlat-La Canéda sont mutualisés et peuvent être mobilisés pour apporter leur capacité d'expertise administrative et technique au profit de la CCSPN notamment pour :

Management et pilotage

Communication interne et externe

Technologie de l'information et de la communication

Contentieux et juridique

Achat et commande publique

Entretien des locaux et maintenance technique des bâtiments et matériels

Missions diverses de reprographie et déménagement de matériels



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

CCSPN

Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir



PN

CONTACT

Les équipes de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir vous accueillent et vous renseignent :
Place Marc Busson
24200 SARLAT-LA-CANEDA
Tél. 05 53 31 90 20
accueil.ccspn@sarlat.fr
cc-sarlatperigordnoir.fr

HORAIRES

Du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20002721700013

POSTE COMPTABLE :

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : CCSPN - BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 35
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 44
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 81
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 113
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 114
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 119
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 120
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 121
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 122
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 123
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 125
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 126
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 127
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 129

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 130
C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 134
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés 135
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 136
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 137
C3.6 - Identification des flux croisés 139

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 140
D2 - Arrêté et signatures 141

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Code INSEE	COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIG CCSPN - BUDGET PRINCIPAL

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	16 685
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 116
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
7 119 453,00	0	378,63	0

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	715.22	304
2	Produit des impositions directes/population	352.36	298
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	870,62	365
4	Dépenses d'équipement brut/population	233.39	88
5	Encours de dette/population	583.13	196
6	DGF/population	76,65	49
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	38.3 %	39.8 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98.9 %	88.6 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	26.8 %	24.2 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	67 %	53.6 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

			DEPENSES		RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	14 271 207,77	G	14 991 792,57
	Section d'investissement	B	5 010 252,45	H	8 203 136,64
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	485 044,29 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 485 274,67 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	21 766 734,89	= G+H+I+J	23 679 973,50

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	3 672 955,79	L	2 238 073,47
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	3 672 955,79	= K+L	2 238 073,47

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	14 271 207,77	= G+I+K	15 476 836,86
	Section d'investissement	= B+D+F	11 168 482,91	= H+J+L	10 441 210,11
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	25 439 690,68	= G+H+I+J+K+L	25 918 046,97

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 3 672 955,79	L 2 238 073,47
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 238 073,47
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	5 833,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagé mandatées	Titres restant à
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
102	Opération d'équipement n° 102	3 189 586,41	
103	Opération d'équipement n° 103	3 068,40	
104	Opération d'équipement n° 104	212 452,57	
112	Opération d'équipement n° 112	14 389,38	
114	Opération d'équipement n° 114	14 538,00	
115	Opération d'équipement n° 115	349,57	
119	Opération d'équipement n° 119	194 839,74	
122	Opération d'équipement n° 122	37 187,24	
123	Opération d'équipement n° 123	711,48	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 555 910,00	1 465 017,78	37 589,40	0,00	53 302,82
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 623 340,17	5 482 416,42	87 477,99	0,00	53 445,76
014	Atténuations de produits	4 644 193,00	4 626 448,03	0,00	0,00	17 744,97
65	Autres charges de gestion courante	2 159 299,00	2 152 920,93	800,00	0,00	5 578,07
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**13 982 742,17**	**13 726 803,16**	**125 867,39**	**0,00**	**130 071,62**
66	Charges financières	182 639,22	182 434,96	0,00	0,00	204,26
67	Charges exceptionnelles	68 500,00	61 037,21	0,00	0,00	7 462,79
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**14 233 881,39**	**13 970 275,33**	**125 867,39**	**0,00**	**137 738,67**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*1 016 145,90*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*164 339,00*	*175 065,05*			*-10 726,05*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 180 484,90***	***175 065,05***			***1 005 419,85***
TOTAL		**15 414 366,29**	**14 145 340,38**	**125 867,39**	**0,00**	**1 143 158,52**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	100 000,00	70 783,78	0,00	0,00	29 216,22
70	Produits services, domaine et ventes div	1 048 725,00	1 058 462,57	0,00	0,00	-9 737,57
73	Impôts et taxes	10 536 936,00	10 505 520,19	0,00	0,00	31 415,81
74	Dotations et participations	2 621 661,00	2 798 663,16	0,00	0,00	-177 002,16
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	57 898,02	0,00	0,00	2 101,98
Total des recettes de gestion courante		**14 367 322,00**	**14 491 327,72**	**0,00**	**0,00**	**-124 005,72**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	35 027,27	0,00	0,00	-33 027,27
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**14 369 322,00**	**14 526 354,99**	**0,00**	**0,00**	**-157 032,99**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*560 000,00*	465 437,58			94 562,42
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***560 000,00***	***465 437,58***			***94 562,42***
TOTAL		**14 929 322,00**	**14 991 792,57**	**0,00**	**0,00**	**-62 470,57**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **485 044,29**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	187 050,00	169 910,46	5 833,00	11 306,54
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	8 375 523,40	3 428 699,98	3 667 122,79	1 279 700,63
Total des dépenses d'équipement		**8 562 573,40**	**3 598 610,44**	**3 672 955,79**	**1 291 007,17**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	953 277,48	913 900,43	0,00	39 377,05
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	35 000,00	32 304,00	0,00	2 696,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**988 277,48**	**946 204,43**	**0,00**	**42 073,05**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 550 850,88**	**4 544 814,87**	**3 672 955,79**	**1 333 080,22**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*560 000,00*	*465 437,58*		*94 562,42*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***560 000,00***	***465 437,58***		***94 562,42***
TOTAL		**10 110 850,88**	**5 010 252,45**	**3 672 955,79**	**1 427 642,64**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **2 485 274,67**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 798 680,34	276 984,27	2 238 073,47	-716 377,40
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 896 898,28	3 890 000,00	0,00	6 898,28
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 695 578,62**	**4 166 984,27**	**2 238 073,47**	**-709 479,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 509 003,78	650 529,07	0,00	1 858 474,71
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	3 210 558,25	3 210 558,25	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	0,00	0,00	500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**5 720 062,03**	**3 861 087,32**	**0,00**	**1 858 974,71**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**11 415 640,65**	**8 028 071,59**	**2 238 073,47**	**1 149 495,59**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*1 016 145,90*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*164 339,00*	*175 065,05*		*-10 726,05*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 180 484,90***	***175 065,05***		***1 005 419,85***
TOTAL		**12 596 125,55**	**8 203 136,64**	**2 238 073,47**	**2 154 915,44**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 502 607,18		1 502 607,18
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 569 894,41		5 569 894,41
014	Atténuations de produits	4 626 448,03		4 626 448,03
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 153 720,93		2 153 720,93
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	182 434,96	*0,00*	182 434,96
67	Charges exceptionnelles	61 037,21	*27 000,00*	88 037,21
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*148 065,05*	148 065,05
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**14 096 142,72**	***175 065,05***	**14 271 207,77**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	913 900,43	*0,00*	913 900,43
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	3 428 699,98		3 428 699,98
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*10 000,00*	10 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	169 910,46	*0,00*	169 910,46
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*455 437,58*	455 437,58
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	32 304,00	*0,00*	32 304,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**4 544 814,87**	***465 437,58***	**5 010 252,45**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**2 485 274,67**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	70 783,78		70 783,78
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	1 058 462,57		1 058 462,57
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*455 437,58*	455 437,58
73	Impôts et taxes	10 505 520,19		10 505 520,19
74	Dotations et participations	2 798 663,16		2 798 663,16
75	Autres produits de gestion courante	57 898,02	*0,00*	57 898,02
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	35 027,27	*10 000,00*	45 027,27
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**14 526 354,99**	***465 437,58***	**14 991 792,57**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**485 044,29**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	650 529,07	0,00	650 529,07
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 210 558,25		3 210 558,25
13	Subventions d'investissement	276 984,27	0,00	276 984,27
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 890 000,00	0,00	3 890 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*2 255,88*	2 255,88
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*14 744,12*	14 744,12
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*10 000,00*	10 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*148 065,05*	*148 065,05*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**8 028 071,59**	**175 065,05**	**8 203 136,64**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 555 910,00**	**1 465 017,78**	**37 589,40**	**0,00**	**53 302,82**
60611	Eau et assainissement	27 715,00	22 662,50	0,00	0,00	5 052,50
60612	Energie - Electricité	47 900,00	51 156,34	0,00	0,00	-3 256,34
60613	Chauffage urbain	15 400,00	12 910,18	0,00	0,00	2 489,82
60621	Combustibles	6 000,00	10 161,14	0,00	0,00	-4 161,14
60622	Carburants	31 050,00	28 346,62	0,00	0,00	2 703,38
60623	Alimentation	21 400,00	19 104,53	27,96	0,00	2 267,51
60628	Autres fournitures non stockées	11 130,00	10 313,58	0,00	0,00	816,42
60631	Fournitures d'entretien	28 710,00	30 601,69	221,44	0,00	-2 113,13
60632	Fournitures de petit équipement	77 740,00	76 498,96	1 007,73	0,00	233,31
60633	Fournitures de voirie	324 000,00	322 954,44	0,00	0,00	1 045,56
60636	Vêtements de travail	5 300,00	5 847,53	0,00	0,00	-547,53
6064	Fournitures administratives	15 435,00	12 381,05	306,80	0,00	2 747,15
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	10 000,00	15 545,44	0,00	0,00	-5 545,44
6068	Autres matières et fournitures	2 600,00	404,92	0,00	0,00	2 195,08
611	Contrats de prestations de services	45 940,00	43 911,88	500,00	0,00	1 528,12
6132	Locations immobilières	62 940,00	65 666,74	0,00	0,00	-2 726,74
6135	Locations mobilières	30 888,00	19 871,78	4 526,42	0,00	6 489,80
614	Charges locatives et de copropriété	4 000,00	4 860,39	0,00	0,00	-860,39
61521	Entretien terrains	2 500,00	4 056,00	0,00	0,00	-1 556,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 250,00	6 520,56	0,00	0,00	-3 270,56
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	4 300,00	952,77	2 257,89	0,00	1 089,34
615231	Entretien, réparations voiries	7 000,00	4 380,00	0,00	0,00	2 620,00
615232	Entretien, réparations réseaux	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
61551	Entretien matériel roulant	7 700,00	10 521,92	1 043,99	0,00	-3 865,91
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 500,00	-2 126,61	0,00	0,00	8 626,61
6156	Maintenance	72 592,00	59 457,55	0,00	0,00	13 134,45
6161	Multirisques	24 500,00	24 275,36	0,00	0,00	224,64
6168	Autres primes d'assurance	0,00	14 147,98	0,00	0,00	-14 147,98
6182	Documentation générale et technique	5 120,00	3 374,12	0,00	0,00	1 745,88
6184	Versements à des organismes de formation	115 590,00	95 901,94	0,00	0,00	19 688,06
6188	Autres frais divers	4 150,00	19 211,06	0,00	0,00	-15 061,06
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	230,00	110,00	0,00	0,00	120,00
6226	Honoraires	18 200,00	16 650,00	0,00	0,00	1 550,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	11 000,00	306,40	0,00	0,00	10 693,60
6228	Divers	8 300,00	5 366,52	0,00	0,00	2 933,48
6231	Annonces et insertions	9 000,00	925,20	0,00	0,00	8 074,80
6232	Fêtes et cérémonies	5 550,00	2 696,66	350,55	0,00	2 502,79
6236	Catalogues et imprimés	2 686,00	1 375,44	0,00	0,00	1 310,56
6241	Transports de biens	0,00	79,01	0,00	0,00	-79,01
6247	Transports collectifs	16 300,00	17 438,44	0,00	0,00	-1 138,44
6251	Voyages et déplacements	4 020,00	4 541,79	0,00	0,00	-521,79
6256	Missions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6257	Réceptions	3 000,00	1 127,43	0,00	0,00	1 872,57
6261	Frais d'affranchissement	9 700,00	6 235,94	0,00	0,00	3 464,06
6262	Frais de télécommunications	11 544,00	14 654,52	0,00	0,00	-3 110,52
627	Services bancaires et assimilés	200,00	30,55	0,00	0,00	169,45
6281	Concours divers (cotisations)	95 500,00	83 277,00	4 050,00	0,00	8 173,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	244 500,00	215 795,49	21 454,62	0,00	7 249,89
6288	Autres services extérieurs	64 350,00	63 921,48	1 842,00	0,00	-1 413,48
63512	Taxes foncières	26 160,00	26 795,00	0,00	0,00	-635,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	5,40	0,00	0,00	-5,40
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	400,00	0,00	0,00	100,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	320,00	9 413,15	0,00	0,00	-9 093,15
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**5 623 340,17**	**5 482 416,42**	**87 477,99**	**0,00**	**53 445,76**
6217	Personnel affecté par la commune membre	488 158,80	375 806,89	87 264,74	0,00	25 087,17
6218	Autre personnel extérieur	50 000,00	61 386,19	0,00	0,00	-11 386,19
6331	Versement de transport	16 048,11	15 372,40	0,00	0,00	675,71
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	14 589,21	14 008,10	0,00	0,00	581,11
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	65 653,38	58 604,49	0,00	0,00	7 048,89
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	8 753,54	8 388,38	0,00	0,00	365,16
64111	Rémunération principale titulaires	1 799 660,89	1 809 353,12	0,00	0,00	-9 692,23
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	45 575,86	49 514,97	0,00	0,00	-3 939,11
64118	Autres indemnités titulaires	484 486,78	500 641,72	0,00	0,00	-16 154,94
64131	Rémunérations non tit.	1 092 032,56	1 161 712,05	0,00	0,00	-69 679,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	611 142,78	515 523,97	0,00	0,00	95 618,81
6453	Cotisations aux caisses de retraites	647 132,75	628 860,14	0,00	0,00	18 272,61

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (o			
			Mandats émis	Ch rattachées	réaliser au 31/12	annules
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	44 227,33	40 860,23	0,00	0,00	3 367,10
6455	Cotisations pour assurance du personnel	221 076,25	221 076,24	0,00	0,00	0,01
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	2 882,00	0,00	0,00	-2 882,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	647,00	213,25	0,00	-860,25
6478	Autres charges sociales diverses	16 801,93	17 778,53	0,00	0,00	-976,60
6488	Autres charges	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
014	**Atténuations de produits**	**4 644 193,00**	**4 626 448,03**	**0,00**	**0,00**	**17 744,97**
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	35 000,00	19 611,00	0,00	0,00	15 389,00
739118	Autres reversements de fiscalité	3 184 012,00	3 184 012,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	412 878,00	412 878,00	0,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	390 937,00	390 937,03	0,00	0,00	-0,03
739221	FNGIR	355 500,00	355 504,00	0,00	0,00	-4,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	197 000,00	194 640,00	0,00	0,00	2 360,00
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	68 866,00	68 866,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 159 299,00**	**2 152 920,93**	**800,00**	**0,00**	**5 578,07**
6531	Indemnités	88 000,00	86 130,75	0,00	0,00	1 869,25
6532	Frais de mission	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6533	Cotisations de retraite	5 000,00	4 464,05	0,00	0,00	535,95
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	22 000,00	17 590,83	0,00	0,00	4 409,17
6535	Formation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	276,59	0,00	0,00	-276,59
6553	Service d'incendie	789 650,00	789 650,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	29 000,00	27 580,00	0,00	0,00	1 420,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	70 561,66	0,00	0,00	-70 561,66
657358	Subv. fonct. Autres groupements	16 849,00	8 342,50	0,00	0,00	8 506,50
657362	Subv. fonct. CCAS	993 000,00	993 000,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	88 800,00	89 726,50	0,00	0,00	-926,50
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	125 000,00	65 597,32	800,00	0,00	58 602,68
65888	Autres	0,00	0,73	0,00	0,00	-0,73
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**13 982 742,17**	**13 726 803,16**	**125 867,39**	**0,00**	**130 071,62**
66	**Charges financières (b)**	**182 639,22**	**182 434,96**	**0,00**	**0,00**	**204,26**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	182 639,22	176 694,96	0,00	0,00	5 944,26
6688	Autres	0,00	5 740,00	0,00	0,00	-5 740,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**68 500,00**	**61 037,21**	**0,00**	**0,00**	**7 462,79**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 000,00	10 703,55	0,00	0,00	-9 703,55
6745	Subv. aux personnes de droit privé	47 500,00	40 500,00	0,00	0,00	7 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	20 000,00	9 833,66	0,00	0,00	10 166,34
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**14 233 881,39**	**13 970 275,33**	**125 867,39**	**0,00**	**137 738,67**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 016 145,90***	***0,00***			***1 016 145,90***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***164 339,00***	***175 065,05***			***-10 726,05***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*10 000,00*	*24 744,12*			*-14 744,12*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*2 255,88*			*-2 255,88*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*154 339,00*	*148 065,05*			*6 273,95*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 180 484,90***	***175 065,05***			***1 005 419,85***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 180 484,90***	***175 065,05***			***1 005 419,85***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**15 414 366,29**	**14 145 340,38**	**125 867,39**	**0,00**	**1 143 158,52**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*
(5) Dont 675 et 676.
(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETT

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**100 000,00**	**70 783,78**	**0,00**	**0,00**	**29 216,22**
6419	Remboursements rémunérations personnel	100 000,00	70 783,78	0,00	0,00	29 216,22
70	***Produits services, domaine et ventes div***	***1 048 725,00***	***1 058 462,57***	***0,00***	***0,00***	***-9 737,57***
7062	Redevances services à caractère culturel	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 700,00*
70632	Redevances services à caractère loisir	*4 500,00*	*3 563,00*	*0,00*	*0,00*	*937,00*
7066	Redevances services à caractère social	*274 125,00*	*280 348,20*	*0,00*	*0,00*	*-6 223,20*
70688	Autres prestations de services	*0,00*	*316,00*	*0,00*	*0,00*	*-316,00*
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	*101 200,00*	*96 653,24*	*0,00*	*0,00*	*4 546,76*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*127 500,00*	*127 193,35*	*0,00*	*0,00*	*306,65*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*127 000,00*	*127 805,67*	*0,00*	*0,00*	*-805,67*
70875	Remb. frais par les communes du GFP	*361 300,00*	*370 822,95*	*0,00*	*0,00*	*-9 522,95*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*49 400,00*	*51 760,16*	*0,00*	*0,00*	*-2 360,16*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 000,00*
73	**Impôts et taxes**	**10 536 936,00**	**10 505 520,19**	**0,00**	**0,00**	**31 415,81**
73111	Taxes foncières et d'habitation	5 274 818,00	5 315 096,19	0,00	0,00	-40 278,19
73112	Cotisation sur la VAE	1 022 433,00	1 022 433,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	479 152,00	439 219,00	0,00	0,00	39 933,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	74 462,00	76 091,00	0,00	0,00	-1 629,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	50 000,00	19 646,00	0,00	0,00	30 354,00
73211	Attribution de compensation	232 064,00	232 064,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	183 000,00	182 860,00	0,00	0,00	140,00
7328	Autres fiscalités reversées	36 995,00	32 794,00	0,00	0,00	4 201,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	3 184 012,00	3 185 317,00	0,00	0,00	-1 305,00
74	**Dotations et participations**	**2 621 661,00**	**2 798 663,16**	**0,00**	**0,00**	**-177 002,16**
74124	Dotation d'intercommunalité	149 623,00	149 623,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 129 235,00	1 129 235,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	19 000,00	17 804,03	0,00	0,00	1 195,97
7473	Participat° Départements	21 800,00	32 801,55	0,00	0,00	-11 001,55
74758	Participat° Autres groupements	16 000,00	11 020,47	0,00	0,00	4 979,53
7478	Participat° Autres organismes	1 029 000,00	1 201 246,80	0,00	0,00	-172 246,80
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	40 000,00	44 919,00	0,00	0,00	-4 919,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	3,00	4,00	0,00	0,00	-1,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	170 000,00	173 700,00	0,00	0,00	-3 700,00
7488	Autres attributions et participations	47 000,00	38 309,31	0,00	0,00	8 690,69
75	**Autres produits de gestion courante**	**60 000,00**	**57 898,02**	**0,00**	**0,00**	**2 101,98**
752	Revenus des immeubles	60 000,00	57 895,72	0,00	0,00	2 104,28
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	2,30	0,00	0,00	-2,30
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**14 367 322,00**	**14 491 327,72**	**0,00**	**0,00**	**-124 005,72**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**35 027,27**	**0,00**	**0,00**	**-33 027,27**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	4 476,00	0,00	0,00	-4 476,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	12 064,48	0,00	0,00	-12 064,48
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	17 000,00	0,00	0,00	-17 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 000,00	1 486,79	0,00	0,00	513,21
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**14 369 322,00**	**14 526 354,99**	**0,00**	**0,00**	**-157 032,99**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***560 000,00***	***465 437,58***			***94 562,42***
722	*Immobilisations corporelles*	*550 000,00*	*455 437,58*			*94 562,42*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*10 000,00*	*10 000,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***560 000,00***	***465 437,58***			***94 562,42***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**14 929 322,00**	**14 991 792,57**	**0,00**	**0,00**	**-62 470,57**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**485 044,29**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N – ICNE N-1	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**187 050,00**	**169 910,46**	**5 833,00**	**11 306,54**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	0,00	5 833,00	167,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	12 100,00	0,00	0,00	12 100,00
2041643	IC : Projet infrastructure	122 750,00	123 792,46	0,00	-1 042,46
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	46 200,00	46 118,00	0,00	82,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	**Opération d'équipement n° 102 (2)**	**5 492 201,74**	**1 338 253,21**	**3 189 586,41**	**964 362,12**
103	**Opération d'équipement n° 103 (2)**	**6 000,00**	**2 510,40**	**3 068,40**	**421,20**
104	**Opération d'équipement n° 104 (2)**	**123 482,40**	**36 482,40**	**212 452,57**	**-125 452,57**
106	**Opération d'équipement n° 106 (2)**	**5 000,00**	**294,80**	**0,00**	**4 705,20**
107	**Opération d'équipement n° 107 (2)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
108	**Opération d'équipement n° 108 (2)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
112	**Opération d'équipement n° 112 (2)**	**409 310,00**	**20 814,14**	**14 389,38**	**374 106,48**
114	**Opération d'équipement n° 114 (2)**	**14 538,00**	**0,00**	**14 538,00**	**0,00**
115	**Opération d'équipement n° 115 (2)**	**175 691,50**	**172 201,44**	**349,57**	**3 140,49**
117	**Opération d'équipement n° 117 (2)**	**19 500,00**	**0,00**	**0,00**	**19 500,00**
119	**Opération d'équipement n° 119 (2)**	**1 943 053,62**	**1 747 283,96**	**194 839,74**	**929,92**
121	**Opération d'équipement n° 121 (2)**	**70 123,30**	**61 522,30**	**0,00**	**8 601,00**
122	**Opération d'équipement n° 122 (2)**	**72 288,80**	**30 403,29**	**37 187,24**	**4 698,27**
123	**Opération d'équipement n° 123 (2)**	**34 334,04**	**18 934,04**	**711,48**	**14 688,52**
	Total des dépenses d'équipement	**8 562 573,40**	**3 598 610,44**	**3 672 955,79**	**1 291 007,17**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**953 277,48**	**913 900,43**	**0,00**	**39 377,05**
1641	Emprunts en euros	952 777,48	913 900,43	0,00	38 877,05
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	0,00	0,00	500,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**35 000,00**	**32 304,00**	**0,00**	**2 696,00**
274	Prêts	35 000,00	32 304,00	0,00	2 696,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**988 277,48**	**946 204,43**	**0,00**	**42 073,05**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 550 850,88**	**4 544 814,87**	**3 672 955,79**	**1 333 080,22**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***560 000,00***	***465 437,58***		***94 562,42***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***10 000,00***	***10 000,00***		***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*10 000,00*	*10 000,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	***550 000,00***	***455 437,58***		***94 562,42***
2151	*Réseaux de voirie*	*550 000,00*	*0,00*		*550 000,00*
21751	*Réseaux de voirie (mise à dispo)*	*0,00*	*455 437,58*		*-455 437,58*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***560 000,00***	***465 437,58***		***94 562,42***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**10 110 850,88**	**5 010 252,45**	**3 672 955,79**	**1 427 642,64**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**2 485 274,67**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 798 680,34**	**276 984,27**	**2 238 073,47**	**-716 377,40**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	173 070,26	47 801,00	781 481,71	-656 212,45
1312	Subv. transf. Régions	680 910,00	0,00	676 520,26	4 389,74
1313	Subv. transf. Départements	719 603,00	63 500,00	696 648,50	-40 545,50
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
13146	Attrib. de compensation d'investissement	92 260,00	92 260,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	5 000,00	7 843,23	0,00	-2 843,23
1318	Autres subventions d'équipement transf.	103 587,08	65 580,04	59 173,00	-21 165,96
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	24 250,00	0,00	24 250,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**3 896 898,28**	**3 890 000,00**	**0,00**	**6 898,28**
1641	Emprunts en euros	3 896 898,28	3 890 000,00	0,00	6 898,28
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**5 695 578,62**	**4 166 984,27**	**2 238 073,47**	**-709 479,12**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 719 562,03**	**3 861 087,32**	**0,00**	**1 858 474,71**
10222	FCTVA	2 509 003,78	650 529,07	0,00	1 858 474,71
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 210 558,25	3 210 558,25	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**5 720 062,03**	**3 861 087,32**	**0,00**	**1 858 974,71**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**11 415 640,65**	**8 028 071,59**	**2 238 073,47**	**1 149 495,59**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 016 145,90***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***164 339,00***	***175 065,05***		***-10 726,05***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*2 255,88*		*-2 255,88*
21571	*Matériel roulant*	*0,00*	*14 744,12*		*-14 744,12*
261	*Titres de participation*	*10 000,00*	*10 000,00*		*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*51 120,00*	*51 119,77*		*0,23*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*5 073,00*	*5 073,00*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*15 053,00*	*15 052,20*		*0,80*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*43 619,00*	*43 618,24*		*0,76*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*12 457,00*	*12 457,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 271,00*	*0,00*		*6 271,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 371,00*	*6 370,43*		*0,57*
28184	*Mobilier*	*5 438,00*	*5 437,99*		*0,01*
28188	*Autres immo. corporelles*	*8 937,00*	*8 936,42*		*0,58*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***1 180 484,90***	***175 065,05***		***1 005 419,85***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 180 484,90***	***175 065,05***		***1 005 419,85***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**12 596 125,55**	**8 203 136,64**	**2 238 073,47**	**2 154 915,44**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 102 (1)
LIBELLE : RESEAU DE LECTURE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**5 492 201,74**	A **1 338 253,21**	**3 189 586,41**	**964 362,12**	B **3 115 737,08**
20	**Immobilisations incorporelles**	**3 307,20**	**720,00**	**2 587,20**	**0,00**	**49 716,00**
2031	Frais d'études	2 587,20	0,00	2 587,20	0,00	42 067,20
2051	Concessions, droits similaires	720,00	720,00	0,00	0,00	7 648,80
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**391 327,34**	**40 861,18**	**222 185,31**	**128 280,85**	**129 949,27**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	988,32
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	6 876,00
21534	Réseaux d'électrification	4 310,02	0,00	4 310,02	0,00	16 433,46
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	748,32
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	8 967,71
2184	Mobilier	0,00	725,59	0,00	-725,59	2 313,68
2188	Autres immobilisations corporelles	387 017,32	40 135,59	217 875,29	129 006,44	93 621,78
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 097 567,20**	**1 296 672,03**	**2 964 813,90**	**836 081,27**	**2 936 071,81**
2313	Constructions	5 097 567,20	1 296 672,03	2 964 813,90	836 081,27	2 936 071,81

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**2 258 467,26**	C **2 500 000,00**	**2 003 521,97**	**-2 245 054,71**	D **3 239 553,38**
13	**Subventions d'investissement**	**1 258 467,26**	**0,00**	**2 003 521,97**	**-745 054,71**	**739 553,38**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	51 520,26	0,00	698 946,71	-647 426,45	416 366,92
1312	Subv. transf. Régions	625 000,00	0,00	676 520,26	-51 520,26	241 211,08
1313	Subv. transf. Départements	581 947,00	0,00	628 055,00	-46 108,00	81 975,38
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 000 000,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**-1 500 000,00**	**2 500 000,00**
1641	Emprunts en euros	1 000 000,00	2 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	2 500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	1 161 746,79	D - B	123 816,30

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 103 (1)
LIBELLE : LOGEMENTS MARQUAY ET TAMNIES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**6 000,00**	A **2 510,40**	**3 068,40**	**421,20**	B **2 510,40**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**6 000,00**	**2 510,40**	**3 068,40**	**421,20**	**2 510,40**
2132	Immeubles de rapport	6 000,00	2 510,40	3 068,40	421,20	2 510,40
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 510,40	D - B -2 510,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 104 (1)
LIBELLE : CUZE ET ENEA

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**123 482,40**	A **36 482,40**	**212 452,57**	**-125 452,57**	B **110 252,39**
20	**Immobilisations incorporelles**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**10 809,60**
2031	Frais d'études	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	10 809,60
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**108 482,40**	**36 482,40**	**212 452,57**	**-140 452,57**	**97 397,61**
2128	Autres agencements et aménagements	108 482,40	36 482,40	212 452,57	-140 452,57	36 482,40
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	60 915,21
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 045,18**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 045,18

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**147 060,00**	C **46 918,13**	**55 503,50**	**44 638,37**	D **91 306,18**
13	**Subventions d'investissement**	**147 060,00**	**46 918,13**	**55 503,50**	**44 638,37**	**91 306,18**
1312	Subv. transf. Régions	55 910,00	0,00	0,00	55 910,00	6 707,15
1313	Subv. transf. Départements	21 656,00	0,00	16 993,50	4 662,50	5 986,57
13158	Subv. transf. Autres groupements	5 000,00	7 843,23	0,00	-2 843,23	7 843,23
1318	Autres subventions d'équipement transf.	64 494,00	39 074,90	38 510,00	-13 090,90	70 769,23
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 10 435,73	D - B -18 946,21

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 106 (1)
LIBELLE : ECOLE DE MUSIQUE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**5 000,00**	A **294,80**	**0,00**	**4 705,20**	B **2 052,46**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 000,00**	**294,80**	**0,00**	**4 705,20**	**2 052,46**
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	294,80	0,00	4 705,20	2 052,46
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -294,80	D - B -2 052,46

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 107 (1)
LIBELLE : FORET DE CAMPAGNAC

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**5 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**5 000,00**	B **6 083,16**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 083,16**
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	6 083,16
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-6 083,16

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 108 (1)
LIBELLE : PLATE FORME DES METIERS DU BAT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**5 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**5 000,00**	B **3 106,65**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 106,65**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	3 106,65
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-3 106,65

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 112 (1)
LIBELLE : BUREAUX ET BATIMENTS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**409 310,00**	A **20 814,14**	**14 389,38**	**374 106,48**	B **215 278,05**
20	**Immobilisations incorporelles**	**34 400,00**	**298,80**	**8 648,40**	**25 452,80**	**90 207,79**
2051	Concessions, droits similaires	34 400,00	298,80	8 648,40	25 452,80	90 207,79
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**24 910,00**	**20 515,34**	**5 740,98**	**-1 346,32**	**109 155,85**
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	1 082,74	5 094,18	3 823,08	14 034,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	355,01	0,00	-355,01	3 084,62
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	13 510,00	19 077,59	646,80	-6 214,39	55 627,81
2184	Mobilier	1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	11 409,22
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**15 914,41**
2313	Constructions	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00	15 914,41

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 6 543,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 543,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 543,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -20 814,14	D - B -208 735,05

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 113 (1)
LIBELLE : TRAVAUX DE VOIRIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 1 390 000,00**	**0,00**	**-1 390 000,00**	**D 1 390 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**1 390 000,00**	**0,00**	**-1 390 000,00**	**1 390 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 390 000,00	0,00	-1 390 000,00	1 390 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 1 390 000,00	D - B 1 390 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 114 (1)
LIBELLE : PISCINE COUVERTE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**14 538,00**	A **0,00**	**14 538,00**	**0,00**	B **14 538,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**14 538,00**	**0,00**	**14 538,00**	**0,00**	**14 538,00**
2313	Constructions	14 538,00	0,00	14 538,00	0,00	14 538,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**24 250,00**	**C 0,00**	**24 250,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**24 250,00**	**0,00**	**24 250,00**	**0,00**	**0,00**
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	24 250,00	0,00	24 250,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-14 538,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 115 (1)
LIBELLE : SIGNALISATION ROUTIERE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**175 691,50**	A **172 201,44**	**349,57**	**3 140,49**	B **489 255,61**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**20 000,00**	**20 848,44**	**349,57**	**-1 198,01**	**97 160,17**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	20 000,00	20 848,44	349,57	-1 198,01	97 160,17
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**155 691,50**	**151 353,00**	**0,00**	**4 338,50**	**392 095,44**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	155 691,50	151 353,00	0,00	4 338,50	392 095,44

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-172 201,44	D - B	-489 255,61

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 117 (1)
LIBELLE : POLE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATF

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**19 500,00**	A **0,00**	**0,00**	**19 500,00**	B **299 156,54**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 801,96**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	31 801,96
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**198 353,82**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	198 353,82
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**19 500,00**	**0,00**	**0,00**	**19 500,00**	**69 000,76**
2313	Constructions	19 500,00	0,00	0,00	19 500,00	69 000,76

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**160 450,00**	C **13 515,00**	**82 535,00**	**64 400,00**	D **98 955,00**
13	**Subventions d'investissement**	**160 450,00**	**13 515,00**	**82 535,00**	**64 400,00**	**98 955,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	96 050,00	13 515,00	82 535,00	0,00	87 515,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 440,00
1313	Subv. transf. Départements	64 400,00	0,00	0,00	64 400,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 13 515,00	D - B -200 201,54

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 119 (1)
LIBELLE : TRAVAUX DE VOIRIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 943 053,62**	A **1 747 283,96**	**194 839,74**	**929,92**	B **5 187 110,42**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 853,98**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	14 853,98
21	**Immobilisations corporelles**	**1 928 777,58**	**1 747 283,96**	**194 839,74**	**-13 346,12**	**3 336 688,52**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	265 707,63	265 707,63	0,00	0,00	328 840,01
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 248,59
21751	Réseaux de voirie (mise à dispo)	1 663 069,95	1 481 576,33	194 839,74	-13 346,12	3 003 599,92
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**14 276,04**	**0,00**	**0,00**	**14 276,04**	**1 835 567,92**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	17 729,46
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	14 276,04	0,00	0,00	14 276,04	1 817 838,46

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**25 500,00**	C **89 000,00**	**0,00**	**-63 500,00**	D **818 527,00**
13	**Subventions d'investissement**	**25 500,00**	**89 000,00**	**0,00**	**-63 500,00**	**818 527,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	25 500,00	25 500,00	0,00	0,00	25 500,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	63 500,00	0,00	-63 500,00	177 027,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	616 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 658 283,96	D - B	-4 368 583,42

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 121 (1)
LIBELLE : URBANISME PLUI

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**70 123,30**	A **61 522,30**	**0,00**	**8 601,00**	B **338 118,04**
20	**Immobilisations incorporelles**	**53 123,30**	**44 888,08**	**0,00**	**8 235,22**	**321 483,82**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	53 123,30	44 888,08	0,00	8 235,22	321 483,82
204	**Subventions d'équipement versées**	**17 000,00**	**16 634,22**	**0,00**	**365,78**	**16 634,22**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	17 000,00	16 634,22	0,00	365,78	16 634,22
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**51 600,00**	**C 8 786,00**	**51 600,00**	**-8 786,00**	**D 67 186,00**
13	**Subventions d'investissement**	**51 600,00**	**8 786,00**	**51 600,00**	**-8 786,00**	**67 186,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	8 786,00	0,00	-8 786,00	67 186,00
1313	Subv. transf. Départements	51 600,00	0,00	51 600,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-52 736,30	D - B	-270 932,04

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 122 (1)
LIBELLE : PETITE ENFANCE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**72 288,80**	A **30 403,29**	**37 187,24**	**4 698,27**	B **36 524,34**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 500,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**1 904,40**
2051	Concessions, droits similaires	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	1 904,40
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**70 788,80**	**28 903,29**	**37 187,24**	**4 698,27**	**34 619,94**
21318	Autres bâtiments publics	46 920,00	22 033,96	21 516,24	3 369,80	22 033,96
2135	Installations générales, agencements	12 000,00	0,00	11 487,02	512,98	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 700,00	2 387,59	1 938,23	-2 625,82	5 109,98
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	136,80	0,00	-136,80	433,56
2184	Mobilier	10 168,80	4 344,94	2 245,75	3 578,11	7 042,44
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 4 883,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 883,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	4 883,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -30 403,29	D - B -31 641,34

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 123 (1)
LIBELLE : ENFANCE ET JEUNESSE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**34 334,04**	A **18 934,04**	**711,48**	**14 688,52**	B **130 770,61**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**404,40**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	404,40
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**34 334,04**	**18 934,04**	**711,48**	**14 688,52**	**65 303,18**
21318	Autres bâtiments publics	27 936,20	13 336,20	711,48	13 888,52	13 336,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	8 670,39
21758	Autres installat°, matériel (mise à disp	0,00	0,00	0,00	0,00	2 012,28
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149,02
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	6 350,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	5 858,40
2184	Mobilier	6 397,84	5 597,84	0,00	800,00	25 170,71
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 756,18
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 063,03**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	65 063,03

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**39 093,08**	C **26 505,14**	**20 663,00**	**-8 075,06**	D **26 505,14**
13	**Subventions d'investissement**	**39 093,08**	**26 505,14**	**20 663,00**	**-8 075,06**	**26 505,14**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	39 093,08	26 505,14	20 663,00	-8 075,06	26 505,14
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 7 571,10	D - B -104 265,47

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	913 900	19 827	0	0	1 338 903	18 934	0	30 403	2 510	2 018 122	202 214	4 544 815
- Equipements municipaux (2)		19 827	0	0	1 338 903	18 934	0	30 403	2 510	2 001 488	0	3 412 066
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	16 634	169 910	186 545
- Opérations financières	913 900											913 900
Dépenses d'ordre	10 000											465 438
Solde d'exécution reporté de N-1	2 485 275											2 485 275
Total dépenses	**3 409 175**	**19 827**	**0**	**0**	**1 338 903**	**18 934**	**0**	**30 403**	**2 510**	**2 473 560**	**202 214**	**7 495 527**
Total recettes	**3 842 077**	**13 515**	**0**	**0**	**2 786 335**	**22 830**	**0**	**3 675**	**0**	**1 534 704**	**0**	**8 203 137**
Solde d'investissement	**432 902**	**-6 312**	**0**	**0**	**1 447 432**	**3 896**	**0**	**-26 728**	**-2 510**	**-938 856**	**-202 214**	**707 610**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**14 389**	**0**	**0**	**3 189 586**	**15 249**	**0**	**37 187**	**3 068**	**413 475**	**0**	**3 672 956**
Total RAR recettes	**0**	**82 535**	**0**	**0**	**2 003 522**	**44 913**	**0**	**0**	**0**	**107 104**	**0**	**2 238 073**
SOLDE RAR investissement	**0**	**68 146**	**0**	**0**	**-1 186 064**	**29 664**	**0**	**-37 187**	**-3 068**	**-306 371**	**0**	**-1 434 882**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**2 698 322**	**2 090 439**	**0**	**4 147**	**480 581**	**1 129 303**	**0**	**3 023 243**	**8 366**	**4 632 789**	**204 017**	**14 271 208**
Total recettes	**8 854 484**	**1 005 892**	**0**	**18 783**	**4 155**	**415 780**	**0**	**1 146 363**	**39 228**	**3 898 906**	**93 245**	**15 476 837**
Solde de fonctionnement	**6 156 162**	**-1 084 547**	**0**	**14 636**	**-476 426**	**-713 523**	**0**	**-1 876 880**	**30 863**	**-733 883**	**-110 772**	**1 205 629**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**3 409 175**	**34 216**	**0**	**0**	**4 528 489**	**34 184**	**0**	**67 591**	**5 579**	**2 887 035**	**202 214**	**11 168 483**
Dépenses réelles		913 900	34 216	0	0	4 528 489	34 184	0	67 591	5 579	2 431 597	202 214	8 217 771
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	913 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	913 900
1641	Emprunts en euros	913 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	913 900
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 833	169 910	175 743
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 833	0	5 833
2041643	IC : Projet infrastructure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123 792	123 792
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 118	46 118
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 304	32 304
274	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 304	32 304
Opérations d'équipement		0	34 216	0	0	4 528 489	34 184	0	67 591	5 579	2 425 764	0	7 095 823
102	RESEAU DE LECTURE	0	0	0	0	4 527 840	0	0	0	0	0	0	4 527 840
103	LOGEMENTS MARQUAY ET TAMNIES	0	0	0	0	0	0	0	0	5 579	0	0	5 579
104	CUZE ET ENEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	248 935	0	248 935
106	ECOLE DE MUSIQUE	0	0	0	0	295	0	0	0	0	0	0	295
112	BUREAUX ET BATIMENTS	0	34 216	0	0	355	0	0	0	0	632	0	35 204
114	PISCINE COUVERTE	0	0	0	0	0	14 538	0	0	0	0	0	14 538
115	SIGNALISATION ROUTIERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	172 551	0	172 551
119	TRAVAUX DE VOIRIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 942 124	0	1 942 124
121	URBANISME PLUI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 522	0	61 522
122	PETITE ENFANCE	0	0	0	0	0	0	0	67 591	0	0	0	67 591

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
123	ENFANCE ET JEUNESSE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**19 646**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**19 646**
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*455 438*	*0*	*465 438*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*455 438*	*0*	*465 438*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*
21751	*Réseaux de voirie (mise à dispo)*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*455 438*	*0*	*455 438*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		2 485 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 485 275

RECETTES

Total recettes d'investissement		**3 842 077**	**96 050**	**0**	**0**	**4 789 857**	**67 743**	**0**	**3 675**	**0**	**1 641 808**	**0**	**10 441 210**
Recettes réelles		3 667 012	96 050	0	0	4 789 857	67 743	0	3 675	0	1 641 808	0	10 266 145
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 574 752	0	0	0	286 335	0	0	0	0	0	0	3 861 087
10222	FCTVA	364 194	0	0	0	286 335	0	0	0	0	0	0	650 529
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 210 558	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 210 558
13	Subventions d'investissement	92 260	96 050	0	0	2 003 522	67 743	0	3 675	0	251 808	0	2 515 058
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	96 050	0	0	698 947	0	0	0	0	34 286	0	829 283
1312	Subv. transf. Régions	0	0	0	0	676 520	0	0	0	0	0	0	676 520
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	0	628 055	0	0	0	0	132 094	0	760 149
13146	Attrib. de compensation d'investissement	92 260	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 260
13158	Subv. transf. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 843	0	7 843
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	0	43 493	0	3 675	0	77 585	0	124 753
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	0	0	24 250	0	0	0	0	0	24 250
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	2 500 000	0	0	0	0	1 390 000	0	3 890 000
1641	Emprunts en euros	0	0	0	0	2 500 000	0	0	0	0	1 390 000	0	3 890 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*175 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*175 065*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*175 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*175 065*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*2 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 256*
21571	*Matériel roulant*	*14 744*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*14 744*
261	*Titres de participation*	*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*51 120*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*51 120*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*5 073*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 073*
28051	*Concessions et droits similaires*	*15 052*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 052*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*43 618*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*43 618*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*12 457*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 457*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 370*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 370*
28184	*Mobilier*	*5 438*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 438*
28188	*Autres immo. corporelles*	*8 936*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 936*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**2 698 322**	**2 090 439**	**0**	**4 147**	**480 581**	**1 129 303**	**0**	**3 023 243**	**8 366**	**4 632 789**	**204 017**	**14 271 208**
Dépenses réelles		2 523 257	2 090 439	0	4 147	480 581	1 129 303	0	3 023 243	8 366	4 632 789	204 017	14 096 143
011	Charges à caractère général	0	356 590	0	4 147	153 052	307 999	0	157 090	8 366	483 494	31 868	1 502 607
60611	Eau et assainissement	0	347	0	91	406	13 198	0	8 621	0	0	0	22 663
60612	Energie - Electricité	0	4 350	0	0	6 799	27 322	0	12 169	0	0	516	51 156
60613	Chauffage urbain	0	0	0	0	7 087	886	0	4 937	0	0	0	12 910
60621	Combustibles	0	0	0	0	0	10 161	0	0	0	0	0	10 161
60622	Carburants	0	485	0	0	0	1 331	0	1 394	0	25 137	0	28 347
60623	Alimentation	0	118	0	0	162	2 383	0	16 469	0	0	0	19 132
60628	Autres fournitures non stockées	0	2 350	0	0	0	159	0	2 375	0	5 430	0	10 314
60631	Fournitures d'entretien	0	13 686	0	0	673	919	0	1 984	0	13 562	0	30 823
60632	Fournitures de petit équipement	0	46 865	0	0	770	11 357	0	12 372	0	6 143	0	77 507
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	322 954	0	322 954
60636	Vêtements de travail	0	107	0	0	0	48	0	1 446	0	4 247	0	5 848
6064	Fournitures administratives	0	7 470	0	0	2 973	635	0	1 310	0	300	0	12 688
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	15 545	0	0	0	0	0	0	15 545

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
6068	Autres matières et fournitures	0	276	0	0	0	0	0	129	0	0	0	405
611	Contrats de prestations de services	0	16 150	0	0	1 200	0	0	81	2 384	24 597	0	44 412
6132	Locations immobilières	0	16 656	0	0	18 349	0	0	5 167	0	25 495	0	65 667
6135	Locations mobilières	0	9 162	0	0	1 607	3 230	0	5 894	0	4 505	0	24 398
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	0	0	0	0	1 270	0	0	3 591	4 860
61521	Entretien terrains	0	0	0	4 056	0	0	0	0	0	0	0	4 056
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	892	0	0	1 014	2 483	0	2 132	0	0	0	6 521
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	0	3 211	0	0	3 211
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 380	0	4 380
61551	Entretien matériel roulant	0	114	0	0	0	479	0	322	0	10 651	0	11 566
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	130	-194	0	-2 062	0	0	0	-2 127
6156	Maintenance	0	33 185	0	0	2 954	10 879	0	10 869	0	1 570	0	59 458
6161	Multirisques	0	24 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 275
6168	Autres primes d'assurance	0	0	0	0	963	3 976	0	9 209	0	0	0	14 148
6182	Documentation générale et technique	0	725	0	0	0	615	0	371	0	1 664	0	3 374
6184	Versements à des organismes de formation	0	925	0	0	83 626	8 402	0	2 949	0	0	0	95 902
6188	Autres frais divers	0	7 547	0	0	442	3 786	0	1 104	0	6 332	0	19 211
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110	0	110
6226	Honoraires	0	14 050	0	0	0	0	0	0	0	2 600	0	16 650
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	306	0	306
6228	Divers	0	0	0	0	320	1 160	0	2 810	0	1 076	0	5 367
6231	Annonces et insertions	0	925	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925
6232	Fêtes et cérémonies	0	679	0	0	20	141	0	2 207	0	0	0	3 047
6236	Catalogues et imprimés	0	0	0	0	0	0	0	455	0	454	466	1 375
6241	Transports de biens	0	0	0	0	0	0	0	43	0	36	0	79
6247	Transports collectifs	0	0	0	0	0	16 088	0	1 351	0	0	0	17 438
6251	Voyages et déplacements	0	349	0	0	736	2 960	0	399	0	98	0	4 542
6257	Réceptions	0	757	0	0	0	0	0	0	0	170	200	1 127
6261	Frais d'affranchissement	0	6 177	0	0	0	0	0	0	0	0	59	6 236
6262	Frais de télécommunications	0	4 685	0	0	2 413	3 448	0	3 043	0	864	201	14 655
627	Services bancaires et assimilés	0	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
6281	Concours divers (cotisations)	0	65 615	0	0	0	0	0	0	0	20 412	1 300	87 327
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	56 572	0	0	0	136 020	0	44 658	0	0	0	237 250
6288	Autres services extérieurs	0	11 987	0	0	226	45 847	0	1 613	0	0	6 090	65 763
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	4 579	0	0	0	2 771	0	19 445	26 795

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
63513	Autres impôts locaux	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400	0	400
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	9 078	0	0	58	277	0	0	0	0	0	9 413
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	1 450 978	0	0	327 529	821 304	0	1 873 152	0	965 283	131 648	5 569 894
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	174 529	0	0	38 482	166 146	0	83 914	0	0	0	463 072
6218	Autre personnel extérieur	0	27 833	0	0	0	0	0	0	0	33 553	0	61 386
6331	Versement de transport	0	3 078	0	0	997	2 142	0	5 863	0	2 843	449	15 372
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	2 832	0	0	906	1 948	0	5 330	0	2 585	408	14 008
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	11 757	0	0	3 786	8 158	0	22 332	0	10 871	1 701	58 604
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	1 683	0	0	544	1 169	0	3 198	0	1 551	245	8 388
64111	Rémunération principale titulaires	0	557 878	0	0	102 912	191 311	0	449 032	0	463 651	44 569	1 809 353
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	11 169	0	0	2 247	4 944	0	15 326	0	15 829	0	49 515
64118	Autres indemnités titulaires	0	165 719	0	0	21 871	50 178	0	135 977	0	115 762	11 135	500 642
64131	Rémunérations non tit.	0	1 004	0	0	80 882	236 564	0	735 879	0	67 776	39 608	1 161 712
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	84 896	0	0	34 409	77 133	0	219 345	0	83 990	15 751	515 524
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	180 152	0	0	36 759	70 578	0	165 158	0	160 364	15 849	628 860
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	38	0	0	3 086	9 095	0	24 589	0	2 551	1 501	40 860
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	221 076	0	0	0	0	0	0	0	0	0	221 076
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	2 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 882
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	204	0	0	0	276	0	238	0	142	0	860
6478	Autres charges sociales diverses	0	4 248	0	0	648	1 663	0	6 971	0	3 816	432	17 779
014	Atténuations de produits	1 442 436	0	0	0	0	0	0	0	0	3 184 012	0	4 626 448
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	19 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 611
739118	Autres reversements de fiscalité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 184 012	0	3 184 012
739211	Attributions de compensation	412 878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	412 878
739212	Dotation de solidarité communautaire	390 937	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	390 937
739221	FNGIR	355 504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	355 504
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	194 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	194 640
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	68 866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 866
65	Autres charges de gestion courante	877 849	282 872	0	0	0	0	0	993 000	0	0	0	2 153 721
6531	Indemnités	0	86 131	0	0	0	0	0	0	0	0	0	86 131
6533	Cotisations de retraite	0	4 464	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 464

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	17 591	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 591
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	277
6553	Service d'incendie	789 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	789 650
65548	Autres contributions	0	27 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 580
657348	Subv. fonct. Autres communes	70 562	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 562
657358	Subv. fonct. Autres groupements	0	8 343	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 343
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	0	993 000	0	0	0	993 000
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	89 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	89 727
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	17 637	48 760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 397
65888	Autres	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	182 435	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 435
66111	Intérêts réglés à l'échéance	176 695	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176 695
6688	Autres	5 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 740
67	Charges exceptionnelles	20 537	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 500	61 037
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 704
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 500	40 500
678	Autres charges exceptionnelles	9 834	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 834
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*175 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*175 065*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*175 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*175 065*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*24 744*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*24 744*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*2 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 256*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*148 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*148 065*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES												
Total recettes de fonctionnement	**8 854 484**	**1 005 892**	**0**	**18 783**	**4 155**	**415 780**	**0**	**1 146 363**	**39 228**	**3 898 906**	**93 245**	**15 476 837**
Recettes réelles	8 844 484	520 848	0	18 783	4 155	415 780	0	1 146 363	39 228	3 443 469	93 245	14 526 355

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
013	**Atténuations de charges**	**0**	**8 453**	**0**	**0**	**3 839**	**367**	**0**	**43 020**	**0**	**15 104**	**0**	**70 784**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	8 453	0	0	3 839	367	0	43 020	0	15 104	0	70 784
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**471 546**	**0**	**0**	**316**	**122 047**	**0**	**161 864**	**0**	**209 445**	**93 245**	**1 058 463**
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	3 563	0	0	0	0	0	3 563
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	118 484	0	161 864	0	0	0	280 348
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	316	0	0	0	0	0	0	316
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 653	0	96 653
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	42 721	0	0	0	0	0	0	0	84 472	0	127 193
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	44 561	0	0	0	0	0	0	0	0	83 245	127 806
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	342 503	0	0	0	0	0	0	0	28 320	0	370 823
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	41 760	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	51 760
73	**Impôts et taxes**	**7 320 203**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 185 317**	**0**	**10 505 520**
73111	Taxes foncières et d'habitation	5 315 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 315 096
73112	Cotisation sur la VAE	1 022 433	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 022 433
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	439 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	439 219
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	76 091	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 091
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	19 646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 646
73211	Attribution de compensation	232 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	232 064
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	182 860	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 860
7328	Autres fiscalités reversées	32 794	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 794
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 185 317	0	3 185 317
74	**Dotations et participations**	**1 507 281**	**9 086**	**0**	**18 783**	**0**	**293 366**	**0**	**941 021**	**0**	**29 127**	**0**	**2 798 663**
74124	Dotation d'intercommunalité	149 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 623
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 129 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 129 235
74718	Autres participations Etat	0	4 086	0	0	0	7 545	0	6 173	0	0	0	17 804
7473	Participat° Départements	9 800	0	0	0	0	152	0	18 050	0	4 800	0	32 802
74758	Participat° Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	11 020	0	0	0	11 020
7478	Participat° Autres organismes	0	5 000	0	0	0	285 669	0	905 777	0	4 800	0	1 201 247
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	44 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 919

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4**
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	173 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173 700
7488	Autres attributions et participations	0	0	0	18 783	0	0	0	0	0	19 526	0	38 309
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**18 670**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**39 228**	**0**	**0**	**57 898**
752	Revenus des immeubles	0	18 667	0	0	0	0	0	0	39 228	0	0	57 896
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**17 000**	**13 093**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**458**	**0**	**4 476**	**0**	**35 027**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 476	0	4 476
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	12 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 064
775	Produits des cessions d'immobilisations	17 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 000
7788	Produits exceptionnels divers	0	1 029	0	0	0	0	0	458	0	0	0	1 487
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*455 438*	*0*	*465 438*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***10 000***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***455 438***	***0***	***465 438***
722	*Immobilisations corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*455 438*	*0*	*455 438*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	485 044	0	0	0	0	0	0	0	0	0	485 044

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**2 698 322,23**	**2 090 439,32**	**0,00**	**0,00**	**4 788 761,55**
Réalisations		**2 698 322,23**	**2 090 439,32**	**0,00**	**0,00**	**4 788 761,55**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**356 589,61**	**0,00**	**0,00**	**356 589,61**
60611	Eau et assainissement	0,00	346,53	0,00	0,00	346,53
60612	Energie - Electricité	0,00	4 349,74	0,00	0,00	4 349,74
60622	Carburants	0,00	485,02	0,00	0,00	485,02
60623	Alimentation	0,00	117,96	0,00	0,00	117,96
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 350,36	0,00	0,00	2 350,36
60631	Fournitures d'entretien	0,00	13 685,66	0,00	0,00	13 685,66
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	46 864,93	0,00	0,00	46 864,93
60636	Vêtements de travail	0,00	106,68	0,00	0,00	106,68
6064	Fournitures administratives	0,00	7 470,06	0,00	0,00	7 470,06
6068	Autres matières et fournitures	0,00	276,00	0,00	0,00	276,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	16 149,90	0,00	0,00	16 149,90
6132	Locations immobilières	0,00	16 655,64	0,00	0,00	16 655,64
6135	Locations mobilières	0,00	9 162,29	0,00	0,00	9 162,29
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	891,60	0,00	0,00	891,60
61551	Entretien matériel roulant	0,00	114,00	0,00	0,00	114,00
6156	Maintenance	0,00	33 185,06	0,00	0,00	33 185,06
6161	Multirisques	0,00	24 275,36	0,00	0,00	24 275,36
6182	Documentation générale et technique	0,00	725,00	0,00	0,00	725,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	925,00	0,00	0,00	925,00
6188	Autres frais divers	0,00	7 546,80	0,00	0,00	7 546,80
6226	Honoraires	0,00	14 050,00	0,00	0,00	14 050,00
6231	Annonces et insertions	0,00	925,20	0,00	0,00	925,20
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	678,95	0,00	0,00	678,95
6251	Voyages et déplacements	0,00	349,22	0,00	0,00	349,22
6257	Réceptions	0,00	757,43	0,00	0,00	757,43
6261	Frais d'affranchissement	0,00	6 176,73	0,00	0,00	6 176,73
6262	Frais de télécommunications	0,00	4 684,98	0,00	0,00	4 684,98
627	Services bancaires et assimilés	0,00	30,55	0,00	0,00	30,55
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	65 615,25	0,00	0,00	65 615,25
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	56 571,84	0,00	0,00	56 571,84
6288	Autres services extérieurs	0,00	11 987,49	0,00	0,00	11 987,49
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	9 078,38	0,00	0,00	9 078,38
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**1 450 977,76**	**0,00**	**0,00**	**1 450 977,76**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	174 529,48	0,00	0,00	174 529,48

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d européen	Tot…
6218	Autre personnel extérieur	0,00	27 832,97	0,00	0,00	27 832,97
6331	Versement de transport	0,00	3 078,15	0,00	0,00	3 078,15
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 831,92	0,00	0,00	2 831,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	11 757,13	0,00	0,00	11 757,13
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	1 682,50	0,00	0,00	1 682,50
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	557 877,53	0,00	0,00	557 877,53
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	11 168,93	0,00	0,00	11 168,93
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	165 718,97	0,00	0,00	165 718,97
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 003,91	0,00	0,00	1 003,91
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	84 895,65	0,00	0,00	84 895,65
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	180 151,72	0,00	0,00	180 151,72
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	38,36	0,00	0,00	38,36
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	221 076,24	0,00	0,00	221 076,24
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	2 882,00	0,00	0,00	2 882,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	204,42	0,00	0,00	204,42
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	4 247,88	0,00	0,00	4 247,88
014	**Atténuations de produits**	**1 442 436,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 442 436,03**
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	19 611,00	0,00	0,00	0,00	19 611,00
739211	Attributions de compensation	412 878,00	0,00	0,00	0,00	412 878,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	390 937,03	0,00	0,00	0,00	390 937,03
739221	FNGIR	355 504,00	0,00	0,00	0,00	355 504,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	194 640,00	0,00	0,00	0,00	194 640,00
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	68 866,00	0,00	0,00	0,00	68 866,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**175 065,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 065,05**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	24 744,12	0,00	0,00	0,00	24 744,12
6761	Différences sur réalisations (positives)	2 255,88	0,00	0,00	0,00	2 255,88
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	148 065,05	0,00	0,00	0,00	148 065,05
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**877 848,98**	**282 871,95**	**0,00**	**0,00**	**1 160 720,93**
6531	Indemnités	0,00	86 130,75	0,00	0,00	86 130,75
6533	Cotisations de retraite	0,00	4 464,05	0,00	0,00	4 464,05
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	17 590,83	0,00	0,00	17 590,83
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	276,59	0,00	0,00	276,59
6553	Service d'incendie	789 650,00	0,00	0,00	0,00	789 650,00
65548	Autres contributions	0,00	27 580,00	0,00	0,00	27 580,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	70 561,66	0,00	0,00	0,00	70 561,66
657358	Subv. fonct. Autres groupements	0,00	8 342,50	0,00	0,00	8 342,50
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	89 726,50	0,00	0,00	89 726,50
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	17 637,32	48 760,00	0,00	0,00	66 397,32
65888	Autres	0,00	0,73	0,00	0,00	0,73
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**182 434,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**182 434,96**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	176 694,96	0,00	0,00	0,00	176 694,96
6688	Autres	5 740,00	0,00	0,00	0,00	5 740,00
67	**Charges exceptionnelles**	**20 537,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 537,21**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 703,55	0,00	0,00	0,00	10 703,55
678	Autres charges exceptionnelles	9 833,66	0,00	0,00	0,00	9 833,66

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d... européen.	
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**8 854 484,19**	**1 005 892,27**	**0,00**	**0,00**	**9 860 376,46**
	Réalisations	**8 854 484,19**	**1 005 892,27**	**0,00**	**0,00**	**9 860 376,46**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**485 044,29**	**0,00**	**0,00**	**485 044,29**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**8 453,22**	**0,00**	**0,00**	**8 453,22**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	8 453,22	0,00	0,00	8 453,22
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**471 545,63**	**0,00**	**0,00**	**471 545,63**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	42 721,45	0,00	0,00	42 721,45
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	44 560,78	0,00	0,00	44 560,78
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	342 503,24	0,00	0,00	342 503,24
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	41 760,16	0,00	0,00	41 760,16
73	**Impôts et taxes**	**7 320 203,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 320 203,19**
73111	Taxes foncières et d'habitation	5 315 096,19	0,00	0,00	0,00	5 315 096,19
73112	Cotisation sur la VAE	1 022 433,00	0,00	0,00	0,00	1 022 433,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	439 219,00	0,00	0,00	0,00	439 219,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	76 091,00	0,00	0,00	0,00	76 091,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	19 646,00	0,00	0,00	0,00	19 646,00
73211	Attribution de compensation	232 064,00	0,00	0,00	0,00	232 064,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	182 860,00	0,00	0,00	0,00	182 860,00
7328	Autres fiscalités reversées	32 794,00	0,00	0,00	0,00	32 794,00
74	**Dotations et participations**	**1 507 281,00**	**9 086,03**	**0,00**	**0,00**	**1 516 367,03**
74124	Dotation d'intercommunalité	149 623,00	0,00	0,00	0,00	149 623,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 129 235,00	0,00	0,00	0,00	1 129 235,00
74718	Autres participations Etat	0,00	4 086,03	0,00	0,00	4 086,03
7473	Participat° Départements	9 800,00	0,00	0,00	0,00	9 800,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	44 919,00	0,00	0,00	0,00	44 919,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	173 700,00	0,00	0,00	0,00	173 700,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**18 669,62**	**0,00**	**0,00**	**18 669,62**
752	Revenus des immeubles	0,00	18 667,32	0,00	0,00	18 667,32
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	2,30	0,00	0,00	2,30
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**17 000,00**	**13 093,48**	**0,00**	**0,00**	**30 093,48**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	12 064,48	0,00	0,00	12 064,48
775	Produits des cessions d'immobilisations	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	1 029,00	0,00	0,00	1 029,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**6 156 161,96**	**-1 084 547,05**	**0,00**	**0,00**	**5 071 614,91**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**1 981 322,57**	**109 116,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**1 981 322,57**	**109 116,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**355 964,45**	**625,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	346,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 349,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	485,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	117,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 350,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	13 685,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	46 640,67	224,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	106,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	7 069,16	400,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	276,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	16 149,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	16 655,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	9 162,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	891,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	114,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	33 185,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	24 275,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	925,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	7 546,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	14 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	925,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	678,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	349,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	757,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	6 176,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	4 684,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	30,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	65 615,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	56 571,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	11 987,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	9 078,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 450 948,39**	**29,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	174 529,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	27 832,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	3 078,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 802,55	29,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 757,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 682,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	557 877,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	11 168,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	165 718,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 003,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	84 895,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	180 151,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	38,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	221 076,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	2 882,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	204,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 247,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**174 409,73**	**108 462,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	86 130,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	4 464,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	17 590,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	276,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	27 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. Autres groupements	8 342,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	89 726,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	48 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**1 005 892,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**1 005 892,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**485 044,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**8 453,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	8 453,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7761		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé				Sous-fonction 02					
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Diff / réal (+) transférées en invest.									
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**471 545,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	42 721,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	44 560,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	342 503,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	41 760,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**9 086,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	4 086,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**18 669,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	18 667,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588		2,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé				Sous-fonction 02					
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Autres produits div. de gestion courante									
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**13 093,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	12 064,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	1 029,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-975 430,30**	**-109 116,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 147,27**	**0,00**	**4 147,27**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 147,27**	**0,00**	**4 147,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 147,27**	**0,00**	**4 147,27**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	91,27	0,00	91,27
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	4 056,00	0,00	4 056,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 782,89**	**0,00**	**18 782,89**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 782,89**	**0,00**	**18 782,89**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 782,89**	**0,00**	**18 782,89**
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	18 782,89	0,00	18 782,89
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Se... l'enseignement	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	14 635,62	0,00	14 635,62

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écol
public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habit
plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le p
5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		**0,00**	**151 341,32**	**329 239,85**	**0,00**	**480 581,17**
Réalisations		**0,00**	**151 341,32**	**329 239,85**	**0,00**	**480 581,17**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**112 859,45**	**40 192,79**	**0,00**	**153 052,24**
60611	Eau et assainissement	0,00	247,11	158,49	0,00	405,60
60612	Energie - Electricité	0,00	1 761,50	5 037,98	0,00	6 799,48
60613	Chauffage urbain	0,00	5 739,70	1 347,36	0,00	7 087,06
60623	Alimentation	0,00	0,00	161,98	0,00	161,98
60631	Fournitures d'entretien	0,00	322,24	350,44	0,00	672,68
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	190,00	579,80	0,00	769,80
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 973,06	0,00	2 973,06
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	15 545,44	0,00	15 545,44
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
6132	Locations immobilières	0,00	18 348,70	0,00	0,00	18 348,70
6135	Locations mobilières	0,00	1 606,75	0,00	0,00	1 606,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	1 014,28	0,00	1 014,28
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	130,00	0,00	0,00	130,00
6156	Maintenance	0,00	50,98	2 903,22	0,00	2 954,20
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	962,95	0,00	962,95
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	83 625,94	0,00	0,00	83 625,94
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	442,40	0,00	442,40
6228	Divers	0,00	0,00	320,00	0,00	320,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	735,89	0,00	735,89
6262	Frais de télécommunications	0,00	610,80	1 802,58	0,00	2 413,38
6288	Autres services extérieurs	0,00	225,73	0,00	0,00	225,73
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	4 579,00	0,00	4 579,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	57,92	0,00	57,92
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**38 481,87**	**289 047,06**	**0,00**	**327 528,93**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	38 481,87	0,00	0,00	38 481,87
6331	Versement de transport	0,00	0,00	996,56	0,00	996,56
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	905,94	0,00	905,94
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	3 786,04	0,00	3 786,04
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	543,59	0,00	543,59
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	102 912,26	0,00	102 912,26
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	2 246,94	0,00	2 246,94
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	21 870,87	0,00	21 870,87
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	80 881,66	0,00	80 881,66

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	34 409,43	0,00	34 409,43
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	36 759,33	0,00	36 759,33
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	3 086,44	0,00	3 086,44
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	648,00	0,00	648,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**316,00**	**3 839,12**	**0,00**	**4 155,12**
	Réalisations	**0,00**	**316,00**	**3 839,12**	**0,00**	**4 155,12**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**3 839,12**	**0,00**	**3 839,12**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	3 839,12	0,00	3 839,12
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**316,00**	**0,00**	**0,00**	**316,00**
70688	Autres prestations de services	0,00	316,00	0,00	0,00	316,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**-151 025,32**	**-325 400,73**	**0,00**	**-476 426,05**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	**151 341,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 239,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**151 341,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 239,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**112 859,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 192,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	247,11	0,00	0,00	0,00	158,49	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 761,50	0,00	0,00	0,00	5 037,98	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	5 739,70	0,00	0,00	0,00	1 347,36	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	161,98	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 31							
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
60631	Fournitures d'entretien	322,24	0,00	0,00	0,00	350,44	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	190,00	0,00	0,00	0,00	579,80	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	2 973,06	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	15 545,44	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	18 348,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 606,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 014,28	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	50,98	0,00	0,00	0,00	2 903,22	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	962,95	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	83 625,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	442,40	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	735,89	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	610,80	0,00	0,00	0,00	1 802,58	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	225,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 579,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	57,92	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**38 481,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**289 047,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	38 481,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	996,56	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	905,94	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	3 786,04	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	543,59	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	102 912,26	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	2 246,94	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	21 870,87	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	80 881,66	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	34 409,43	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	36 759,33	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 086,44	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	648,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**316,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 839,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**316,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 839,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 839,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	3 839,12	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**316,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-151 025,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-325 400,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 129 302,78**	**1 129 302,78**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**1 129 302,78**	**1 129 302,78**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**307 999,21**	**307 999,21**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	13 197,77	13 197,77
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	27 321,79	27 321,79
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	886,09	886,09
60621	Combustibles	0,00	0,00	10 161,14	10 161,14
60622	Carburants	0,00	0,00	1 330,93	1 330,93
60623	Alimentation	0,00	0,00	2 383,33	2 383,33
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	158,80	158,80
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	919,05	919,05
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	11 356,64	11 356,64
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	48,00	48,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	634,81	634,81
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	3 230,16	3 230,16
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	2 482,74	2 482,74
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	479,04	479,04
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	-194,46	-194,46
6156	Maintenance	0,00	0,00	10 879,35	10 879,35
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	3 975,65	3 975,65
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	614,90	614,90
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	8 402,00	8 402,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	3 785,53	3 785,53
6228	Divers	0,00	0,00	1 160,42	1 160,42
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	141,20	141,20
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	16 087,53	16 087,53
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	2 959,52	2 959,52
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	3 447,58	3 447,58
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	136 020,41	136 020,41
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	45 847,04	45 847,04
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	5,40	5,40
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	276,85	276,85
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**821 303,57**	**821 303,57**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	166 145,85	166 145,85
6331	Versement de transport	0,00	0,00	2 142,35	2 142,35
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 947,71	1 947,71
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	8 158,05	8 158,05
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	1 168,63	1 168,63

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	191 316,76	191 316,76
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	4 943,59	4 943,59
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	50 178,08	50 178,08
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	236 564,30	236 564,30
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	77 132,63	77 132,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	70 577,96	70 577,96
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	9 094,77	9 094,77
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	275,75	275,75
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	1 663,20	1 663,20
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**415 780,00**	**415 780,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**415 780,00**	**415 780,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**367,03**	**367,03**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	367,03	367,03
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**122 047,30**	**122 047,30**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	3 563,00	3 563,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	118 484,30	118 484,30
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**293 365,67**	**293 365,67**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	7 544,90	7 544,90
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	151,55	151,55
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	285 669,22	285 669,22
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**0,00**	**-713 522,78**	**-713 522,78**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**841 947,70**	**287 355,08**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**841 947,70**	**287 355,08**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**244 832,84**	**63 166,37**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 197,77	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 133,04	6 188,75	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	886,09	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 161,14	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	803,00	527,93	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 907,70	475,63	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158,80	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	706,88	212,17	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 784,98	571,66	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609,61	25,20	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 230,16	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 482,74	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479,04	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-194,46	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 624,79	254,56	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 296,62	679,03	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,90	555,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	702,00	7 700,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 785,53	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,42	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141,20	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 087,53	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245,68	2 713,84	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 973,78	1 473,80	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 593,31	18 427,10	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 583,92	22 263,12	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,40	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,36	212,49	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**597 114,86**	**224 188,71**	**0,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 145,85	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 462,91	679,44	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329,98	617,73	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 561,63	2 596,42	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	798,07	370,56	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 170,54	119 140,16	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 939,20	3 004,39	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 289,48	33 888,60	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 349,33	5 214,97	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 052,49	19 080,14	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 170,49	38 407,47	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 921,14	173,63	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,75	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	648,00	1 015,20	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**364 742,94**	**51 037,06**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**364 742,94**	**51 037,06**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**367,03**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	367,03	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 484,30**	**3 563,00**	**0,00**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 563,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 484,30	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 891,61**	**47 474,06**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 544,90**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151,55**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 195,16**	**47 474,06**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-477 204,76**	**-236 318,02**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fon				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	52 Act° pour l'enfance et l'adolescence	Act° pour personnes en difficulté	Autres services
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		**0,00**	**993 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 030 242,73**	**3 023 242,73**
Réalisations		**0,00**	**993 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 030 242,73**	**3 023 242,73**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 090,44**	**157 090,44**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	8 621,33	8 621,33
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	12 169,19	12 169,19
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	4 937,03	4 937,03
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 393,51	1 393,51
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	16 469,22	16 469,22
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 374,76	2 374,76
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983,62	1 983,62
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	12 372,10	12 372,10
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	1 445,97	1 445,97
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 309,60	1 309,60
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	128,92	128,92
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	80,77	80,77
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	5 167,35	5 167,35
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	5 893,78	5 893,78
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269,79	1 269,79
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 131,94	2 131,94
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	322,03	322,03
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 062,15	-2 062,15
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	10 869,36	10 869,36
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	9 209,38	9 209,38
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	370,50	370,50
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 949,00	2 949,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104,01	1 104,01
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 809,94	2 809,94
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	2 207,06	2 207,06
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	455,44	455,44
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	43,01	43,01
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,91	1 350,91
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	399,44	399,44
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	3 042,99	3 042,99
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	44 657,86	44 657,86
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 612,78	1 612,78
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 873 152,29**	**1 873 152,29**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	83 914,43	83 914,43

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches	Tot…
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	5 863,03	5 863,03
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	5 329,65	5 329,65
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	22 331,50	22 331,50
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 198,00	3 198,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	449 032,43	449 032,43
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	15 326,26	15 326,26
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	135 976,87	135 976,87
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	735 878,65	735 878,65
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	219 345,10	219 345,10
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	165 158,04	165 158,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	24 588,88	24 588,88
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	238,00	238,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	6 971,45	6 971,45
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**993 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**993 000,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	993 000,00	0,00	0,00	0,00	993 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 146 363,00**	**1 146 363,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 146 363,00**	**1 146 363,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 020,36**	**43 020,36**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	43 020,36	43 020,36
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 863,90**	**161 863,90**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	161 863,90	161 863,90
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**941 020,95**	**941 020,95**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	6 173,10	6 173,10
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	18 050,00	18 050,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	11 020,47	11 020,47
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	905 777,38	905 777,38
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**457,79**	**457,79**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	457,79	457,79
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**-993 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-883 879,73**	**-1 876 879,73**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écol[illegible] public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habit[illegible] plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**8 365,87**	**0,00**	**8 365,87**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**8 365,87**	**0,00**	**8 365,87**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**8 365,87**	**0,00**	**8 365,87**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 384,21	0,00	2 384,21
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	3 210,66	0,00	3 210,66
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	2 771,00	0,00	2 771,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**39 228,40**	**0,00**	**39 228,40**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**39 228,40**	**0,00**	**39 228,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**39 228,40**	**0,00**	**39 228,40**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	39 228,40	0,00	39 228,40
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**30 862,53**	**0,00**	**30 862,53**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le p… nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		**3 501 007,95**	**1 109 258,26**	**22 523,26**	**4 632 789,47**
Réalisations		**3 501 007,95**	**1 109 258,26**	**22 523,26**	**4 632 789,47**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**39 094,83**	**421 875,99**	**22 523,26**	**483 494,08**
60622	Carburants	719,19	24 417,97	0,00	25 137,16
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	5 429,66	0,00	5 429,66
60631	Fournitures d'entretien	0,00	13 562,12	0,00	13 562,12
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 719,74	423,48	6 143,22
60633	Fournitures de voirie	0,00	322 954,44	0,00	322 954,44
60636	Vêtements de travail	0,00	4 246,88	0,00	4 246,88
6064	Fournitures administratives	300,32	0,00	0,00	300,32
611	Contrats de prestations de services	24 597,00	0,00	0,00	24 597,00
6132	Locations immobilières	0,00	25 495,05	0,00	25 495,05
6135	Locations mobilières	928,80	3 576,42	0,00	4 505,22
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	4 380,00	0,00	4 380,00
61551	Entretien matériel roulant	26,00	10 012,97	611,87	10 650,84
6156	Maintenance	892,64	676,94	0,00	1 569,58
6182	Documentation générale et technique	1 329,72	334,00	0,00	1 663,72
6188	Autres frais divers	6 332,32	0,00	0,00	6 332,32
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	0,00	0,00	110,00
6226	Honoraires	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	306,40	0,00	0,00	306,40
6228	Divers	0,00	0,00	1 076,16	1 076,16
6236	Catalogues et imprimés	454,32	0,00	0,00	454,32
6241	Transports de biens	0,00	36,00	0,00	36,00
6251	Voyages et déplacements	97,72	0,00	0,00	97,72
6257	Réceptions	170,00	0,00	0,00	170,00
6262	Frais de télécommunications	230,40	633,80	0,00	864,20
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	20 411,75	20 411,75
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	400,00	0,00	400,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**277 901,12**	**687 382,27**	**0,00**	**965 283,39**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	33 553,22	0,00	33 553,22
6331	Versement de transport	741,32	2 101,80	0,00	2 843,12
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	673,99	1 910,66	0,00	2 584,65
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 845,93	8 024,82	0,00	10 870,75
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	404,34	1 146,31	0,00	1 550,65
64111	Rémunération principale titulaires	147 001,78	316 649,33	0,00	463 651,11
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 438,17	9 391,08	0,00	15 829,25
64118	Autres indemnités titulaires	42 838,19	72 923,67	0,00	115 761,86

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
64131	Rémunérations non tit.	0,00	67 775,92	0,00	67 775,92
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	20 394,80	63 594,92	0,00	83 989,72
6453	Cotisations aux caisses de retraites	55 586,52	104 777,43	0,00	160 363,95
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 551,11	0,00	2 551,11
6475	Médecine du travail, pharmacie	112,08	30,00	0,00	142,08
6478	Autres charges sociales diverses	864,00	2 952,00	0,00	3 816,00
014	**Atténuations de produits**	**3 184 012,00**	**0,00**	**0,00**	**3 184 012,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	3 184 012,00	0,00	0,00	3 184 012,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**3 325 178,47**	**544 601,01**	**29 126,62**	**3 898 906,10**
	Réalisations	**3 325 178,47**	**544 601,01**	**29 126,62**	**3 898 906,10**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**14 888,52**	**215,53**	**0,00**	**15 104,05**
6419	Remboursements rémunérations personnel	14 888,52	215,53	0,00	15 104,05
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**455 437,58**	**0,00**	**455 437,58**
722	Immobilisations corporelles	0,00	455 437,58	0,00	455 437,58
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**124 972,95**	**84 471,90**	**0,00**	**209 444,85**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	96 653,24	0,00	0,00	96 653,24
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	84 471,90	0,00	84 471,90
70875	Remb. frais par les communes du GFP	28 319,71	0,00	0,00	28 319,71
73	**Impôts et taxes**	**3 185 317,00**	**0,00**	**0,00**	**3 185 317,00**
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	3 185 317,00	0,00	0,00	3 185 317,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**29 126,62**	**29 126,62**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	4 800,00	4 800,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	4 800,20	4 800,20
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	19 526,42	19 526,42
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**4 476,00**	**0,00**	**4 476,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	4 476,00	0,00	4 476,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-175 829,48**	**-564 657,25**	**6 603,36**	**-733 883,37**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
DEPENSES		**224 321,13**	**92 674,82**	**3 184 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**224 321,13**	**92 674,82**	**3 184 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**38 239,64**	**855,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60622	Carburants	0,00	719,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	300,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	24 597,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	928,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	26,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	892,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 329,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	6 332,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	306,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	454,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	97,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	230,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**186 081,49**	**91 819,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	472,31	269,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	429,39	244,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 820,72	1 025,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	257,63	146,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	98 090,22	48 911,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 552,69	885,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	26 010,41	16 827,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 994,18	7 400,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 909,86	15 676,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	112,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	432,00	432,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**3 184 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	3 184 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**43 193,06**	**96 668,41**	**3 185 317,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**43 193,06**	**96 668,41**	**3 185 317,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**14 873,35**	**15,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	14 873,35	15,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**28 319,71**	**96 653,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	96 653,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	28 319,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**3 185 317,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7331		0,00	0,00	3 185 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass							
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-181 128,07**	**3 993,59**	**1 305,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**0,00**	**27 086,37**	**1 082 171,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 523,26**
Réalisations		**0,00**	**27 086,37**	**1 082 171,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 523,26**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**471,81**	**421 404,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 523,26**
60622	Carburants	0,00	0,00	24 417,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	5 429,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	35,48	13 526,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	328,33	5 391,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423,48
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	322 954,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	4 246,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	25 495,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	3 576,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	4 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	10 012,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	611,87
6156	Maintenance	0,00	0,00	676,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 076,16
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	36,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	108,00	525,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 411,75
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**26 614,56**	**660 767,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	33 553,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	74,86	2 026,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	68,07	1 842,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	306,30	7 718,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	40,86	1 105,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	13 653,75	302 995,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	9 391,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	5 890,12	67 033,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	67 775,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 059,61	61 535,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	4 376,99	100 400,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	2 551,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	144,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**544 601,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 126,62**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**544 601,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 126,62**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**215,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	215,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**455 437,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	455 437,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**84 471,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	**0,00**	**0,00**	**84 471,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 126,62**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,20
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 526,42
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**4 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	4 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**-27 086,37**	**-537 570,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 603,36**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		**119 210,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 806,87**	**0,00**	**204 016,93**
Réalisations		**119 210,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 806,87**	**0,00**	**204 016,93**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**25 776,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 092,00**	**0,00**	**31 868,46**
60612	Energie - Electricité	516,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	516,14
614	Charges locatives et de copropriété	3 590,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 590,60
6236	Catalogues et imprimés	465,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465,68
6257	Réceptions	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6261	Frais d'affranchissement	59,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,21
6262	Frais de télécommunications	201,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201,39
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	1 300,00
6288	Autres services extérieurs	1 298,44	0,00	0,00	0,00	0,00	4 792,00	0,00	6 090,44
63512	Taxes foncières	19 445,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 445,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**52 933,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 714,87**	**0,00**	**131 648,47**
6331	Versement de transport	203,84	0,00	0,00	0,00	0,00	245,35	0,00	449,19
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	185,24	0,00	0,00	0,00	0,00	222,99	0,00	408,23
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	764,49	0,00	0,00	0,00	0,00	936,53	0,00	1 701,02
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	111,18	0,00	0,00	0,00	0,00	133,83	0,00	245,01
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 569,09	0,00	44 569,09
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 135,07	0,00	11 135,07
64131	Rémunérations non tit.	39 607,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 607,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 004,26	0,00	0,00	0,00	0,00	6 747,18	0,00	15 751,44
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 556,31	0,00	0,00	0,00	0,00	14 292,83	0,00	15 849,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 500,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,67
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432,00	0,00	432,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 500,00**
6745	Subv. aux personnes de droit privé	40 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 500,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 244,89**	**0,00**	**93 244,89**
Réalisations		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 244,89**	**0,00**	**93 244,89**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 244,89**	**0,00**	**93 244,89**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 244,89	0,00	83 244,89
70878	Remb. frais par d'autres redevables	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-109 210,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 561,98**	**0,00**	**-110 772,04**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**3 409 175,10**	**34 216,24**	**0,00**	**0,00**	**3 443 391,34**
Réalisations		**3 409 175,10**	**19 826,86**	**0,00**	**0,00**	**3 429 001,96**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**2 485 274,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 485 274,67**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**913 900,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**913 900,43**
1641	Emprunts en euros	913 900,43	0,00	0,00	0,00	913 900,43
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**19 826,86**	**0,00**	**0,00**	**19 826,86**
112	BUREAUX ET BATIMENTS	0,00	19 826,86	0,00	0,00	19 826,86
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**14 389,38**	**0,00**	**0,00**	**14 389,38**
RECETTES (2)		**3 842 077,30**	**96 050,00**	**0,00**	**0,00**	**3 938 127,30**
Réalisations		**3 842 077,30**	**13 515,00**	**0,00**	**0,00**	**3 855 592,30**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**175 065,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 065,05**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	2 255,88	0,00	0,00	0,00	2 255,88
21571	Matériel roulant	14 744,12	0,00	0,00	0,00	14 744,12
261	Titres de participation	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d... européen.	
2802	Frais liés à la réalisation des document	51 119,77	0,00	0,00	0,00	51 119,77
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	5 073,00	0,00	0,00	0,00	5 073,00
28051	Concessions et droits similaires	15 052,20	0,00	0,00	0,00	15 052,20
281578	Autre matériel et outillage de voirie	43 618,24	0,00	0,00	0,00	43 618,24
28158	Autres installat°, matériel et outillage	12 457,00	0,00	0,00	0,00	12 457,00
28183	Matériel de bureau et informatique	6 370,43	0,00	0,00	0,00	6 370,43
28184	Mobilier	5 437,99	0,00	0,00	0,00	5 437,99
28188	Autres immo. corporelles	8 936,42	0,00	0,00	0,00	8 936,42
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 574 752,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 574 752,25**
10222	FCTVA	364 194,00	0,00	0,00	0,00	364 194,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 210 558,25	0,00	0,00	0,00	3 210 558,25
13	**Subventions d'investissement**	**92 260,00**	**13 515,00**	**0,00**	**0,00**	**105 775,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	13 515,00	0,00	0,00	13 515,00
13146	Attrib. de compensation d'investissement	92 260,00	0,00	0,00	0,00	92 260,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**82 535,00**	**0,00**	**0,00**	**82 535,00**
SOLDE (2)		**432 902,20**	**61 833,76**	**0,00**	**0,00**	**494 735,96**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**34 216,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**19 826,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**19 826,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
112	BUREAUX ET BATIMENTS	19 826,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**14 389,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**96 050,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**13 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**13 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	13 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13146	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		82 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		61 833,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Se... Renseignement	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonc				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	Médecine scolaire	Classes de découverte et autres services
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**294,80**	**4 528 194,63**	**0,00**	**4 528 489,43**
Réalisations		**0,00**	**294,80**	**1 338 608,22**	**0,00**	**1 338 903,02**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**294,80**	**1 338 608,22**	**0,00**	**1 338 903,02**
102	RESEAU DE LECTURE	0,00	0,00	1 338 253,21	0,00	1 338 253,21
106	ECOLE DE MUSIQUE	0,00	294,80	0,00	0,00	294,80
112	BUREAUX ET BATIMENTS	0,00	0,00	355,01	0,00	355,01
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**3 189 586,41**	**0,00**	**3 189 586,41**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**4 789 857,04**	**0,00**	**4 789 857,04**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**2 786 335,07**	**0,00**	**2 786 335,07**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**286 335,07**	**0,00**	**286 335,07**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action	
10222	FCTVA	0,00	0,00	286 335,07	0,00	286 335,07
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**2 003 521,97**	**0,00**	**2 003 521,97**
SOLDE (2)		**0,00**	**-294,80**	**261 662,41**	**0,00**	**261 367,61**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		**294,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 528 194,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**294,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 338 608,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**294,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 338 608,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	RESEAU DE LECTURE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 338 253,21	0,00	0,00	0,00
106	ECOLE DE MUSIQUE	294,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112	BUREAUX ET BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	355,01	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 189 586,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 789 857,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 786 335,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 335,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	286 335,07	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 003 521,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-294,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 662,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**14 538,00**	**19 645,52**	**34 183,52**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**18 934,04**	**18 934,04**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**18 934,04**	**18 934,04**
114	PISCINE COUVERTE	0,00	0,00	0,00	0,00
123	ENFANCE ET JEUNESSE	0,00	0,00	18 934,04	18 934,04
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**14 538,00**	**711,48**	**15 249,48**
RECETTES (2)		**0,00**	**24 250,00**	**43 493,08**	**67 743,08**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**22 830,08**	**22 830,08**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**22 830,08**	**22 830,08**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	22 830,08	22 830,08

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**24 250,00**	**20 663,00**	**44 913,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**9 712,00**	**23 847,56**	**33 559,56**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**14 538,00**	**0,00**	**0,00**	**19 645,52**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 934,04**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 934,04**	**0,00**	**0,00**
114	PISCINE COUVERTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
123	ENFANCE ET JEUNESSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 934,04	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**14 538,00**	**0,00**	**0,00**	**711,48**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**24 250,00**	**0,00**	**0,00**	**42 206,08**	**1 287,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 830,08**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 830,08**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 830,08	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**24 250,00**	**0,00**	**0,00**	**19 376,00**	**1 287,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**9 712,00**	**0,00**	**0,00**	**22 560,56**	**1 287,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fon				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	52 Act° pour l'enfance et l'adolescence	Act° pour personnes en difficulté	Autres services
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	67 590,53	67 590,53
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	30 403,29	30 403,29
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	30 403,29	30 403,29
122	PETITE ENFANCE	0,00	0,00	0,00	0,00	30 403,29	30 403,29
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	37 187,24	37 187,24
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	3 675,06	3 675,06
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	3 675,06	3 675,06
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 675,06	3 675,06
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 675,06	3 675,06

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches	Tot…
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-63 915,47	-63 915,47

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**5 578,80**	**0,00**	**5 578,80**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**2 510,40**	**0,00**	**2 510,40**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**2 510,40**	**0,00**	**2 510,40**
103	LOGEMENTS MARQUAY ET TAMNIES	0,00	0,00	2 510,40	0,00	2 510,40
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**3 068,40**	**0,00**	**3 068,40**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-5 578,80	0,00	-5 578,80

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**62 154,57**	**2 575 945,29**	**248 934,97**	**2 887 034,83**
Réalisations		**62 154,57**	**2 374 922,98**	**36 482,40**	**2 473 559,95**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**455 437,58**	**0,00**	**455 437,58**
21751	Réseaux de voirie (mise à dispo)	0,00	455 437,58	0,00	455 437,58
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**62 154,57**	**1 919 485,40**	**36 482,40**	**2 018 122,37**
104	CUZE ET ENEA	0,00	0,00	36 482,40	36 482,40
112	BUREAUX ET BATIMENTS	632,27	0,00	0,00	632,27
115	SIGNALISATION ROUTIERE	0,00	172 201,44	0,00	172 201,44
119	TRAVAUX DE VOIRIE	0,00	1 747 283,96	0,00	1 747 283,96
121	URBANISME PLUI	61 522,30	0,00	0,00	61 522,30
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**201 022,31**	**212 452,57**	**413 474,88**
RECETTES (2)		**107 452,00**	**1 479 000,00**	**55 355,63**	**1 641 807,63**
Réalisations		**8 786,00**	**1 479 000,00**	**46 918,13**	**1 534 704,13**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**8 786,00**	**89 000,00**	**46 918,13**	**144 704,13**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	8 786,00	25 500,00	0,00	34 286,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	63 500,00	0,00	63 500,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	7 843,23	7 843,23
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	39 074,90	39 074,90
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**1 390 000,00**	**0,00**	**1 390 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 390 000,00	0,00	1 390 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**98 666,00**	**0,00**	**8 437,50**	**107 103,50**
SOLDE (2)		**45 297,43**	**-1 096 945,29**	**-193 579,34**	**-1 245 227,20**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**62 154,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**62 154,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21751	Réseaux de voirie (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**62 154,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
104	CUZE ET ENEA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112	BUREAUX ET BATIMENTS	632,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
115	SIGNALISATION ROUTIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	TRAVAUX DE VOIRIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
121	URBANISME PLUI	61 522,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**60 386,00**	**47 066,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**8 786,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**8 786,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	8 786,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**51 600,00**	**47 066,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 768,57**	**47 066,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**0,00**	**12 069,77**	**2 563 875,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 934,97**
Réalisations		**0,00**	**11 720,20**	**2 363 202,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 482,40**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**455 437,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21751	Réseaux de voirie (mise à dispo)	0,00	0,00	455 437,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**11 720,20**	**1 907 765,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 482,40**
104	CUZE ET ENEA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 482,40
112	BUREAUX ET BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
115	SIGNALISATION ROUTIERE	0,00	11 720,20	160 481,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	TRAVAUX DE VOIRIE	0,00	0,00	1 747 283,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
121	URBANISME PLUI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**349,57**	**200 672,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 452,57**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**1 479 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 355,63**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**1 479 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 918,13**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**89 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 918,13**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	25 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	63 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 843,23
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 074,90
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**1 390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	1 390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD - CCSPN - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

(1)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 437,50
SOLDE (2)		0,00	-12 069,77	-1 084 875,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-193 579,34

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**202 214,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**202 214,46**
Réalisations		**202 214,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**202 214,46**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**169 910,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 910,46**
2041643	IC : Projet infrastructure	123 792,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 792,46
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	46 118,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 118,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**32 304,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 304,00**
274	Prêts	32 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 304,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-202 214,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-202 214,46

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**16 844 995,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					16 844 995,00									
10000010364 (AB3896)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	18/02/2014	27/02/2014	15/05/2014	1 000 000,00	F	FIXE	3,420	3,466		T	P	N	A-1
105906/5339031 (CDC_105906)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/01/2020	10/02/2020	01/05/2020	1 000 000,00	V	LIVRETA	1,500	1,261		T	C	N	A-1
1178833 (1178833-1)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/10/2010	19/12/2010	01/01/2012	79 695,00	V	LIVRETA	2,350	1,730		A	X Produits CDC	N	A-1
1213511 (1213511-1)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/01/2012	20/01/2012	01/08/2012	650 000,00	V	LEP	4,100	3,317		T	C	N	A-1
1228124-1 (1228124-1)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/07/2012	10/08/2012	01/09/2013	230 100,00	F	FIXE	4,790	0,035		A	P	N	A-1
1237169 (1237169)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/12/2012	31/12/2012	01/01/2014	626 100,00	F	FIXE	3,920	3,895		A	P	N	A-1
1631269 (1631269-1)	CAISSE D'EPARGNE	25/09/2007	09/10/2007	09/01/2008	600 000,00	F	FIXE	4,470	4,545		T	P	N	A-1
20500361/NL (1630555-1)	CAISSE D'EPARGNE	29/09/2005	26/10/2005	01/02/2007	527 000,00	V	LIVRETA	4,250	2,748		T	P	N	A-1
5510746 (2019-01)	CAISSE D'EPARGNE	08/01/2018	22/01/2018	22/04/2018	102 100,00	F	FIXE	1,190	1,245		T	P	N	A-1
5510753 (2019-2)	CAISSE D'EPARGNE	08/01/2018	22/01/2018	22/01/2019	130 000,00	F	FIXE	0,760	0,824		A	P	N	A-1
70003319839 (70003319839-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	28/11/2008	15/12/2008	15/03/2009	210 000,00	F	FIXE	4,800	4,888		T	P	N	A-1
70003319855 (70003319855-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	28/11/2008	16/12/2008	15/03/2009	1 200 000,00	F	FIXE	4,810	4,900		T	P	N	A-1
70004065342 (70004065342-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	18/11/2009	03/12/2009	15/03/2010	800 000,00	F	FIXE	3,750	3,804		T	P	N	A-1
70004324143 (70004324143-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	25/02/2010	05/03/2010	15/06/2010	486 000,00	F	FIXE	3,450	3,497		T	P	N	A-1
70004921184 (70004921184-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	30/12/2010	30/12/2010	15/03/2011	600 000,00	F	FIXE	3,400	3,444		T	P	N	A-1
70004930710 (70004930710-1)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	30/12/2010	30/12/2010	15/03/2011	120 000,00	F	FIXE	3,840	3,896		T	P	N	A-1
70005916400 (70005916400)	CAISSE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL	31/05/2012	15/06/2012	15/11/2012	260 000,00	F	FIXE	4,500	4,470		T	P	N	A-1
9556191 (9556191)	CAISSE D'EPARGNE	20/05/2015	06/07/2015	05/10/2015	580 000,00	F	FIXE	1,670	1,681		T	P	N	A-1
9984613 (9984613)	CAISSE D'EPARGNE	25/07/2017	07/08/2017	07/02/2018	1 340 000,00	F	FIXE	1,400	1,418		S	P	N	A-1

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
A3306265/FH (3306265000-1)	CAISSE D'EPARGNE	02/01/2007	25/01/2007	25/02/2007	300 000,00	F	FIXE	3,850	3,642		A	P	N	A-1
A3307218 (3307218001-1)	CAISSE D'EPARGNE	19/10/2007	25/12/2007	25/01/2008	1 200 000,00	F	FIXE	4,460	4,460		A	P	N	A-1
A3309569 (A3309569000-1)	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2009	06/07/2009	06/10/2009	530 000,00	C	TAUX STRUCTURES	3,460	2,741		T	P	N	A-1
MON235559EUR/0244655 (02446550	CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL	16/11/2005	16/11/2005	01/07/2006	350 000,00	F	FIXE	3,190	3,214		S	P	N	A-1
MON522653EUR/052357/001 (05235	LA BANQUE POSTALE	01/11/2018	01/11/2018	01/02/2019	1 034 000,00	F	FIXE	1,420	1,431		T	C	N	A-1
MON534454 (2020_PCJ_LBP)	CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL	14/10/2020	21/10/2020	01/02/2021	1 500 000,00	F	FIXE	0,510	0,511		T	C	N	A-1
MON534455 (2020_VOIRIE_LBP)	CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL	14/10/2020	21/10/2020	01/02/2021	1 390 000,00	F	FIXE	0,510	0,524		T	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**16 844 995,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**9 761 558,39**					**913 900,43**	**176 694,96**	**0,00**	**50 860,52**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 761 558,39					913 900,43	176 694,96	0,00	50 860,52
10000010364 (AB3896)	N	0,00	A-1	612 341,80	8,13	F	FIXE	3,420	63 202,01	22 298,79	0,00	2 674,67
105906/5339031 (CDC_105906)	N	0,00	A-1	970 000,00	24,09	V	LIVRETA	1,310	30 000,00	9 559,90	0,00	2 000,50
1178833 (1178833-1)	N	0,00	A-1	44 055,49	10,00	V	LIVRETA	1,350	3 997,13	697,84	0,00	643,88
1213511 (1213511-1)	N	0,00	A-1	281 666,78	6,34	V	LEP	2,410	43 333,32	7 412,70	0,00	1 096,63
1228124-1 (1228124-1)	N	0,00	A-1	127 428,17	6,67	F	FIXE	4,790	15 031,01	6 823,79	0,00	2 040,18
1237169 (1237169)	N	0,00	A-1	378 265,97	7,00	F	FIXE	3,920	39 616,57	16 381,00	0,00	14 828,03
1631269 (1631269-1)	N	0,00	A-1	104 882,43	1,78	F	FIXE	4,470	49 046,31	6 066,12	0,00	1 070,14
20500361/NL (1630555-1)	N	0,00	A-1	337 877,77	15,84	V	LIVRETA	2,090	17 550,81	7 294,83	0,00	1 119,82
5510746 (2019-01)	N	0,00	A-1	75 220,82	7,06	F	FIXE	1,190	9 876,00	968,71	0,00	172,70
5510753 (2019-2)	N	0,00	A-1	130 000,00	0,06	F	FIXE	0,760	0,00	988,00	0,00	931,31
70003319839 (70003319839-1)	N	0,00	A-1	54 792,64	2,96	F	FIXE	4,800	16 589,28	3 130,68	0,00	124,20
70003319855 (70003319855-1)	N	0,00	A-1	337 392,67	2,96	F	FIXE	4,810	70 692,06	13 878,36	0,00	711,54
70004065342 (70004065342-1)	N	0,00	A-1	273 725,19	3,96	F	FIXE	3,750	43 956,29	8 525,28	0,00	458,29
70004324143 (70004324143-1)	N	0,00	A-1	60 466,59	1,21	F	FIXE	3,450	46 538,39	3 093,89	0,00	98,51
70004921184 (70004921184-1)	N	0,00	A-1	234 644,12	4,96	F	FIXE	3,400	42 347,80	8 881,60	0,00	376,74
70004930710 (70004930710-1)	N	0,00	A-1	47 838,38	4,96	F	FIXE	3,840	8 518,85	2 042,43	0,00	86,75
70005916400 (70005916400)	N	0,00	A-1	138 636,92	6,63	F	FIXE	4,500	17 204,98	6 725,26	0,00	796,79
9556191 (9556191)	N	0,00	A-1	287 561,88	4,51	F	FIXE	1,670	57 692,73	5 405,71	0,00	1 148,37
9984613 (9984613)	N	0,00	A-1	1 093 951,52	11,60	F	FIXE	1,400	83 163,01	16 189,55	0,00	6 117,80
A3306265/FH (3306265000-1)	N	0,00	A-1	24 889,56	0,15	F	FIXE	3,850	23 966,80	1 880,97	0,00	814,25
A3307218 (3307218001-1)	N	0,00	A-1	200 617,85	1,07	F	FIXE	4,460	93 931,51	13 136,90	0,00	8 360,83
A3309569 (A3309569000-1)	N	0,00	A-1	159 168,48	3,52	C	TAUX STRUCTURES	0,680	39 085,05	1 265,07	0,00	217,33
MON235559EUR/0244655 (02446550	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	3,190	29 627,20	710,70	0,00	0,00
MON522653EUR/052357/001 (05235	N	0,00	A-1	896 133,36	12,84	F	FIXE	1,420	68 933,32	13 336,88	0,00	2 109,32
MON534454 (2020_PCJ_LBP)	N	0,00	A-1	1 500 000,00	14,84	F	FIXE	0,510	0,00	0,00	0,00	1 485,44
MON534455 (2020_VOIRIE_LBP)	N	0,00	A-1	1 390 000,00	14,84	F	FIXE	0,510	0,00	0,00	0,00	1 376,50

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**9 761 558,39**					**913 900,43**	**176 694,96**	**0,00**	**50 860,52**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	26	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 761 558,39	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €			12-03-2018
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	INSTALLATION GENERALE ET AGENCEMENT	0	01/01/2000
L	MATERIELS ROULANTS DE VOIRIES	6	01/01/2000
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMOR.	8	01/01/2000
L	FRAIS LIES AUX DOCUMENTS D'URBANISME	3	18/03/2011
L	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS VERSEES	10	18/03/2011
L	AUTRES IMMO CORPORELLES	8	18/03/2011
L	SUBVENTIONS DEPARTEMENT BIENS MOBILIER	10	18/03/2011
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	18/03/2016
L	AUTRES MATERIELS DE VOIRIE	10	12/03/2018
L	MATERIELS CLASSIQUES	10	12/03/2018
L	MATERIELS DE TRANSPORTS	5	12/03/2018
L	MOBILIERS	15	12/03/2018
L	LOGICIELS	2	12/03/2018
L	MATERIELS ROULANTS DE VOIRIES	8	12/03/2018
L	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE BUREAUX	5	12/03/2018
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	30	12/03/2018

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**952 777,48**	**I**	**913 900,43**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**952 777,48**		**913 900,43**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	952 777,48		913 900,43
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**913 900,43**	**3 672 955,79**	**2 485 274,67**	**7 072 130,89**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 781 748,68**	**III** **900 854,12**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 601 263,78**	**742 789,07**
10222	FCTVA	2 509 003,78	650 529,07
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	92 260,00	92 260,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 180 484,90**	**158 065,05**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
261	*Titres de participation*	*10 000,00*	*10 000,00*
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*51 120,00*	*51 119,77*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*5 073,00*	*5 073,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*15 053,00*	*15 052,20*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*43 619,00*	*43 618,24*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*12 457,00*	*12 457,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 271,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 371,00*	*6 370,43*
28184	*Mobilier*	*5 438,00*	*5 437,99*
28188	*Autres immo. corporelles*	*8 937,00*	*8 936,42*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 016 145,90*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**900 854,12**	**2 238 073,47**	**0,00**	**3 210 558,25**	**6 349 485,84**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**7 072 130,89**
Ressources propres disponibles	IV	**6 349 485,84**
Solde	V = IV – II (3)	**-722 645,05**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES — A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES — A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**302 658,62**	
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	302 658,62	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**140 132,96**	
CHARGES DE PERSONNEL	TRAVAUX DE VOIRIE	140 132,96	
72	***Travaux en régie***		***455 437,58***
722	*TRAVAUX DE VOIRIE*		*455 437,58*
TOTAL GENERAL		**442 791,58**	**455 437,58**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***455 437,58***
21751	*TRAVAUX DE VOIRIE*	*455 437,58*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**455 437,58**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	455 437,58
Recettes réelles de fonctionnement	14 526 354,99
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	3,14 %

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS — B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
AMICALE LAIQUE DE PROISSANS	800,00	
AMICALE LAIQUE DE SARLAT	17 437,32	
AMPN	800,00	
AOSPC	39 840,00	
ASSOCIATION LE SILLON	700,00	
AVENIR SARLAT	21 000,00	
CAPIA	1 500,00	
CTR SANTE SARLAT PERIGORD NOIR	15 360,00	
DE VIVE VOIX ASSOCIATION	200,00	
GROUPEMENT DES TRUFFICULTEURS	500,00	
INITIATIVE PERIGORD	3 800,00	
LA CLE LIRE COMPRENDRE ECRIRE	200,00	
LES AMIS DU CINEMA	600,00	
MILADIOU	400,00	
MISSION LOCALE DU PERIGORD NOIR	18 353,50	
MUSIQUE EN SARLADAIS	1 000,00	
PAYS DU PERIGORD NOIR	30 033,00	
RADIO VALLEE VEZERE	500,00	
TOUT CONTE FEE	800,00	
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
CC FENELON	27 580,00	
CHAMBRE AGRICULTURE	1 500,00	
CIAS	993 000,00	
COMMUNE DE SARLAT	70 561,66	
SM SCOT	8 342,50	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**1 254 807,98**	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**28,00**	**0,00**	**28,00**	**27,30**	**0,00**	**27,30**
Adjt adm	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjt adm Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	9,30	0,00	9,30
Adjt adm Pal 2Cl	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attach?	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attach? Pal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
R?dacteur	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
R?dacteur Pal 1Cl	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
R?dacteur Pal 2Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**23,00**	**0,00**	**23,00**	**23,00**	**0,00**	**23,00**
Adjt tech	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjt tech Pal 1Cl	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Adjt tech Pal 2Cl	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent maitrise	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Agent maitrise Pal	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ing?nieur	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ing?nieur Pal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien Pal 2Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**6,00**	**0,66**	**6,66**	**6,36**	**0,00**	**6,36**
Conseiller soc-ed	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educ j enfant 2Cl (anc)	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educr j enfant 1Cl (anc)	A	3,00	0,66	3,66	3,36	0,00	3,36
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**4,50**	**0,00**	**4,50**
Auxiliaire pu?r Pal 1Cl	C	4,00	0,00	4,00	3,70	0,00	3,70
Auxiliaire pu?r Pal 2Cl	C	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Conseiller APS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjt ter patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assist conserv Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**11,00**	**0,75**	**11,75**	**10,15**	**0,00**	**10,15**
Adjt ter anim Pal 1Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjt ter animation	C	6,00	0,75	6,75	5,15	0,00	5,15
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**106,00**	**5,24**	**111,24**	**74,31**	**33,83**	**108,14**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**435 225,02**		
Adjt adm	C		365	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Adjt tech	C		1050	0,00	3-2	CDD
Adjt ter animation	C		1400	0,00	3-2	CDD
Adjt ter animation	C		350	0,00	3-2	CDD
Adjt ter animation	C		350	0,00	3-1	CDD
Adjt ter patrimoine	C		350	0,00	3-2	CDD
Animateur	B		478	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Assistante maternelle				412 254,35	A ASM-Recrutement assist mater	A Autres contrats
Assistante maternelle				22 578,67	3-1	A Autres contrats
Attach?caire	A		693	0,00	3-3-1°	CDD
Biblioth?caire	A		499	0,00	3-2	CDD
Grade non statutaire			565	0,00	3-1	CDD
M?decin				392,00	3-3-2°	A Autres contrats
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**25 605,15**		
Adjt ter patrimoine	C		350	0,00	3-a°	CDD
Assistante maternelle				25 605,15	A ASM-Recrutement assist mater	A Autres contrats
TOTAL GENERAL				**460 830,17**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex :

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui s fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	CIAS			366 605,00
14/01/2009 -	MESOLIA			1 874 890,34
14/01/2009 -	MESOLIA			625 618,71
14/01/2009 -	MESOLIA			525 322,64
14/01/2009 -	MESOLIA			197 655,94
23/02/2009 - LOGEMENT	MESOLIA			107 385,43
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE

C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Social Sarlat Périgord Noir	01/01/2010	07 - 19/06/2009	SPA	Non
EPIC	OFFICE DE TOURISME SARLAT PÉRIGORD NOIR	01/01/2012	02/A - 30/09/2011	SPIC	Oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget Annexe	Service Public D'Assainissement Non Collectif	11/02/2005	04 - 11/02/2005	20002721700021	spic	Non
Budget Annexe	Zone d'Activité Économique	10/01/2011	9 - 10/01/2011	20002721700039	SPA	Oui
Budget Annexe	Résidence Habitat Jeunes	09/04/2016	36 - 09/04/2016	20002721700054	SPA	Non

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 596 125,55	5 010 252,45	3 672 955,79	3 912 917,31
RECETTES	12 596 125,55	8 203 136,64	2 238 073,47	2 154 915,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	15 414 366,29	14 271 207,77	0,00	1 143 158,52
RECETTES	15 414 366,29	14 991 792,57	0,00	422 573,72

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : CDC - RESIDENCE HABITAT JEUNES CDC - ZAE CDC - SPANC / N°SIRET : 20002721700054 20002721700039 20002721700021

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 334 030,64	2 868 021,50	149 643,10	316 366,04
RECETTES	3 334 030,64	1 643 160,84	864 197,73	826 672,07
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	911 316,32	783 369,85	0,00	127 946,47
RECETTES	911 316,32	909 237,19	0,00	2 079,13

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 930 156,19	7 878 273,95	3 822 598,89	4 229 283,35
RECETTES	15 930 156,19	9 846 297,48	3 102 271,20	2 981 587,51
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	16 325 682,61	15 054 577,62	0,00	1 271 104,99
RECETTES	16 325 682,61	15 901 029,76	0,00	424 652,85
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	32 255 838,80	22 932 851,57	3 822 598,89	5 500 388,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	32 255 838,80	25 747 327,24	3 102 271,20	3 406 240,36

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 930 156,19	7 878 273,95	3 822 598,89	4 229 283,35
RECETTES	15 930 156,19	9 846 297,48	3 102 271,20	2 981 587,51
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	16 325 682,61	15 054 577,62	0,00	1 271 104,99
RECETTES	16 325 682,61	15 901 029,76	0,00	424 652,85
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	32 255 838,80	22 932 851,57	3 822 598,89	5 500 388,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	32 255 838,80	25 747 327,24	3 102 271,20	3 406 240,36

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DI

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 37
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES : 36
Pour : 33
Contre :
Abstentions : 3

Date de convocation : 15.03.2021

Présenté par (1) : le Président Jean-Jacque de Peretti
A , le SARLAT-LA CANEDA , le 22 mars 2021
Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le SARLAT-LA CANEDA , le 22 mars 2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2), le Conseil Communautaire.

ALDRIN PATRICK	
ANDRE MICHEL	
ASTIE JEAN-LUC	
BOUYSSOU ELISE	
CABANEL MARLIES	
CASTAGNAU CELIA	
CHAUMEL JEAN-MARIE	
COQ FRANCOIS	
DA COSTA CARLOS	
DE PERETTI JEAN-JACQUES	
DELATTAIGNANT MARIE-PIERRE	
DELBARRY SYLVIE	
DELIBIE DIDIER	
DUBOST MONICA	
FANIER BASILE	
FLAQUIERE MARYLINE	
GAREYTE FABRICE	
GATINEL GERARD	
~~GAUTHIER JEAN-MARIE~~ pouvoir	
GAUTHIER THIERRY	
JALES BRIGITTE	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

LAGOUBIE FABIENNE	
LAMONZIE OLIVIER	
NAJEM CHRISTOPHE	
NEGREVERGNE JULIE	
PARRE SERGE	
PERUSIN JEAN-MICHEL	
PEYRAT JEROME	
PINTA-TOURET MARC	
PRADAT CLAUDINE	
ROBLES CHRISTIAN	
ROUQUIE ETIENNE	
SALINIE PATRICK	
SECRESTAT BENOIT	
STIEVENARD GUY	
TRAVERSE FREDERIC	
VALETTE MARIE-PIERRE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20002721700021	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPIC COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : CDC - SPANC (2)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 16
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 17
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINI
VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 107 389,39	G 95 925,79	G-A -11 463,60
	Section d'investissement	B 2 018,16	H 3 943,40	H-B 1 925,24
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 140 620,18 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 16 645,10 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 109 407,55	Q= G+H+I+J 257 134,47	=Q-P 147 726,92

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 107 389,39	= G+I+K 236 545,97	129 156,58
	Section d'investissement	= B+D+F 2 018,16	= H+J+L 20 588,50	18 570,34
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 109 407,55	= G+H+I+J+K+L 257 134,47	147 726,92

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagé mandatées	Titres restant à
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINI
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	25 600,00	6 792,75	0,00	0,00	18 807,25
012	Charges de personnel, frais assimilés	101 200,00	96 653,24	0,00	0,00	4 546,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**126 800,00**	**103 445,99**	**0,00**	**0,00**	**23 354,01**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**126 800,00**	**103 445,99**	**0,00**	**0,00**	**23 354,01**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*81 876,78*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 943,40*	*3 943,40*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***85 820,18***	***3 943,40***			***81 876,78***
TOTAL		**212 620,18**	**107 389,39**	**0,00**	**0,00**	**105 230,79**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	72 000,00	95 925,79	0,00	0,00	-23 925,79
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**140 620,18**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINI
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
21	Immobilisations corporelles	92 000,00	2 018,16	0,00	89 981,84
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**96 000,00**	**2 018,16**	**0,00**	**93 981,84**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	6 465,28			
Total des dépenses financières		**6 465,28**	**0,00**	**0,00**	**6 465,28**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**102 465,28**	**2 018,16**	**0,00**	**100 447,12**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**102 465,28**	**2 018,16**	**0,00**	**100 447,12**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*81 876,78*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*3 943,40*	*3 943,40*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***85 820,18***	***3 943,40***		***81 876,78***
TOTAL		**85 820,18**	**3 943,40**	**0,00**	**81 876,78**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**16 645,10**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINI
BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	6 792,75		6 792,75
012	Charges de personnel, frais assimilés	96 653,24		96 653,24
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*3 943,40*	3 943,40
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**103 445,99**	***3 943,40***	**107 389,39**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**107 389,39**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 018,16	*0,00*	2 018,16
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**2 018,16**	***0,00***	**2 018,16**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**2 018,16**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINI
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	95 925,79		95 925,79
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**95 925,79**	***0,00***	**95 925,79**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**140 620,18**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**236 545,97**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*3 943,40*	*3 943,40*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***3 943,40***	**3 943,40**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**16 645,10**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 588,50**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**25 600,00**	**6 792,75**	**0,00**	**0,00**	**18 807,25**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6064	Fournitures administratives	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6066	Carburants	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
61551	Entretien matériel roulant	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6222	Commissions recouvrement redevance	12 000,00	6 792,75	0,00	0,00	5 207,25
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6287	Remboursements de frais	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6378	Autres taxes et redevances	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**101 200,00**	**96 653,24**	**0,00**	**0,00**	**4 546,76**
6218	Autre personnel extérieur	101 200,00	96 653,24	0,00	0,00	4 546,76
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**126 800,00**	**103 445,99**	**0,00**	**0,00**	**23 354,01**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**126 800,00**	**103 445,99**	**0,00**	**0,00**	**23 354,01**
023	***Virement à la section d'investissement***	***81 876,78***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***3 943,40***	***3 943,40***			***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 943,40*	*3 943,40*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***85 820,18***	***3 943,40***			***81 876,78***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***85 820,18***	***3 943,40***			***81 876,78***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**212 620,18**	**107 389,39**	**0,00**	**0,00**	**105 230,79**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***72 000,00***	***95 925,79***	***0,00***	***0,00***	***-23 925,79***
7062	Redevances assainissement non collectif	*72 000,00*	*95 925,79*	*0,00*	*0,00*	*-23 925,79*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**72 000,00**	**95 925,79**	**0,00**	**0,00**	**-23 925,79**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**140 620,18**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
2051	Concessions et droits assimilés	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**92 000,00**	**2 018,16**	**0,00**	**89 981,84**
2151	Installations complexes spécialisées	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
21532	Réseaux d'assainissement	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
2182	Matériel de transport	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	17 000,00	2 018,16	0,00	14 981,84
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**96 000,00**	**2 018,16**	**0,00**	**93 981,84**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**6 465,28**			
	Total des dépenses financières	**6 465,28**	**0,00**	**0,00**	**6 465,28**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**102 465,28**	**2 018,16**	**0,00**	**100 447,12**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**102 465,28**	**2 018,16**	**0,00**	**100 447,12**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*81 876,78*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*3 943,40*	*3 943,40*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*2 943,40*	*2 943,40*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 000,00*	*1 000,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*85 820,18*	*3 943,40*		*81 876,78*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*85 820,18*	*3 943,40*		*81 876,78*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	85 820,18	3 943,40	0,00	81 876,78
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	16 645,10			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**6 465,28**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**6 465,28**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	6 465,28	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**85 820,18**	**III** **3 943,40**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**85 820,18**	**3 943,40**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*2 943,40*	*2 943,40*
28182	*Matériel de transport*	*1 000,00*	*1 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*81 876,78*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**3 943,40**	**0,00**	**16 645,10**	**0,00**	**20 588,50**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**20 588,50**
Solde	V = IV – II (3)	**20 588,50**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 37
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES : 36
Pour : 36
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 15 mars 2021

Présenté par (1), le Président Jean-Jacques de Peretti
A le
(1), SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A, le SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),
le Conseil Communautaire

ALDRIN PATRICK	
ANDRE MICHEL	
ASTIE JEAN-LUC	
BOUYSSOU ELISE	
CABANEL MARLIES	
CASTAGNAU CELIA	
CHAUMEL JEAN-MARIE	
COQ FRANCOIS	
DA COSTA CARLOS	
DE PERETTI JEAN-JACQUES	
DELATTAIGNANT MARIE-PIERRE	
DELBARRY SYLVIE	
DELIBIE DIDIER	
DUBOST MONICA	
FANIER BASILE	
FLAQUIERE MARYLINE	
GAREYTE FABRICE	
GATINEL GERARD	
GAUTHIER JEAN-~~MARIE~~ PIERRE	
GAUTHIER THIERRY	
JALES BRIGITTE	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LAGOUBIE FABIENNE	
LAMONZIE OLIVIER	
NAJEM CHRISTOPHE	
NEGREVERGNE JULIE	
PARRE SERGE	
PERUSIN JEAN-MICHEL	
PEYRAT JEROME	
PINTA-TOURET MARC	
PRADAT CLAUDINE	
ROBLES CHRISTIAN	
ROUQUIE ETIENNE	
SALINIE PATRICK	
SECRESTAT BENOIT	
STIEVENARD GUY	
TRAVERSE FREDERIC	
VALETTE MARIE-PIERRE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CCSPN - BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20002721700054

POSTE COMPTABLE :

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : CDC - RESIDENCE HABITAT JEUNES (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 23
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 24
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	25

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Code INSEE	COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIG CDC - RESIDENCE HABITAT JEUNES

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	16 685
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 118
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
7 119 453,00	0	378,63	0

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	715.22	304
2	Produit des impositions directes/population	352.36	298
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	870,62	365
4	Dépenses d'équipement brut/population	233.39	88
5	Encours de dette/population	583.13	196
6	DGF/population	76,65	49
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	38.3 %	39.8 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98.9 %	88.6 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	26.8 %	24.2 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	67 %	53.6 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 266,49	G	10 428,14
	Section d'investissement	B	852 018,04	H	1 098 876,20
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	896 973,58 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	1 751 258,11	= G+H+I+J	1 109 304,34

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	149 643,10	L	864 197,73
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	149 643,10	= K+L	864 197,73

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 266,49	= G+I+K	10 428,14
	Section d'investissement	= B+D+F	1 898 634,72	= H+J+L	1 963 073,93
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 900 901,21	= G+H+I+J+K+L	1 973 502,07

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 149 643,10	L 864 197,73
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	864 197,73
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagé mandatées	Titres restant à
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	149 643,10	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900,00**
66	Charges financières	2 500,00	2 266,49	0,00	0,00	233,51
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 400,00**	**2 266,49**	**0,00**	**0,00**	**1 133,51**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*6 600,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 600,00***	***0,00***			***6 600,00***
TOTAL		**10 000,00**	**2 266,49**	**0,00**	**0,00**	**7 733,51**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	10 428,14	0,00	0,00	-10 428,14
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 150 000,00	846 334,07	149 643,10	154 022,83
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 210 000,00**	**846 334,07**	**149 643,10**	**214 022,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 600,00	5 683,97	0,00	916,03
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**6 600,00**	**5 683,97**	**0,00**	**916,03**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 216 600,00**	**852 018,04**	**149 643,10**	**214 938,86**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**1 216 600,00**	**852 018,04**	**149 643,10**	**214 938,86**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **896 973,58**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 724 200,00	812 863,27	864 197,73	47 139,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 724 200,00**	**812 863,27**	**864 197,73**	**47 139,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	382 773,58	286 012,93	0,00	96 760,65
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**382 773,58**	**286 012,93**	**0,00**	**96 760,65**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 106 973,58**	**1 098 876,20**	**864 197,73**	**143 899,65**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*6 600,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 600,00***	***0,00***		***6 600,00***
TOTAL		**2 113 573,58**	**1 098 876,20**	**864 197,73**	**150 499,65**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	2 266,49	*0,00*	2 266,49
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 266,49**	***0,00***	**2 266,49**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 683,97	*0,00*	5 683,97
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	846 334,07	*0,00*	846 334,07
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**852 018,04**	***0,00***	**852 018,04**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**896 973,58**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	10 428,14		10 428,14
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**10 428,14**	***0,00***	**10 428,14**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	286 012,93	0,00	286 012,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	812 863,27	0,00	812 863,27
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 098 876,20**	**0,00**	**1 098 876,20**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900,00**
6218	Autre personnel extérieur	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900,00**
66	**Charges financières (b)**	**2 500,00**	**2 266,49**	**0,00**	**0,00**	**233,51**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 500,00	2 266,49	0,00	0,00	233,51
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**3 400,00**	**2 266,49**	**0,00**	**0,00**	**1 133,51**
023	***Virement à la section d'investissement***	***6 600,00***	***0,00***			***6 600,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***6 600,00***	***0,00***			***6 600,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***6 600,00***	***0,00***			***6 600,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**10 000,00**	**2 266,49**	**0,00**	**0,00**	**7 733,51**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETT

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Produits services, domaine et ventes div***	***0,00***	***10 428,14***	***0,00***	***0,00***	***-10 428,14***
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*0,00*	*10 428,14*	*0,00*	*0,00*	*-10 428,14*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
74758	Participat° Autres groupements	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**10 000,00**	**10 428,14**	**0,00**	**0,00**	**-428,14**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
2184	Mobilier	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**1 150 000,00**	**846 334,07**	**149 643,10**	**154 022,83**
2313	Constructions	1 150 000,00	846 334,07	149 643,10	154 022,83
	Total des dépenses d'équipement	**1 210 000,00**	**846 334,07**	**149 643,10**	**214 022,83**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**6 600,00**	**5 683,97**	**0,00**	**916,03**
1641	Emprunts en euros	6 600,00	5 683,97	0,00	916,03
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**6 600,00**	**5 683,97**	**0,00**	**916,03**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 216 600,00**	**852 018,04**	**149 643,10**	**214 938,86**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 216 600,00**	**852 018,04**	**149 643,10**	**214 938,86**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**896 973,58**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 724 200,00**	**812 863,27**	**864 197,73**	**47 139,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	800 000,00	640 000,00	160 000,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	188 250,00	101 700,00	86 550,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	113 811,00	0,00	0,00	113 811,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	397 139,00	71 163,27	392 647,73	-66 672,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 724 200,00**	**812 863,27**	**864 197,73**	**47 139,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**382 773,58**	**286 012,93**	**0,00**	**96 760,65**
10222	FCTVA	382 773,58	286 012,93	0,00	96 760,65
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**382 773,58**	**286 012,93**	**0,00**	**96 760,65**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**2 106 973,58**	**1 098 876,20**	**864 197,73**	**143 899,65**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***6 600,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***6 600,00***	***0,00***		***6 600,00***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***6 600,00***	***0,00***		***6 600,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 113 573,58**	**1 098 876,20**	**864 197,73**	**150 499,65**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**590 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					590 000,00									
100825_5300606 (CDC_2019_10082	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/09/2019	27/10/2019	01/10/2020	590 000,00	V	LIVRETA	0,300	0,308		T	X Produits CDC	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**590 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**584 316,03**					**5 683,97**	**2 266,49**	**0,00**	**437,74**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		584 316,03					5 683,97	2 266,49	0,00	437,74
100825_5300606 (CDC_2019_10082	N	0,00	A-1	584 316,03	24,50	V	LIVRETA	0,300	5 683,97	2 266,49	0,00	437,74
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**584 316,03**					**5 683,97**	**2 266,49**	**0,00**	**437,74**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021107-DE

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	584 316,03	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**6 600,00**	**I**	**5 683,97**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**6 600,00**		**5 683,97**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	6 600,00		5 683,97
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**5 683,97**	**149 643,10**	**896 973,58**	**1 052 300,65**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**389 373,58**	**III**	**286 012,93**
Ressources propres externes de l'année (a)		**382 773,58**		**286 012,93**
10222	FCTVA	382 773,58		286 012,93
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**6 600,00**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*6 600,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**286 012,93**	**864 197,73**	**0,00**	**0,00**	**1 150 210,66**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 052 300,65**
Ressources propres disponibles	IV	**1 150 210,66**
Solde	V = IV – II (3)	**97 910,01**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 37
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES : 36
Pour .
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 15 mars 2021

Présenté par (1) . le Président Jean-Jacques de Peretti
A , le SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021.
Les membres de l'assemblée délibérante (2), le Conseil Communautaire

ALDRIN PATRICK	
ANDRE MICHEL	
ASTIE JEAN-LUC	
BOUYSSOU ELISE	
CABANEL MARLIES	
CASTAGNAU CELIA	
CHAUMEL JEAN-MARIE	
COQ FRANCOIS	
DA COSTA CARLOS	
DE PERETTI JEAN-JACQUES	
DELATTAIGNANT MARIE-PIERRE	
DELBARRY SYLVIE	
DELIBIE DIDIER	
DUBOST MONICA	
FANIER BASILE	
FLAQUIERE MARYLINE	
GAREYTE FABRICE	
GATINEL GERARD	
GAUTHIER JEAN-~~MARIE~~ PIERRE	
GAUTHIER THIERRY	
JALES BRIGITTE	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

LAGOUBIE FABIENNE	
LAMONZIE OLIVIER	
NAJEM CHRISTOPHE	
NEGREVERGNE JULIE	
PARRE SERGE	
PERUSIN JEAN-MICHEL	
PEYRAT JEROME	
PINTA-TOURET MARC	
PRADAT CLAUDINE	
ROBLES CHRISTIAN	
ROUQUIE ETIENNE	
SALINIE PATRICK	
SECRESTAT BENOIT	
STIEVENARD GUY	
TRAVERSE FREDERIC	
VALETTE MARIE-PIERRE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AUTRE - COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CCSPN - BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20002721700039

POSTE COMPTABLE :

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : CDC - ZAE (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 18
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	24

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Code INSEE	COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIG CDC - ZAE

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	16 685
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2 116
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
7 119 453,00	0	378,63	0

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	715.22	304
2	Produit des impositions directes/population	352.36	298
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	870,62	365
4	Dépenses d'équipement brut/population	233.39	88
5	Encours de dette/population	583.13	196
6	DGF/population	76,65	49
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	38.3 %	39.8 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98.9 %	88.6 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	26.8 %	24.2 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	67 %	53.6 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	673 513,97	G	662 263,08
	Section d'investissement	B	593 315,58	H	523 696,14
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	200,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	523 696,14 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	1 790 725,69	= G+H+I+J	1 185 959,22

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	673 713,97	= G+I+K	662 263,08
	Section d'investissement	= B+D+F	1 117 011,72	= H+J+L	523 696,14
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 790 725,69	= G+H+I+J+K+L	1 185 959,22

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagé mandatées	Titres restant à
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	164 800,00	149 817,83	0,00	0,00	14 982,17
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**164 800,00**	**149 817,83**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**164 800,00**	**149 817,83**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*523 696,14*	*523 696,14*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***523 696,14***	***523 696,14***			***0,00***
TOTAL		**688 496,14**	**673 513,97**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **200,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	94 400,50	68 947,50	0,00	0,00	25 453,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**94 400,50**	**68 947,50**	**0,00**	**0,00**	**25 453,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**94 400,50**	**68 947,50**	**0,00**	**0,00**	**25 453,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*594 295,64*	593 315,58			980,06
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***594 295,64***	***593 315,58***			***980,06***
TOTAL		**688 696,14**	**662 263,08**	**0,00**	**0,00**	**26 433,06**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*594 295,64*	*593 315,58*		*980,06*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***594 295,64***	***593 315,58***		***980,06***
TOTAL		**594 295,64**	**593 315,58**	**0,00**	**980,06**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **523 696,14**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	594 295,64		0,00	
Total des recettes financières		**594 295,64**	**0,00**	**0,00**	**594 295,64**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**594 295,64**	**0,00**	**0,00**	**594 295,64**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*523 696,14*	*523 696,14*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***523 696,14***	***523 696,14***		***0,00***
TOTAL		**1 117 991,78**	**523 696,14**	**0,00**	**594 295,64**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	149 817,83		149 817,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*523 696,14*	523 696,14
Dépenses de fonctionnement – Total		**149 817,83**	***523 696,14***	**673 513,97**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				**200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (8)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6) (9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*593 315,58*	593 315,58
Dépenses d'investissement –Total		**0,00**	***593 315,58***	**593 315,58**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				**523 696,14**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*593 315,58*	*593 315,58*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	68 947,50		68 947,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**68 947,50**	***593 315,58***	**662 263,08**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	523 696,14	523 696,14
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	**523 696,14**	**523 696,14**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**164 800,00**	**149 817,83**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
60228	Autres fournitures consommables	0,00	198,00	0,00	0,00	-198,00
6045	Achats études, prestat° services (terrai	10 000,00	7 167,29	0,00	0,00	2 832,71
605	Achats matériel, équipements et travaux	154 770,00	141 201,65	0,00	0,00	13 568,35
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 223,89	0,00	0,00	-1 223,89
63512	Taxes foncières	30,00	27,00	0,00	0,00	3,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**164 800,00**	**149 817,83**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**164 800,00**	**149 817,83**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***523 696,14***	***523 696,14***			***0,00***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*523 696,14*	*523 696,14*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***523 696,14***	***523 696,14***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***523 696,14***	***523 696,14***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**688 496,14**	**673 513,97**	**0,00**	**0,00**	**14 982,17**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**200,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**94 400,50**	**68 947,50**	**0,00**	**0,00**	**25 453,00**
74718	Autres participations Etat	68 947,50	68 947,50	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	25 453,00	0,00	0,00	0,00	25 453,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**94 400,50**	**68 947,50**	**0,00**	**0,00**	**25 453,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**94 400,50**	**68 947,50**	**0,00**	**0,00**	**25 453,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***594 295,64***	***593 315,58***			***980,06***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*594 295,64*	*593 315,58*			*980,06*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***594 295,64***	***593 315,58***			***980,06***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**688 696,14**	**662 263,08**	**0,00**	**0,00**	**26 433,06**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*594 295,64*	*593 315,58*		*980,06*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*594 295,64*	*593 315,58*		*980,06*
3351	*Terrains*	*77 679,25*	*515 636,33*		*-437 957,08*
3355	*Travaux*	*516 616,39*	*77 679,25*		*438 937,14*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*594 295,64*	*593 315,58*		*980,06*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	594 295,64	593 315,58	0,00	980,06
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	523 696,14			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	594 295,64		0,00	
	Total des recettes financières	594 295,64	0,00	0,00	594 295,64
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	594 295,64	0,00	0,00	594 295,64
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*523 696,14*	*523 696,14*		*0,00*
3351	*Terrains*	*77 679,25*	*77 679,25*		*0,00*
3355	*Travaux*	*446 016,89*	*446 016,89*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*523 696,14*	*523 696,14*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*523 696,14*	*523 696,14*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 117 991,78	523 696,14	0,00	594 295,64
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											593 316
Solde d'exécution reporté de N-1	0											523 696
Total dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 117 012**	**1 117 012**
Total recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**523 696**	**523 696**
Solde d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-593 316**	**-593 316**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**673 714**	**673 714**
Total recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**662 263**	**662 263**
Solde de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-11 451**	**-11 451**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 117 012**	**1 117 012**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*593 316*	*593 316*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*593 316*	*593 316*
3351	*Terrains*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*515 636*	*515 636*
3355	*Travaux*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*77 679*	*77 679*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	523 696	523 696

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**523 696**	**523 696**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
16	Emprunts et dettes assimilées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*523 696*	*523 696*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*523 696*	*523 696*
3351	*Terrains*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*77 679*	*77 679*
3355	*Travaux*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*446 017*	*446 017*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**673 714**	**673 714**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 818	149 818
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 818	149 818
60228	Autres fournitures consommables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	198	198
6045	Achats études, prestat° services (terrai	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 167	7 167
605	Achats matériel, équipements et travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141 202	141 202
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 224	1 224
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27	27
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnemt	économique	
68	Dot. aux amortissements et provisions	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*523 696*	*523 696*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*523 696*	*523 696*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*523 696*	*523 696*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200	200

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**662 263**	**662 263**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 948	68 948
013	**Atténuations de charges**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
73	**Impôts et taxes**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
74	**Dotations et participations**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**68 948**	**68 948**
74718	Autres participations Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 948	68 948
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*593 316*	*593 316*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***593 316***	***593 316***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*593 316*	*593 316*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES — A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**523 696,14**	**523 696,14**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**594 295,64**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**594 295,64**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	594 295,64	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**523 696,14**
Ressources propres disponibles	IV	**0,00**
Solde	V = IV – II (3)	**-523 696,14**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 37
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES : 36
Pour : 36
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 15 mars 2021

Présenté par (1) : le Président Jean-Jacques de Peretti
A, le SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A, le SARLAT-LA CANEDA, le 22 mars 2021.
Les membres de l'assemblée délibérante (2),
le conseil Communautaire

ALDRIN PATRICK	
ANDRE MICHEL	
ASTIE JEAN-LUC	
BOUYSSOU ELISE	
CABANEL MARLIES	
CASTAGNAU CELIA	
CHAUMEL JEAN-MARIE	
COQ FRANCOIS	
DA COSTA CARLOS	
DE PERETTI JEAN-JACQUES	
DELATTAIGNANT MARIE-PIERRE	
DELBARRY SYLVIE	
DELIBIE DIDIER	
DUBOST MONICA	
FANIER BASILE	
FLAQUIERE MARYLINE	
GAREYTE FABRICE	
GATINEL GERARD	
GAUTHIER JEAN-~~MARIE~~ PIERRE	
GAUTHIER THIERRY	
JALES BRIGITTE	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

LAGOUBIE FABIENNE	
LAMONZIE OLIVIER	
NAJEM CHRISTOPHE	
NEGREVERGNE JULIE	
PARRE SERGE	
PERUSIN JEAN-MICHEL	
PEYRAT JEROME	
PINTA-TOURET MARC	
PRADAT CLAUDINE	
ROBLES CHRISTIAN	
ROUQUIE ETIENNE	
SALINIE PATRICK	
SECRESTAT BENOIT	
STIEVENARD GUY	
TRAVERSE FREDERIC	
VALETTE MARIE-PIERRE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

CCSPN | Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir

Rapport annuel

Prix et qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif







Sarlat Périgord Noir
PN COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

1. PREAMBULE.....

2. CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE.....**3**

2.1 Misions obligatoires du SPANC

2.2 Champ d'intervention du SPANC

2.3 Nombre d'habitants desservis par le SPANC

3. ELEMENTS DE GESTION DU SPANC.....**6**

3.1 Mode de gestion du SPANC

3.2 Effectifs du SPANC

3.3 Missions des agents du SPANC

3.4 Formation continue des agents du SPANC en 2020

3.5 Moyens techniques du SPANC

4. ACTIVITE DU SERVICE EN 2020.....**8**

4.1 Le contrôle des installations neuves

4.2 Le contrôle des installations existantes

5. LE BUDGET ANNEXE.....**11**

5.1 Le SPANC, un Service Public Industriel et Commercial

5.2 Bilan d'exploitation 2020

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

1. PREAMBULE

L'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi NOTRe du 7 août 2015, établit que les autorités organisatrices du service public de l'eau et de l'assainissement sont tenues de présenter annuellement un Rapport sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS).

Il doit être transmis avec la délibération du Conseil communautaire par voie électronique au Préfet de Département et au Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement SISPEA. Les indicateurs de performance doivent être saisis sur le site www.service.eaufrance.fr.

Les Maires des Communes membres de la CCSPN doivent présenter ce rapport annuel à leur conseil municipal, au plus tard dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice, soit avant le 31 décembre 2021. Ce rapport annuel est établi en application de l'arrêté du 2 décembre 2013, modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

2. CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), instauré par la loi sur l'eau de 1992, est une compétence des collectivités qui incombe aux communes depuis 2005 et qui peut être transférée à un groupement de communes. Ce service réalise des prestations de contrôles visant à lutter contre les pollutions diffuses, à préserver les milieux hydrauliques superficiels et souterrains et à permettre aux usagers d'être en conformité avec les dispositions législatives et règlementaires applicables en matière d'assainissement non collectif.

La Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir (CCSPN) dispose de la compétence assainissement non collectif en **compétence facultative**. L'arrêté préfectoral portant sur la modification des statuts (compétence passée d'optionnelle à facultative) date du 13 décembre 2016.

Le règlement de service du SPANC a été adopté en conseil communautaire en date du 14 octobre 2013.

2.1 Misions obligatoires du SPANC

Les agents du SPANC réalisent les missions obligatoires de contrôles des installations prévus par l'art. L 2224-8 du CGCT qui sont :

• ***Le contrôle de conception*** des projets d'assainissement neufs ou à réhabiliter.

Ce contrôle consiste à relever les contraintes du terrain et à réaliser une étude de sol. Sur la base d'une analyse multifactorielle, un procès-verbal sur la filière la plus adaptée au projet est rédigé. L'avis récapitulatif est à joindre lors du dépôt du permis de construire (R 431-16 du code de l'urbanisme). Le passage par ce contrôle avant tout travaux est également obligatoire dans le cadre d'une réhabilitation. Au-delà d'une charge hydraulique équivalente ou supérieure à 20 équivalents habitants (ou 20 pièces principales), le recours par le demandeur à un bureau d'études est demandé.

Destinataires : Administrés, architectes, constructeurs, maîtres d'œuvres, entreprises du bâtiment.
Constat : La transmission du dossier de demande de contrôle se fait aujourd'hui majoritairement sous format numérique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

• ***Le contrôle de bonne exécution des travaux***

Ce contrôle a pour objectif de vérifier que les prescriptions du service et les règles de l'Art en vigueur relatives à la mise en œuvre de la filière (norme P 16-603 dit DTU 64.1) ont été respectées.
Le propriétaire ou l'entreprise contacte le SPANC pour faire constater la bonne exécution des travaux. Le SPANC procède alors à une vérification, in situ, de la conformité de l'installation et un procès-verbal sur la bonne exécution du chantier est alors rédigé.

Destinataires : Administrés.

• ***Le diagnostic préalable à la vente***

Depuis le 1er janvier 2011 (suite à la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010), le diagnostic de l'installation d'assainissement non collectif daté de moins de 3 ans doit être joint, au moment de la signature d'un acte de vente, aux autres diagnostics techniques (L 1331-11-1 du Code de la Santé Publique et L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation). Le SPANC est le seul organisme habilité à fournir ce document.

Destinataires : Administrés, notaires, agences immobilières
Constat : Les demandes de contrôles sont souvent demandées dans des délais contraints vis-à-vis de la signature de l'acte de vente.

• ***Le contrôle périodique de bon fonctionnement***

Sur l'ensemble du territoire, un contrôle diagnostic a été réalisé entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2012 afin d'identifier l'ensemble des installations d'assainissement non collectif et d'évaluer leur degré de vétusté.
Suite à ce premier diagnostic, le contrôle périodique de bon fonctionnement consiste à recontrôler régulièrement les filières. Ce contrôle obligatoire permet de vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation, d'évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement et d'évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.
Depuis quelques années, les contrôles périodiques de bon fonctionnement sont réalisés ponctuellement sur les filières présentant un enjeu sanitaire (ex : rejet au fossé).
Le Service est réglementairement compétent sur toutes installations de 1 à 200 EqH. Pour les campings, son champ d'intervention va jusqu'à 340 campeurs.

Destinataires : Administrés.

Tous les documents rédigés par le service sont cartographiés sur un SIG depuis 2006.
Par ailleurs, le SPANC :

- ***Conseille et assiste les usagers*** sur les procédures, le fonctionnement technique et les aspects réglementaires ;
- ***Émet des avis préalables aux Certificats d'urbanisme*** sur demande des maires. Cet avis préalable n'est actuellement sollicité que par la mairie de Saint André Allas.

2.2 Champ d'intervention du SPANC

Le territoire desservi par le SPANC se compose des 13 communes de la CCSPN. Il est à noter que 9 communes disposent d'un système d'assainissement collectif des eaux usées ne s'étendant pas sur l'ensemble de leur territoire. Par conséquent, le SPANC intervient sur l'ensemble des 13 communes.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Type de station	Commune	Date d'installation - Capacité - Nbres d'abonnés
Filtres Plantés de Roseaux	Marcillac Saint Quentin	2018 - 120 EH - 29 abonnés
	Tamnies	2014 - 180 EH - 18 abonnés
	Sainte Nathalène	2012 - 1150 EH - 28 abonnés
	La Roque Gageac / Vézac	2009 -1300 EH - 155 ab + 12 sur Vézac
	Saint Vincent de Cosse	2008 - 580 EH - 87 abonnés
Filtres à Sables	Marquay	1995 - 350 EH - 29 abonnés
	Vitrac (Montfort)	1999 - 300 EH - 54 abonnés
Boues activées	Vitrac (Bourg)	1992 - 880 EH - 110 abonnés
	Beynac et Cazenac	1996 - 1140 EH - 174 abonnés
	Sarlat La Canéda	1975-2011 – 21 600 EH - 4746 abonnés

En proportion, 87 % des branchements sur le collectif se trouvent sur Sarlat - La Canéda.

2.3 Nombre d'habitants desservis par le SPANC

Communes	Nbre d'habitants 2018 (source INSEE)	Nbre de foyers 2018	
		En assainissement non collectif	En assainissement collectif
Beynac et Cazenac	555	224	174
La Roque Gageac	430	200	155
Marcillac Saint Quentin	824	362	29
Marquay	588	292	29
Proissans	1047	508	0
Saint Andre Allas	865	429	0
Sainte Nathalène	622	324	28
Saint Vincent de Cosse	375	185	87
Saint Vincent le Paluel	289	100	0
Sarlat-La Canéda	9201	1816	4746
Tamniés	396	248	18
Vézac	566	376	12
Vitrac	830	393	164
TOTAL	**16588**	**5457**	**5442**

Le nombre de foyers desservis par l'assainissement non collectif est d'environ 5457 installations, soit 50 % de la population.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

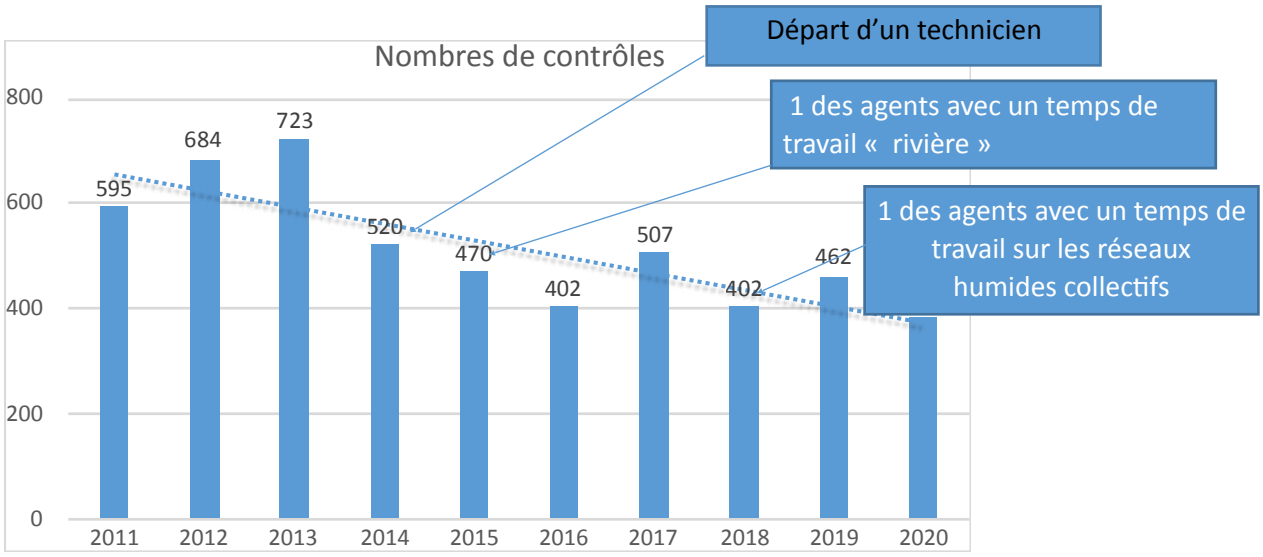
3. ELEMENTS DE GESTION DU SPANC

3.1 Mode de gestion du SPANC

Le service a été créé en janvier 2005 et, dès sa création, il a été géré en régie.

3.2 Effectifs du SPANC

De 2005 à 2014, l'effectif du service était de 3 agents. En 2014, l'effectif a été réduit à 2 agents qui exercent également d'autres missions (rivières, réseaux humides collectifs…)



3.3 Missions des agents du SPANC

Les missions de l'agent responsable du SPANC sont les suivantes :

- Pilotage du service ;
- Élaboration du budget et suivi financier du service ;
- Facturation des prestations réalisées ;
- Élaboration et révision en tant que de besoins du règlement de service ;
- Contrôles des installations (instruction des conceptions, contrôle de bonne exécution des travaux, diagnostics lors des ventes immobilières avec rédaction des rapports de contrôles) ;
- Conseil et accompagnement des particuliers dans la mise en place de leur installation ;
- Participation aux réunions Inter-spanc organisées par le Département de la Dordogne ;
- Participation à l'élaboration et au suivi de la charte qualité des terrassiers ainsi qu'à la charte relative aux études hydrogéologiques des bureaux d'études ;
- Veille technique et réglementaire ;
- Mise à jour des bases de données cartographiques ;
- Accueil physique et téléphonique des usagers ;
- Participation au transfert de la compétence assainissement collectif ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

- Suivi des travaux et études sur les réseaux humides de la ville de Sarlat - La Canéda.

Les missions de son collaborateur sont les suivantes :

- Réalisation des études de sol dans le cadre de l'instruction des dossiers de conceptions ;
- Réalisation de diagnostics lors des ventes immobilières avec rédaction des rapports de contrôle ;
- Mise à jour des bases de données cartographiques ;
- Accueil physique et téléphonique des usagers ;
- Suivi de la compétence GEMAPI et de la politique mise en place sur les zones humides.

3.4 Formation continue des agents du SPANC en 2020

Responsable de service :

- *16 janvier 2020 : Favoriser le bien-être au travail – Risques Psychosociaux – CNFPT ;*
- *3 décembre 2020 : Webinaire – Les collectivités face aux pollutions de l'eau – CNFPT/INSET de Montpellier.*

Technicien :

- *7 décembre 2020 : Webinaire- Eau et Biodiversité – CNFPT ;*
- *8 et 10 décembre : Webinaire – Zones humides et aménagements du territoire – CNFPT – CEREMA ;*
- *17 décembre : Webinaire - Des zones humides pour les villes de demain – CNFPT.*

3.5 Moyens techniques du SPANC

- 2 véhicules ;
- 1 inclinomètre ;
- 4 protocoles de Porchet ;
- 2 appareils photos ;
- SIG ISIGEO avec des modules métiers (ANC, Réseaux humides EU_EP, GEMAPI) ;
- 2 ordinateurs portables pour les journées en télétravail.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

4. ACTIVITE DU SERVICE EN 2020

Contrôle des filières d'assainissement non collectif : 386 contrôles

2020	Contrôle du neuf			Contrôle de l'existant et CU		
Commune	Contrôle de conception	Contrôle de bonne exécution	certificat de conformité	Diag préalable à la vente	Avis sur CU	TOTAL contrôles
Beynac et Cazenac	5	1	1	5	0	12
La Roque-Gageac	2	0	3	8	0	13
Marcillac Saint Quentin	6	12	11	11	0	40
Marquay	10	3	3	5	0	21
Proissans	18	13	10	7	0	48
Saint André-Allas	12	5	7	13	2	39
Sainte Nathalène	3	8	7	2	0	20
Saint Vincent de Cosse	2	3	2	8	0	15
St Vincent le Paluel	5	4	2	4	0	15
Sarlat-La Canéda	39	8	8	43	0	98
Tamnies	8	4	3	5	0	20
Vézac	4	3	3	12	0	22
Vitrac	5	2	5	11	0	23
TOTAL	**119**	**66**	**65**	**134**	**2**	**386**

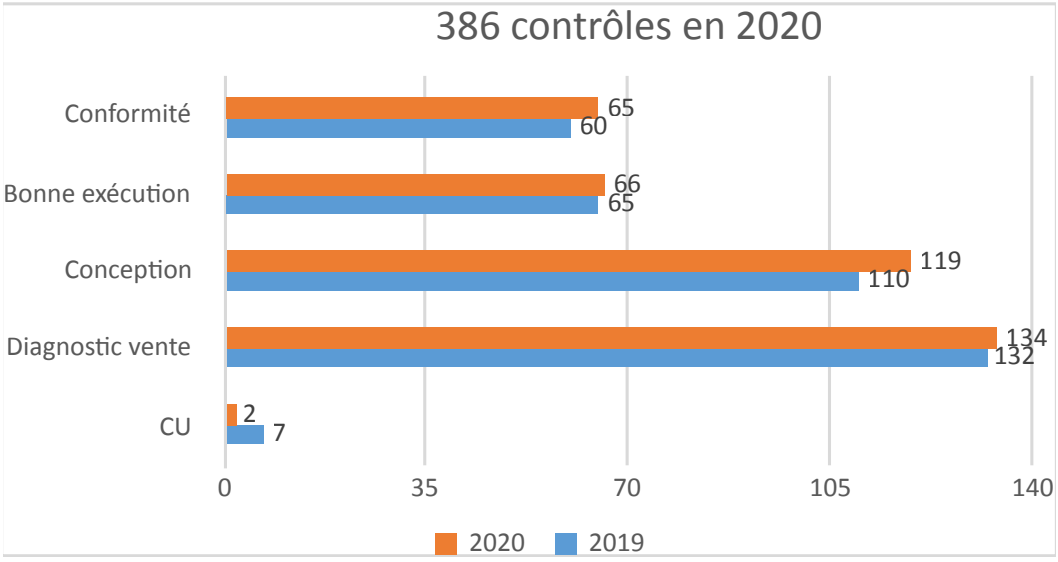
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE



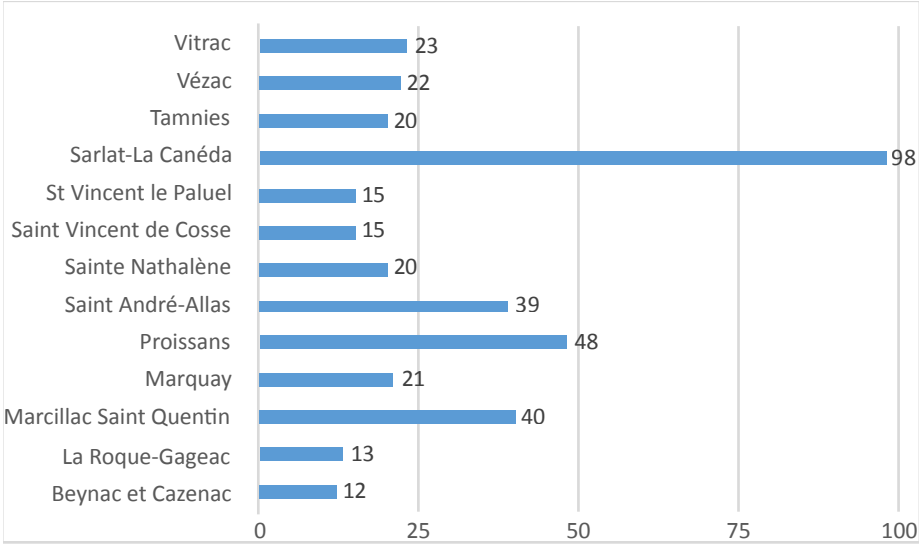
En 2020 l'activité du service sur les contrôles est restée stable par rapport à 2019 malgré les périodes de confinement liées à la COVID 19.

Lors du premier confinement, le service s'est organisé rapidement et le travail de terrain a perduré. Les deux agents ont pu télétravailler sur leur matériel informatique personnel via l'application installée par le service informatique. Cette période a permis d'avancer sur des sujets de fonds (AMO et études en cours, appel à projet…) en collaboration avec les partenaires (Satese, bureau d'études, Agence de l'Eau, délégataires).

Dans le cadre de l'organisation du télétravail, les 2 agents ont été équipés en ordinateurs portables en octobre 2020.

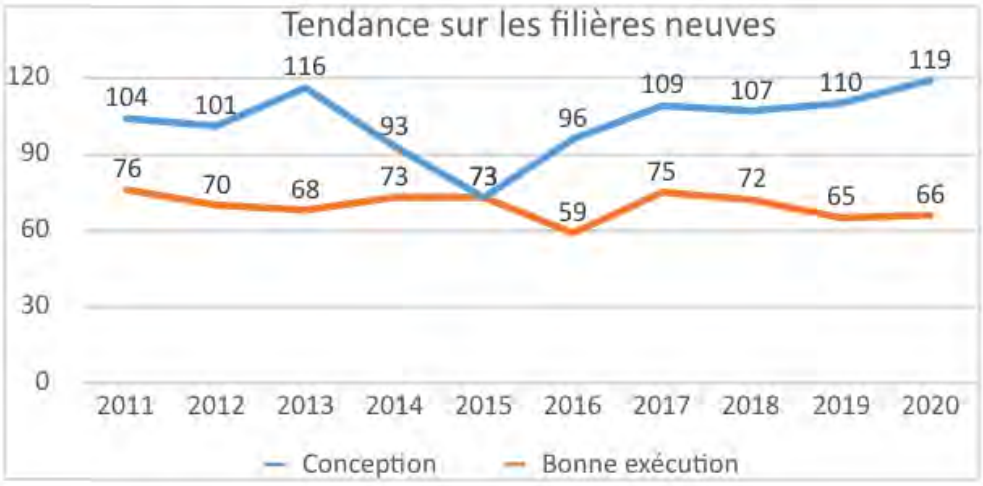


Répartition par commune



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

4.1 Le contrôle des installations neuves



Sur 119 avis en conception, 25 (21 %) concernent des réhabilitations (filières présentant un dysfonctionnement et réhabilitation suite à une vente).

Sur le terrain, il est constaté que les entrepreneurs respectent les procédures fixées (demande de l'avis émis par le service avant la réalisation d'un devis, appel du service pour prévenir de la date des travaux en amont de la réalisation du chantier). La responsable de service participe au groupe de travail départemental relatif à la Charte Qualité Terrassiers ainsi qu'à la Charte Qualité relative aux études hydrogéologiques des bureaux d'études.



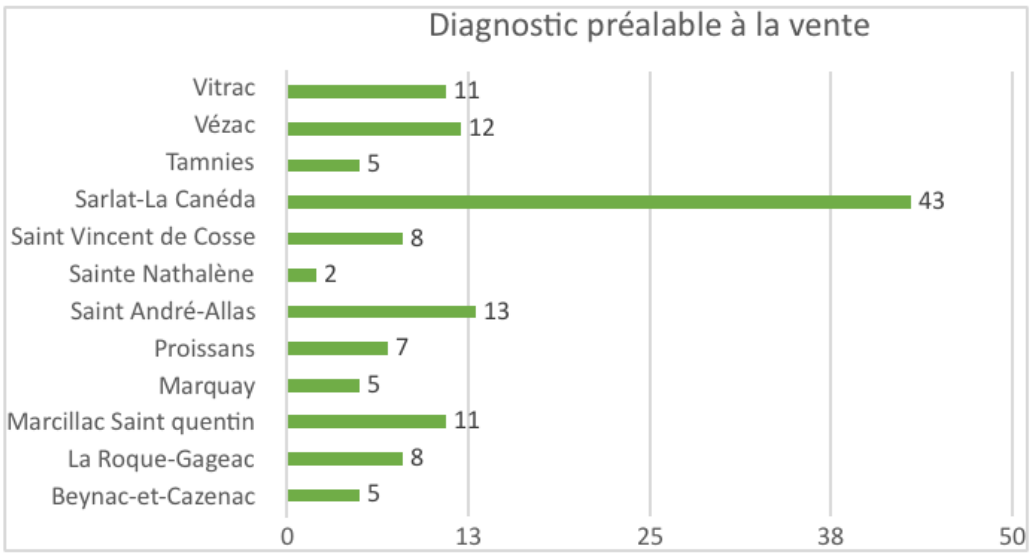
4.2 Les contrôle des installations existantes

La salubrité publique engage la responsabilité du maire au titre de ses pouvoirs de police (art L 2212-2 du CGCT).
Lorsqu'un rejet d'effluent septique est constaté par le technicien, le compte rendu du contrôle précise que le propriétaire doit faire procéder à des travaux sous 4 ans (L 1331-1-1 Code de la Santé Publique) ou 1 an en cas de vente (L 271-4 Code de la Construction et de l'Habitation). En cas de non-respect de ces délais, les procédures prévues par les textes sont peu incitatives ou inapplicables (doublement de la redevance prévue à l'article L 1331-8 Code de la Santé Publique ou réalisation des travaux d'office prévue à l'article L 331-6 du Code de la Santé Publique).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE



Répartition par commune



5. LE BUDGET ANNEXE

5.1 Le SPANC, un Service Public Industriel et Commercial

L'article L.2224-11 du CGCT précise que les services publics d'eau et d'assainissement sont financièrement gérés comme des **SPIC**. Ceci implique que les liens existant entre un tel service et ses usagers sont des liens de droit privé et que le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses (L.2224-1 du CGCT). Par conséquent tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement (L 2224-8, L 2224-11, R 2224-19-8 du CGCT).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_107-DE

Par délibération en date du 17 octobre 2016, les redevances sont fixées à :

Redevances sur installations neuves ou à réhabiliter	
Redevance pour le contrôle de conception	
de 1 à 10 pièces principales	75 €
de 10 à 20 pièces principales	150 €
Redevance pour le contrôle de bonne exécution	
de 1 à 10 pièces principales	75 €
de 10 à 20 pièces principales	150 €
Redevance sur installation existante	
Redevance annuelle	17 € par an.
diagnostic dans le cadre d'une vente	68 €

Hormis la redevance annuelle, le recouvrement des redevances est opéré directement par le service (**régie directe**). À défaut de paiEment, un titre est émis par le trésor public après information du service financier. Conformément à l'article L 1412-1 du CGCT et par délibération en date du 1er octobre 2018, un compte au Trésor pour le budget annexe du SPANC est effectif depuis le 1er janvier 2019.

5.2 Bilan d'exploitation 2020

Dépenses d'Exploitation	**Sous total**	**TOTAL**
Charges de personnel	96 653,24 €	
Facturation recouvrement redevance (SOGEDO, VEOLIA)	6 792,75 €	
Immobilisation incorporelle	3 943,40 €	
		107 389,39 €
Recettes d'Exploitation		
Régie	18 716,00 €	
Redevables VEOLIA	47 177,93 €	
Redevables SOGEDO	30 031,86 €	
Redevables Saint Vincent de Cosse	0,00 €	
		95 925,79 €
	Différentiel	-11 463,60 €
	Résultat net	**147 726,92** €

Depuis 2020, et dans le cadre de son XIème programme (2019-2024), l'Agence de l'Eau Adour Garonne ne verse plus de « **prime de résultat** » au service (aide versée par l'AEAG en 2019 pour les contrôles réalisés en 2018 : 20 725 €).

VEOLIA n'a pas refacturé sa prestation conformément à la convention qui lie la société à la CCSPN pour le recouvrement et le reversement de la redevance annuelle.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-108

CONVENTION CADRE REVITALISATION CENTRE-BOURG ENTRE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SARLAT PÉRIGORD NOIR ET LA COMMUNE DE SARLAT

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la Région Nouvelle-Aquitaine a adopté, en avril 2019, un dispositif en faveur de la revitalisation des centres-bourgs et centres-villes auquel la commune de Sarlat est éligible en lien avec la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir.

L'accompagnement proposé aux petites villes bénéficiaires porte, à la fois, sur l'ingénierie (en contribuant au financement d'un chef de projet ainsi qu'à des études générales ou thématiques) et sur un soutien à la concrétisation de projets structurants (tels que la réappropriation d'îlots fonciers, l'accompagnement à la modernisation du commerce et de l'artisanat et l'émergence de nouvelles formes de commerces et services de centralité).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

Comme pour le programme Petites Villes de Demain mis en place par l'Etat, le projet doit faire l'objet d'un portage conjoint de la ville-centre et de l'établissement public de coopération intercommunale dont elle relève pour assurer la cohérence globale des démarches engagées.

À cet égard, le Conseil Municipal est donc invité à se prononcer sur le projet de convention (joint à la présente délibération) établi conjointement entre la Région Nouvelle-Aquitaine, la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir et la commune de Sarlat et qui fixe les objectifs du soutien régional à la revitalisation du grand centre-ville de Sarlat ainsi que les engagements réciproques des signataires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** les dispositions de la convention-cadre jointe à la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment la convention ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE

REVITALISATION CENTRE-BOURG

SARLAT

Entre les soussignés :

• La **Commune de Sarlat la Canéda** représentée par Monsieur Jean-Jacques DE PERETTI, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2021,
Ci-après dénommée « Sarlat » ;

• La **Communauté de Communes Sarlat Périgord Noir** représentée par Monsieur Benoît SECRESTAT, Premier Vice-Président, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du 27 septembre 2021,
Ci-après dénommée « CCSPN » ;

Et :

• la **Région Nouvelle-Aquitaine** représentée par Monsieur Alain ROUSSET, Président, dûment habilité par délibération n° en date du ,
Ci-après dénommée « la Région » ;

La Commune de Sarlat, la Communauté de Communes Sarlat Périgord Noir et la Région, ci-après dénommée(s) collectivement « les Parties ».

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

Constats :

Au stade de la présente convention, le diagnostic socio-économique de Sarlat fait apparaître une situation de polarité en milieu rural avec la singularité d'une forte fréquentation touristique.

Il pointe et objective des atouts :

- Une activité commerciale forte à rééquilibrer (entre périphéries et centre) et à préserver dans sa diversité ;
- Un riche patrimoine et une économie touristique dynamique ;
- Une centralité en termes d'emplois et de services au cœur d'un bassin de vie en milieu rural ;
- Une activité culturelle riche tout au long de l'année ;
- Un tissu associatif dense et diversifié ;

Ainsi que des fragilités :

- Un isolement à l'écart des grands pôles urbains ;
- Un déclin démographique (avec une variation annuelle moyenne de - 1 % par an entre 2013 et 2018) et un vieillissement de la population ;
- Une population précarisée (le revenu médian en 2018 à Sarlat est inférieur à la moyenne départementale : 19 990 euros annuels contre 20 140) et peu formée (13,4 % de la population en âge d'exercer une activité professionnelle se trouvent au chômage) ;
- Un parc de logements ancien, inadapté et insuffisant (des logements trop vastes pour ceux qui les occupent et qui ne sont donc pas disponibles pour des ménages plus nombreux. Selon les données établies par l'INSEE pour l'année 2018, 43,4 % des ménages comptent ainsi une seule personne), ce qui contribue à sa vacance (11,6 % de logements vacants en 2018) ;
- Une diminution de la population résidentielle (accentuée par la forte croissance de l'habitat secondaire : + 75 % entre 2013 et 2018) ;
- Une offre de santé qui s'amenuise (l'indicateur d'Accessibilité Potentielle Localisée établi par la Banque des Territoires met ainsi en lumière le fait que l'accès à un médecin généraliste est actuellement satisfaisant. Toutefois, compte tenu du vieillissement de la population des médecins et de la carence de professionnels de santé dans plusieurs communes de la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir, cette situation est appelée à évoluer rapidement. En effet, en ne considérant que les généralistes de moins de 65 ans, la commune est d'ores et déjà déficitaire).

Le diagnostic transverse du territoire est constamment actualisé, notamment en prenant en considération les impacts de la crise sanitaire. Cette actualisation permanente, orchestrée globalement par un chef de projet dédié, passe par des études telles qu'un audit stratégique de développement commercial ou une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la future convention ORT qui se nourrissent des diagnostics existants (PLUi, PCAET,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

OCMR/ACP…) et en confiant le pilotage global de la démarche à un chef de projet.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

1- Objet

Fortes des constats précédents, la commune et la communauté de communes souhaitent s'engager dans une dynamique importante de revitalisation et, pour ce faire, mobiliser le dispositif en faveur de la revitalisation des centres-bourgs porté par la Région Nouvelle-Aquitaine.

Considérant qu'il ne peut y avoir d'intercommunalité forte sans une ville-centre dynamique et pas de ville-centre forte sans un centre-ville attractif, les deux collectivités souhaitent en effet porter des politiques publiques plurisectorielles complémentaires (notamment en matière de logements, d'activité commerciale et touristique, d'accessibilité et de mobilités, d'équipements, d'espaces et de services publics) fléchées sur le grand centre-ville de Sarlat.

Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine a adopté, de son côté, par délibération du 12 avril 2019, un dispositif en faveur de la revitalisation des centres-bourgs en complément de ses politiques sectorielles mobilisables pour de tels projets. La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite ainsi mettre en œuvre un soutien spécifique en faveur des villes et bourgs (centres villes des villes centres des petits et moyens pôles urbains tels que les conçoit l'INSEE – annexe 2) confrontées à des problématiques de dévitalisation manifestes.

Au regard de ces éléments, la présente convention-cadre vise à préciser les objectifs du soutien régional pour la future mise en œuvre du projet de revitalisation du grand centre-ville de Sarlat. Elle expose l'intention des parties de s'inscrire dans les orientations régionales adoptées pour conforter les fonctions de centralité de Sarlat et précise leurs engagements réciproques.

2- Projet de revitalisation de Sarlat

À ce stade, les lignes directrices stratégiques s'établissent autour de quatre axes :

- **Augmenter l'offre et la qualité de logement résidentiel en centre-ville**

À la lumière des faiblesses et menaces constatées en matière de logement (parc dégradé, vacance importante, parc social saturé, inflation des loyers, impact du logement touristique), les collectivités bénéficiaires entendent mener une

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

politique volontariste pour que croisse la population résidentielle dans le grand centre-ville de Sarlat et sur le territoire de la CCSPN.

Sa réussite implique une connaissance fine du parc existant, la mise en œuvre d'outils de médiation, de dispositifs d'accompagnement de l'initiative privée et d'engagements des collectivités comme opérateurs du logement.

Sont en réflexion ou engagés :

- La concrétisation d'un programme d'amélioration de l'habitat (de type OPAH) ;
- L'éligibilité au dispositif de défiscalisation Denormandie fléché sur les bourgs centres grâce à la reconnaissance ORT.

Le principe est de bénéficier de l'effet de levier de la défiscalisation au-delà du secteur sauvegardé de Sarlat, sur l'ensemble des bourgs centres des communes. Les effets attendus sont la remise sur le marché locatif d'un habitat ancien rénové, le soutien à l'économie du secteur du bâtiment et la réorientation de l'investissement privé de la location touristique vers le logement résidentiel.

Ceci implique notamment

- L'accès aux droits de maîtrise foncière et immobilière ouverts par le label ORT (droit de préemption renforcé, procédure d'abandon manifeste, aides financières à l'accession sociale dans l'ancien) ;
- La densification urbaine en s'appuyant sur le PLUi (Orientation d'Aménagement et de Programmation – OAP – densité, emplacements réservés habitat, densification verticale…),
- La réalisation de programmes de logements sociaux neufs et l'engagement d'un nouveau partenariat avec les bailleurs sociaux.
  Deux programmes font l'objet d'une étude de faisabilité par Périgord Habitat (15 logements rue Delpeyrat, 12 logements au Pignol). Le nouveau partenariat avec les bailleurs sociaux se concrétise par l'adhésion de la CCSPN au Syndicat Mixte Ouvert de Logement Social de la Dordogne et par les perspectives de suivi des programmations de travaux d'entretien du parc existant dans le cadre d'une démarche associant les habitants.

Cette volonté se traduit également par

- La conduite ponctuelle par la collectivité d'opérations d'acquisition/réhabilitation à usage de logements (ex : bâtiment « Le Cocodrillo ») ;
- La lutte contre l'habitat indigne avec l'expérimentation du permis de louer.
  Le régime de l'autorisation préalable à toute location serait retenu en raison de sa plus grande efficacité. En fonction des conclusions de la visite du logement par un technicien, l'autorisation serait accordée, soumise à condition ou refusée. Il serait assorti d'un dispositif d'aide financière accordé par la collectivité au propriétaire.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- **Renforcer l'attractivité économique et la diversité de l'offre commerciale**

L'offre commerciale sur le territoire de la collectivité est forte et marquée, en termes de tendance, par une dynamique périphérique. La vacance est relativement faible en centre-ville. Les enjeux sont ceux de l'équilibre géographique, de la diversification et de l'adaptation de l'offre de centre-ville aux besoins résidentiels. Les collectivités structurent donc le Projet de territoire autour d'une meilleure connaissance de l'écosystème pour mieux accompagner le développement des commerces en tenant compte de l'impact de la crise sanitaire.

Sont en réflexion ou engagés :

- La mobilisation d'outils de marketing territorial autour du commerce de centre-ville et l'organisation d'une structure de pilotage de l'attractivité ;
  Un diagnostic d'attractivité est engagé par le Pays du Périgord Noir. En prolongement de cette étude, les collectivités bénéficiaires souhaitent mesurer l'opportunité et l'échelle de création d'une marque territoriale, le type de structure adapté (office de tourisme et du commerce, office du commerce, agence d'attractivité commerciale) et un plan d'actions collectives ;
- Le management et la régulation du commerce et des activités commerciales en direction des résidents.

Les collectivités bénéficiaires procèdent au recrutement d'un manager de commerce. À partir de la création d'outils de connaissance et de suivi de l'écosystème, l'objectif est d'assurer l'interface entre les commerçants et les acteurs institutionnels, d'accompagner les projets et d'assurer une prospection active.

Elles souhaitent mettre en œuvre des outils de régulation des destinations commerciales pour favoriser l'installation des activités répondant aux besoins des résidents comme la constitution d'une OAP commerce Centre-ville, le portage public d'activité commerciale (DPU, boutique éphémère…), la mise en place d'un dispositif d'aide financière à l'installation sous forme de prime ou de contribution au loyer.

La concrétisation de ce volet passerait par

- L'instauration d'un moratoire sur la création des grandes surfaces commerciales en périphérie du grand centre-ville ;
- La consolidation des événementiels hors saison en centre-ville et sur le territoire communautaire ;
- Le renforcement de l'attractivité des marchés avec la réalisation d'investissements, la programmation d'animations hebdomadaires et un plan de communication ;
- La réalisation d'opérations économiques à dimension territoriale ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- L'extension du centre culturel et des congrès pour accueillir le tourisme d'affaires (2,4 millions d'euros) ;
- La reconquête et la reconfiguration de la friche industrielle France Tabac en entrée de ville.
  Le projet associe l'implantation de nouvelles activités économiques, la construction d'un abattoir de volailles grasses, l'installation du nouveau siège de la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir et la recomposition des accès, circulations et abords ;
- La reconversion du site industriel désaffecté JOUBES en pôle dédié aux nouvelles technologies et à l'innovation numérique en partenariat avec une entreprise privée.

- **Vivre l'espace urbain et public en renforçant les mobilités**

La qualité de l'espace public est naturellement marquée à Sarlat. L'enjeu est de le considérer au-delà de sa richesse patrimoniale et de son attractivité touristique, comme un lieu de vie pour les résidents en lui donnant confort, sécurité, propreté et tranquillité tout en prenant en considération les enjeux de verdissement et de mobilité.

Sont en réflexion ou engagés :

- La recomposition urbaine du quartier sud de Sarlat
  Ce quartier est caractérisé par une situation stratégique à l'entrée du secteur touristique ainsi que par une activité commerciale et culturelle forte. Il comprend l'ancien collège qui doit se libérer, la place Pasteur à réaménager et une friche foncière qui constituent autant d'opportunités de recomposition. La ville de Sarlat envisage d'y acquérir une propriété privée avec des bâtiments et parking (mandat confié à l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine) à côté du pôle culturel en construction et d'un projet de logements HLM neufs. Une concession automobile devrait en outre libérer un nouvel espace.
  Ce contexte paraît justifier une étude urbaine.
- La requalification urbaine des espaces publics (quartier Maratuel, place Pasteur, place de la Grande Rigaudie, place Marc Busson…) ;
- Le renforcement de la piétonisation du secteur sauvegardé dans le temps et l'espace avec notamment un aménagement de la Traverse et la création d'espaces partagés ;
- Le verdissement de l'espace public (secteur sauvegardé, places publiques, aménagement du jardin public du Plantier…) ;
- La mise en œuvre d'un programme de ravalement de façades intégrant les commerces en pied d'immeubles assorti d'une aide financière accordée aux propriétaires ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- La limitation de la pollution visuelle avec la mise en place d'un Règlement Local de la Publicité intercommunal et l'éventuelle suppression de la publicité ;
- La définition et l'adoption d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE) ;
- La refondation des autorisations d'occupation du domaine public données aux établissements de restauration ;
- La définition d'un plan d'actions contre les nuisances sonores et les incivilités ;
- Le renforcement de la propreté avec la réorganisation de la collecte des ordures ménagères et déchets assimilés et l'implantation de Points d'apport volontaire ;
- La réalisation de deux blocs complémentaires de sanitaires publics pour mailler le centre-ville ;
- La définition d'un plan vélo combinant zones 30 et pistes cyclables ;
- La création de la voie verte véloroute de la vallée de la Dordogne inscrite au schéma national et régional.

- **Conforter la présence des équipements et services publics**

La présence et l'accessibilité des services et équipements publics en milieu rural est un gage de cohésion sociale et de vitalité territoriale. Sarlat, grâce à sa situation de ville-centre, est riche de ces services qui, par leur existence et leur fonction, contribuent à son attractivité et à un niveau d'emplois important sur le territoire.

Leur implantation en centre-ville est essentielle car elle y ajoute du flux, de la présence, de l'activité de nature à faire vivre le centre-ville tout au long de l'année.

En s'appuyant sur ce constat, la stratégie consiste à mobiliser et à optimiser le patrimoine immobilier public pour développer et accueillir des activités à forte intensité d'attractivité et de vitalité. Elle vise également à conforter l'implantation des services publics de l'État.

Seuls sont cités ici les réflexions et projets majeurs qui auront un très fort impact dans la vie du centre-ville, dans l'organisation des déplacements et des flux et dans la réponse aux besoins des administrés et des usagers de l'ensemble du bassin de vie.

- La construction du pôle culturel communautaire associant une médiathèque et une maison de la musique au cœur du centre-ville ;
- La construction d'un nouveau site scolaire attractif en centre-ville issu du regroupement des écoles Jules Ferry et Ferdinand Buisson. Cette opération viendra libérer un bâtiment à potentiel unique de 2 000 m² en centre-ville susceptible d'accueillir une activité attractive après appel public à projet ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- La création d'équipements sportifs de centralité : la construction d'une piscine couverte du Pays du Périgord Noir et la rénovation du stade Goumondie et de sa piste d'athlétisme ;
- Le regroupement des services de gendarmerie : le rassemblement de l'ensemble des accueils public, des bureaux et logements de l'ensemble des services de gendarmerie (GC CIE, BMO, PSIG, BR, BT) est envisagé sur un seul site ;
- L'extension-restructuration du centre de secours ;
- La mobilisation de l'ancien collège, bâtiment progressivement libéré de toute occupation offrant une surface de plus de 2 000 m² au cœur du centre-ville susceptible d'accueillir une activité / un usage de vitalisation (musée / logements/ activité hôtelière…) ;
- La veille sur l'avenir des services publics de l'État en lien avec le dispositif ORT qui impose une obligation d'information des élus locaux en cas de projet de fermeture.

3- Gouvernance et pilotage

Dans la mesure où la revitalisation est un enjeu qui se construit sur le temps long et qui ne peut être atteint seul, la gouvernance s'appuie sur un comité de projet qui valide le projet de territoire. Il est co-présidé par le Maire de Sarlat et le Président de la Région ou leurs représentants.

Il est composé par :

- L'État, représenté par le Préfet de département et/ou le Sous-préfet d'arrondissement,
- Les collectivités partenaires, à savoir le Conseil départemental et la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir,
- Les partenaires financiers, techniques, nationaux ou locaux associés sur invitation des co-présidents en fonction de l'ordre du jour.

Le pilotage du projet s'articule autour du ***comité de pilotage partenarial*** : il réunit l'ensemble des opérateurs et financeurs potentiels, aux côtés des représentants de l'État et de la Région Nouvelle Aquitaine. On peut citer entre autres partenaires, la Banque des Territoires (CDC), le Département, la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir, les chambres consulaires, l'EPF Nouvelle Aquitaine, notamment.

Le Comité de pilotage valide les orientations, suit l'avancement et procède à l'évaluation partenariale du projet. Il se réunit de façon formelle une fois par an et autant que de besoin. En fonction des thématiques et de la nature des actions, des comités techniques sont mis en œuvre.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

Le Comité de pilotage du dispositif Revitalisation des Centres-bourgs et celui du dispositif Petites Villes de Demain peuvent tenir des réunions communes dans l'intérêt du projet global sur le territoire.

4- Axes stratégiques opérationnels : soutien du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine

4.1 Ingénierie interne et externe

Les besoins en ingénierie sont estimés à la signature de la présente convention. Ils seront complétés durant la phase de formalisation du Projet de territoire et sur la durée de mise en œuvre du partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine. D'ores et déjà, ils comprennent :

- Le recrutement, par la CCSPN, d'un chef de projet cofinancé par l'État et le Conseil régional (2021) ;
- La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (accompagnement diagnostic / enjeux / stratégie : plan d'actions) cofinancée par le Conseil régional en intermédiation de la Banque des Territoires et en application du programme de Revitalisation des bourgs centres (2021) ;
- Le focus sur le commerce sarladais : diagnostic / préconisations par un cabinet extérieur (2021) ;
- Le recrutement, par la Ville de Sarlat, d'un manager de commerce cofinancé par la Banque des Territoires (2021) ;
- Le diagnostic *Shop'in* de cartographie de la situation commerciale post-Covid financé à 100 % par la Banque des Territoires (2021/2022) ;
- L'étude urbaine sur le quartier sud de Sarlat (Grande Rigaudie / place Pasteur / secteur Delpeyrat) visant à proposer une recomposition du quartier en tenant compte des opportunités foncières (2021/2022) ;
- Le recrutement d'un médiateur logement par la CCSPN sur la durée de l'OPAH (animation de l'OPAH et de la politique du logement) (2022) ;
- L'accompagnement à la mise en accessibilité de l'espace public ;
- Les études de faisabilité et d'opportunités économiques sur des opérations d'acquisition réhabilitation d'immeubles en centre-ville (ex : plusieurs immeubles dans la Traverse).

S'agissant du recrutement du chef de projet, la Région participe au financement du poste dans le cadre de sa politique en faveur de la revitalisation des centres villes / centres bourgs adoptée le 12 avril 2019. En l'espèce, cette contribution régionale adopte la forme d'une participation aux frais salariaux à hauteur de 50 % maximum, dans la limite de 50 000 € annuels (annexe 1-1).

4.2 Mutations d'îlots stratégiques du centre bourg

La Région apportera un soutien aux opérations de mutation des îlots repérés comme stratégiques, dans le cadre de sa politique en faveur de la revitalisation des centres villes / centres bourgs adoptée le 12 avril 2019, de la politique

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

contractuelle et de ses politiques sectorielles. Certains îlots pourront bénéficier d'une mobilisation régionale au titre de la participation au déficit de l'opération, après concertation avec les partenaires financiers du projet (annexe 1-2).

4.3 Soutien à l'adaptation du commerce et de l'artisanat, aux mutations du secteur en centre bourg

La Région apportera un soutien aux opérations éligibles dans le cadre de sa politique en faveur de la revitalisation des centres villes / centres bourgs adoptée le 12 avril 2019, de la politique contractuelle et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises (annexe 1-3).

Dans le cas de la mise en place d'une action collective de proximité/opération collective de modernisation à l'échelle du contrat de territoire, une attention particulière et une stratégie spécifique devront être opérées en prenant en compte les problématiques du centre-ville de Sarlat.

4.4 Soutien au travers de projets innovants favorisant l'émergence de nouvelles formes d'activités, de commerces et de services de centralité

Plus largement, le Conseil régional pourra soutenir des projets d'investissements destinés à promouvoir l'innovation et l'expérimentation d'activités ou de services nouveaux susceptibles de participer au renouvellement du centre. Ces projets peuvent concerner des pépinières commerciales ou artisanales, boutiques à l'essai, espaces de valorisation et commercialisation en circuits courts, tiers-lieux…

La Région apportera un soutien aux opérations éligibles dans le cadre de sa politique en faveur de la revitalisation des centres villes/centres bourgs adoptée le 12 avril 2019, de la politique contractuelle et/ou de ses politiques sectorielles régionales (annexe 1-4).

4.5 Mobilisation des politiques sectorielles régionales

La mise en œuvre du projet de revitalisation nécessite des moyens spécifiques. C'est tout le sens des dispositions adoptées par la Région le 12 avril 2019. Cette politique complète et s'inscrit dans le cadre des politiques contractuelles régionales en faveur de la cohésion territoriale. Les soutiens régionaux ont vocation à figurer au contrat de dynamisation et de cohésion du territoire.

Pour autant, nombre de politiques régionales dites sectorielles peuvent contribuer à soutenir des projets qui participent à la revitalisation du centre-ville de Sarlat. Aussi, sans exhaustivité et au regard des projets qui seront mis en œuvre, les politiques régionales suivantes pourraient être mobilisées :

- Habitat/logement/foncier
- Tourisme/Patrimoine
- Culture
- Mobilité

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- Formation
- …

Les projets relevant des politiques sectorielles régionales seront priorisés afin de renforcer la mise en synergie des actions dans le temps au profit du territoire.

5- Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans à compter de la date de signature.

A l'issue et au regard de la mise en œuvre générale du projet, de l'évaluation conduite, et si les Parties en émettent le souhait, la présente convention cadre pourra être révisée et prolongée dans le cadre des politiques régionales en vigueur.

6- Modalités d'attribution des soutiens régionaux

Pour chacune des opérations relatives aux axes stratégiques opérationnels qui peuvent relever d'un soutien financier, une demande de subvention individualisée sera effectuée par le porteur de projet et sera soumise à la décision de la Commission permanente du Conseil régional.

7- Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation du projet s'effectuera dans le cadre des instances mises en place par la Commune et la CCSPN et plus particulièrement le Comité de pilotage.

8- Clause de publicité

La Commune et la CCSPN mentionneront le soutien apporté par la Région au projet de revitalisation et ses actions dans le cadre de la présente convention. Le logo régional pourra être utilisé à cet effet sur tout document d'information et de communication concerné.

9- Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par la partie la plus diligente, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi par cette dernière, à la partie défaillante, d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans le délai de trois

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

mois à compter de l'envoi par la partie la plus diligente des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal administratif de Bordeaux de l'objet de leurs litiges.

Fait à Bordeaux, en trois exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Sarlat	Pour la Communauté de communes Sarlat Périgord Noir	Pour la Région Nouvelle-Aquitaine
Le Maire	**Le Vice-Président**	**Le Président**
Jean-Jacques DE PERETTI	**Benoît SECRESTAT**	**Alain ROUSSET**

DOCUMENTS DE REFERENCE :

- **Documents d'urbanisme**

- SRADDET
- SCOT en cours d'élaboration sur le Pays du Périgord Noir
- PLU : Sarlat et Vitrac
- Cartes communales : Tamniès, Marquay, Marcillac Saint Quentin, Saint André d'Allas, Proissans, Sainte Nathalène, Saint Vincent le Paluel, La Roque Gageac, Saint Vincent de Cosse
- RNU suite à caducité des POS au 01.01.2021 : Beynac et Cazenac, Vézac
- PSMV : Sarlat
- AVAP (ZPPAUP) : La Roque Gageac, Vitrac, Vézac, Beynac et Cazenac
- PLUi en cours d'élaboration par la CCSPN

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

- **Programmes et contrats territoriaux**

- Contrat de ruralité
- Agenda 21 puis TEPC puis PCAET en cours d'approbation

- **Projets et opérations d'urbanisme**

- Étude pré opérationnelle OPAH en cours pour engagement d'une OPAH en 2022
- AMI organisation de la compétence mobilité (ADEME / Pays du Périgord Noir)
- Fonds Recyclage des friches : site de France Tabac

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

ANNEXE 1 - Fiches techniques d'intervention

La présente annexe reproduit les modalités d'intervention et d'accompagnement établies par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et qui figurent en annexe de la délibération n°2019.603.SP qui instaure le dispositif régional en faveur de la revitalisation des centres-bourgs et centres-villes.

➢ 1-1 Favoriser l'établissement et la mise en œuvre de projets stratégiques intégrés : économie, habitat, services…

Enjeu et objectif :

- **Permettre aux collectivités de disposer de l'ingénierie nécessaire à la conception, au montage et à la mise en œuvre de projets stratégiques intégrés.**

Bénéficiaires :

- **Communes ou intercommunalités d'un moyen ou petit pôle urbain (INSEE) (1) ;**
- **Territoires de projet les plus vulnérables ou en situation intermédiaire (2)**

Modalités :

Dépenses	Taux d'intervention	Plafond dépenses
(1) Etudes générales ou thématiques de définition de projets	40% maximum	100 k€ TTC
(1) Frais salariaux 1 ETP - chef de projet revitalisation	50% maximum pour une durée de 4 ans maximum	50 k€ annuel
(2) Frais salariaux 1 ETP – chargé de mission « Revitalisation des centres-bourgs d'un territoire de projet »	50% à 60% maximum, suivant le niveau de vulnérabilité du territoire. Ce soutien s'inscrit dans le cadre d'un contrat de cohésion et de dynamisation de la politique contractuelle régionale	50 k€ annuel

Conditions d'éligibilité :

- **Fiche de poste partagée Région/Territoire de projet.**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

➢ 1-2 Contribuer à la mutation d'îlots stratégiques du centre-ville/bourg

Enjeux et objectifs :

- **Faire des îlots dégradés ou friches en centre-ville une opportunité de développement ;**
- **Régénérer le tissu urbain en centre-bourg favorisant de nouvelles aménités ;**
- **Développer une offre de logement et de services en centre-ville adaptée aux publics visés (jeunes, familles, personnes âgées…) ;**
- **Faciliter l'implantation d'activités à caractère commercial, artisanal ou de service.**

Bénéficiaires :

- **Communes ou intercommunalités d'un moyen ou petit pôle urbain (INSEE) ;**
- **Opérateurs aménageurs : SEM, bailleurs sociaux…**

Modalités :

Dépenses	Taux d'intervention	Plafond dépenses
Participation au déficit d'opérations d'aménagement	40% maximum*	800 k€ HT déficit

* Modulable suivant spécificités / problématiques particulières des opérations (surcoût patrimonial, accessibilité urbaine, innovation…)

Conditions d'éligibilité :

Avoir défini un schéma stratégique d'intervention et une action programmée concernant des îlots dégradés.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

➢ 1-3 Soutenir l'adaptation du commerce et de l'artisanat aux mutations du secteur, en centre-ville/centre-bourg

Enjeux et objectifs :

- **Contribuer à l'adaptation du tissu commercial et artisanal en centre-ville/bourg ;**
- **Conforter et développer les activités commerciales et artisanales en centre-ville/bourg.**

Bénéficiaires :

- **Communes ou intercommunalités d'un moyen ou petit pôle urbain (INSEE) ;**
- **Communes ou intercommunalités "dispositif cœur de ville" dotées d'un projet de revitalisation pour leur centre et situées dans les territoires les plus vulnérables ;**
- **Commerces et artisans situés dans le périmètre de centre-ville/ bourg défini à revitaliser** (aides aux entreprises)**.**

Modalités :

Dépenses	Taux d'intervention	Plafond dépenses
Diagnostic stratégique du tissu commercial et artisanal en centre-ville/centre-bourg. Ces études viseront notamment à repérer et privilégier les secteurs d'activités clés, le nombre d'entreprises de ces secteurs qui pourraient bénéficier d'aides individuelles.	50 % maximum	30 000 € TTC
Action collective commerce et artisanat (prestation d'ingénierie, transformation numérique, innovation, transmission reprise)	25 % maximum	60 000 € TTC
Aides aux entreprises : - Bilan conseil individuel - Aides à l'investissement (Investissements productifs, vitrine, accessibilité dans le cadre d'une enveloppe mise en place sur la base de 100 k€ pour environ 30 dossiers individuels) Dans le cadre d'une OCM mise en place sur le territoire, le soutien régional s'effectue sur la base d'un taux de subvention de 30% des dépenses hors taxe éligibles, pour un montant minimal global de 30 K€ de cofinancement régional par OCM.	50 % maximum 30 % maximum	1 000 € TTC 75 000 € HT

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

Conditions d'éligibilité :

- **Avoir défini un projet global issu d'une volonté politique précisant les complémentarités entre centre et périphérie, dans la perspective de conforter les fonctions de centralité ;**
- **Dans le cas de la mise en œuvre de ces dispositions sur le territoire de projet (politique contractuelle) comprenant un projet de revitalisation d'un centre, les soutiens régionaux pour un projet de revitalisation complètent ceux prévus pour le territoire de projets.**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

➢ 1-4 Soutenir au travers de projets innovants l'émergence de nouvelles formes de commerces et services de centralité

Enjeux et objectifs :

- **Contribuer à l'adaptation du tissu commercial et artisanal en centre-ville/bourg ;**
- **Tester et développer de nouveaux services commerciaux et artisanaux.**

Bénéficiaires :

- **Communes ou intercommunalités d'un moyen ou petit pôle urbain (INSEE)** (annexe 2) **;**
- **Communes ou intercommunalités "dispositif cœur de ville" dotées d'un projet de revitalisation pour leur centre et situées dans les territoires les plus vulnérables ;**
- **Territoires de projet les plus vulnérables ou en situation intermédiaire.**

Modalités :

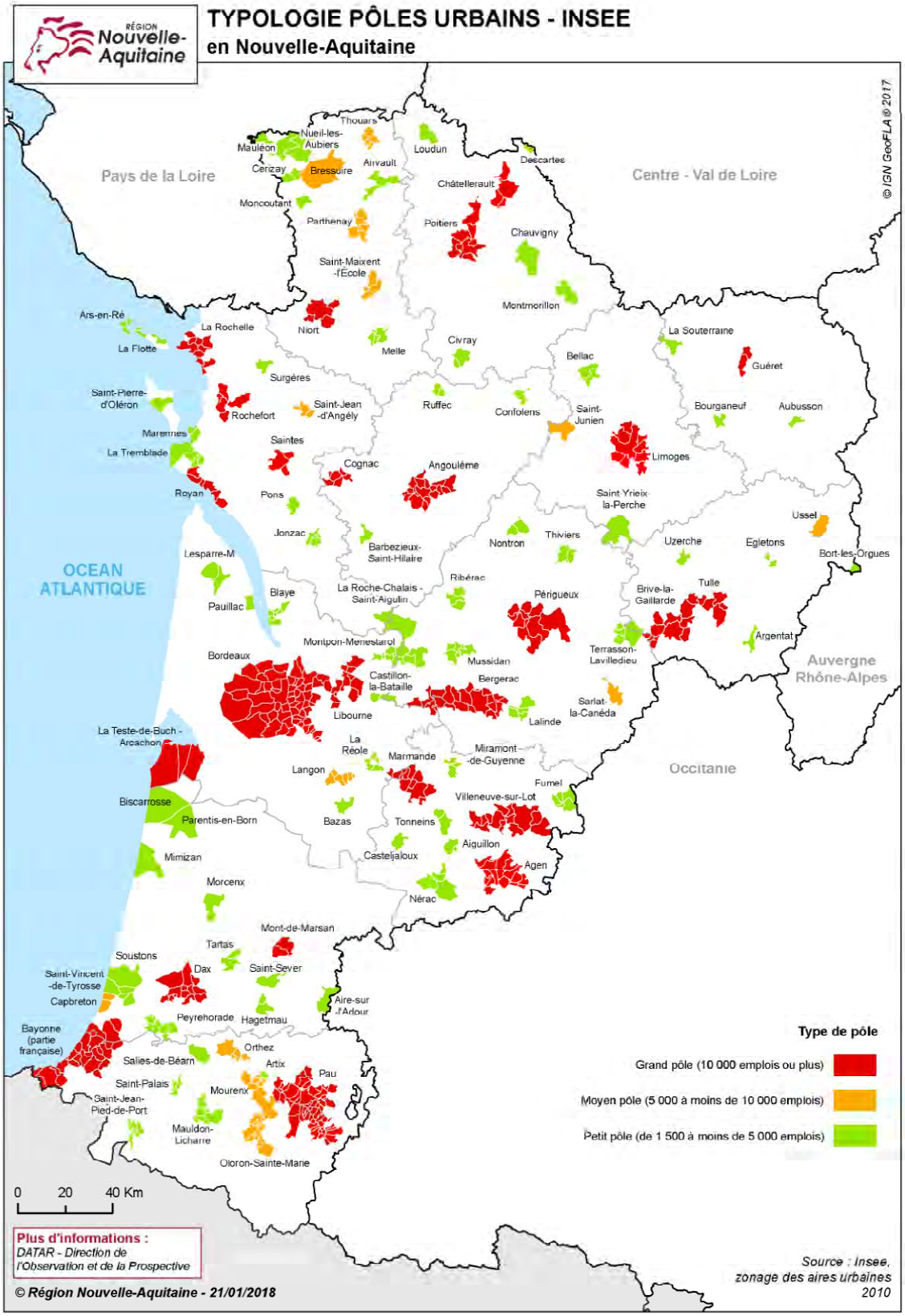
Dépenses	Taux d'intervention	Plafond dépenses
Investissements destinés à promouvoir l'innovation et l'expérimentation d'activités nouvelles (hors acquisition foncière ou immobilière) : «Pépinière commerce, boutique à l'essai, espace valorisation production circuits courts, services mutualisés, ESS, valorisation patrimoniale…»	25 % maximum	100 000 € HT

Conditions d'éligibilité :

- **Avoir défini un projet global issu d'une volonté politique précisant les complémentarités entre centre et périphérie, dans la perspective de conforter les fonctions de centralité des centres ;**
- **Avoir défini un schéma stratégique d'intervention de soutien au commerce et artisanat en centre- ville/bourg.**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_108-DE

ANNEXE 2 – Petits, moyens et grands pôles urbains - INSEE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_109-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-109 **SOLUTION NUMERIQUE « MA VILLE DANS MA POCHE »**

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal la solution numérique « Ma ville dans ma Poche » développée par la société Orange Business Services. Il s'agit d'une application mobile qui met à disposition des citoyens des informations utiles du quotidien (transports en commun, scolaire et périscolaire, environnement, promotion du commerce local, signalements d'incidents, entraide citoyenne…).

La collectivité maitrise les données, le contenu publié et les services activés sur l'application. Grâce à celle-ci, la collectivité peut gagner en réactivité et communiquer à destination des citoyens en temps réel, sept jours sur sept, pour diffuser tous types d'informations et d'alertes. Cet outil permet ainsi à la commune de renforcer le lien social avec les usagers et de répondre aux nouvelles attentes des citoyens en matière de proximité et d'interactivité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_109-DE

Une telle application entre dans le périmètre du dispositif Cofinancement d'une solution numérique commerce que porte la Banque des territoires au titre de l'attractivité. Ce dernier s'adresse aux territoires qui bénéficient du label Petites Villes de Demain.

Le plan de financement, qui correspond à la mise en place de cette application pour une durée de deux ans, s'établit comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT	
Initialisation	9 400,00 €	Banque des Territoires	13 500,00 €
Abonnement	11 000,00 €	Autofinancement	5 500,00 €
Remise	- 1 400,00 €		
Total	19 000,00 €		19 000,00 €
Soit 22 800,00 € TTC			

À cet égard, le Conseil Municipal est donc invité à autoriser la signature de la convention qui confirmera ces modalités d'intervention par la Banque des territoires auprès de la ville de Sarlat dans le cadre du déploiement d'une solution numérique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **VALIDE** le portage de la plateforme au titre de la commune de Sarlat ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter les cofinancements de la Banque des territoires au titre du plan de relance commerce ou de tout autre dispositif auquel cette opération est éligible ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante et tout document afférent nécessaire ;

- **APPROUVE** l'autofinancement par la commune de Sarlat ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_110-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-110

MAINTIEN DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU 13ÈME MOIS – DEMANDE DU COMPTABLE PUBLIC

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal le principe de la séparation de l'ordonnateur et du Comptable public et son application dans le processus de dépense d'une collectivité.

La procédure usuelle de la dépense se déroule en quatre étapes. L'engagement, la liquidation et l'ordonnancement sont réalisés sous la responsabilité de l'ordonnateur, le Maire. La dernière étape, à savoir, le paiement est assuré par le Comptable public sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, après contrôle des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le comptable souhaite une pièce récapitulative pour assurer le paiement du 13ème mois aux agents de la collectivité sous la forme d'une délibération qui rappelle les conditions d'attribution et les bases de liquidation (courrier du 14 juin 2021 visant le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 qui fixe la liste des pièces justificatives de la dépense des collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_110-DE

Au mois de juin 2021, pour l'acompte du 13ème mois, il a été procédé à une réquisition.
Pour le paiement du solde du 13ème mois et des versements à venir, il y a lieu d'établir la délibération souhaitée, pièce justificative unique transmise à l'appui de l'ensemble desdits versements.

Sur le fond, cette délibération recognitive se borne à constater le dispositif existant, sans créer ou retirer des droits. Elle maintient et précise les conditions d'attribution et les bases de liquidation suivantes :

- Bénéficiaires : agents de droit public
- Montant : traitement indiciaire + NBI – CNRACL (pour les agents relevant de la CNRACL), traitement indiciaire (pour les agents relevant de l'IRCANTEC)
- Versement : acompte de 500 € en juin, solde en novembre
- Proratisation au temps de travail

Monsieur le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal de rappeler par délibération la situation existante à la demande du Comptable public.

Considérant que le versement du 13ème mois constitue un avantage collectivement acquis ;

Considérant que les crédits sont régulièrement inscrits dans les budgets successifs (chapitre 65) ;

Considérant que la présente délibération tire les conséquences juridiques de situations de droit ou de fait existantes, et rappelle les conditions d'attribution et les bases de liquidation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **DECIDE** de figer les conditions existantes de liquidation du 13ème mois comme suit :
  - Bénéficiaires : agents de droit public
  - Montant : traitement indiciaire + NBI – CNRACL (pour les agents relevant de la CNRACL) traitement indiciaire (pour les agents relevant de l'IRCANTEC)
  - Versement : acompte de 500 € en juin, solde en novembre
  - Proratisation au temps de travail

- **DIT** que les crédits correspondant sont et seront inscrits dans les budgets successifs ;

- **DIT** que la présente délibération constitue une pièce justificative transmise à l'appui des mandats correspondants pour en assurer le paiement par le comptable.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_111-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2020-111

PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS MUNICIPAUX PERMANENTS : CREATION DE POSTES AU TITRE DE L'AVANCEMENT DE GRADE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le Décret 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_111-DE

Vu la délibération n° 02 du 6 juillet 2007 relative aux ratios d'avancement de grade, donnant à l'autorité territoriale la possibilité de prononcer des avancements jusqu'à 100%,

Vu l'arrêté du 2 décembre 2020 portant établissement des lignes directrices de gestion de la Ville de Sarlat, après avis du comité technique du 1er décembre 2020.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Le Maire rappelle qu'il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2021.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement. Les postes anciennement occupés par les agents seront supprimés après nomination lors d'une prochaine séance d'un Conseil Municipal, après avis du CT,

Vu le tableau des emplois en date du 30 juin 2021,

Monsieur le Maire propose de créer les postes concernés consacrant les avancements de grade des agents pour l'année 2021, de la manière suivante :

Avancements de Grade sans examen professionnel :

Date	Grade	Modification
4 octobre 2021	Filière administrative	
	Rédacteur principal 2ème classe (TC)	+ 1
	Adjoint administratif principal 2ème classe (TC)	+ 4
4 octobre 2021	Filière technique	
	Agent de maîtrise principal (TC)	+ 5
	Adjoint technique principal 1ère classe (TC)	+ 2
	Adjoint technique principal 2ème classe (TC)	+ 3

Avancements de Grade avec examen professionnel :

Date	Grade	Modification
4 octobre 2021	Filière technique	
	Adjoint technique principal 2ème classe (TC)	+ 1

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la création des postes par avancement de grade ;

- **AUTORISE** la modification du tableau des effectifs comme précisé ci-dessus ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_111-DE

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_112-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2020-112

PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS MUNICIPAUX PERMANENTS : CREATION DE POSTES AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 2 décembre 2020 portant établissement des lignes directrices de gestion de la Ville de Sarlat, après avis du comité technique du 1er décembre 2020.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_112-DE

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

La promotion interne permet de changer de cadre d'emplois et éventuellement de catégorie. La collectivité complète un dossier individuel pour les agents de son choix, lequel est transmis au Président du Centre de Gestion. Une liste d'aptitude est alors établie, au niveau départemental, pour chaque grade.

Il appartient au Conseil Municipal de créer chaque emploi suivant la réception de cette liste d'aptitude et d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à la nomination des agents y figurant.

Les postes ouverts pour les agents ne figurant pas sur une liste d'aptitude seront supprimés lors d'une prochaine séance d'un Conseil Municipal, après avis du CT.

Vu le tableau des emplois en date du 30 juin 2021,

Monsieur le Maire propose de créer les postes concernés consacrant les promotions internes pour l'année 2021, de la manière suivante :

Date	**Grade**	**Modification**
1er novembre 2021	Filière administrative	
	Attaché (TC)	+ 1
	Rédacteur (TC)	+ 3
1er novembre 2021	Filière technique	
	Ingénieur (TC)	+ 1
	Technicien (TC)	+ 2
	Agent de maîtrise (TC)	+ 4
1er novembre 2021	Filière sécurité	
	Chef de service (TC)	+ 1
1er novembre 2021	Filière animation	
	Animateur (TC)	+ 1

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la création des postes par promotion interne ;

- **AUTORISE** la modification du tableau des effectifs comme précisé ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_113-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-113

PERSONNEL COMMUNAL – CREATION DE POSTES PERMANENTS AUX GRADES DE TECHNICIEN, DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE, D'OPERATEUR DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES ET D'ADJOINT TECHNIQUE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations du fonctionnaire ;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, notamment ses articles 162 et 167 ;

Vu la Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_113-DE

Vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale (JO du 31 décembre 2015) ;

Vu le Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Monsieur le Maire explique que conformément à l'article 34 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :
- le grade correspondant à l'emploi créé ;
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève ;
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures ;
- le niveau de rémunération afférent au poste.

Considérant le tableau des effectifs adopté par le Conseil Municipal le 30 juin 2021 ;

Considérant que la continuité des services publics de la ville de Sarlat nécessite la création d'emplois permanents pour assurer la qualité du service rendu auprès des usagers ;

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Considérant que les postes anciennement occupés par les agents seront supprimés après nomination lors d'une prochaine séance d'un Conseil Municipal, après avis du CT,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à créer au tableau des effectifs :
  - un emploi permanent au grade de **technicien principal de 2ème classe,** relevant de la catégorie B, à temps complet (35 heures), pour être pourvu à compter du 1er décembre 2021 ;
  - un emploi permanent au grade de **technicien territorial**, relevant de la catégorie B, à temps complet (35 heures), pour être pourvu à compter du 1er décembre 2021 ;
  - un emploi permanent au grade **d'éducateur des activités physiques et sportives (APS),** relevant de la catégorie B, à temps complet (35 heures), pour être pourvu à compter du 1er décembre 2021.
  - 3 emplois permanents au grade **d'adjoint technique territorial,** relevant de la catégorie C, à temps complet (35 heures), pour être pourvu à compter du 1er décembre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_113-DE

- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_114-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-114

PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT DE PERSONNEL CONTRACTUEL DANS LE CADRE D'UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE ET/OU SAISONNIER D'ACTIVITE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I, alinéa 1 ;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I, alinéa 2 ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_114-DE

Considérant qu'aux termes de l'article 3 I, alinéa 1, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin occasionnel pour une durée maximale de 12 mois pendant une même période de 18 mois ;

Considérant qu'aux termes de l'article 3 I, alinéa 2, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois ;

Considérant que la délibération créant un emploi non permanent, en application des alinéas de l'article 3 I, doit préciser le motif invoqué, la nature des fonctions, le niveau de recrutement et de rémunération de l'emploi créé ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter du personnel occasionnel et/ou saisonnier pour la continuité de l'ensemble des services de la commune de Sarlat-La Canéda ;

Considérant la délibération n° 2021-69 du 30 juin 2021 relative au recrutement de personnels contractuels dans le cadre d'un accroissement temporaire et/ou saisonnier d'activité.

Monsieur le Maire propose l'ajout des postes comme suit :

- **Pôle administration générale, culture et médiation :**

- 1 emploi non permanent à temps complet ou non complet pour exercer les fonctions de manager de commerce au sein du service administration générale de la Commune de Sarlat-La Canéda correspondant au grade d'ingénieur Principal (A). La rémunération sera calculée par référence aux grilles indiciaires afférentes correspondant à un échelon compris dans une fourchette entre le premier et le neuvième échelon du grade.

- **Pôle éducation :**

- 3 emplois non permanents à temps complet ou non complet pour exercer les fonctions d'accompagnant des élèves en situation de handicap au sein du service des affaires scolaires de la Commune de Sarlat-La Canéda correspondant au grade d'adjoint d'animation principal de 2ème classe (C). La rémunération sera calculée par référence aux grilles indiciaires afférentes correspondant à un échelon compris dans une fourchette entre le premier et le douzième échelon du grade.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **DECIDE** la création des postes des agents contractuels tels que décrits ci-dessus ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels et à signer les contrats de travail ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_114-DE

- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_115-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-115

PERSONNEL COMMUNAL – CREATION D'UN POSTE PERMANENT AU TABLEAU DES EFFECTIFS : MANAGER DE COMMERCE – INGENIEUR PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations du fonctionnaire,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, notamment ses articles 62 et 167,

Vu la Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_115-DE

Vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale (JO du 31 décembre 2015),

Vu le Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Monsieur le Maire explique que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade correspondant à l'emploi créé ;
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève ;
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures ;
- Le niveau de rémunération afférent au poste.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient. Le contrat est alors conclu pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Considérant le tableau des effectifs adopté par le Conseil Municipal le 19 février 2021 ;

Considérant que la continuité des services publics de la collectivité nécessite la création d'un emploi permanent pour assurer la qualité du service rendu auprès des usagers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à créer au tableau des effectifs un emploi permanent au grade d'Ingénieur Principal, relevant de la catégorie A, à temps complet (35 heures), pour être pourvu à compter du 4 décembre 2021 ;

- **PRECISE** que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, le conseil municipal dit qu'il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public sur la base de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 compte tenu des besoins du service et de la nature très spécialisée des fonctions à assumer au sein de la collectivité. Le contrat sera alors conclu pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_115-DE

- **APPROUVE** que la rémunération du poste soit calculée par référence à la grille indiciaire afférente correspondant à un échelon compris dans une fourchette entre le premier et le neuvième échelon du grade ;

- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_116-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-116

PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS MUNICIPAUX PERMANENTS : CREATION DE POSTES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations du fonctionnaire ;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, notamment ses articles 162 et 167 ;

Vu la Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_116-DE

Vu le Décret n°2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale (JO du 31 décembre 2015) ;

Vu le Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Monsieur le Maire explique que conformément à l'article 34 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement et qu'il convient de modifier le tableau des effectifs, à compter du 1er septembre 2021 des nouveaux emplois du temps selon les besoins du service scolaire sur les différents établissements de la commune et modification de temps de travail pour certains agents.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le tableau des effectifs adopté par le Conseil Municipal le 30 juin 2021 ;

Considérant que la continuité des services publics de la ville de Sarlat nécessite la création d'emplois permanents pour assurer la qualité du service rendu auprès des usagers ;

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à créer au tableau des effectifs :

Grades	**Nbre**	**Suppression de poste soumis au prochain conseil municipal après avis du CT**	**Nbre**	**Création de poste**
Adjoint d'animation			1	7.32
Adjoint d'animation	2	12.52 et 8.30	2	7.26
Adjoint d'animation	1	14	1	5.29
Adjoint d'animation	1	15.54	1	5.24
Adjoint d'animation	1	26.41	1	25.53
Adjoint d'animation	1	17.45	1	15.02
Adjoint d'animation	1	14.03	1	18.12
Adjoint d'animation	1	14.41	1	13.55
Adjoint d'animation	1	12.30	1	11.25
Adjoint d'animation	1	14.41	1	10.54
Adjoint d'animation			1	10.31
Adjoint d'animation	1	19.24	1	10.29
Adjoint d'animation	1	7.06	1	10.19
Adjoint Technique	1	17.01	1	34.33
Adjoint Technique	1	8.36	1	20.36
Adjoint Technique	1	24	1	27.22
Adjoint Technique	1	16.15	1	26.04
Adjoint Technique	1	26.08	1	24.02
Adjoint Technique			1	17.53
Adjoint Technique			1	4.38
TOTAL	**17**		**21**	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_116-DE

- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget 2021 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-117

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU FOOTBALL CLUB SARLAT-MARCILLAC

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n° 8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Football Club Sarlat-Marcillac », de deux agents dans les conditions précisées dans la convention annexée, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent 1: Adjoint technique principal 1ère classe, service des Sports

- Périodicité ↳ 8h hebdomadaires (les mercredis ; hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2020 au 30 juin 2021
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de foot

Agent 2 : Adjoint Technique principal de 2ème classe, service « Ascenseur panoramique » :

- Périodicité ↳ 8h hebdomadaires (les mercredis ; hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école foot

Agent 3 : Adjoint Technique principal de 2ème classe, service des espaces verts :

- Périodicité ↳ 8h hebdomadaires (les mercredis, vendredis et samedis ; inclus les vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école foot

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale,

- **APPROUVE** la mise à disposition de deux agents titulaires au bénéfice du «Football Club Sarlat-Marcillac » dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Football Club SARLAT MARCILLAC, représenté par Monsieur Lionel GRENIER, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Football Club SARLAT MARCILLAC, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de football, à raison de 8 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Football Club SARLAT MARCILLAC sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Football Club SARLAT MARCILLAC remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Football Club SARLAT MARCILLAC,
Lionel GRENIER,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Football Club SARLAT MARCILLAC, représenté par Monsieur Lionel GRENIER, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Football Club SARLAT MARCILLAC, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de football, à raison de 8 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Football Club SARLAT MARCILLAC sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Football Club SARLAT MARCILLAC remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Football Club SARLAT MARCILLAC,
Lionel GRENIER,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Football Club SARLAT MARCILLAC, représenté par Monsieur Lionel GRENIER, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Football Club SARLAT MARCILLAC, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de football, à raison de 8 heures hebdomadaires (inclus vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Football Club SARLAT MARCILLAC sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_117-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Football Club SARLAT MARCILLAC remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Football Club SARLAT MARCILLAC,
Lionel GRENIER,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_118-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-118

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU FOOTBALL CLUB SARLAT-MARCILLAC, SECTION FOOT DU COLLEGE LA BOETIE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_118-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Football Club Sarlat-Marcillac », d'un agent dans les conditions précisées dans la convention annexée, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent : Adjoint Technique principal de 2ème classe, service Ascenseur panoramique:

- Périodicité ↳ 4 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de la section foot du collège La Boétie

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la mise à disposition d'un agent titulaire au bénéfice du « Football Club Sarlat-Marcillac », section foot du collège La Boétie dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_118-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Football Club SARLAT MARCILLAC, représenté par Monsieur Lionel GRENIER, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Football Club SARLAT MARCILLAC, un agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les fonctions d'éducateur de la section foot du collège La Boétie, à raison de 4 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Football Club SARLAT MARCILLAC sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_118-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention de l'agent mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Football Club SARLAT MARCILLAC remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Football Club SARLAT MARCILLAC,
Lionel GRENIER,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_119-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-119

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU PERIGORD NOIR ATHLETISME

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n° 8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_119-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Périgord Noir Athlétisme », d'un agent dans les conditions précisées dans la convention annexée, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent **:** Agent de Maîtrise du service des sports

- Périodicité ↳ 6 heures hebdomadaires (les mardis, jeudis et samedis ; inclus les vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école d'athlétisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPOUVE** la mise à disposition d'un agent titulaire au bénéfice du « Périgord Noir Athlétisme » dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_119-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/PM/LS/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Périgord Noir Athlétisme, représenté par Madame Marie-Christine BRUSQUAND, Présidente, dûment habilitée, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Périgord Noir Athlétisme, un agent titulaire du cadre d'emplois des agents de maîtrise pour exercer les fonctions d'éducateur de l'école d'athlétisme, à raison de 6 heures hebdomadaires, y compris pendant les vacances scolaires, pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Périgord Noir Athlétisme sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…
La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_119-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de la mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention de l'agent mis à disposition.

Article 3 : Rémunération

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération

Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Périgord Noir Athlétisme remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à cet agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contrepartie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA, Le	Fait à SARLAT-LA CANÉDA Le ……2021
Le Président du Périgord Noir Athlétisme, Marie-Christine BRUSQUAND	Pour le Maire et par délégation, Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*

- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_120-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-120

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU BADMINTON CLUB DU SARLADAIS

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n° 8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_120-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Badminton Club du Sarladais», d'un agent dans les conditions précisées dans la convention annexée, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent : Opérateur territorial Principal des APS du service des sports :

- Périodicité ↳ 1 heures 30 les mercredis (hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de badminton

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la mise à disposition d'un agent titulaire au bénéfice du « Badminton Club du Sarladais», dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_120-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/PM/LS/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Badminton Club du Sarladais, représenté par Monsieur Xavier CAJOT, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Badminton Club du Sarladais, un agent titulaire du cadre d'emplois des opérateurs des Activités Physiques et Sportives pour exercer les fonctions d'éducateur de l'école de badminton, à raison de 1 heures 30 minutes hebdomadaires (hors vacances scolaires), pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi
Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Badminton Club du Sarladais sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…
La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_120-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de la mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention de l'agent mis à disposition.

Article 3 : Rémunération

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération

Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Badminton Club du Sarladais remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à cet agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contrepartie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le …….2021

Le Président du Badminton Club du Sarladais,
Xavier CAJOT

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*

- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-121

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU CLUB ATHLETIQUE SARLAT-PERIGORD NOIR

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n°8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Club Athlétique Sarlat Périgord Noir», de 3 agents dans les conditions précisées dans les conventions annexées, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent 1 : Opérateur territorial Principal des APS du service des sports :

- Périodicité ↳ 10 hebdomadaires (hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de rugby

Agent 2 : Adjoint technique du service propreté :

- Périodicité ↳ 3h hebdomadaires (le mercredi et le vendredi, hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de rugby et arbitrage

Agent 3 : Brigadier-chef principal du service police municipale :

- Périodicité ↳ 1h hebdomadaire (le mercredi et le vendredi, hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de rugby

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la mise à disposition d'un agent titulaire au bénéfice du « Club Athlétique Sarlat Périgord Noir», dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, représenté par Monsieur Dominique EINHORN, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des APS pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de rugby, à raison de 10 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération

Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Club Athlétique Sarlat Périgord Noir,
Dominique EINHORN,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*

- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, représenté par Monsieur Dominique EINHORN, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de rugby et arbitrage, à raison de 3 heures hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération

Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Club Athlétique Sarlat Périgord Noir,
Dominique EINHORN,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*

- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/IV/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, représenté par Monsieur Dominique EINHORN, Président, dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du …….,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Club Athlétique Sarlat Périgord Noir, 1 agent titulaire du cadre d'emplois des agents de police municipale pour assurer les fonctions d'éducateur de l'école de rugby, à raison de 1 heure hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_121-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention des agents mis à disposition.

Article 3 : Rémunération

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération

Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Club Athlétique Sarlat Périgord Noir remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer leur accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Le Président du
Club Athlétique Sarlat Périgord Noir,
Dominique EINHORN,

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe,

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*

- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_122-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-122

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU SARLAT HANDBALL PERIGORD NOIR

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n° 8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_122-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Sarlat Handball Périgord Noir », de deux agents dans les conditions précisées dans les conventions annexées, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent 1 : Opérateur Principal des activités physiques et sportives du service des sports :

- Périodicité ↳ 4h hebdomadaire (les mardis et jeudis ; hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de handball

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la mise à disposition de deux agents titulaires au bénéfice du « Sarlat Handball Périgord Noir» dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_122-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/PM/LS/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Sarlat Handball Périgord Noir, représenté par Monsieur Daniel SANFOURCHE, Président dûment habilité, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Sarlat Handball Périgord Noir, un agent titulaire du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives pour assurer les fonctions d'encadrement de l'école de Hand à raison de 4h00 hebdomadaires (hors vacances scolaires) pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Sarlat Handball Périgord Noir sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_122-DE

L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention de l'agent mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Sarlat Handball Périgord Noir remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à cet agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contre partie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le …….

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le ……..2021

Le Président du
Sarlat Handball Périgord Noir,
Daniel SANFOURCHE,

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_123-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-123

PERSONNEL COMMUNAL – MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DE SARLAT OLYMPIC CLUB GYMNASTIQUE SPORTIVE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les conditions de mise à disposition des agents territoriaux s'inscrivent dans le dispositif règlementaire issu du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'assemblée délibérante. Il instaure également le remboursement des charges salariales par l'association d'accueil de l'agent.

Par délibération n° 8 du 11 décembre 2009, le Conseil Municipal a pris acte de cette évolution et décidé de procéder au versement d'une subvention complémentaire en contrepartie.

Un rapport annuel concernant les mises à disposition sera transmis au Comité Technique Commun, pour information, le 11 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_123-DE

Monsieur le Maire propose la mise à disposition, au bénéfice du « Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive » d'un agent dans les conditions précisées dans la convention annexée, dont les principaux termes sont les suivants :

Agent : Opérateur principal des activités physiques et sportives du service des sports :

- Périodicité ↳ 2h45 hebdomadaires (les mercredis de 15h30 à 18h15; hors vacances scolaires)
- Durée ↳ 1er septembre 2021 au 30 juin 2022
- Fonctions assurées ↳ Encadrement de l'école de gymnastique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la mise à disposition d'un agent titulaire au bénéfice du «Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive» dans les conditions précisées ci-dessus ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets correspondants ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_123-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

DE PERSONNEL COMMUNAL
(Fonctionnaires)

Références à rappeler :
JJP/PM/LS/OM
Service des Ressources Humaines

PROJET

Entre

La Commune de SARLAT-LA CANÉDA, représentée par Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, dûment habilité, d'une part,

Et

Le Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive, représentée par Madame Maguerite MAGNAC, Présidente, dûment habilitée, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA met à disposition du Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive, un agent titulaire du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives pour exercer les fonctions d'éducateur de l'école de gymnastique, à raison de 2h45 hebdomadaires (hors vacances scolaires), pour la période du 1er septembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 : Conditions d'emploi
Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par le Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive, sur le temps de mise à disposition.

L'employeur d'origine sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc…

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_123-DE

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf C.M.O., congé de formation, actions relevant du C.P.F., discipline, etc …) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis éventuel de l'organisme d'accueil.
L'association assume la pleine responsabilité de l'agent durant le temps de la mise à disposition et déclare être assurée pour couvrir tous les risques juridiques liés à l'exercice de l'activité et l'intervention de l'agent mis à disposition.

Article 3 : Rémunération
La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Article 4 : Remboursement de la rémunération
Conformément aux obligations nouvelles issues du Décret du 18 juin 2008, le Sarlat Olympic Club Gymnastique Sportive remboursera à la Ville de SARLAT-LA CANÉDA le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à cet agent mis à disposition. La Ville de SARLAT-LA CANÉDA versera en contrepartie une subvention exceptionnelle d'un montant identique.

Article 5 : Fin de la mise à disposition
La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Contentieux
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif.

Article 7 :
La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à SARLAT-LA CANÉDA,
Le

Fait à SARLAT-LA CANÉDA
Le …….2021

La Présidente du Sarlat Olympic Club,
Gymnastique Sportive,
Maguerite MAGNAC,

Pour le Maire et par délégation,
Marie-Pierre VALETTE, Maire-Adjointe

PROJET

** La mise à disposition donne lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants où il peut être dérogé à cette règle :*
- *Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.*
- *Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*
- *Auprès d'une organisation internationale intergouvernementale*
- *Auprès d'un état étranger*
- *Conservateurs généraux et des bibliothèques fonctionnaires d'Etat mis à disposition auprès des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques classées*
- *Personnels scientifiques et de documentation de l'Etat mis à disposition des départements pour exercer leurs fonctions*
- *Exonération temporaire et partielle pour les fonctionnaires d'Etat*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-124

ECOLE DEPARTEMENTALE DES SPORTS (EDS) : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT-PERIGORD NOIR ET LA COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre du projet territorialisé de la Direction des Sports et de la Jeunesse, un programme d'animation aux Activités Physiques et Sportives (APS) est proposé en partenariat avec les Collectivités locales, en faveur de la jeunesse issue prioritairement du milieu rural. Un des dispositifs nommé, Ecole Départementale des Sports (EDS), permet aux enfants de 8 à 11 ans de découvrir et de s'initier gratuitement, tous les mercredis matins (hors vacances scolaires) à une offre de disciplines sportives, élargie et sécurisée.

Cette année, il a été décidé d'ouvrir une EDS expérimentale à Sarlat-La Canéda.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

A ce titre, l'organisation de ce partenariat doit être élaborée afin de garantir aux enfants dudit territoire un accès au dispositif identique aux 9 EDS ouvertes à ce jour.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de signer la convention de partenariat en annexe de la présente délibération, entre le Département, la Communauté de communes Sarlat-Périgord et la commune de Sarlat-La Canéda. Celle-ci a pour objet de définir les modalités de partenariat et objectifs pédagogiques dans le cadre d'activités éducatives et sportives à intervenir entre le Département, l'EPCI « Communauté de Communes Sarlat-Périgord Noir » et la Commune de Sarlat-La Canéda participant au fonctionnement de l'EDS à Sarlat-La Canéda.

Cette convention prend effet à compter de sa signature avec comme échéance exceptionnelle le 30 juin 2022. A l'issue de cette période, un bilan tripartite sera conduit pour convenir du format et des obligations de chacun.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Département, la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir et la commune de Sarlat-la-Canéda pour le fonctionnement de l'Ecole Départementale des Sports ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment la convention ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SARLAT PERIGORD NOIR ET LA COMMUNE DE SARLAT-LA-CANEDA POUR LE FONCTIONEMENT DE L'ECOLE DEPARTEMENTALE DES SPORTS

ENTRE :

Le Département de la Dordogne, sis Hôtel du Département, 2 rue Paul Louis Courier – CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, enregistré sous le SIRET n°222 400 012 00019, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer en vertu de la délibération de la Commission Permanente n°21.CP…… en date……,

Ci-après dénommé « le Département »,

ET

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) « Communauté de communes Sarlat Périgord Noir », représentée par le Président, M. Jean-Jacques DE PERETTI,

Ci-après dénommée « l'EPCI »,

ET

La Commune de SARLAT-LA-CANEDA, représentée par le Maire, M. Jean-Jacques DE PERETTI,

Ci-après dénommée « la Commune ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre du projet territorialisé de la Direction des Sports et de la Jeunesse, un programme d'animation aux Activités Physiques et Sportives (APS) est proposé en partenariat avec les Collectivités locales, en faveur de la Jeunesse issue prioritairement du milieu rural.
Un des dispositifs nommé, Ecole Départementale des Sports (EDS), permet aux enfants de 8 à 11 ans de découvrir et de s'initier gratuitement, tous les mercredis matin (hors vacances scolaires) à une offre de disciplines sportives, élargie et sécurisée.
Cette année, il a été décidé d'ouvrir une EDS expérimentale à SARLAT-LA-CANEDA.

A ce titre, l'organisation de ce partenariat doit être élaborée afin de garantir aux enfants dudit territoire un accès au dispositif identique aux 9 EDS ouvertes à ce jour.

Article 1er : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat et objectifs pédagogiques dans le cadre d'activités éducatives et sportives à intervenir entre le Département, l'EPCI « Communauté de communes Sarlat Périgord Noir » et la Commune de SARLAT-LA-CANEDA participant au fonctionnement de l'EDS à SARLAT-LA-CANEDA.

Article 2 : Durée et date d'effet

Cette convention prend **effet à compter de sa signature** avec comme échéance exceptionnelle le 30 juin 2022. A l'issue de cette période, un bilan tripartite sera conduit pour convenir du format et des obligations de chacun.
Au terme de cette année, les parties apprécieront, au vu des résultats issus de l'évaluation visée à l'article 6 ci-dessous, toute adaptation utile de leur partenariat dans l'objectif de pérenniser ce dispositif.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

Cette année de fonctionnement mutualisé a pour vocation de développer une culture commune en respect des principes fondateurs de l'EDS, en fonction de l'offre et des ressources locales :

- ✓ Cycles de 3 à 4 séances intégrant un sport individuel et un sport collectif.
- ✓ Sensibilisation aux gestes qui sauvent.
- ✓ « J'Apprends A Nager ».
- ✓ « Savoir Rouler A Vélo ».
- ✓ Sensibilisation à la pratique handisport (plus globalement paralympique).
- ✓ Education et sensibilisation à l'environnement par la pratique des Activités Physiques de Pleine Nature (APPN).

Article 3 : Engagement des partenaires

Les signataires de la présente convention s'engagent à satisfaire les modalités de fonctionnement de l'EDS. Ils s'engagent à promouvoir le contenu de la convention auprès des acteurs éducatifs et sportifs afin de pérenniser son appropriation et son application aux conditions suivantes :

Le Département : dispense et assure l'apprentissage des différentes APS proposées dans le cadre d'une programmation annuelle. L'EDS fonctionne sous sa responsabilité, quels que soient le lieu et les horaires retenus. Un éducateur sportif départemental désigné par la DSJ, diplômé conformément à la règlementation en vigueur, est chargé d'en assurer l'encadrement, la coordination et le suivi pédagogique en lien avec l'éducateur sportif désigné par la Commune.
Le Département conçoit les supports de communication, le livret pédagogique, le cahier des charges ainsi que le Règlement intérieur de l'EDS.

L'EPCI « Communauté de communes Sarlat Périgord Noir » est présent dans le soutien à l'EDS par :
La promotion du dispositif.
La diffusion de la communication auprès des familles.
L'accès aux équipements et/ou sites de pratique.
La participation financière allouée pour le bon fonctionnement de l'EDS.
La prise en charge des frais de transports pour la pratique sur les sites naturels localisés sur l'EPCI

La Commune de SARLAT-LA-CANEDA est présente dans le soutien à l'EDS par :
La promotion du dispositif.
La diffusion de la communication auprès des familles.
La mise à disposition d'un éducateur sportif diplômé conformément à la règlementation en vigueur. Cet éducateur participera à l'organisation, le suivi et l'animation pédagogique.
La mise à disposition des équipements sportifs selon un planning établi annuellement.
La participation financière allouée pour le bon fonctionnement de l'EDS.
La mise à disposition de la piscine municipale ainsi que le personnel qualifié conformément à la réglementation en vigueur du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports s'agissant du cycle de natation relatif au dispositif « J'apprends à nager ».

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

Article 4 – Inscription des élèves et organisation de l'EDS.

Les enfants concernés : Uniquement de 8 à 11 ans.

L'effectif maximal est de 30 enfants conformément à la réglementation d'encadrement en vigueur (au-delà une liste d'attente sera proposée). Cet effectif ne peut être inférieur à 10 enfants.

L'inscription définitive est prononcée par le Département, en étroite collaboration avec la Commune (confirmation écrite), pour l'année scolaire après réception du bulletin d'inscription dûment complété par les familles. Il doit être accompagné du questionnaire relatif à l'état de santé du mineur et d'une attestation d'assurance scolaire et/ou périscolaire en cours de validité.

En fin d'année scolaire et après évaluation individuelle, une orientation (pour les non licenciés fédéraux) pourrait être proposée afin de faciliter et encourager l'enfant à une prise de licence.

Article 5 : Conceptualisation

S'agissant de la programmation des APS, il appartient au Département en étroite collaboration avec la Commune de coordonner la planification des cycles permettant de répondre aux cahiers des charges de l'EDS.

Chaque partenaire est en capacité d'interpeller les autres parties à tout moment, en cas de dysfonctionnement manifeste.

L'équipe d'encadrement se réserve le droit d'exclure un enfant de toute participation à l'EDS après trois absences injustifiées, ou en cas de manquements graves au Règlement intérieur de l'EDS. (ci-joint).

Les enfants sont accueillis tous les mercredis matin de 8h30 à 12h00, (hors vacances scolaires) selon la planification établie annuellement par le Département.

Article 6 : Evaluation et perspectives

Un bilan à mi-parcours de l'EDS en présence des 3 partenaires sera réalisé dans la perspective de l'élaboration de la saison 2022/2023.

Article 7 : Règlement et litiges

Toutes difficultés rencontrées à l'occasion de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pas fait l'objet d'un règlement amiable seront soumises au Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en 3 exemplaires originaux. A Périgueux, le ……

Pour le Département de la Dordogne,
Le Président du Conseil départemental,

Pour l'EPCI « Communauté de communes Sarlat Périgord Noir »,
Le Président,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

Germinal PEIRO

Jean-Jacques DE PERETTI

Pour la Commune de SARLAT-LA-CANEDA,
Le Maire,

Jean-Jacques DE PERETTI

PROJET CONVENTION DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

Annexe IX à la délibération n° 19.CP.VII.55 du 14 octobre 2019.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE
ECOLE DEPARTEMENTALE DES SPORTS
REGLEMENT INTERIEUR

Préambule :
L'Ecole Départementale des Sports (EDS) est un dispositif proposé par la Direction des Sports et de la Jeunesse (DSJ) du Conseil départemental de la Dordogne qui répond à un esprit de solidarité et d'équité territoriale ainsi qu'au principe de gratuité : « *le sport pour tous et partout* ».
L'EDS s'adresse aux enfants âgés de 8 à 11 ans et propose des activités physiques et sportives encadrées par des Educateurs sportifs territoriaux diplômés.
Sa mission est d'inculquer aux enfants les valeurs fondamentales du SPORT, telles que l'esprit d'équipe, le respect, le goût de l'effort et les notions de bien-être et de plaisir. L'approche sportive se limite à l'éveil, l'initiation, la découverte, voire l'apprentissage et ne prépare en aucun cas à la compétition.
L'EDS fonctionne tous les mercredis matins hors vacances scolaires avec pour amplitude horaire maximale : 8h30 - 12h00.

ARTICLE 1 : CONDITIONS D'INSCRIPTION
Les inscriptions débutent en fin d'année scolaire précédente (mai/juin). Il n'y a pas de renouvellement automatique d'une année à l'autre. Les places sont attribuées par ordre d'arrivée et aucune réservation ne sera autorisée. Des inscriptions sont envisageables en cours d'année si des places sont disponibles. L'effectif maximal est de 30 enfants par EDS.
Une séance d'essai est possible et sans engagement. Elle se déroulera uniquement sur réservation. Si l'enfant souhaite poursuivre l'activité après la séance d'essai, il devra s'inscrire par le biais du site institutionnel du Conseil départemental (Internet) ou en complétant le Bulletin d'inscription remis par les Educateurs sportifs.

L'inscription de l'enfant est effective uniquement après réception du Dossier d'inscription dûment complété, signé et accompagné des pièces suivantes :
- une Fiche de renseignements,
- le questionnaire relatif à l'état de santé du sportif mineur qu'il doit renseigner avec 3 questions adressées spécifiquement aux parents, et d'une attestation d'assurance scolaire et (le signalement de toute maladie contagieuse est obligatoire),
- une copie de l'Attestation d'assurance responsabilité civile (en cours de validité) couvrant les risques des activités multisports.

Sans l'intégralité de ces documents, l'enfant ne pourra être admis à l'EDS. Ceci dans le but de préserver son intégrité physique.

Les Educateurs sportifs disposent d'une trousse de premiers secours. En cas d'urgence, les Educateurs sportifs contactent les parents et selon la gravité, font appel aux secours (SAMU, pompiers). Ils en informent immédiatement le Directeur des Sports et de la Jeunesse.

ARTCILE 2 : CONTACT

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_124-DE

En cas de difficulté rencontrée au cours d'une matinée, ou pour toute autre question, la Direction des Sports et de la Jeunesse se tient à la disposition des parents au 05 53 02 02 80.

ARTICLE 3 : DEROULEMENT DES SEANCES ET ENCADREMENT

Les séances se déroulent au sein de structures, d'équipements et d'installations à dominante sportive mises à disposition par conventionnement entre le Conseil départemental, la Communauté de communes et/ou la Commune.
Tous les mercredis matins (hors vacances scolaires et sauf exception).

- 8h30 - 9h00 : accueil des enfants
- 9h00 - 10h00 : activités physiques et sportives
- 10h00 - 10h30 : collation
- 10h30 - 11h30 : activités physiques et sportives
- 11h30 - 12h00 : départ des enfants

Tous les enfants partent de l'EDS, **conformément aux modalités retenues par les parents**, au regard de la Fiche d'inscription et de renseignements qu'ils ont remis aux Educateurs sportifs.
En l'absence des personnes nommées sur la Fiche d'inscription, les Educateurs sportifs les contacteront dans les plus brefs délais par téléphone.
En cas de non réponse, les Educateurs sportifs en réfèreront au Directeur des Sports et de la Jeunesse qui prendra toutes les mesures adéquates à la situation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ET RECOMMANDATIONS

Les enfants doivent se présenter aux séances dans une tenue adaptée à la pratique d'activités physiques et sportives (survêtement, tee-shirt, baskets, maillot de bain...). Les parents veilleront à fournir à l'enfant une paire de baskets propres pour les activités en salle et une bouteille d'eau ou une gourde.
L'équipe d'éducateurs sportifs communiquera à l'ensemble des parents, la nature des activités physiques et sportives programmées par cycle.

ARTICLE 5 : ASSIDUITE ET PONCTUALITE

En cas d'absence de l'enfant, les parents doivent prévenir les Educateurs sportifs.
L'enfant doit être présent pour le début des séances établies par les Educateurs sportifs.
Au-delà de trois absences répétées et non justifiées, les Educateurs sportifs peuvent prononcer l'exclusion de l'enfant.
L'enfant est tenu de respecter par ses actes et ses paroles, l'encadrement, les autres participants ainsi que le matériel et les lieux.
Tout enfant posant des problèmes répétés de discipline pourra être exclu temporairement ou définitivement à la demande du personnel encadrant.

A …… Le …….

Signature : du ou des parents - ou - du détenteur des prérogatives de l'autorité parentale
Parent 1 Parent 2 L'Enfant Autre personne (précisez)

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_125-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-125 **MESURES DE SOUTIEN COVID19 – DOMAINE PUBLIC 2021**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les dispositions prises par la commune en 2020 pour aider le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des débits de boissons.

Il précise qu'en 2021, ce secteur a été concerné par le confinement et la fermeture de ces établissements jusqu'au 9 juin, date de réouverture avec un protocole sanitaire très strict.

Monsieur le Maire propose de soutenir ces professionnels par un dispositif exceptionnel dont les tarifs sont exposés ci-après :

- Exonération des droits d'occupation du domaine public du 1er janvier au 8 juin 2021pour l'ensemble des occupants ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_125-DE

- Mise en place de terrasses éphémères pour les mois de Juillet et Août avec facturation des surfaces supplémentaires occupées au même tarif par m² ;

- Exonération de 30 % pour les établissements dont l'extension n'était pas possible ou qui n'étaient pas souhaitées par les responsables de l'établissement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** le dispositif exceptionnel visant à soutenir l'activité des professionnels du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des débits de boissons ;

- **DECIDE** l'exonération des droits d'occupation du domaine public décrit ci-dessus ;

- **AUTORISE** la mise en place de terrasses éphémères dans les conditions citées ci-dessus ;

- **DECIDE** une exonération de 30 % des droits de terrasse dans les conditions présentées ci-dessus.

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_126-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-126

ETUDES DIAGNOSTIQUES ET SCHEMAS DIRECTEURS D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES DE LA VILLE DE SARLAT-LA CANEDA - DEMANDE DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune de Sarlat-La Canéda possède les compétences assainissement collectif des eaux usées et gestion des eaux pluviales.

Comme suite à une étude diagnostique du système d'assainissement des eaux usées, ayant débouché sur un Schéma Directeur d'Assainissement Collectif (SDAC) en 2000, il est proposé de réactualiser ce schéma directeur via la réalisation d'une étude diagnostique pour :

- apporter à la collectivité un état des lieux des bénéfices, vis à vis du fonctionnement du système, de la salubrité publique et de la préservation du milieu naturel/récepteur, des travaux réalisés ces vingt dernières années sur le réseau de collecte et de ceux menés sur le système de traitement en 2011 dans le cadre de sa réhabilitation partielle ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_126-DE

- permettre à la collectivité de disposer d'un programme de travaux hiérarchisé qu'il sera nécessaire d'engager pour les 10 prochaines années, notamment en vue de réduire la sensibilité du système de collecte aux eaux claires parasites ;
- être en conformité avec l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 qui précise dans son article 9 que le maître d'ouvrage doit mettre en place un diagnostic permanent et établir, suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans, le diagnostic périodique de son système d'assainissement des eaux usées ;
- de mettre à jour le zonage d'assainissement adopté en 2001 ;
- de mesurer le niveau des investissements nécessaires après le transfert obligatoire de la compétence assainissement à la Communauté de communes qui devra être effective au plus tard le 1er janvier 2026.

De plus, concernant la gestion des eaux pluviales, la Commune ne disposant pas à ce jour de Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales (SDGEP), dans le prolongement des réflexions liées à l'urbanisme et à l'assainissement des eaux usées, il est proposé de mettre en œuvre un SDGEP et le zonage règlementaire qui en découlera.

Aussi, la réalisation d'une étude diagnostique du système d'assainissement des eaux pluviales en parallèle de l'étude diagnostique du système d'assainissement des eaux usées permettra de conserver une cohérence de terrain entre les deux systèmes et de mutualiser les moyens mis en œuvre.

Dans ce cadre, il est proposé d'adopter le plan de financement prévisionnel suivant :

DÉPENSES estimées en € HT		**RECETTES en € HT**	
Réalisation des études Diagnostiques	260 000,00 €	Subvention Agence de l'Eau Adour-Garonne (50%)	135 000,00 €
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ATD	10 000,00 €	Autofinancement	135 000,00 €
TOTAL	**270 000,00 €**		**270 000,00 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** le lancement des études ;

- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel ;

- **DEMANDE** la subvention de 135 000,00 € auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_126-DE

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents à cette décision ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_127-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N° 2021-127 **BUDGET GENERAL – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les délibérations successives portant attribution de subventions aux associations.

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu d'attribuer des subventions complémentaires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_127-DE

Association	Objet de la subvention	Montant
Union Sarlat Natation 24	Pass'Sport Club	80.00 €
Le PARI	Remboursement Mise à disposition de personnel (2ème semestre 2020 (9 197.48) +année 2021 (1er semestre : 5864.22/2ème 5500 €)	21 000.00 €
La Pelle aux Idées	Soutien aux appels à projet	4 000.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** le versement des subventions dans les conditions exposées ;

- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au Budget 2021 au compte 6745 ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_128-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N° 2021-128 **BUDGET GENERAL - DECISION MODIFICATIVE N°1**

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du Budget Primitif de l'exercice 2021 doivent être redéployés ou complétés en fonction d'opérations nouvelles.

Monsieur le Maire propose de modifier les prévisions budgétaires ainsi qu'il suit :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_128-DE

Virements de crédits - Section d'investissement			
Imputations CHAP/ART/FCT/OP	**Libellés**	**Diminution de crédits**	**Augmentation de crédits**
020-020-01	Dépenses imprévues d'investissement	30 000,00 €	
21-2115-020-103	Terrains bâtis	230 000,00 €	
21-21318-020-48	Travaux ascenseur panoramique		3 000,00 €
21-2138-020-103	Autres constructions		230 000,00 €
21-2158-024-36	Matériels festivités		30 000,00 €
21-2158-950-48	Autres installations ascenseur panoramique	6 500,00 €	
21-2183-950-48	Matériel informatique ascenseur panoramique		3 500,00 €
	Total investissement	**266 500,00 €**	**266 500,00 €**

Virements de crédits - Section de fonctionnement			
Imputations CHAP/ART/FCT	**Libellés**	**Diminution de crédits**	**Augmentation de crédits**
011-62876-020	Remboursements de frais au GFP de rattachement	428 000,00 €	
011-62876-822	Remboursements de frais au GFP de rattachement		428 000,00 €
	Total fonctionnement	**428 000,00 €**	**428 000,00 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** les virements de crédits ci-dessus ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_129-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-129 **BUDGET ANNEXE MARCHE COUVERT EGLISE SAINTE MARIE - DECISION MODIFICATIVE N°1**

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du Budget Primitif de l'exercice 2021 doivent être redéployés ou complétés.

Monsieur le Maire propose de modifier les prévisions budgétaires ainsi qu'il suit :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_129-DE

Ouvertures de crédits - Section d'investissement			
Imputations Chapitre/Article	**Libellés**	**Dépenses**	**Recettes**
16-165	Dépôts et cautionnements	5 000.00 €	
16-165	Dépôts et cautionnements		5 000.00 €
	Total investissement	**5 000.00 €**	**5 000.00 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **APPROUVE** les virements de crédits ci-dessus ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-130

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT 2020

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles L 2224-5 et D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable, d'Assainissement Collectif ou d'Assainissement Non Collectif.
Les dispositions des articles D. 2224-1 à D. 2224-5 s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation de ces services publics.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante avant le 30 septembre de l'année N+1 de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **ADOPTE** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement exercice 2020 de la Commune de Sarlat ;

- **DIT** que ces documents sont à la disposition du public en mairie ;

- **DIT** qu'un exemplaire de ce document accompagné de la présente délibération, sera remis à Monsieur le Préfet de la Dordogne ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE

Sarlat – La Canéda

RPQS

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

2020



Rapport annuel relatif au Prix et à la Qualité du Service public de l'assainissement collectif (RPQS) pour l'exercice présenté conformément :

-à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

-aux articles D2224-1 à D224-5 du CGCT

-au décret du 2 novembre 2007 modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013

-au décret du 29 décembre 2015.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

TABLE DES MATIERES

1. Caractéristiques technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D201.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés facturés 5
1.5. Volumes facturés 6
1.6. Détail des imports et des exports 7
1.7. Autorisations de déversements d'effluents non domestiques (D202.0) 7
1.8. Linéaire de réseau de collecte ou transfert 7
1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées 7
1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0) 9
1.11. Synthèse de fonctionnement du système d'assainissement pour l'année 2020 9
2. Tarification de l'assainissement et recettes du service 12
2.1. Modalités de tarification 12
2.2. Facture d'assainissement type (D204.0) 13
2.3. Facture d'eau type (assainissement collectif et eau potable) 15
2.4. Recettes 16
3. Indicateurs de performances 17
3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) 17
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B) 17
3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3) 19
3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3) 19
3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) 19
3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3) 19
3.7. Taux de débordement dans les locaux des usagers (P251.1) 19
3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2) 19
3.9. Taux moyen de renouvellement des canalisations ces cinq dernières années (P253.2) 19
3.10. Conformité des performances des équipement d'épuration (P254.3) 20
3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3) 20
3.12. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2) 21
3.13. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0) 21
3.14. Taux de réclamations (P258.1) 21
4. Financement des investissements 22
4.1. Montant financiers 22
4.2. Etat de la dette du service 22
4.3. Amortissements 22
4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du servie à l'usager et les performances environnementales du service et montant prévisionnel des travaux 22

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 23
5. Action de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 24
5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité 24
5.2. Opérations de coopérations décentralisée 24
6. Tableau récapitulatif des indicateurs 25

ANNEXES

ANNEXE 1 : Délibération d'approbation du zonage
ANNEXE 2 : Délibération de l'approbation du prix de l'eau
ANNEXE 3 : Rapport annuel 2020
ANNEXE 4 : Dépenses d'équipements
ANNEXE 5 : Document Agence de l'Eau

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

1. Caractéristiques technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal.

- Nom de la collectivité : Sarlat-La Canéda
- Caractéristiques : commune
- Compétences liées au service :

		Oui	Non
	Collecte	☒	☐
	Transport	☒	☐
	Dépollution	☒	☐
	Contrôle de raccordement	☒	☐
	Elimination des boues produites	☒	☐
Et à la demande des propriétaires :	Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement	☐	☒
	Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses	☐	☒

- Territoire desservi : Sarlat – La Canéda

Existence d'un zonage	☒ Oui date d'approbation[1*] : 14/12/2001	☐ Non
Existence d'un règlement de service	☒ Oui date d'approbation* : 30/03/2012	☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité :

☐ en régie

☒ par une compagnie fermière (Véolia – délégation de service public (durée du contrat : Affermage du 01/05/2012 au 30/04/2023)

[1]Assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D201.1)

Est ici considérée comme un **habitant** desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le **nombre d'habitants desservis** correspond au **nombre d'abonnés desservis** en assainissement collectif multiplié par le **nombre moyen d'habitant par foyer**.

Le **nombre d'habitants par foyer** est fourni par les dernières données INSEE de la commune.

La **densité linéaire** correspond au nombre d'abonnés desservis divisé par le linéaire de réseau (en km).

	Au 31/12/2020
Nombre d'abonnés desservis	3 329
Nombre d'habitants par foyer *(dernier recensement Insee)*	2,65
Nombre d'habitants desservis	8 838
Linéaire de réseau (km)	88,31
Densité linéaire (ab/km)	37,70

Ces données sont issues du Rapport Annuel du Délégataire 2020

1.4. Nombre d'abonnés facturés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

La commune de Sarlat est Maître d'ouvrage sur le système d'assainissement desservant son territoire.

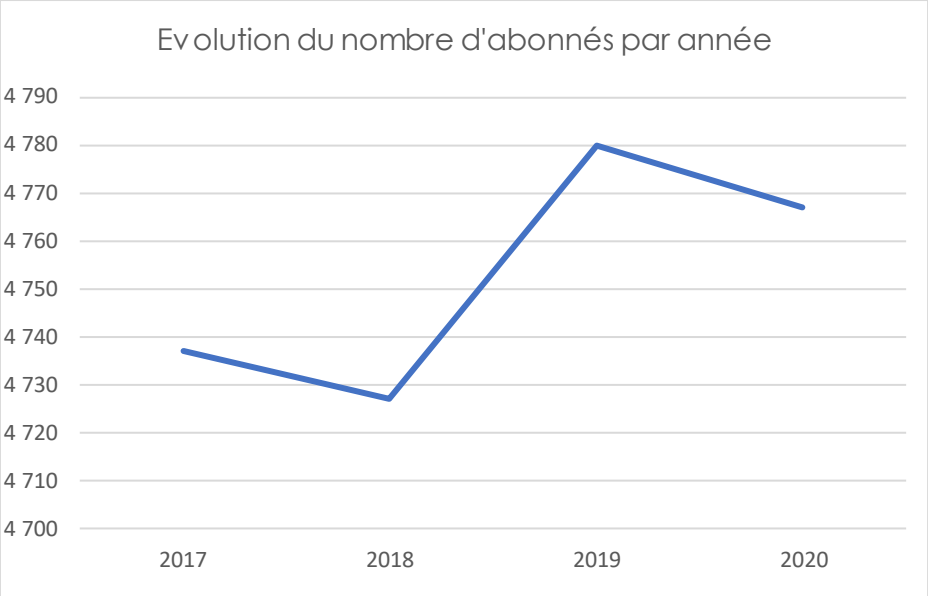
Les services publics d'assainissement collectif de Sarlat compte 4767 abonnés au 31/12/20 (abonnés ayant fait l'office d'une facturation au 31/12/20 pour l'assainissement collectif, ce qui ne concerne pas les compteurs fermés par exemple).

La répartition des abonnés est la suivante :

Nombre d'abonnés domestiques ou assimilés au 31/12/2020	Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2020	Nombre total d'abonnés au 31/12/2020
4762	5	4767

Evolution du nombre d'abonnés	2017	2018	2019	2020
	4 737	4 727	4 780	4 767

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

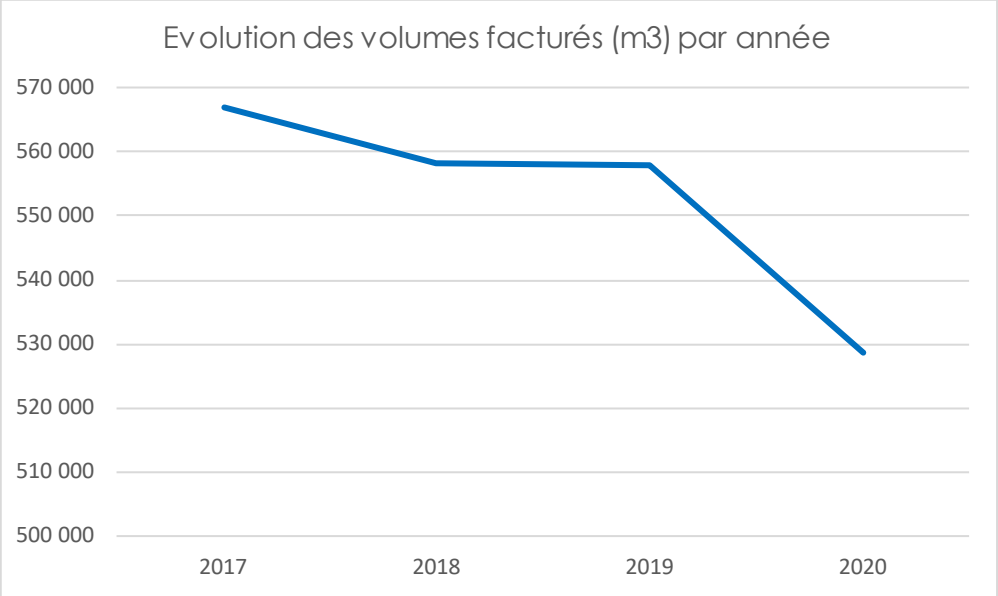


1.5. Volumes facturés

Total des volumes facturés durant l'exercice (en m^3)
528 577

L'assiette de facturation est représentée par la consommation d'eau potable.

Evolution des volumes facturés (m3)annuellement	2017	2018	2019	2020
	566 931	558 197	558 098	528 577



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

1.6. Détail des imports et des exports

Il n'y a pas eu d'import et d'export d'effluent. Le système d'assainissement ne traite que les eaux usées de la commune.

1.7. Autorisations de déversements d'effluents non domestiques (D202.0)

Il y a 5 conventions spéciales de déversement d'eaux usées non-domestiques signées par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique :

Etablissements	Date d'effet
Société Suturex et Renodex	09/11/2020
Société Coloplast	23/11/2009
Distillerie du Périgord	02/03/1993
Société Euralis Gastronomie	26/09/1994
Union des Coopératives Agricoles Planteurs de Tabac	15/04/2008

Le centre hospitalier Jean Leclaire, le lycée général Pré de Cordy et l'entreprise Vaux ne disposent pas de convention de rejet.

1.8. Linéaire de réseau de collecte ou transfert

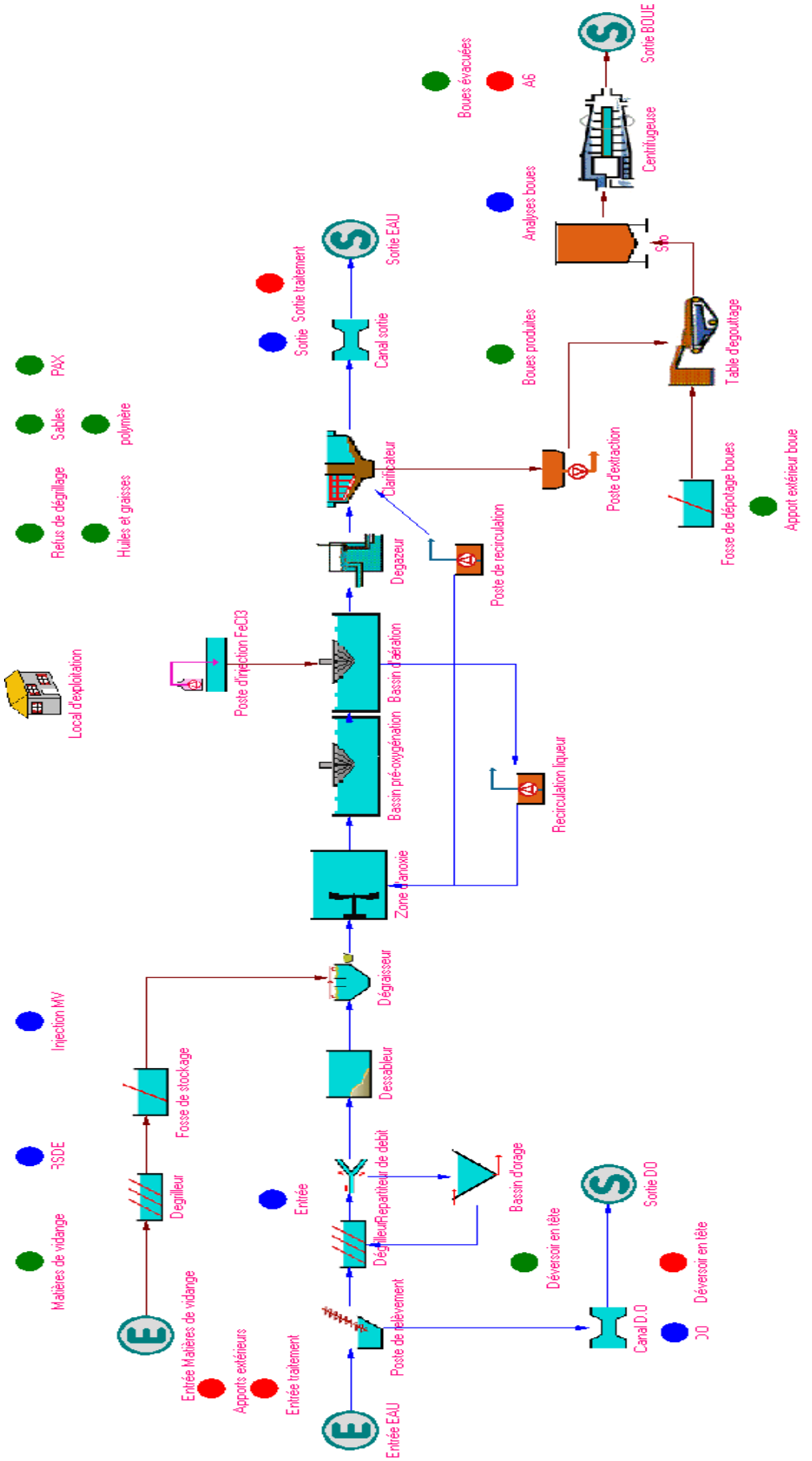
Le réseau de collecte et/ou de transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de 88,31 km de réseau d'eaux usées hors branchements (82,25 km de gravitaire et 6,06 km de refoulement).

1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Le service gère une Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assure le traitement des eaux usées. La station (filière Boues activées) a été mise en service en 1975. La station d'épuration de Sarlat- La Canéda a fait l'objet de travaux de mises aux normes en 1988 et en 2008-2011. Son code Sandre est le 0524520V001. La capacité nominale de la station est de 21667 EH (1300 kg de DBO_5 par jour).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Synoptique de la station



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)

1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration

Les boues produites sont déshydratées et stockées dans des bennes puis évacuées vers la plateforme de compostage du SICTOM du Périgord Noir sur la commune de Marcillac Saint Quentin.

Quantité de boues produites durant l'exercice (en t MS)
222,14

1.10.2. Quantités de boues évacuées par les ouvrages d'épuration

Quantité de boues évacuées durant l'exercice (en t MS)
190,00

1.11. Synthèse de fonctionnement du système d'assainissement pour l'année 2020

1.11.1. Système de collecte

Au vu des volumes corrélés aux données pluviométriques, on note que le réseau de collecte est impacté par l'intrusion d'eaux claires parasites. 3 déversements ont été recensés au niveau du déversoir d'orage en tête de station (point A2) pour un total de 548 m^3 déversés.

Le volume déversé (par le point A2) représente 0,1% du volume total entrant sur l'année 2020.

54 m^3 ont été déversés vers la Cuze au cours de l'année 2020 via les deux déversoirs d'orage (points A1) positionnés au niveau de la rue de la République.

Un contrôle des dispositifs de mesure sur les 3 déversoirs d'orage soumis à autosurveillance (> 2000Eh, points réglementaires A1) a été réalisé par le SATESE le 8 décembre 2020. Les 3 points sont équipés de sondes à réflexion d'angle. Ces 3 équipements communiquent via un LT-US de SOFREL. La visualisation de la hauteur et du débit se fait depuis un PC ou une tablette. L'ATD-SATESE a pu attester du bon fonctionnement des deux sondes (république n°1 et n°2). La troisième sonde (république n°3) n'a pas pu être contrôlée le jour de la visite car celui-ci était hors service. L'appareil a été remplacé.

Un rejet accidentel d'eau usée du système de collecte vers la Cuze a eu lieu mi-juillet. Un débouchage d'une section de réseau a été réalisé et un plan d'action a été projeté par l'entreprise Véolia afin de solutionner le problème.

Par application de l'arrêté complémentaire du 22 novembre 2011 relatif à la l'exploitation de la station d'épuration de Sarlat, Véolia a réalisé des campagnes de recherche de micropolluants de 2012 à 2015 (RSDE1 : Circulaire du 29 septembre 2010). En 2017, sur la base du la note technique du 12 août 2016 (RSDE2), l'Arsenic a été identifié comme significatif en sortie de station sur les prélèvements de juillet 2012 et de mars 2014. Sur la base de l'arrêté complémentaire de l'arrêté du 24 juin 2013 en date du 20 juillet 2017 relatif à l'exploitation de la station d'épuration de Sarlat prit en application de l'arrêté du 21 juillet 2015, le servie de la police de l'eau a demandé à la collectivité de lancer en parallèle un diagnostic amont pour déterminer l'origine de l'Arsenic et une nouvelle campagne de recherche des micropolluants (96 micropolluants recherchés).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Le rapport d'étude relatif au diagnostic amont sur l'Arsenic a été présenté le 19 janvier 2021 par le bureau d'études SAFEGE. Ses conclusions sont les suivantes :

- Depuis septembre 2014 la concentration mesurée dans les eaux brutes et les eaux traitées de la station d'épuration est inférieure à la limite de quantification (5 µg/l).
- L'industriel SUTUREX a été identifié comme seul émetteur entre 2015 et 2016. Celui-ci ne possède pas de donnée avant 2015 mais ses flux de concentration depuis 2017 sont inférieurs à 10 µg/l. La convention spécial de déversement de cet industriel a été mise à jour en novembre 2020 et prévoit une transmission trimestrielle du suivi de ses effluents à l'entreprise Véolia.

Le rapport d'étude relatif à la campagne de recherche de micropolluants dans le réseau a été présenté le 12 mai 2021 par le bureau d'études IRH Ingénieur Conseil. Ses conclusions sont les suivantes : 5 micropolluants sont présents de manière significative dans les eaux brutes et 7 dans les eaux traitées.
Un diagnostic amont complémentaire sera lancé en 2021 sur ces 9 micropolluants.

Le rapport d'étude a été rendu en janvier 2021 à la collectivité.

Le 23 novembre 2020, des travaux de réhabilitation du réseau de collecte ont été lancés sur la rue Delpeyrat et la rue Marie Curie (350 ml).

L'entretien du système de collecte est effectué de façon préventive et curative (longueur totale de curage sur collecteur 29 880 ml pour l'année 2020).

1.11.2. Station d'épuration

L'ensemble des mesures d'autosurveillance réglementaires ont été réalisées. L'eau traitée est de bonne qualité avec d'excellents rendements épuratoires sur l'ensemble des mesures. Un léger dépassement de concentration sur le phosphore est observé au mois de septembre et novembre.

Le volume moyen journalier d'effluent traité par la station (basé sur le débitmètre en entrée de station, point A3) est de 1 596 m^3/j soit 67 % de sa capacité hydraulique nominale (valeur similaire à celle de l'année 2019).

9 dépassements du débit nominal de la station se sont produits. Le volume maximal enregistré a été reçu le 31 décembre 2020 avec 3 848 m^3 d'effluent entrant (et une précipitation associée de 2,8 mm et 6,2 mm la veille), soit 160% de la capacité hydraulique nominale de la station.

Le taux de charge organique moyen journalier est de 1 244 kg de DCO par jour, soit 47 % de la capacité nominale de la station. La CBPO (calculée sur la DBO_5) pour l'année 2020 est de 14 751 EH pour une capacité nominale de la station de 21 667 EH.

La visite du contrôle des équipements d'autosurveillance a été réalisée au mois d'octobre par l'ATD-SATESE. Le fonctionnement des équipements de la chaine métrologique donne satisfaction.

1.11.3. Boues et sous-produits de l'assainissement

Les refus de dégrillages sont quantifiés (126 tonnes en 2020) et évacués en décharge.

Production de boues théorique (kg de MS) :	entre 182 000 et 202 300 *
Production de boues réelle (kg de MS) :	222 143 kg_{MS} – 12 956 kg de MS de matières de vidanges **= 209 187 kg de MS**
Ecart (%) :	De +3 % à +15 %

* En prenant en compte l'ajout du sel d'aluminium

La production de boues théorique annuelle est calculée à partir des bilans pollution réalisés en 2020.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

La quantité de sels d'aluminium pour coaguler les boues et traiter le phosphore est de 1,45 tonnes en 2020.

Les boues produites sont déshydratées et stockées dans des bennes et évacuées vers la plateforme de compostage du SICTOM du Périgord Noir sur la commune de Marcillac Saint Quentin. La production de boues réelle représente 222,1 tonnes (données VEOLIA).

190 tonnes de matières sèches ont été évacuées en 2020. La quantité de polymère utilisée pour déshydrater les boues représente 4,42 tonnes.

La production de boues réelle est calculée en soustrayant la quantité de matières sèche des matières de vidanges (3 216 m^3 de matières de vidange ont été injectées sur l'année soit environ 13 t de MS) de la production de boues réelle.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné et inclue une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement).

Les tarifs applicables en 2020 sont les suivants :

Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)[1]	Non adoptée
Participation aux frais de branchement	Non adoptée
Sanction financière pour non raccordement à l'assainissement collectif	Non adoptée

[1] Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)

Tarifs	Année 2020
Part de la collectivité et du délégataire	
Part fixe (€ HT/an)	
Abonnement [1]	0,00
Part proportionnelle (€ HT/m^3)	
Prix au m^3	1,7126
Taxes et redevances	
Taxes	
Taux de TVA (%) [2]	10
Redevances (€ HT)	
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (€/m3)	0,25
VNF rejet (€/m3)	0,00
Autre (€/m3) :	0,00

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture annuelle.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public. Le service de l'assainissement de la collectivité est ici assujetti à la TVA.

La délibération fixant les différents tarifs pour l'exercice est la suivante :

- Délibération du 25/04/2008 fixant les tarifs du service d'assainissement collectif

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

2.2. Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 31/12/20 et au 31/12/21 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type assainissement	Au 01/01/2020 en €	Au 01/01/2021 en €	Variation en %
Part de la collectivité et du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)	0,00	0,00	0,00%
Part proportionnelle (€ HT/m³)	1,71	1,72	0,36%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant à la collectivité	205,51	206,26	0,36%
Taxes et redevances			
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	30,00	30,00	0,00%
VNF Rejet :	0,00	0,00	0,00%
TVA	23,5512	23,6256	0,31%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	53,5512	53,6256	0,14%
Total	**259,0632**	**259,8816**	**0,31%**
Prix TTC au m³	**2,16**	**2,17**	**0,31%**

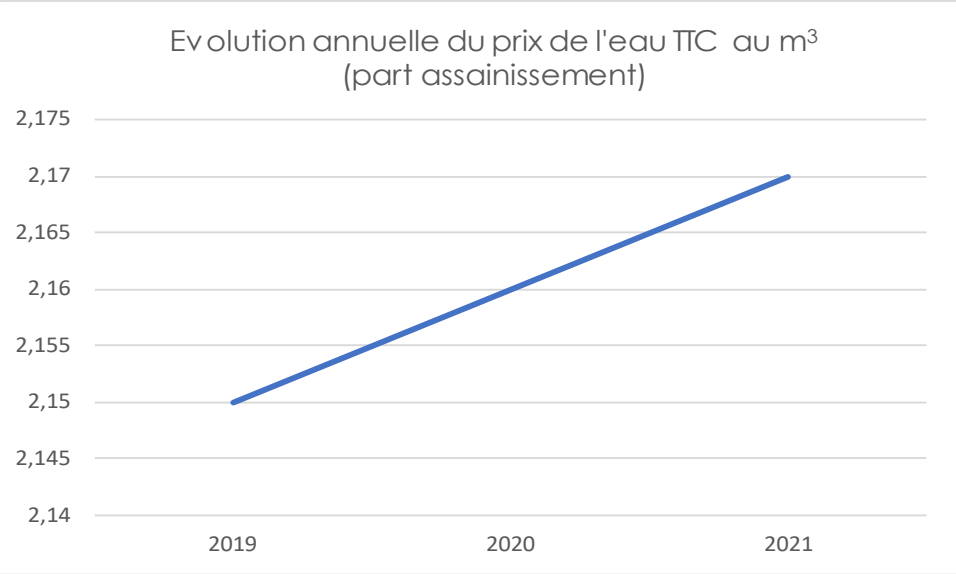
Le service est assujetti à la TVA.

La facturation est effectuée avec une fréquence :

annuelle	☐
Semestrielle	☒
trimestrielle	☐
quadrimestrielle	☐

Evolution du prix de l'eau TTC au m³ (part assainissement)	2019	2020	2021
	2,15	2,16	2,17

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

2.3. Facture d'eau type (assainissement collectif et eau potable)

Les tarif applicables au 01/01/20 et au 01/01/21 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type assainissement et eau potable	Au 01/01/2020 en €	Au 01/01/2021 en €	Variation en %
Production d'eau potable			
Part fixe annuelle	30,56	30,74	0,59%
Part proportionnelle	199,01	201,19	1,09%
Collecte et traitement des eaux usées			
Part fixe annuelle	0,00	0,00	0,00%
Part proportionnelle	205,51	206,26	0,36%
Taxes et redevances			
Redevance de préservation de la ressource en eau (Agence de l'Eau)	10,20	10,20	0,00%
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	39,60	39,60	0,00%
Redevance Protection du point de prélèvement (SMDE)	0,00	0,00	0,00%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	30,00	30,00	0,00%
VNF Rejet :	0,00	0,00	0,00%
TVA eau potable (5,5%)	15,37	15,50	0,00%
TVA assainissement collectif (10%)	23,55	23,63	0,00%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	**118,72**	**118,92**	0,00%
Total € TTC	**553,80**	**557,11**	**0,59%**
Prix TTC au m³	**4,61**	**4,64**	**0,59%**

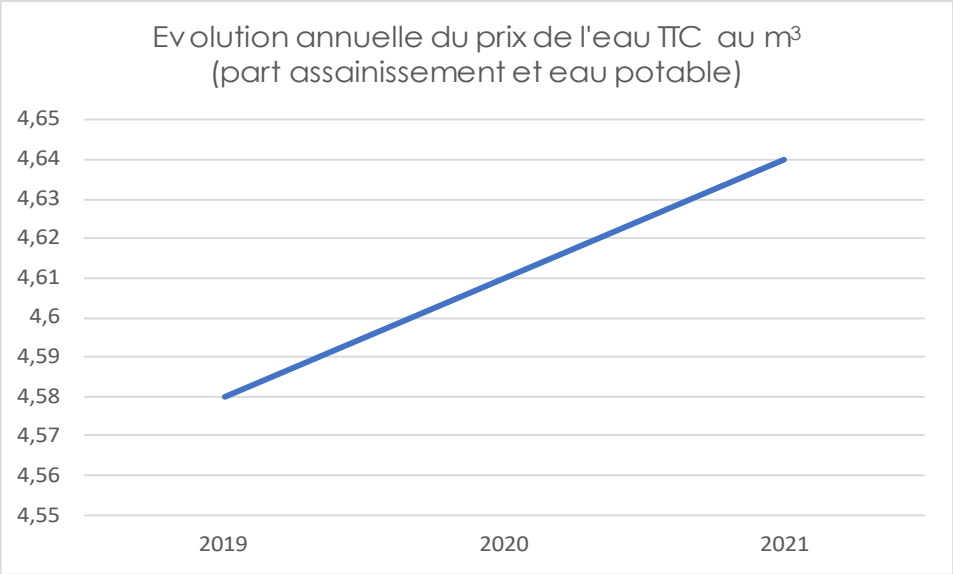
Les services d'eau potable et d'assainissement collectif sont assujettis à la TVA.

La facturation est effectuée avec une fréquence :

annuelle	☐
Semestrielle	☒
trimestrielle	☐
quadrimestrielle	☐

Evolution du prix de l'eau TTC au m3 (assainissement et eau potable)	2019	2020	2021
	4,58	4,61	4,64

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE



2.4. Recettes

Type de recette	Exercice 2020
Redevance eaux usées usage domestique (compte administratif 2020) *	661 940,76
Recettes de raccordement	0,00
Prime de l'Agence de l'Eau	20 621,00
Recettes liées aux travaux	0,00
Contribution exceptionnelle du budget général	0,00
Autres recettes (reprises de subventions)	0,00
Total des recettes*	**682 561,76**

*Véolia effectue la prestation de facturation et de recouvrement des paiements. La facturation est effectuée par semestre. Les versements d'acomptes conduisent à une différence entre les titres de recettes émis et les recettes indiquées sur le compte administratif de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

3. Indicateurs de performances

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 82 % (3329 abonnés desservis sur 4043 abonnés potentiels).

Les secteurs restants à desservir d'après le zonage sont :

- Hameau Pont de Campagnac : environ 20 branchements et 900 ml de réseau gravitaire ;
- Madrazès (la tannerie): 10 branchements, 1 poste de relevage, 450 ml de réseau sous pression, 550 ml de réseau gravitaire ;
- Rue jean de la Fontaine : 9 branchements ; 400 ml de réseau gravitaire ;
- Route de Combelongue : 11 branchements, 480 ml de réseau gravitaire.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.
L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.
La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).
La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

	Points Potentiels	Valeur	Nombre de points
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau	oui : 10 points non : 0 point	oui	10
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	oui	14
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux		oui	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		92 %	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55 %	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions *(3)*	033 %	0
VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	oui : 10 points non : 0 point	non	0
VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	non	0
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux *(4)*	oui : 10 points non : 0 point	non	0
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	oui : 10 points non : 0 point	non	0
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	oui : 10 points non : 0 point	non	0
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	non	0
TOTAL (indicateur P202.2B)	**120**	-	**39**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)

(réseau collectant une charge > 2000EH)

La Police de l'Eau a jugé conforme, au titre de la Directive Eaux Résiduaires urbaines, le réseau en 2020. L'indicateur est de 100%

3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

(uniquement pour les STEU d'une capacité >2000EH)

La Police de l'Eau a jugé conforme au titre de la Directive Eaux Résiduaires urbaines, la station d'épuration en équipements en 2020. L'indicateur est de 100%.

3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

(uniquement pour les STEU d'une capacité> 2000EH)

La Police de l'Eau a jugé conforme, au titre de la Directive Eaux Résiduaires urbaines, la station d'épuration en performances en 2020. L'indicateur est de 100%.

3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

L'ensemble des boues a été évacuée conformément à la réglementation (boues évacuées vers la plateforme de compostage du SICTOM du Périgord Noir sur la commune de Marcillac St Quentin). L'indicateur est donc de 100 %.

3.7. Taux de débordement dans les locaux des usagers (P251.1)

A la connaissance de la collectivité, il n'y a pas eu de débordements d'effluent dans les locaux des usagers en 2020. L'indicateur est donc de 0.

3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)

L'indicateur ne recense que les secteurs nécessitant au moins deux interventions par an.

Il y a eu 7 points noirs sur ce système d'assainissement. L'indicateur P252.2 est donc de 7,93 (pour 100 km).

3.9. Taux moyen de renouvellement des canalisations ces cinq dernières années (P253.2)

Il y eu 0,91 km de renouvelé entre 2016 et 2020 (longueur de renouvellement du réseau rue Magnanat non connue). Le taux moyen de renouvellement des canalisations est de 0,21 %.

⇨ 2020 – 2021 :
- Renouvellement du réseau impasse Elias Cairel (30 ml en PP 200) ;
- Renouvellement du réseau impasse Aimeric de Sarlat (30 ml en PP160) ;
- Renouvellement du réseau impasse Girault de salignac (20 ml en PP 160) ;
- Renouvellement du réseau rues Jean-Baptiste Delpeyrat, Emmanuel Lasserre, Pierre et Marie Curie (360 ml en Fonte 200).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

⇨ 2018 :

- Déplacement de conduite secteur Le Pontet Sud - Fonte 300 - 232 ml
- Réhabilitation de réseau secteur abattoir rue Pierre Brossolette et rue Fontaine de l'Amour - Fonte 300 - 238 ml
-

⇨ 2016 - 2017 :

- Renouvellement du réseau rue Magnanat.

3.10. Conformité des performances des équipement d'épuration (P254.3)

La Police de l'Eau a jugé conforme, au titre de la Directive Eaux Résiduaires urbaines, la station d'épuration en performances au titre des prescriptions locales en 2020. L'indicateur est de 100%.

3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).

	Pts potentiel	Valeur (oui/non)
A – Éléments communs à tous les types de réseaux		
Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)	20	oui
Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	10	non
Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	20	oui
Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015	30	oui
Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration	10	oui
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	10	oui
B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs		
Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	non
C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes		
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	10	non

L'indicateur de connaissance des rejets au milieu naturel est de 20 points (certaines questions à la réponse négative bloquent l'attribution des points des questions suivantes).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

3.12. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)

L'encours de la dette au 31/12/20 est de 1 334 727,68 €.

D'après le compte administratif, les recettes réelles sont de 682 561,76 €. Les dépenses réelles sont de 328 521,15 €. L'épargne brute est donc de 354040,61 €.

La durée d'extinction de la dette présente le nombre théorique d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser la dette résultant des emprunts contractés pour financer les investissements nécessaires au bon fonctionnement du service d'assainissement. Celle-ci est donc de 4 ans.

3.13. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)

Le montant TTC des impayés au titre de l'année 2019, au 31/12/20 est de 67 691,00 €. Le montant TTC des factures émises en 2019 est de 2 585 484,00 €. Le taux d'impayés sur cette année est donc de 2,62 %.

3.14. Taux de réclamations (P258.1)

En 2020 il n'y a pas eu de réclamations de la part des usagers. L'indicateur est donc de 0.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

4. Financement des investissements

4.1. Montant financiers

	Exercice 2020
Montant financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire en €	92 574,22
Montant des subventions en €	0,00
Montant des contributions du budget général en €	0,00

Les dépenses d'équipement sont détaillées en annexe.

4.2. Etat de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2020
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		1 334 727,68
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	155 567,19
	en intérêts	22 503,84

4.3. Amortissements

Pour l'exercice 2020, la dotation aux amortissements pour les travaux (dépense d'exploitation et recette d'investissement) a été de 132 770,96 €.

La dotation aux amortissements pour les subventions (dépense d'investissement et recette d'exploitation) est de 27 339,09 €.

4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du servie à l'usager et les performances environnementales du service et montant prévisionnel des travaux

Projets à l'étude	Montants prévisionnels en €
/	/

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévisionnelle de réalisation	Montants prévisionnels en €
/	/	/

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

5. Action de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service. Entrent en ligne de compte :

• les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,

• les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

En 2020, il y a eu 1435 € d'abandon de créance à caractère social, ou de versements à un fonds de solidarité. La valeur de l'indicateur P207.0 est donc de 0,003 €/m^3.

5.2. Opérations de coopérations décentralisée

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Il n'y a pas d'opérations de coopération décentralisée au niveau du service d'assainissement de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

Thème	Type	Code	Libellé	Valeur 2020
Abonnés	Descriptif	D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (habitants)	8 838
Réseau	Descriptif	D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	5
Boue	Descriptif	D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (t de MS)	190
Abonnés	Descriptif	D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (€)	2,16
Abonnés	Performance	P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (%)	82
Réseau	Performance	P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (pts)	39
Collecte	Performance	P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100
Epuration	Performance	P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100
Epuration	Performance	P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	100
Boue	Performance	P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (%)	100
Gestion financière	Performance	P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€/m3)	0,003
Abonnés	Performance	P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (‰)	0,00
Réseau	Performance	P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	7,93
Réseau	Performance	P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (%)	0,21
Epuration	Performance	P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (%)	100
Collecte	Performance	P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (pts)	20
Gestion financière	Performance	P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité (ans)	4
Gestion financière	Performance	P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (%)	2,62
Abonnés	Performance	P258.1	Taux de réclamations (‰)	0,00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ANNEXE 1 : Délibération d'approbation du zonage

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

VILLE DE
SARLAT-LA CANÉDA

MAIRIE
B.P N° 163
24203 SARLAT CEDEX
Tél. : 05 53 31 53 31
Fax : 05 53 31 08 04

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DELIBERATION

SEANCE DU 14 DECEMBRE 2001

L'an DEUX MILLE UN, le **QUATORZE DECEMBRE** à DIX HUIT HEURES, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le sept décembre, s'est réuni à la **MAIRIE** en séance publique sous la présidence de **M. de PERETTI,** Maire.

Etaient présents : M. de PERETTI Maire, M. MOUCHARD, Mme MARGAT, Mme IMBERTY, M. LASFARGUE, Mme TISSERAND, M. MELOT, M. GARRIGOU, M. GENTET, Mme GERY, M. GIRAUDET, M. GAUSSINEL, M. CANTEGREL, M. BAZIN, Mme AUSSEL, Mme CABANEL, M. GRENOT, Mlle DUCLA, M. GUIRARDEL, Mme LE GOFF, Mme EIDELMAN, M. BUREAU, M. LAVAL.

Nombre de Conseillers

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 28

Procuration de : Mme GARRIGOU à M. GAUSSINEL, Mme LAROCHE à M. MELOT, Mme BOURRINET à M. GIRAUDET, Mme SYLVESTRE à Mme MARGAT, M. THOMAS à Mme IMBERTY.

formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Mme GARRIGOU, Mme LAROCHE, Mme BOURRINET, Mme SYLVESTRE, M. THOMAS, M. DELMON.

Melle DUCLA a été élue Secrétaire.

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)
Reçu le : 28 DEC. 2001
N° :

Délibération

N° 25

APPROBATION DU PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT AVANT MISE A ENQUETE PUBLIQUE.

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une étude préalable à la mise en place du schéma directeur d'assainissement a été réalisée par la Société SOCAMA INGENIERIE.

Cette étude a permis d'établir un projet de zonage d'assainissement collectif et non collectif (autonome). Ce zonage constituant un document d'urbanisme opposable au tiers, il est nécessaire de le soumettre à enquête publique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal d'adopter ce projet de zonage d'assainissement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Patrimoine et Environnement,

- **APPROUVE** le projet de zonage d'assainissement tel qu'il est annexé à la présente,

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de lancer l'enquête publique.

VOTE A l'UNANIMITE par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
En Mairie, le 14 Décembre 2001.

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI.

Pour ampliation certifiée
conforme à l'original :
SARLAT, le 14 DEC. 2001
L'Adjoint délégué,

MAIRIE de SARLAT-LA-CANEDA (Dordogne)

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA
(Dordogne)
Reçu
le : 28 DEC. 2001
N° :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ANNEXE 2 : Délibération d'approbation du prix de l'eau

079

SarLat
La Canéda

DELIBERATION
SEANCE DU 25 AVRIL 2008

L'AN DEUX MILLE HUIT, le VINGT CINQ AVRIL à VINGT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le DIX HUIT AVRIL s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire

ETAIENT PRESENTS : M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Dominique BOUSSAT, M. Francis LASTARGUE, Mme Marie-Pierre VALETTE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAIGNANT, M. Soufiane ROUISSI, Mme Nadine PERUSIN, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, M. Serge DA SILVA, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Jacques GAUSSINEL, M. Jean-Fred DROIN, Mme Annick LE GOFF, M. Romain BONDONNEAU, Mme Nicole SONTAG, M. Frédéric INIZAN, M. Jean-Paul VALETTE

Nombre de Conseillers

En exercice :	29
Présents :	23
Votants :	28

PROCURATION DE : M. Pascal BUREAU A M. Francis LASTARGUE, Mme Jeanne ROUANNE A M. Philippe MELOT, M. Jean-Michel GARRIGOU A Mme Marlies CABANEL, Mlle Céline SECRESTAT A M. Serge DA SILVA, M. Jean-Philippe CROUZILLE A M. Jacques GAUSSINEL

Formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS : M. Pascal BUREAU, Mme Jeanne ROUANNE, M. Jean-Michel GARRIGOU, Mlle Céline SECRESTAT, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mlle Latifha DELBARRY

Mme Carole DELBOS a été élue Secrétaire.

Délibération N° 15

TARIFS DES SERVICES PUBLICS - ASSAINISSEMENT.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les travaux réalisés sur la station d'épuration ainsi que la participation de la commune au fonctionnement de la plateforme de compostage des boues de station d'épuration.

Compte tenu de l'importance de ces travaux et des projets en cours, Monsieur le Maire propose une augmentation de la part communale sur l'assainissement, de 0,77 € à 0,80 €/m³

Reçu le 12 MAI 2008

-7 MAI

N°

MAIRIE DE SARLAT
Hôtel de Ville
Place de la Liberté
B.P. N°120
24200 Sarlat cedex
Tél. 05 53 31 53 31
Fax. 05 53 31 53 04
www.sarlat.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de fixer à 0,80 € le m^3 le montant de la redevance communale d'assainissement à compter du 1er juillet 2008 ;

- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Primitif 2008 du Budget « Assainissement » ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

VOTE A LA MAJORITE

Pour : 27.
Abstention : 1.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Au registre sont les signatures.
En Mairie, le 25 avril 2008.

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

Pour Ampliation,
Certifié Conforme à l'original.
Sarlat-La Canéda,
Le 25 avril 2008.

L'Adjoint délégué,
Patrick ALDRIN.

13 MAI 2008

-7 MAI 2008

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ANNEXE 3 : Rapport annuel 2020

Doc_29.0

AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE

Service Assainissement et Eaux Pluviales

SATESE

SERVICE d'ASSISTANCE TECHNIQUE à l'EPURATION et au SUIVI des EAUX

Rapport annuel 2020 de fonctionnement du système d'assainissement de SARLAT (0524520V001)

Technicien référent du SATESE : Monsieur Raphael BOSSAVIE

1 DONNEES GENERALES STATION

Maître d'ouvrage :	Com. Sarlat la Canéda
Exploitant :	VEOLIA Eau
Constructeur :	HYDREL
Milieu récepteur :	La Cuze
Commune d'implantation :	Sarlat-la-Canéda
Date de la mise en service :	01/06/1975
Capacité constructeur :	21667 EH (1300 kg DBO_5/j)
Débit nominal (temps sec) :	2400 m³/j
Référence réglementaire :	24/06/2013
Type de traitement :	Boues activées

ATD24 SATESE
161 av. Winston Churchill
24 660 COULOUNIEIX CHAMIERS
05 53 06 85 60
assainissement@atd24.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

3 DONNEES GENERALES RESEAU

Maître d'ouvrage :	Com. Sarlat la Canéda
Exploitant :	VEOLIA Eau
Date du dernier diagnostic :	03/01/2000
Règlement d'assainissement :	Oui
Contrat entretien réseau / hydrocurage	VEOLIA Eau
Type de réseau :	Unitaire et Séparatif
Longueur :	78 km en gravitaire 3 km de refoulement
Nombre d'abonnés raccordés :	4 780

4 ORGANES PARTICULIERS DU SYSTEME DE COLLECTE

4.1 POSTE DE REFOULEMENT OU RELEVEMENT

Nom de l'ouvrage	Commune	Télégestion	Branchements amont
PR CARSAC	Carsac-Aillac	Oui	Non déterminés
PR LA CANEDA	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR LA GIRAGNE	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR LE PONTET	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR LE RATZ HAUT	Sarlat-la-Canéda	Non	
PR MADRAZES	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR NAUDISSOU 1	Sarlat-la-Canéda	Non	
PR NAUDISSOU 2	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR NAUDISSOU 3	Sarlat-la-Canéda	Oui	
PR VIALARD	Carsac-Aillac	Non	

4.2 DEVERSOIR D'ORAGE

Nom de l'ouvrage	Commune	Équipement	Branchements amont	Milieu récepteur
3 DO REPUBLIQUE	Sarlat-la-Canéda	Oui	Non déterminés	La Cuze

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

5 REJETS « AUTRES QUE DOMESTIQUES (OU ASSIMILES DOMESTIQUES) »

Libellé	Autorisation de rejet	Charge organique autorisée (kg DBO_5/j)	Charge hydraulique autorisée (m^3/j)
CENTRE HOSPITALIER JEAN LECLAIRE	Non	–	–
EURALIS	Oui	–	–
LYCEE POLYVALENT ET LYCEE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	Non (assimilé domestique)	–	–
S.A. DISTILLERIE DU PERIGORD	Oui	–	–
Union des Coopératives Agricoles Planteurs de Tabac	Oui	DBO5 : 24kg/j DCO : 60kg/j MES : 18kg/j	30m³/j
Suturex Renodex	Oui	DBO5 : 4,5 kg/j DCO : 8,5 kg/j MES : 0,85 kg/j	21m³/j
Coloplast	Oui	DBO5 : 15kg/j DCO : 45kg/j MES : 15kg/j	–

6 EXIGENCES REGLEMENTAIRES STATION

Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)	Concentrations rédhibitoires (mg/L)	Rendements minimaux (%)	Nombre de bilans d'autosurveillance	Tolérances maximales
MES	35	85	–	24	–
DCO	90	250	–	12	–
DBO_5	21	50	–	12	–
NGL (*)	15	–	–	12	–
PT (*)	1,5	–	–	12	–

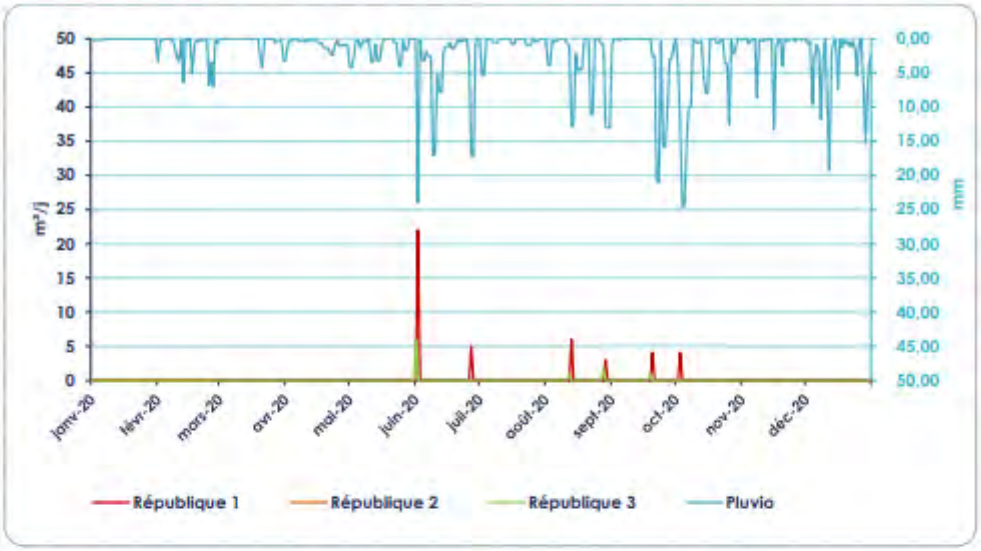
(*) *Moyenne annuelle pour les paramètres azote et phosphore*

- Exigences règlementaires définies par l'arrêté préfectoral en vigueur.

7 HYDRAULIQUE RESEAU (DEVERSEMENTS DES DO DU RESEAU)

Libellé	Nombre de jours de déversement	Volume annuel déversé
Republique 1(A1)	6	44
Republique 2(A1)	0	0
Republique 3(A1)	4	10

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE



8 CHARGES HYDRAULIQUES STATION

8.1 SYNTHESE DE L'ANNEE 2020

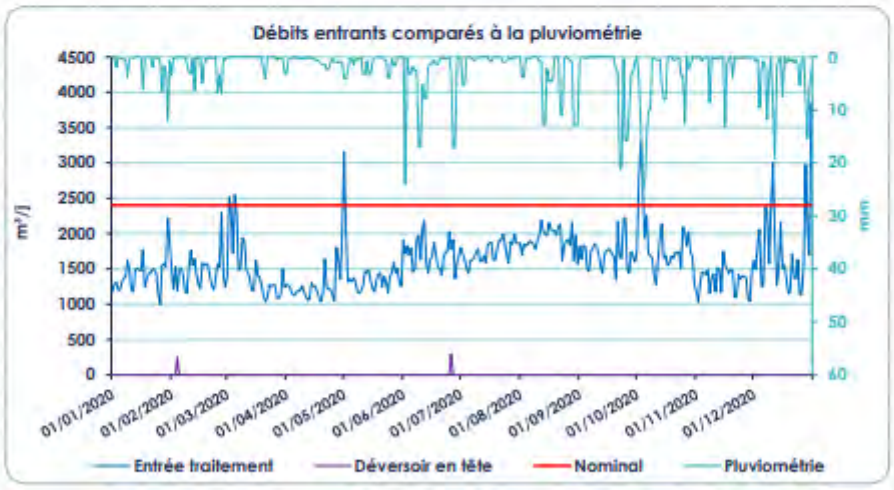
Mois	Débit déversoir A2 (m³/j)	Débit entrée A3 (m³/j)	Débit sortie A4 (m³/j)	Pluviométrie (mm)
Janvier	0	1 428	1 468	41,6
Février	250	1 451	1 472	43,4
Mars	0	1 493	1 512	11,6
Avril	0	1 259	1 299	23,2
Mai	0	1 422	1 497	41,4
Juin	149	1 718	1 775	140
Juillet	0	1 743	1 814	17,6
Août	0	1 919	2 005	115
Septembre	0	1 719	1 775	97,4
Octobre	0	1 848	1 899	150
Novembre	0	1 353	1 409	30,8
Décembre	0	1 783	1 810	113

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

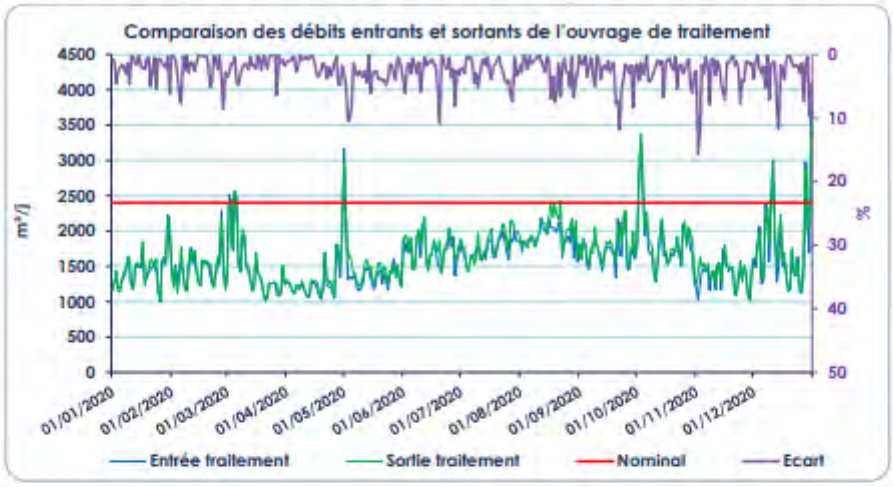
	Déversoir (A2) *	Entrée (A3)	Sortie (A4)
Débit moyen (m³/j)	183	1 596	1 646
Débit minimum (m³/j)	1	996	1 006
Débit maximum (m³/j)	297	3 848	3 504
Taux de charge moyen (Qmoy / Qnominal, en %)	-	67	-
Dépassements de la capacité nominale (jours)	-	9	-
Écart type avec l'entrée (m³/j)	-	-	107
Nombre de déversements (jours)	3	-	-
Nombre de déversements non-justifiés (jours)	3	-	-

Moyenne journalière du volume déversé le mois considéré (prise en compte des jours sans déversement)

** Moyenne journalière des volumes déversés en A2 calculée sur le nombre de jours de déversements effectifs (**3** j de déversements)

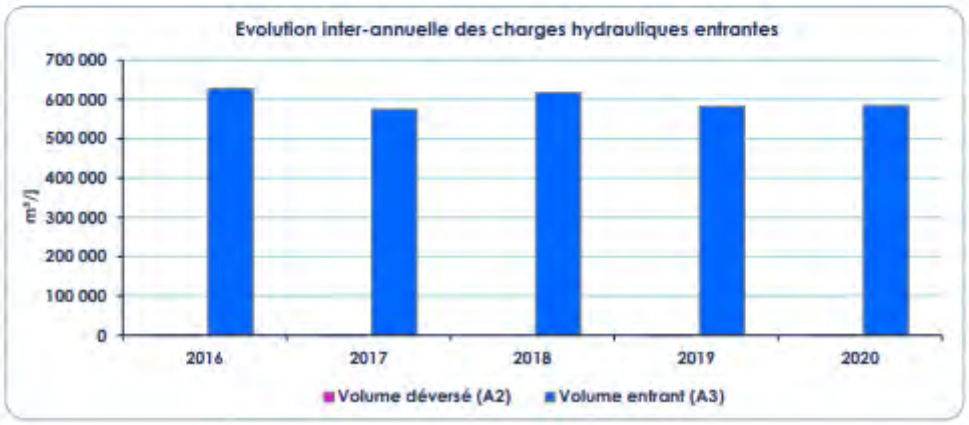


Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE



8.2 ÉVOLUTION DES CHARGES HYDRAULIQUES

Mois	Déversoir en tête A2 (m³)	Entrée Station A3 (m³)	Nombre de déversements non justifiés	Pluviométrie annuelle
Total 2016	59	627 973	1	857,2
Total 2017	58	574 181	4	795,2
Total 2018	0	617 465	0	894,8
Total 2019	16	582 465	1	856,4
Total 2020	548	584 240	3	784,2



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

9 CHARGES ORGANIQUES STATION

9.1 SYNTHESE ANNUELLE ASR, B24H ET CONTROLES INOPINES (HORS POINT A2)

Mois	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DBO5			Charge organique	NK			NGL			PT			Pluviométrie	Température
			E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		
	m³/j	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	mm	°C
Janvier	1 428	60	502	10,8	97	1 143	41	95	411	6	98	32	99,9	6,32	91	101	7,23	90	12,5	1,2	86	41,6	12
Février	1 451	61	545	7,65	98	1 312	37	96	382	9	97	29	105	5,44	92	106	6,0	92	12,5	0,58	93	43,4	14,5
Mars	1 493	62	476	9,15	97	990	33	96	272	3	99	21	76,0	2,05	97	76,5	4,91	93	8,96	0,45	94	11,6	15,5
Avril	1 259	52	526	5,70	99	1 080	34	96	328	3	99	25	90,2	2,82	96	90,8	4,50	94	9,49	1,4	82	23,2	15,5
Mai	1 422	59	506	9,90	97	1 102	34	95	416	3	99	32	89,6	2,27	96	90,4	2,91	95	11,5	1,2	84	41,4	17,5
Juin	1 718	72	616	7,35	98	1 017	26	96	425	3	99	33	103	1,64	97	104	2,20	96	14,0	1,0	85	140	20
Juillet	1 743	73	683	15,5	96	1 342	34,5	96	665	4	> 99	51	113	2,94	96	114	3,52	95	14,0	0,58	94	17,6	21
Août	1 919	80	698	21	94	1 809	30	97	873	4	> 99	67	162	2,78	97	163	4,93	94	18,0	1,2	88	115	21,5
Septembre	1 719	72	711	8,90	98	1 650	27	97	730	3	> 99	56	129	1,86	98	130	3,09	96	16,7	1,8	82	97,4	18,5
Octobre	1 848	77	812	11,7	97	1 354	24,5	97	602	3	> 99	46	122	1,80	98	123	2,33	97	12,4	1,33	83	150	16,5
Novembre	1 353	56	597	4,55	99	1 242	22	97	393	3	99	30	98,9	1,54	98	99,7	2,77	96	11,1	2,1	72	30,8	14,1
Décembre	1 783	74	415	5	98	892	21,5	96	333	3	99	26	89,6	1,36	98	90,2	2,02	97	10,5	1,3	84	113	12,8
Moyenne	1 596	67	591	9,76	97	1 244	30,4	96	486	3,92	99	37	107	2,73	96	107	3,87	95	12,6	1,18	86	2,25	16,6
Minimum	996	43	384	2,80	92	832	20	94	272	3	97	21	76,0	1,36	91	76,5	2,02	90	8,96	0,45	72	0	10
Maximum	3 848	160	966	27	>99	1 817	51	98	873	9	> 99	67	162	6,32	98	163	7,23	97	18,0	2,1	94	24,6	22
Arrêté				35			90			21							15			1,5			

⚠ Les débits journaliers exposés dans ce tableau sont une moyenne mensuelle

⚠ Les valeurs exposées dans ce tableau sont des moyennes mensuelles

9.2 SYNTHESE ANNUELLE DONNEES REGLEMENTAIRES (ASR ET PRISE EN COMPTE DU POINT A2)

Mois	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DBO5			Charge organique	NK			NGL			PT			Pluviométrie	Température
			E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		
	m³/j	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	mm	°C
Janvier	1 428	60	502	10,8	97	1 143	41	95	411	6	98	32	99,9	6,32	91	101	7,23	90	12,5	1,20	86	41,6	12
Février	1 460	61	545	7,65	98	1 312	37	96	382	9	97	29	105	5,44	92	106	6	92	12,5	0,58	93	43,4	14,5
Mars	1 493	62	476	9,15	97	990	33	96	272	3	99	21	76,0	2,05	97	76,5	4,91	93	8,96	0,45	94	11,6	15,5
Avril	1 259	52	526	5,70	99	1 080	34	96	328	3	99	25	90,2	2,82	96	90,8	4,50	94	9,49	1,40	82	23,2	15,5
Mai	1 422	59	506	9,90	97	1 102	34	95	416	3	99	32	89,6	2,27	96	90,4	2,91	95	11,5	1,20	84	41,4	17,5
Juin	1 728	72	616	7,35	98	1 017	26	96	425	3	99	33	103	1,64	97	104	2,20	96	14,0	1,00	85	140	20
Juillet	1 743	73	683	15,5	96	1 342	34,5	96	665	4	> 99	51	113	2,94	96	114	3,52	95	14,0	0,58	94	17,6	21
Août	1 919	80	698	21	94	1 809	30	97	873	4	> 99	67	162	2,78	97	163	4,93	94	18,0	1,20	88	115	21,5
Septembre	1 719	72	711	8,90	98	1 650	27	97	730	3	> 99	56	129	1,86	98	130	3,09	96	16,7	1,80	82	97,4	18,5
Octobre	1 848	77	812	11,7	97	1 354	24,5	97	602	3	> 99	46	122	1,80	98	123	2,33	97	12,4	1,33	83	150	16,5
Novembre	1 353	56	597	4,55	99	1 242	22	97	393	3	99	30	98,9	1,54	98	99,7	2,77	96	11,1	2,10	72	30,8	14,1
Décembre	1 783	74	415	5	98	892	21,5	96	333	3	99	26	89,6	1,36	98	90,2	2,02	97	10,5	1,30	84	113	12,8
Moyenne	1 598	67	591	9,76	97	1 244	30,4	96	486	3,92	99	37	107	2,73	96	107	3,87	95	12,6	1,18	86	2,25	16,6
Minimum	996	42	384	2,8	92	832	20	94	272	3	97	21	76,0	1,36	91	76,5	2,02	90	8,96	0,45	72	0	10
Maximum	3 848	160	966	27	> 99	1 817	51	98	873	9	> 99	67	162	6,32	98	163	7,23	97	18,0	2,10	94	24,6	22
Arrêté				35			90			21							15			1,50			

⚠ Les débits journaliers exposés dans ce tableau sont une moyenne mensuelle

⚠ Les valeurs exposées dans ce tableau sont des moyennes mensuelles

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

9.3 BILANS REALISES - DONNEES ASR POUR LES STEPS > 2000EH NE PRENANT EN COMPTE QUE A3 ET A4

Date	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DBO5			Charge organique	NK			NGL			PT			Pluviométrie	Température
			E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		
	m³/j	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	mm	°C
07/01	1369	57	534	9,50	98	1179	41	95	411	6	98	32	99,9	6,32	91	101	7,23	90	12,5	1,2	86	0,6	14
19/01	1344	56	470	12	97	1107	41	95														0	10
03/02	1526	64	549	3,30	> 99	1245	23	97	382	9	97	29	105	5,44	92	106	6	92	12,5	0,58	93	0,2	12
20/02	1545	64	541	12	97	1378	51	94														0,4	17
11/03	1477	62	532	11	97	1137	37	95														0	13
29/03	1134	47	420	7,30	98	843	29	96	272	3	99	21	76,0	2,05	97	76,5	4,91	93	8,96	0,45	94	0,2	18
06/04	1172	49	457	5,40	99	934	33	96	328	3	99	25	90,2	2,82	96	90,8	4,50	94	9,49	1,4	82	0	14
23/04	1214	51	595	6	99	1226	35	96														2,4	17
12/05	1468	61	484	12	96	1123	32	96														3,4	16
27/05	1600	67	528	7,80	98	1080	36	95	416	3	99	32	89,6	2,27	96	90,4	2,91	95	11,5	1,2	84	1,6	19
07/06	1507	63	482	6,90	98	961	25	96														2,6	18
25/06	2024	84	749	7,80	98	1073	27	95	425	3	99	33	103	1,64	97	104	2,20	96	14,0	1	85	0	22
08/07	1663	69	765	10	98	1425	34	96	665	4	> 99	51	113	2,94	96	114	3,52	95	14,0	0,58	94	0,6	21
19/07	1623	68	601	21	94	1259	35	95														0	21
03/08	1858	77	966	27	95	1802	32	97	873	4	> 99	67	162	2,78	97	163	4,93	94	18,0	1,2	88	3,8	21
18/08	2048	85	430	15	92	1817	28	97														4,2	22
10/09	1816	76	726	9,30	98	1671	31	97														0	20
28/09	1739	72	696	8,50	98	1629	23	98	730	3	> 99	56	129	1,86	98	130	3,09	96	16,7	1,8	82	3	17
06/10	2260	94	768	9,40	97	1193	20	96														15,4	18
18/10	1584	66	855	14	97	1514	29	97	602	3	> 99	46	122	1,80	98	123	2,33	97	12,4	1,33	83	0	15
04/11	1455	61	509	6	98	1167	23	97	393	3	99	30	98,9	1,54	98	99,7	2,77	96	11,1	2,1	72	0,8	14,5
19/11	1489	62	685	3,10	> 99	1316	21	98														0	13,6
06/12	1280	53	384	2,80	99	832	20	97	333	3	99	26	89,6	1,36	98	90,2	2,02	97	10,5	1,3	84	0,8	10,6
21/12	1712	71	445	7,20	97	952	23	96														0,4	15

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

9.4 Bilans réalisés - données ASR pour les STEP>2000 EH prenant en compte A2, A3, A4 et A5

Date	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DBO5			Charge organique	NK			NGL			PT			Pluviométrie	Température
			E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt		
	m³/j	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	kg/j	mg/L	%	mm	°C
07/01	1369	57	534	9,50	98	1179	41	95	411	6	98	32	99,9	6,32	91	101	7,23	90	12,5	1,2	86	0,6	14
19/01	1344	56	470	12	97	1107	41	95														0	10
03/02	1526	64	549	3,30	> 99	1245	23	97	382	9	97	29	105	5,44	92	106	6	92	12,5	0,58	93	0,2	12
20/02	1545	64	541	12	97	1378	51	94														0,4	17
11/03	1477	62	532	11	97	1137	37	95														0	13
29/03	1134	47	420	7,30	98	843	29	96	272	3	99	21	76,0	2,05	97	76,5	4,91	93	8,96	0,45	94	0,2	18
06/04	1172	49	457	5,40	99	934	33	96	328	3	99	25	90,2	2,82	96	90,8	4,50	94	9,49	1,40	82	0	14
23/04	1214	51	595	6	99	1226	35	96														2,4	17
12/05	1468	61	484	12	96	1123	32	96														3,4	16
27/05	1600	67	528	7,80	98	1080	36	95	416	3	99	32	89,6	2,27	96	90,4	2,91	95	11,5	1,2	84	1,6	19
07/06	1507	63	482	6,90	98	961	25	96														2,6	18
25/06	2024	84	749	7,80	98	1073	27	95	425	3	99	33	103	1,64	97	104	2,20	96	14,0	1	85	0	22
08/07	1663	70	765	10	98	1425	34	96	665	4	> 99	51	113	2,94	96	114	3,52	95	14,0	0,58	94	0,6	21
19/07	1623	68	601	21	94	1259	35	95														0	21
03/08	1858	77	966	27	95	1802	32	97	873	4	> 99	67	162	2,78	97	163	4,93	94	18,0	1,2	88	3,8	21
18/08	2048	85	430	15	92	1817	28	97														4,2	22
10/09	1816	76	726	9,30	98	1671	31	97														0	20
28/09	1739	73	696	8,50	98	1629	23	98	730	3	> 99	56	129	1,86	98	130	3,09	96	16,7	1,8	82	3	17
06/10	2260	94	768	9,40	97	1193	20	96														15,4	18
18/10	1584	66	855	14	97	1514	29	97	602	3	> 99	46	122	1,80	98	123	2,33	97	12,4	1,33	83	0	15
04/11	1455	61	509	6	98	1167	23	97	393	3	99	30	98,9	1,54	98	99,7	2,77	96	11,1	2,1	72	0,8	14,5
19/11	1489	62	685	3,10	> 99	1316	21	98														0	13,6
06/12	1280	53	384	2,80	99	832	20	97	333	3	99	26	89,6	1,36	98	90,2	2,02	97	10,5	1,3	84	0,8	10,6
21/12	1712	71	445	7,20	97	952	23	96														0,4	15

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

10 CONCLUSION DU CONTROLE DE L'AUTOSURVEILLANCE

10.1 DEBITMETRE

Date	Libellé	Type	Incertitude de débit (%)		
			moy	min	max
07/10	DO	Ultra son	14,0	2,50	37,0
07/10	Sortie	Ultra son	- 0,3	-0,8	0,6

Commentaire sur le fonctionnement des débitmètres pour écoulement à surface libre :

Débitmètre du déversoir d'orage : Il est à noter que la méthode de vérification utilisée par l'ATD-SATESE pour cette mesure comporte une imprécision de 10mm (stabilité difficile de la mire de contrôle). Le fonctionnement du débitmètre est donc considéré comme satisfaisant.

Débitmètre de sortie : excellent fonctionnement

Date	Libellé	Type	Incertitude de débit (%)			
			Pompe 1	Pompe 2	Pompe 3	Moy
07/10	Entrée	Electromagnétique	-1,2	0,9	1,0	1,0
07/10	Injection MV	Electromagnétique	-4			/
07/10	Boues produites	Electromagnétique	14	12		13

Commentaire sur le fonctionnement des débitmètres pour conduite en charge :

Bon fonctionnement des débitmètres électromagnétiques. Concernant le débitmètre sur les boues produites, des écarts supérieurs à 10% sont observés entre les mesures station et L'ATD-SATESE. On notera que les conditions de mesure pour le débitmètre temps de transit installé en parallèle sont difficiles, avec de fortes vibrations générées par la centrifugeuse qui parasitent l'écho servant à la mesure de débit.

10.2 PRELEVEUR

Date	Libellé	Type
07/10	Entrée	Dépression
07/10	Sortie	Dépression
07/10	Injection MV	Dépression

Commentaire sur le fonctionnement des préleveurs :

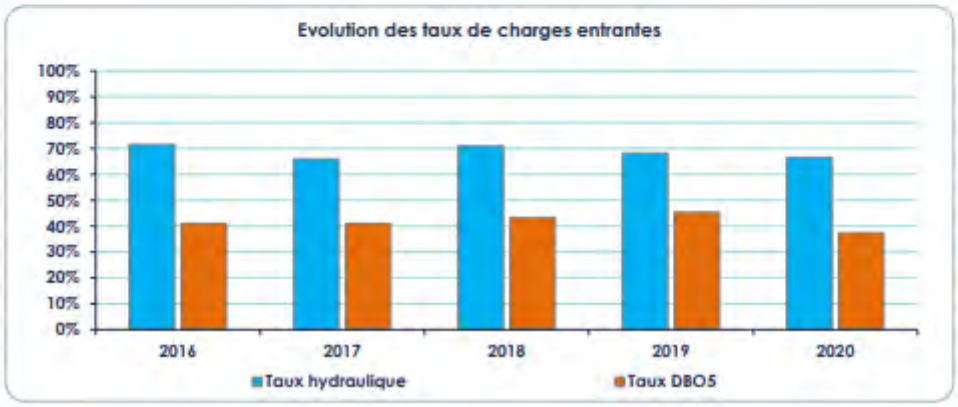
Bon fonctionnement des préleveurs

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

11 ÉVOLUTION DES CHARGES ENTRANTES STATION

Flux mesurés à l'occasion des bilans réglementaires :

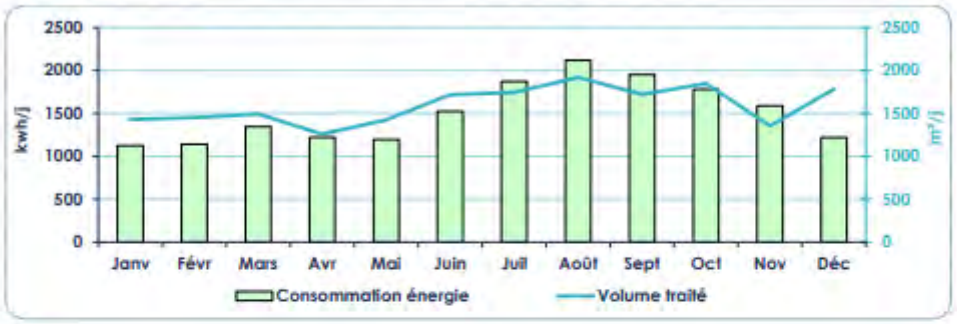
		2016	2017	2018	2019	2020
Charge hydraulique (m3/j)	moy	1 716	1 582	1 701	1 636	1 596
	min	98	992	827	828	996
	max	3 655	3 293	3 348	3 737	3 848
Charge organique (kg DBO5/j)	moy	533	533	563	589	486
	min	313	314	311	354	272
	max	710	782	1018	877	873
Moyenne par rapport aux capacités nominales	% hydr.	72	66	71	68	67
	EH	11 440	10 545	11 340	10 910	10 645
	% orga.	41	41	43	45	37
	EH	8 880	8 885	9 385	9 820	8 100



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

12 CONSOMMATION ELECTRIQUE STATION

Mois	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Énergie (kWh/j)	1124	1141	1344	1222	1197	1523	1871	2117	1950	1780	1590	1220



Évolution de la consommation électrique station		
Année	Volume traité (m³/an)	Energie (kWh/an)
2016	627 973	630 728
2017	577 345	604 880
2018	620 867	579 550
2019	597 190	581 087
2020	584 240	551 810



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

13 VISITES ET TESTS REALISES AU COURS DE L'ANNEE 2020

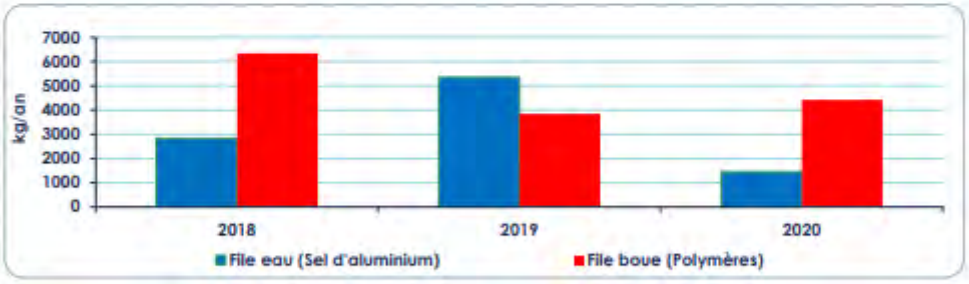
13.1 INTERVENTIONS DU SATESE

Bilans 24h	AS réglementaire	Visites avec analyse	Visites test	Visites courantes d'AS	Visites préréception	Réunions
–	–	1	1	1	–	–

Visites avec analyses						
Date	MES (mg/L)	DCO (mg/L)	DBO5 (mg/L)	NTK (mg/L)	NGL (mg/L)	Pt (mg/L)
04/08	10	38	< 3	1,9	2,02	0,7

14 REACTIFS STATION

Année	Eau (S14)		Boue (S15)	
	Sel d'aluminium (kg/an)	Polymères (kg/an)	Chaux (kg/an)	Polymères (kg/an)
2018	2 834	0	0	6 341
2019	5 352	0	0	3 841
2020	1 450	0	0	4 424



15 SOUS-PRODUITS DE LA STATION EVACUEE (VLC)

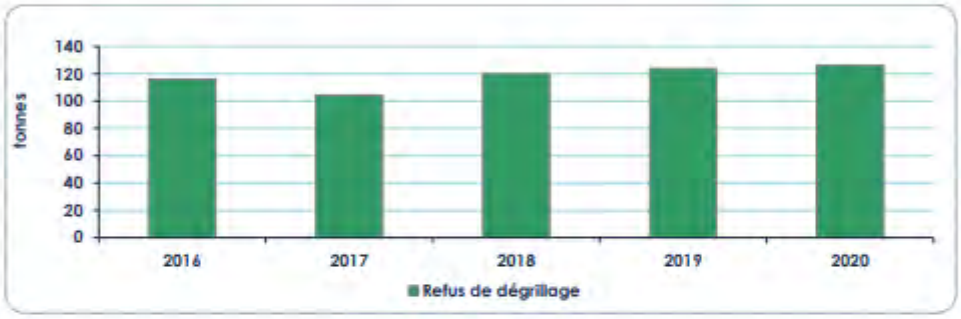
15.1 ANNEE EN COURS

Sous produits	Quantité (t)	Destinations
Refus de dégrillage	126	Décharge
Sables	–	–
Huiles / graisses	–	–

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

15.2 Évolution

Année	Refus de dégrillage (t)
2016	116
2017	104
2018	120
2019	124
2020	126



16 Apports exterieurs file eau

Année	2018	2019	2020
Apport extérieur en matières de vidange en m³ (S12)	4 598	2 308	3 216

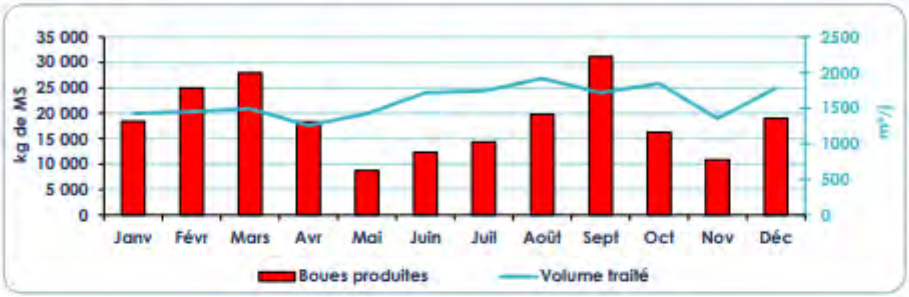


Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

17 BOUES EXTRAITES DE LA FILE EAU

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Quantité de boues (kg de MS)	18 409	24 975	27 962	18 338	8 755	12 308	14 360	19 806	31 112	16 273	10 843	19 004

Données transmises par Véolia



Année	Volume traité (m³/an)	Boues produites A6 (kg MS/an)
2016	627 973	219 186
2017	577 345	250 136
2018	620 867	255 033
2019	597 190	176 079
2020	584 240	222 143



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

18 QUANTITE DE BOUES EVACUEES (VLC)

Destination finale des évacuations annuelles	Matière sèche (t)
Centre de compostage « produit »	190

Année	Boues évacuées (t MS)
2016	225
2017	231
2018	256
2019	166
2020	190



19 CONCLUSION

19.1 SYSTEME DE COLLECTE

Au vu des volumes corrélés aux données pluviométriques, on note que le réseau de collecte est impacté par l'intrusion d'eaux claires parasites. 3 déversements ont été recensés au niveau du déversoir d'orage en tête de station (point A2) pour un total de 548 m³ déversés.

Le volume déversé (par le point A2) représente 0,1% du volume total entrant sur l'année 2020.

54 m³ ont été déversés vers la Cuze au cours de l'année 2020 via les deux déversoirs d'orage (points A1) positionnés au niveau de la rue de la République.

Un contrôle des dispositifs de mesure sur les 3 déversoirs d'orage soumis à autosurveillance (> 2000Eh, points réglementaires A1) a été réalisé par le SATESE le 8 décembre 2020. Les 3 points sont équipés de sondes à réflexion d'angle. Ces 3 équipements communiquent via un LT-US de SOFREL. La visualisation de la hauteur et du débit se fait depuis un PC ou une tablette. L'ATD-SATESE a pu attester du bon fonctionnement des deux sondes (république n°1 et n°2). La troisième sonde (république n°3) n'a pas pu être contrôlé le jour de la visite car celui-ci était hors service. L'appareil a été remplacé.

Un rejet accidentel d'eau usée du système de collecte vers la Cuze a eu lieu mi-juillet. Un débouchage d'une section de réseau a été réalisé et un plan d'action a été projeté par l'entreprise Véolia afin de solutionner le problème.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

Une étude diagnostique sur la collecte des eaux usées a été menée en 2020 par le bureau d'étude SAFEGE. Celle-ci a eu pour but d'identifier 5 micropolluants dans les eaux brutes.

Le rapport d'étude a été rendu en janvier 2021 à la collectivité.

Le 23 novembre 2020 des travaux de réhabilitation du réseau de collecte ont été lancés sur la rue Delpeyrat et la rue Marie Curie (350 ml).

L'entretien du système de collecte est effectué de façon préventive et curative (longueur totale de curage sur collecteur 29 880 ml pour l'année 2020).

19.2 STATION D'EPURATION

L'ensemble des mesures d'autosurveillance réglementaires ont été réalisées. L'eau traitée est de bonne qualité avec d'excellents rendements épuratoires sur l'ensemble des mesures. Un léger dépassement de concentration sur le phosphore est observé au mois de septembre et novembre.

Le volume moyen journalier d'effluent traité par la station (basé sur le débitmètre en entrée de station, point A3) est de 1 596 m³/j soit 67 % de sa capacité hydraulique nominale (valeur similaire à celle de l'année 2019).

9 dépassements du débit nominal de la station se sont produits. Le volume maximal enregistré a été reçu le 31 décembre 2020 avec 3 848 m³ d'effluent entrant (et une précipitation associée de 2,8 mm et 6,2 mm la veille), soit 160% de la capacité hydraulique nominale de la station.

Le taux de charge organique moyen journalier est de 1 244 kg de DCO par jour, soit 57 % de la capacité nominale de la station. La CBPO (calculée sur la DBO_5) pour l'année 2020 est de 14 751 EH pour une capacité nominale de la station de 21 667 EH.

La visite du contrôle des équipements d'autosurveillance a été réalisée au mois d'octobre par l'ATD-SATESE. Le fonctionnement des équipements de la chaine métrologique donne satisfaction.

19.3 SOUS-PRODUITS ISSUS DE L'ASSAINISSEMENT

Les refus de dégrillages sont quantifiés (126 tonnes en 2020) et évacués en décharge.

19.4 BOUES

Production de boues théorique (kg de MS) :	entre 182 000 et 202 300 *
Production de boues réelle (kg de MS) :	222 143 kg_{MS} – 12 956 kg de MS de matières de vidanges **= 209 187 kg de MS**
Ecart (%) :	De +3 % à +15 %

* En prenant en compte l'ajout du sel d'aluminium

La production de boues théorique annuelle est calculée à partir des bilans pollution réalisés en 2020.

La quantité de sels d'aluminium pour coaguler les boues et traiter le phosphore est de 1,45 tonnes en 2020.

Les boues produites sont déshydratées et stockées dans des bennes et évacuées vers la plateforme de compostage du SICTOM du Périgord Noir sur la commune de Marcillac Saint Quentin. La production de boues réelle représente 222,1 tonnes (données VEOLIA).

190 tonnes de matières sèches ont été évacuées en 2020. La quantité de polymère utilisée pour déshydrater les boues représente 4,42 tonnes.

La production de boues réelle est calculée en soustrayant la quantité de matières sèche des matières de vidanges (3 216 m³ de matières de vidange ont été injectées sur l'année soit environ 13 t de MS) de la production de boues réelle.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ANNEXE 4 : Dépenses d'équipements

Liste des lignes de mouvement par chapitre — 2020
1. VILLE DE SARLAT-LA CANEDA - 06 BUDGET ASSAINISSEMENT — 29/06/2021 à 11:46

IMMOBILISATIONS CORPORELLES — **Investissement** — **Dépenses**

Clé imputation	CHAP NATUR	FCT OPE	SERV. SERV.	D1 D2	Mouvement N° Ligne	Av	Libellé de la ligne Nom du tiers	Montant Ligne Ordonnancé	Marché et lot Ligne réservation
000045	21		FIN		BP19040014	OM	TRX.BRANCH. WC CHAPITEAU STADE G	4 429,67	
	21532	00000001			001 / 2020		VEOLIA		
					1900025	OM	TRX.RESEAU ASSAINIS.IMPASSE ELIA	18 000,09	
					001 / 2020		ERCTP		
					1900029	OM	TRX.RESEAUX E.U.IMPASSE GIRAUT S	14 334,77	
					001 / 2020		ERCTP		
					1900030	OM	TRX.RESEAU E.U.IMPASSE AIMERIC D	18 917,85	
					001 / 2020		ERCTP		
					2000005	OM	PUBLICAT./TX.RESEAU ASSAIN.RUE D	720,00	
					001 / 2020		DIRECTION INFORMATION LEGALE		
					2000005	OM	PUBLICAT./TX.RESEAU ASSAIN.RUE D	90,00	
					002 / 2020		DIRECTION INFORMATION LEGALE		
					2000033	OM	PUBLICATION/MAIT.OEUV.TX.RESEAUX	360,00	
					001 / 2020		DIRECTION INFORMATION LEGALE		
Total Imputation : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT								**56 852,38**	
Total D Dépenses								**56 852,38**	
Total 1 Investissement								**-56 852,38**	
Total 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES								**-56 852,38**	

Liste des lignes de mouvement par chapitre — 2020
1. VILLE DE SARLAT-LA CANEDA - 06 BUDGET ASSAINISSEMENT — 29/06/2021 à 11:46

IMMOBILISATIONS EN COURS — **Investissement** — **Dépenses**

Clé imputation	CHAP NATUR	FCT OPE	SERV. SERV.	D1 D2	Mouvement N° Ligne	Av GL	Libellé de la ligne Nom du tiers	Montant Ligne Ordonnancé	Marché et lot Ligne réservation
0605019579	23		FIN		1700020	OM	TRX.DEPL.RESEAUX EU TR.OPTION.PO	16 265,89	
	2315	00000001			006 / 2020		MONTASTIER		
					1900036	OM	TRX.REHAB.SECT.SAUV.T.C.1 N°9/EA	725,00	
					001 / 2020		VAUNAC-STP-SIORAT		
					2000009	OM	TX.REHABIL.RESEAU EU TR.FERME PO	18 457,60	
					001 / 2020		ERCTP		
					2000028	OM	MISSION SPS/TX.RENOUV.RESEAU RUE	273,35	
					001 / 2020		APAVE SUDEUROPE		
Total Imputation : INSTALLATIONS TECHNIQUES								**35 721,84**	
Total D Dépenses								**35 721,84**	
Total 1 Investissement								**-35 721,84**	
Total 23 IMMOBILISATIONS EN COURS								**-35 721,84**	
TOTAL GENERAL								**-92 574,22**	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ANNEXE 5 : Document Agence de l'Eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST

NOTE D'INFORMATION

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au **maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2021
CHIFFRES 2020

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,19 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 503 euros par an et une mensualité de 42 euros en moyenne

(estimation Adour-Garonne d'après SISPEA - données agrégées disponibles - 2018).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation),
- le service de collecte et de traitement des eaux usées,
- les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 16 % du montant de la facture d'eau,
- les contributions aux organismes publics (VNF…) et l'éventuelle TVA.

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières…

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne : **https://www.eau-grandsudouest.fr/**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

COMBIEN ONT COÛTÉ LES REDEVANCES 2020 ?

En 2020, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 306 millions d'euros dont 255 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui a payé quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2020 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne



À QUOI ONT SERVI LES REDEVANCES EN 2020 ?

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2020, elles ont représenté environ **265 millions d'euros** sur le plan de mesures incitatives.

interventions / aides

Comment se sont réparties les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2020 ?*

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2020) - source agence de l'eau Adour-Garonne



* S'y ajoute la contribution aux opérateurs de la biodiversité et le fonctionnement de l'Agence.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2020

En 2020, l'Agence a mis en place un plan de soutien pour relancer une dynamique de projets d'investissement malgré le contexte particulier de la crise sanitaire. Les mesures essentielles de ce plan ont été la bonification des taux d'aide, l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité et le lancement de plusieurs appels à projets dans différents domaines. Au total, 65 M€ d'aide ont été attribués dans le cadre de ce plan de soutien sur le bassin Adour Garonne, principalement pour l'assainissement et l'eau potable.
En 2021, l'Agence poursuit son accompagnement renforcé en contribuant au plan France Relance.

POUR ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DES USAGES AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de **160 M€** ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique. Les solutions fondées sur la nature qui visent à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes en représentent la plus grande part, il s'agit notamment des opérations de restauration de cours d'eau ou des aides à la conversion à l'agriculture biologique.

POUR RÉDUIRE LES POLLUTIONS DIFFUSES EN ENCOURAGEANT LES PRATIQUES LES PLUS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT

Plus de **30 M€** ont été consacrés en 2020 à la lutte contre les pollutions diffuses, dont par exemple :
- plus de **12 M€** pour l'agriculture biologique pour 9 300 hectares,
- **5,6 M€** d'aide dans le cadre d'investissements,
- **61** captages d'eau potable dits prioritaires (captage Grenelle ou conférence environnementale) bénéficient d'une démarche de plan d'actions territorial (PAT) mise en œuvre
- **19** collectifs d'agriculteurs engagés dans une transition vers des systèmes agro-écologiques à faible dépendance en pesticides ont été aidés (dispositif dit « groupe 30 000 »),
- **6,5 M€** pour les paiements pour services environnementaux, pour valoriser les pratiques existantes d'une agriculture de qualité qui protège l'eau, les sols, les milieux et la biodiversité sur nos territoires. **30** démarches territoriales ont permis d'attribuer 856 PSE.

POUR PROMOUVOIR UNE GESTION QUANTITATIVE DURABLE ET ÉCONOME DE LA RESSOURCE EN EAU

- **32 M€** ont été consacrés en 2020 à la gestion quantitative de la ressource et aux économies d'eau,
- grâce à ces aides, **4,1** millions de m³ ont été économisés ou substitués au travers des projets aidés,
- **9** projets de territoire pour la gestion de l'eau sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre sur le bassin Adour-Garonne.

POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES LES PLUS FRAGILES DANS LA GESTION DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

86 M€ ont permis d'accompagner des communes situées dans des zones défavorisées pour des travaux d'assainissement et d'eau potable.
L'Agence souhaite en effet soutenir particulièrement les communes rurales en proposant des modalités susceptibles de pérenniser les travaux engagés.

POUR ACCOMPAGNER LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES

En 2020, plus de **42 M€** ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :
- **662 km** de cours d'eau ont été aidés pour accompagner la restauration de leur fonctionnalité hydromorphologique,
- **57 ouvrages** du bassin ont été équipés afin d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et bon déroulement du transport des sédiments),
- l'Agence a accompagné la restauration, l'entretien ou l'acquisition de plus de **35 000 ha** de ZH.

POUR RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU EN RÉDUISANT LES POLLUTIONS PONCTUELLES

- **2,8 M€** ont permis d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie, ainsi environ **7,3 hectares** ont été désimperméabilisés ou déraccordés du réseau public.
- **83 M€** ont été consacrés en 2020 aux investissements de dépollution domestique principalement sur des masses d'eau en mauvais état subissant une pression domestique forte,
- pour réduire les pollutions dispersées des petites entreprises, des démarches collectives ont été encouragées par l'Agence : 165 entreprises de peinture ont été mises en conformité. 371 kg de substances dangereuses ont été supprimées.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_130_1-DE

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).
Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.
Sur ses 7,8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars. C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelques 7 000 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
Siège
90 rue du Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 36 37 38

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Délégations territoriales :

Atlantique-Dordogne
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 11 19 99
Départements 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86
et
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
Tél. : 05 55 88 02 00
Départements 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87

Adour et côtiers
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
Tél. : 05 59 80 77 90
Départements 40 • 64 • 65

Garonne Amont
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
Tél. : 05 65 75 56 00
Départements 12 • 30 • 46 • 48
et
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 43 26 80
Départements 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82

Conception et réalisation : AELB DIC - Adaptation AEAG Mai 2021
© Agence de l'eau Rhin-Meuse, backphoto © Jean-Louis Arlent

DU 1ER MARS
AU 1ER SEPTEMBRE 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST

Donnez votre avis !

consultation nationale
sur la politique de l'eau

Donnez votre avis sur

L'eau

Rendez-vous sur
eau-grandsudouest.fr

Tous concernés, tous mobilisés
pour notre patrimoine commun, l'eau !

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	
Exprimés	
Pour	
Contre	

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-131

SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE - RAPPORT D'ACTIVITES 2020 ET NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la loi portant renforcement de la protection de l'environnement de février 1992 et le Décret n° 95-635 du 6 mai 1995 font obligation aux communes de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable.

Monsieur le Maire ajoute que la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a modifié l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et prévoit la présentation de la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **DIT** que le Conseil Municipal a pris connaissance du rapport du délégataire du service d'eau potable au titre de l'exercice 2020 et de la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;

- **DIT** que ces documents sont à la disposition du public en mairie ;

- **DIT** qu'un exemplaire de ces documents, accompagnés de la présente délibération, seront remis à Monsieur le Préfet de la Dordogne ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

COMMUNE DE SARLAT-AEP

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur**	**Date**
FLORENCE MOULY	FREDERIC PUJOLS	25/05/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2020

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** pour l'année 2020. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau.

Cette année 2020, si particulière, a mis à rude épreuve nos liens sociaux comme nos modèles économiques. Au plus fort de la crise de la Covid-19, nos équipes ont été mobilisées 24h/24 pour assurer la performance des services essentiels que nous fournissons à vos administrés. Du national au local, des cellules de pilotage de la crise ont été mises en place pour assurer le plan de continuité des activités. Cette crise a confirmé notre réactivité, notre ancrage territorial et la proximité avec vous, clients, ainsi qu'avec les usagers du service, citoyens-consommateurs. A ce propos, 93% des Français*, interrogés à l'issue du premier confinement, estiment que les professionnels de l'eau ont joué un rôle essentiel en assurant la continuité du service.

Cette crise a aussi été un puissant accélérateur dans la prise de conscience des impératifs écologiques et de leurs conséquences sur nos sociétés. Chez Veolia, nous sommes plus que jamais convaincus du caractère essentiel de nos métiers : pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous ; pour lutter contre le réchauffement climatique et pour accompagner nos clients, collectivités et industriels, à s'y adapter ; pour contribuer, à long-terme, en tant que partenaire durable du service public, à la résilience et à l'attractivité des territoires. Nous sommes pleinement engagés dans la transformation écologique afin d'offrir aux collectivités des solutions innovantes pour faire face aux défis à venir.

Aujourd'hui, grâce à notre nouveau projet stratégique Impact Eau France, nous sommes prêts à faire de l'Eau un accélérateur de cette transformation écologique à la fois verte et inclusive. Nous prenons notamment 5 engagements climat à horizon 2023, sur l'empreinte carbone, le prélèvement de la ressource en eau, la biodiversité, la formation des salariés et l'accompagnement des consommateurs.

L'eau, à la fois « marqueur » du changement climatique et bien essentiel du quotidien, doit répondre à des attentes et des usages toujours plus nombreux : sécurité et qualité de l'eau distribuée, lutte contre les îlots de chaleur, réutilisation des eaux usées, gestion des nouveaux polluants… – sans compter l'attente légitime, de la part du consommateur, d'une expérience client innovante et agile, mais aussi inclusive et solidaire.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France de Veolia, représentés par notre Directrice de Territoire, sont à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir. Soyez certain de leur engagement pour construire avec vous, pour votre territoire et ses habitants, les solutions durables les plus adaptées à votre service d'eau.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems,
Directeur Général, Eau France

**Selon le baromètre C.I.Eau / Kantar « Les Français et l'eau », 2020.*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

PRESENTATION Eau France

Au cours des quatre dernières années, « Osons 20/20 ! », notre précédent projet stratégique, a permis de redonner des bases solides à l'Eau France pour accompagner nos clients.

Au cœur de cette transformation se trouve **l'écoute** de toutes nos parties prenantes :

- ✓ de nos clients collectivités, avec de nouveaux « Contrats de Service Public » sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous

- ✓ des citoyens-consommateurs, avec un principe de «Relation Attentionnée» qui nous invite à prendre en compte leur satisfaction et leurs réclamations, pour améliorer toujours davantage le service, mieux anticiper leurs besoins, développer de nouveaux services et de leur donner les moyens de s'informer et d'agir sur leur consommation d'eau, leur "empreinte eau"

- ✓ des territoires et des industriels, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques.

- ✓ de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de travailler en sécurité, de se former, de s'engager et de grandir dans l'entreprise, avec plus de responsabilités confiées à ceux qui agissent sur le terrain, directement à vos côtés

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec **« Impact Eau France »** à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique et ainsi être "créateurs d'utilité".

- ✓ Par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat.

- ✓ Par une **transformation inclusive au sens large** : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

Veolia est le leader et LA référence du cycle de l'eau en France, pour le compte des collectivités publiques et des industriels.

Nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

24,9 millions de personnes desservies en eau potable

2051 usines de dépollution des eaux usées gérées

6,9 millions de clients abonnés

14,8 millions d'habitants raccordés en assainissement

1,6 milliard de m3 d'eau potable distribués

1,2 milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées

2172 usines de production d'eau potable gérées

Contribuer au progrès humain, une raison d'être qui résonne dans l'opinion

La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement.

Veolia s'engage sur une performance plurielle. Nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 8

1.1 Un dispositif à votre service 9

1.2 Présentation du contrat 12

1.3 Les chiffres clés 13

1.4 L'essentiel de l'année 2020 14

1.5 Les indicateurs réglementaires 2020 23

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2020 24

1.7 Le prix du service public de l'eau 26

2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION 27

2.1 Les consommateurs abonnés du service 28

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous 29

2.3 Données économiques 31

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 33

3.1 L'inventaire des installations 34

3.2 L'inventaire des réseaux 35

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine 38

3.4 Gestion du patrimoine 40

4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 42

4.1 La qualité de l'eau 43

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau 46

4.3 La maintenance du patrimoine 53

4.4 L'efficacité environnementale 56

5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 58

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 59

5.2 Les investissements et le renouvellement 61

5.3 Les engagements à incidence financière 69

6. ANNEXES 72

6.1 La facture 120 m^3 73

6.2 Les données consommateurs par commune 74

6.3 Le synoptique du réseau 75

6.4 La qualité de l'eau 76

6.5 Le bilan énergétique du patrimoine 87

6.6 Les engagements spécifiques au service 89

6.7 Attestations d'assurances 90

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.8 Inventaire du patrimoine 98
6.9 Annexes financières 106
6.10 Reconnaissance et certification de service 115
6.11 Actualité réglementaire 2020 118
6.12 Glossaire 123

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

SARLAT
36, Rue de Cahors
24201 SARLAT LA CANEDA CEDEX
Tel : 05.53.31.45.99
Fax : 05.53.59.33.11



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



www.eau.veolia.fr
Pour toutes vos démarches en ligne

Service pour les sourds ou malentendants accessible depuis notre site internet

05 61 80 09 02
Du lundi au vendredi : 8h – 19h
Samedi : 9h – 12h
Urgences techniques 7j/7 et 24h/24

Nos Apps
disponibles sur iOS et Android

Veolia Eau
TSA 40118
37911 Tours Cedex 9

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

VEOLIA

NOTRE EQUIPE

«Ensemble, nous nous engageons avec enthousiasme pour un service de proximité, innovant et écoresponsable»



FLORENCE MOULY - Directrice de Territoire
florence.mouly@veolia.com



THIBAULT FORESTIER
Directeur de Développement
thibault.forestier@veolia.com



FRANÇOIS COLLEVATI
Directeur des Opérations
francois.collevati@veolia.com



MAITÉ LOLIVE
Directrice Consommateurs
maite.lolive@veolia.com

Services locaux



FRÉDÉRIC ANCELIN
Limousin
frederic.ancelin@veolia.com



RENAUD DECROUEN
Isle et Dordogne
renaud.decrouen@veolia.com



JULIEN DE SOUSA
Causse et Vezère
julien.de-sousa@veolia.com

Région Sud Ouest
22, avenue Marcel Dassault
BP 25873
31506 TOULOUSE Cedex 5
05 61 34 77 77

Territoire Dordogne Limousin
Avenue Pasteur CS10018
TERRASSON-LAVILLEDIEU
24 121
05 53 51 70 41

Contact consommateurs
05 61 80 09 02
eau.veolia.fr

Veolia Eau France
30 rue Madeleine Vionnet
93300 AUBERVILLIERS
01 85 57 70 00

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.2 Présentation du contrat

Données clés

- ✓ **Délégataire** — Compagnie des Eaux et de l'Ozone
- ✓ **Périmètre du service** — SARLAT LA CANEDA
- ✓ **Numéro du contrat** — X0079
- ✓ **Nature du contrat** — Concession
- ✓ **Date de début du contrat** — 01/05/2012
- ✓ **Date de fin du contrat** — 30/04/2023
- ✓ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, Compagnie des Eaux et de l'Ozone assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
vente	SAINT ANDRE D'ALLAS	Vente d'eau St André d'Allas
vente	SIAEP DU PERIGORD NOIR	VEG au SI Périgord Noir pour le SI Saint-Vincent Le Paluel (X0406)
vente	SYND INTER COM ALIME EN EAU POTABLE	Vente St Vincent Le Paluel
vente	SYND INTERCOM ALIME EN EAU POTAB ST-LEON	Vente d'eau St Léon sur Vézère

- ✓ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	20/12/2012	déplacement des branchements et des compteurs dans la liste du renouvellement programmé et non du renouvellement non programmée. Modification du tableau des abonnements pour tenir compte des abonnements annuels et non semestriels.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

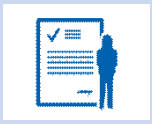
1.3 Les chiffres clés

COMMUNE DE SARLAT-AEP

Chiffres clés



7 721
Nombre d'habitants desservis



5 096
Nombre d'abonnés (clients)



1
Nombre d'installations de production



5
Nombre de réservoirs



186
Longueur de réseau (km)



100,0
Taux de conformité microbiologique (%)



80,7
Rendement de réseau (%)



195
Consommation moyenne (l/hab/j)

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.4 L'essentiel de l'année 2020

✓ **Prévention Santé Sécurité**

Dans le cadre de la politique du groupe Veolia Eau France « Engagements Prévention Santé Sécurité 2020-2023 », rien n'est plus important que la sécurité des femmes et des hommes au travail. C'est la priorité !

Aujourd'hui, nos fondamentaux en matière de santé et sécurité au travail s'intègrent sur le terrain par la sensibilisation, la formation et l'habilitation de nos équipes en continu.
L'objectif est le **zéro accident de façon durable en faisant évoluer nos comportements.**

Nos principaux leviers d'actions consistent à :

- Changer notre culture d'Entreprise au travers de rituels quotidiens « 2 Minutes Attitude » et « Vigilance 360 ».
- Réaliser des ¼ d'heures sécurité et visites sécurité auprès de nos équipes sur le terrain pour poursuivre l'intégration de la prévention dans toutes les actions métiers.
- Accentuer la remontée des Presqu'accidents et Situations dangereuses par l'ensemble de nos équipes et promouvoir les bonnes pratiques.

Enfin, notre démarche de prévention est particulièrement mise en avant lors de la semaine santé sécurité qui a eu lieu du 14 au 18 Septembre 2020.

✓ **COVID 19**

Les collaborateurs VEOLIA mobilisés pour assurer les services essentiels.

Assurer la continuité du service public de l'eau et de l'assainissement, et protéger la santé de nos salariés et de nos clients ont été les deux priorités qui ont guidé notre organisation et les procédures mises en œuvre dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Pendant le premier confinement du 17 mars au 10 mai 2020, notre Plan de Continuité d'Activité (PCA) a été adapté à la propagation du virus SARS-Cov2 et aux dispositions prises par le gouvernement et les autorités sanitaires au fil de l'évolution de la pandémie dans les différentes régions de France métropolitaine et d'outre-mer et de l'évolution des connaissances scientifiques.
Dans ce premier temps, seules les activités ci-dessous ont été maintenues afin d'assurer la continuité de service :

- les interventions d'urgences,
- les tâches préventives et de maintenance qui ont pour but de réduire les risques de multiplications des situations d'urgence,
- les tâches préventives et d'entretien permettant de conserver l'intégrité et la performance de nos installations (réseaux, équipement, usines… etc) et anticiper une reprise de l'activité dans les meilleures conditions possibles,
- auprès des consommateurs : continuité du service aux consommateurs et aux collectivités, facturation et maîtrise des flux financiers, prise en compte des demandes avec priorité aux urgences,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- fonctions support de l'entreprise : continuité de toutes les tâches en lien avec les salariés, fournisseurs, administrations, prestataires, organismes sociaux…

Quelques missions ont été interrompues :

- les interventions au domicile des consommateurs en-dehors des urgences,
- les opérations non essentielles à la continuité du service.

Dès que la reprise des activités fut possible ; un plan de reprise d'activité (PRA) a été élaboré. Cette "Reprise d'Activité" s'est opérée en suivant un mode opératoire dont les lignes directrices étaient claires mais flexibles, afin d'une part d'intégrer les consignes évolutives données par les pouvoirs publics et d'autre part de capitaliser en temps réel sur les retours d'expérience remontés du terrain et analysés (puis déployés à grande échelle le cas échéant) par les experts du Groupe Veolia pilotant la cellule de crise de l'entreprise.

Ce mode opératoire portait sur les grands thèmes suivants :

- Les mesures de prévention et de suivi sanitaire (masques, équipements de protection individuelle, distanciation sociale, gestion des espaces partagés, proposition de tests de dépistage, accompagnement grâce à des formations spécifiques, etc.);
- Les mesures générales d'organisation pour les prochaines étapes de la pandémie avec adaptation des activités et de leur reprise en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et sociale;
- Le maintien des cellules de crise de Veolia dans un fonctionnement allégé afin de suivre précisément l'évolution de la situation et anticiper les actions à mettre en place;
- Les points particuliers d'attention et déclinaisons spécifiques (accompagner les managers dans l'animation de leurs équipes, assurer une programmation glissante des effectifs et des activités, adapter les relations consommateurs, intensifier la gestion des fournisseurs et des approvisionnements);
- Le suivi du risque de cyber-sécurité et la capacité de fonctionnement digital des activités à distance;
- Les engagements contractuels et réglementaires.

Notre approche a consisté à réduire autant que possible les retards, les ajustements de calendriers et d'objectifs, et les risques de maîtrise des contraintes d'exploitation tout en visant le plus haut niveau de service possible, et en maintenant l'ensemble des process et traitements en fonctionnement. Cela n'a pu se faire que grâce à l'implication sans faille des équipes et au prix d'impacts économiques importants pour adapter notre activité aux exigences de la réglementation d'urgence tout en étant précurseurs sur les précautions mises en œuvre pour adapter nos interventions dans le cadre pandémique.

Notre mission de service public inclut bien sûr aussi la nécessité d'accompagner au mieux les citoyens-consommateurs pendant ces périodes difficiles. Nos équipes dédiées aux relations avec les consommateurs ont donc ajusté leur organisation et redéployé leur activité, pour répondre aux différents enjeux d'adaptation qu'exigent le contexte épidémique et ses multiples répercussions :

- Maintenir les dispositifs d'accueil téléphonique.

L'ensemble de nos centres de relation client ont toujours maintenu leur activité de traitement des demandes d'intervention les plus urgentes (manque d'eau, fuites ou encombrement des évacuations

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

d'eaux usées). Un effort conséquent d'information des consommateurs les a parallèlement incités à recourir en priorité aux services digitaux mis à leur disposition, pour les demandes n'ayant pas de caractère d'urgence.

- Resserrer les liens avec les consommateurs

Dans cette situation exceptionnelle, nous avons adapté nos modes classiques d'échanges avec les consommateurs pour maintenir et même renforcer le lien avec leur service d'eau.
Pour les accompagner au jour le jour, les aider à bénéficier au mieux de leurs services d'eau et d'assainissement (ex : garantie sanitaire de l'eau du robinet, conseils d'hydratation en confinement, impératif de jeter les lingettes à la poubelle et non dans les toilettes…), ou encore leur simplifier la vie en les orientant vers les modes d'interaction les mieux adaptés au contexte du confinement du printemps 2020, nous avons démultiplié nos communications, via différents canaux (rubrique dédiée sur eau.veolia.fr/infos-covid-19, 8 lettres d'informations digitales, e-mailings, SMS, réseaux sociaux, infos sur factures…).

Les consommateurs ont d'ailleurs apprécié l'accompagnement resserré qui leur a été proposé durant la première phase de l'épidémie, au printemps, puisque suite à une enquête qui leur a été soumise dans notre lettre d'information "Covid-19" de début juin 2020, 95 % des répondants nous ont dit avoir apprécié recevoir de l'information et des conseils, durant la période d'urgence sanitaire.

Au-delà, les experts de Veolia Eau ont apporté tout leur concours aux pouvoirs publics pour éclairer les prises de décisions des différentes administrations compétentes et l'entreprise a également mis en tant que de besoin ses moyens logistiques à disposition d'opérateurs plus locaux (régies ou autres) par exemple pour mettre en oeuvre les premières distributions de masques.

Même si le contexte impose la plus grande humilité, l'ensemble des collaborateurs ressent aujourd'hui une légitime fierté lorsque les Français reconnaissent à 93% que les professionnels de l'eau ont joué un rôle essentiel en assurant la continuité du service. Cela n'aurait pu être possible sans le savoir-faire de Veolia en matière de gestion de crise ni sans l'engagement de l'ensemble des collaborateurs.

A noter enfin que les impacts économiques liés à l'adaptation du service aux contraintes extérieures qui s'imposent à nous dans le contexte du Covid-19, revêtent un caractère ponctuel ou récurrent. Ils peuvent rendre nécessaires des discussions contractuelles pour rechercher avec les Collectivités co-contractantes l'indispensable équilibre économique qui nous permette, ensemble, de poursuivre la qualité du service rendu.

Sur ce sujet, un guide juridique a été publié par l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD), fondation au sein de laquelle collaborent, des associations de Collectivités et d'Élus, des entreprises publiques et privées, et différents services de l'Etat.
Ce précis "permet de rappeler les règles de droit qui prévoient une indemnisation des cocontractants de l'administration en pareil cas, de même que l'effort de justification et d'explication que doivent fournir ceux-ci en contrepartie".

✓ Analyse de conformité des équipements de travail

Diagnostic des organes en mouvement et identification des risques mécanique

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Le risque mécanique avéré à proximité des équipements en mouvement, présents sur les installations de production d'eau potable et d'assainissement des Collectivités, est identifié comme l'un des « **risques majeurs** » des métiers de l'Eau.

Chaque année, la profession déplore plusieurs accidents graves, presqu'accidents graves ou potentiellement graves liés au risque machine. L'analyse de ces accidents et presqu'accidents a révélé l'existence de non-conformités sur certains équipements

Les principaux facteurs d'accidents identifiés (sources de la base de données de la Sécurité Sociale - EPICEA recensant plus de 2 000 descriptifs d'accidents du travail liés aux machines) sont :

→ La mauvaise conception des machines dont les accès aux organes en mouvement ne sont pas ou mal protégés ;

→ L'absence de consignation ;

→ Les interventions en cours de fonctionnement

→ Les modes opératoires inappropriés et/ou dangereux

→ L'insuffisance de formation des opérateurs.

La Règlementation précise le cadre à respecter au regard des risques machines :

1. Décret 9340 du 11 janvier 1993 qui traite des prescriptions de sécurité des équipements de travail quelle que soit leur date de mise en service. Décret codifié dans le Code du Travail notamment au travers des Articles R4324-1 à 45.
2. Directive européenne (dite « Directive Machines ») 2006/42/CE qui fixe les exigences essentielles pour garantir un haut niveau de sécurité des équipements de travail, directive transcrite dans le Code du Travail notamment au travers des Articles suivants :

- R 4312-1 (machines neuves) et son annexe 1 fixant les règles techniques en matière de santé et sécurité, composé de 9 chapitres, parmi lesquels celui relatif aux Règles Générales.
- R 4312-2 (machines d'occasion)

Certaines de ces Règles Générales de l'annexe 1 du R 4312-1 précisent les dispositifs qui couvrent le risque mécanique, parmi lesquels :

- La séparation des sources d'énergie (consignation)
- La commande d'arrêt d'urgence
- La protection contre l'accessibilité aux organes en mouvement (protecteurs fixes, protecteurs mobiles)

VEOLIA Eau France a décidé d'engager dès 2019 une campagne nationale d'analyse de la conformité vis-à-vis des risques mécaniques précités, sur l'ensemble des installations confiées par les Collectivités. Cette campagne a eu pour objectif premier l'identification et la hiérarchisation des non-conformités relevées, et la définition d'actions correctives.

Pour effectuer ces campagnes, VEOLIA Eau a préalablement assuré une formation de ses techniciens qualifiés, visant à :

- Améliorer la connaissance des risques mécaniques sur les équipements de travail
- Connaitre les principaux moyens de protection existants
- Savoir reconnaitre les non-conformités liées aux risques mécaniques engendrés par le fonctionnement d'éléments de transmission (chaînes, courroies, engrenages, etc.) ou d'organes et d'éléments en mouvement
- Savoir réaliser un diagnostic de conformité lié à ces mêmes risques

Cette démarche a pour but de mettre en place les actions correctives, afin d'éviter la survenance de nouveaux accidents liés aux risques mécaniques.

Assurer la sécurité de nos salariés est une absolue priorité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

C'est en ce sens que des investigations ont été menées ou le seront dans les prochaines semaines sur les installations de votre Collectivité qui nous ont été confiées dans le cadre du contrat qui nous lie.

Nous ne manquerons pas de tenir le Maître d'Ouvrage parfaitement informé des éventuelles non-conformités relevées et des modalités de remise en état des équipements concernés ; et d'examiner avec lui les conditions de prise en charge financière de ces travaux.

✓ **Chlorure de vinyle monomère (CVM)**

Le programme pluriannuel d'analyse sur les canalisations à risque.
L'instruction DGS/EA4/2020/67 publiée le 15 juillet 2020 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine, positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à ce composé.

Veolia accompagne la Collectivité dans la mise en œuvre de cette instruction et l'alerte sur les difficultés de programmation budgétaire et opérationnelle liées :

- à l'augmentation du nombre d'analyses par point de prélèvement (4 analyses par point) ;
- au délai de réalisation, du programme pluriannuel d'analyses, laissé à l'appréciation de chaque Agence Régionale de Santé.

✓ **Gestion des risques sanitaires associés aux pesticides ou leurs métabolites**

L'instruction DGS/EA4/2020/177 à destination des Agences Régionales de Santé (ARS) et des préfets, en date du 18 décembre 2020 (mise en ligne le 29 janvier 2021) est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH). Ces modalités de gestion sont exercées par les ARS en lien avec les Collectivités, responsables, le cas échéant, de la mise en oeuvre des actions correctives. Cette instruction précise notamment les modalités avec lesquelles les ARS sélectionnent les pesticides et les métabolites de pesticides à prendre en compte dans le contrôle sanitaire des EDCH.
Par rapport à la précédente instruction de décembre 2010, cette nouvelle instruction intègre les avis de l'Anses les plus récents, dont l'avis du 30 janvier 2019 relatif à l'évaluation de la pertinence des métabolites de pesticides dans les EDCH. Cette instruction s'inscrit également en cohérence avec la nouvelle Directive Européenne adoptée le 16 décembre 2020.
Depuis la publication de cette instruction, un nouvel avis de l'Anses, en date du 14 janvier 2021, (saisine n°2019-SA-0129) est venu préciser le classement comme pertinent ou non-pertinent de trois métabolites, issus de la dégradation du métolachlore, dont la présence est aujourd'hui fréquemment détectée dans les ressources en eau.
Toute l'équipe locale de Veolia est naturellement à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les éventuelles conséquences pour votre service de cette toute nouvelle instruction.

✓ **Télécommunications :**

Arrêt programmé du Réseau Téléphonique Commuté (RTC)

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

La numérisation des réseaux de téléphonie s'accompagne d'une migration progressive des technologies historiques telles que le RTC vers des technologies plus modernes et plus fiables de type IP. Depuis l'arrivée de la technologie GPRS, le transfert des données est devenu possible en mode IP, qui offre de plus grands débits, une pérennité de cette solution compatible avec les réseaux 3G, 4G, etc.

Certaines installations de votre service public sont directement concernées par ces évolutions car elles nécessitent des transferts de données encore plus nombreux et plus sécurisés vers les outils de télégestion et de supervision gérés par votre exploitant.

L'arrêt de la technologie RTC va être progressif, Orange procédera à la fermeture technique effective de la technologie RTC à partir de fin 2023 et par plaques géographiques. L'Arcep impose d'annoncer au moins 5 ans à l'avance le périmètre géographiques des plaques devant être fermées afin de donner le temps à l'ensemble des opérateurs et des utilisateurs de migrer leurs usages vers une autre technologie.

VEOLIA Eau vous transmettra prochainement une offre de prix pour la mise à niveau de ces équipements de télégestion, justifiée par l'arrêt programmé de la technologie de communication en place, et rendue strictement nécessaire pour la parfaite continuité du service public de votre Collectivité.

Faits marquants :

- La qualité de l'eau distribuée est d'excellente qualité et 100% conformes aux analyses règlementaires.
- Remplacement des cartes GSM3 sur l'ensemble des sites.
- Remplacement du charbon actif à la Station de Moussidière.
- Suite à des chutes de pierres à la Station de Moussidière en 2018, l'accès a été sécurisé.
- Visite de l'ARS à la source de la Tannerie.
- Travaux importants de renouvellement de réseau Rue Delpeyrat.
- Résidence de la Boétie : casse du 110 PVC sous un bâtiment. Constat en cours.
- Rue Nicolas de Staël : fuite 100 FTE réparée en astreinte de nuit. Réservoir de la Plane vide.

Propositions d'améliorations :

- Il faut prévoir le renouvellement du 60 acier, Rue Alain Mimoun qui passe dans le réseau assainissement.
- Rue Jacques Monod : canalisation passe sous le mur d'un particulier. A déplacer.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- Problème d'étanchéité du canal d'arrivée en amont du filtre à la Moussidière à cause de l'affaissement au niveau du sol.
- Reprise des Rivaux : installation tagué, clôture à poser et refaire peinture.
- Réservoir du Pech Ancien : prévoir renouvellement des vidanges. Chantiers importants.
- Réservoir d'Argentouleau : condensation et peinture qui s'écaille dans le local surpresseur.
- Il faudrait poser un débitmètre sur le refoulement entre Moussidière et les Pechs.
- Il faudrait renouveler et déplacer la conduite Chemin de la Source.

Commentaires qualité de l'eau :

1 - Température :

La température est une référence de qualité en distribution. Sa limite est 25°C.

Nous avons détecté 1 non conformité en 2020.

	Dates	Programme	Paramètre	Valeur du résultat		Norme nationale
ZD-SARLAT	23/07/2020	OFF	Température de l'eau	26,4	°C	<=25

2 - CVM :

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.
En 2017, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Sur 2020, le programme n'a pas mis en évidence de dépassement de la norme:

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

			Conforme	Chlorure de vinyl monomère
Date	Pgm	Adresse	O/N	µg/l
27/02/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - Maison de retraite (CHS)	O	0
09/04/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - moussidière	O	0
16/04/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - CANEDA	O	0
23/04/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - sarlat source moussidière	O	0
23/04/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - Puit de la Tannerie	O	0
23/04/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - sarlat forage la tannerie	O	0
16/06/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - moussidière	O	0
06/08/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - sarlat la canéda	O	0
25/08/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - sarlat source moussidière	O	0
25/08/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - Puit de la Tannerie	O	0
31/08/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - moussidière	O	0
03/12/2020	OFF	SARLAT LA CANEDA - Rest ENFANT	O	0

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

La nouvelle Directive Européenne sur l'Eau Potable a été adoptée.

Cette nouvelle Directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998 et sera transposée en droit français d'ici le 12 janvier 2023.

Elle "revalorise l'eau du robinet" au travers de plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l'eau potable notamment pour promouvoir sa consommation et sur les types de traitement appliqués pour potabiliser l'eau. Dans le même temps, elle demande également de fournir des informations et conseils aux usagers sur la manière de réduire leur consommation d'eau.
2. Elle renforce à nouveau les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances et elle instaure des limites de qualité plus exigeantes pour le plomb (seuil divisé par 2). En outre, une « liste de vigilance » sur les eaux brutes est établie par la Commission Européenne pour suivre l'évolution des polluants émergents, « tels que les composés perfluorés, les microplastiques, les perturbateurs endocriniens et les produits pharmaceutiques ».
3. Elle instaure une approche fondée sur la gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux. Cela passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau, et la compréhension de leur vulnérabilité. Dans un contexte de changement climatique, cette approche doit permettre aux collectivités de disposer d'une vision prospective afin d'optimiser leurs investissements.
4. Elle vise à garantir l'accès à l'eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats…), via le déploiement par exemple de bornes fontaines sur le territoire ou de douches publiques.

Après avoir été transposée en droit français, la mise en œuvre de cette Directive va nécessiter des évolutions significatives dans la gestion des services d'eau potable, et Veolia mettra à disposition son savoir-faire et ses expertises pour vous accompagner.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.5 Les indicateurs réglementaires 2020

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**7 856**	**7 721**
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	**2,46 €uro/m³**	**2,48 €uro/m³**
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	**1 j**	**1 j**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2019**	**VALEUR 2020**
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	**90**	**100**
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	**77,4 %**	**80,7 %**
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	**4,03 m³/jour/km**	**3,17 m³/jour/km**
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	**3,81 m³/jour/km**	**2,96 m³/jour/km**
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	**60 %**	**60 %**
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**17**	**22**
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**1 037**	**1 677**
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	**5,87 u/1000 abonnés**	**2,75 u/1000 abonnés**
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	**100,00 %**	**100,00 %**
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**2,59 %**	**2,62 %**
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,20 u/1000 abonnés**	**4,12 u/1000 abonnés**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2020

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	**790 179 m³**	**790 647 m³**
VP.059	Volume produit	Délégataire	**790 179 m³**	**790 647 m³**
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**0 m³**	**0 m³**
	Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	**735 357 m³**	**740 895 m³**
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	**4 648 m³**	**5 199 m³**
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	**556 940 m³**	**588 118 m³**
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	**74**	**69**
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2019**	**VALEUR 2020**
	Nombre d'installations de production	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité totale de production	Délégataire	**6 000 m³/j**	**6 000 m³/j**
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**5**	**5**
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**2 965 m³**	**2 965 m³**
	Longueur de réseau	Délégataire	**173 km**	**186 km**
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	**128 km**	**141 km**
	Nombre de branchements	Délégataire	**4 721**	**4 743**
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	**41**	**36**
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	**0**	**5**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**15**	**22**
	Nombre de compteurs	Délégataire	**6 659**	**6 654**
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	**177**	**463**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2019**	**VALEUR 2020**
	Nombre de communes	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**5 112**	**5 096**
	- Abonnés domestiques	Délégataire	**5 108**	**5 092**
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	**0**	**0**
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	**4**	**4**
	Volume vendu	Délégataire	**602 429 m³**	**624 067 m³**
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	**547 607 m³**	**574 315 m³**
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	**0 m³**	**0 m³**
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**54 822 m³**	**49 752 m³**
	Consommation moyenne	Délégataire	**183 l/hab/j**	**195 l/hab/j**
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	**105 m³/abo/an**	**111 m³/abo/an**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique sur le périmètre du service**	**Mesure statistique sur le périmètre du service**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**87 %**	**90 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Non**	**Non**
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2019**	**VALEUR 2020**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2019**	**VALEUR 2020**
Energie relevée consommée	Délégataire	**460 841 kWh**	**497 710 kWh**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

1.7 Le prix du service public de l'eau

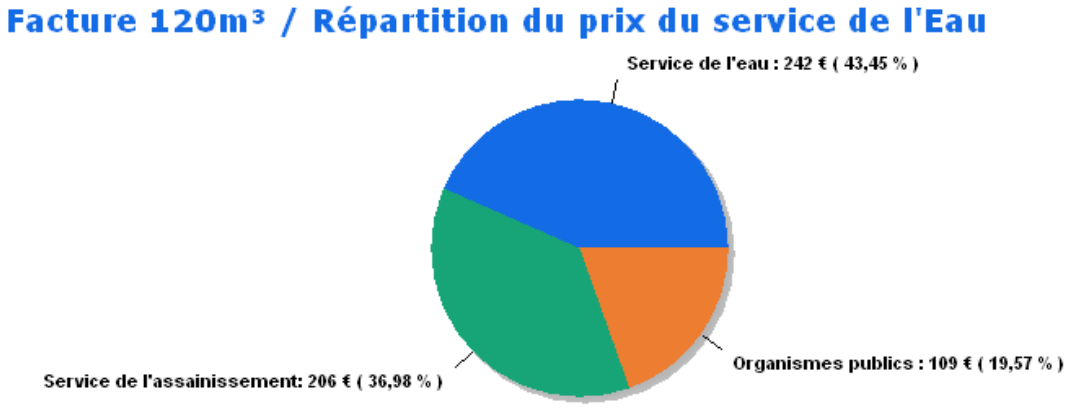
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de SARLAT LA CANEDA, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

SARLAT LA CANEDA **Prix du service de l'eau potable**	Volume	Prix Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2020	Montant Au 01/01/2021	N/N-1
Part délégataire			**142,37**	**144,73**	**1,66%**
Abonnement			10,56	10,74	1,70%
Consommation	120	1,1166	131,81	133,99	1,65%
Part communale			**87,20**	**87,20**	**0,00%**
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	0,5600	67,20	67,20	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0850**	**10,20**	**10,20**	**0,00%**
Organismes publics			**39,60**	**39,60**	**0,00%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Total € HT			**279,37**	**281,73**	**0,84%**
TVA			15,37	15,50	0,85%
Total TTC			**294,74**	**297,23**	**0,84%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**2,46**	**2,48**	0,81%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de SARLAT LA CANEDA :

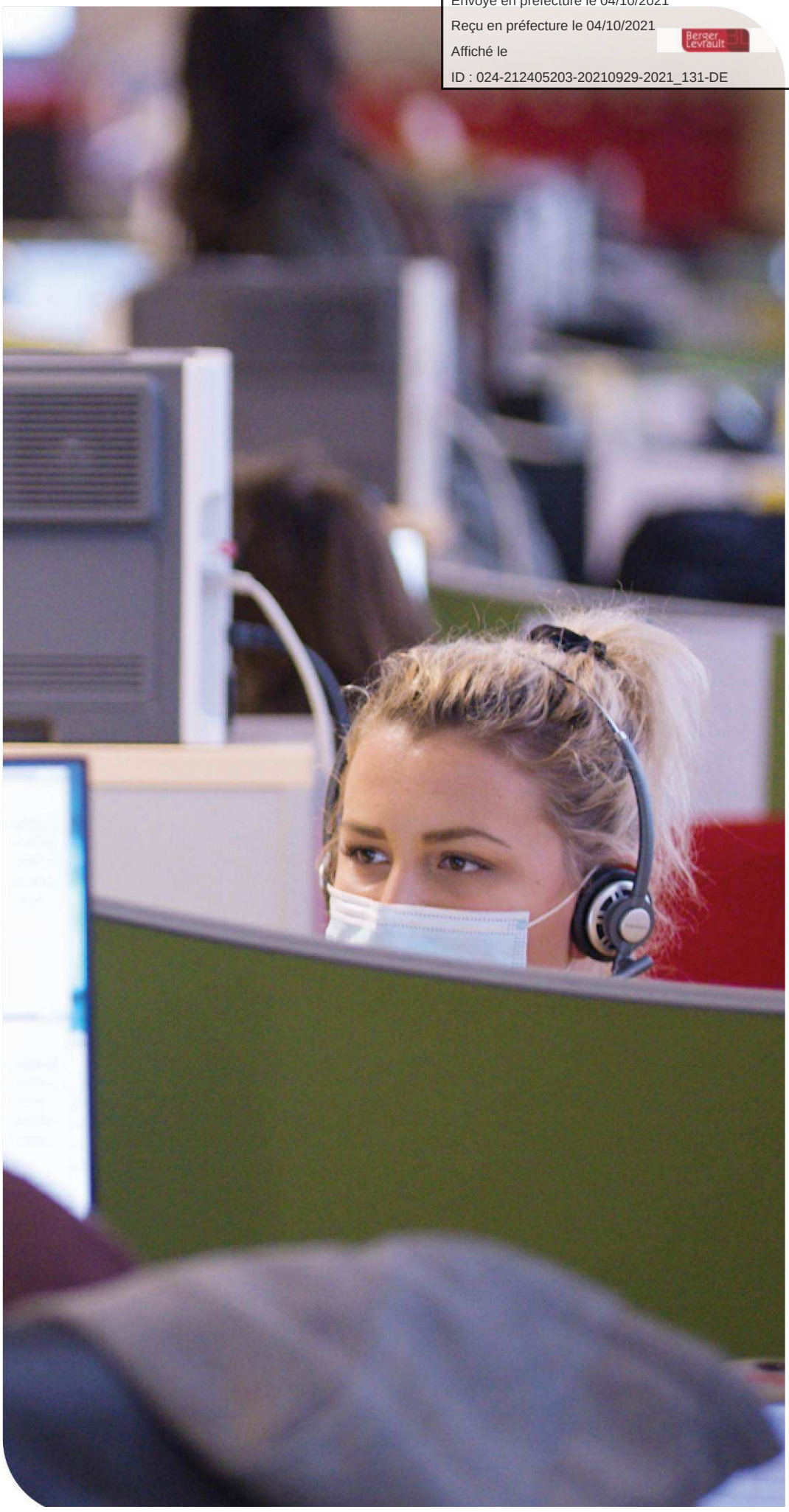


Les factures type sont présentées en annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

2.

LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Veolia fait de la « Relation Attentionnée » le principe transversal qui guide l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

→ *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	**5 041**	**5 041**	**5 038**	**5 112**	**5 096**	**-0,3%**
domestiques ou assimilés	5 031	5 031	5 034	5 108	5 092	-0,3%
autres que domestiques	7	7	0	0	0	0%
autres services d'eau potable	3	3	4	4	4	0,0%

→ *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre annuel de demandes d'abonnement	711	704	647	699	561	-19,7%
Taux de clients mensualisés	28,0 %	30,6 %	32,5 %	35,0 %	35,9 %	2,6%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	30,3 %	33,1 %	34,7 %	34,3 %	34,8 %	1,5%
Taux de mutation	14,4 %	14,3 %	13,2 %	14,0 %	11,3 %	-19,3%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2020 sont :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Satisfaction globale	91	86	82	87	90	+3
La continuité de service	95	93	92	94	95	+1
La qualité de l'eau distribuée	80	79	76	81	82	+1
Le niveau de prix facturé	56	54	55	60	66	+6
La qualité du service client offert aux abonnés	87	80	75	80	86	+6
Le traitement des nouveaux abonnements	89	86	83	88	92	+4
L'information délivrée aux abonnés	76	76	68	71	74	+3

FOCUS

Composition de votre eau !

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

2.3 Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2020 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'impayés	**1,51 %**	**3,72 %**	**1,27 %**	**2,59 %**	**2,62 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	38 876	94 866	32 302	66 754	67 691
Montant facturé N - 1 en € TTC	2 569 776	2 549 542	2 544 179	2 582 061	2 585 484

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2020, ce taux pour votre service est de 2,75/ 1000 abonnés.

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**12,10**	**8,93**	**6,15**	**5,87**	**2,75**
Nombre d'interruptions de service	61	45	31	30	14
Nombre d'abonnés (clients)	5 041	5 041	5 038	5 112	5 096

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- ✓ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2020, le montant des abandons de créance s'élevait à 1 677 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	50	53	22	17	22
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	4 634,00	1 457,00	1 107,00	1 037,00	1 677,00
Volume vendu selon le décret (m3)	572 608	569 812	577 359	602 429	624 067

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ *Les échéanciers de paiement*

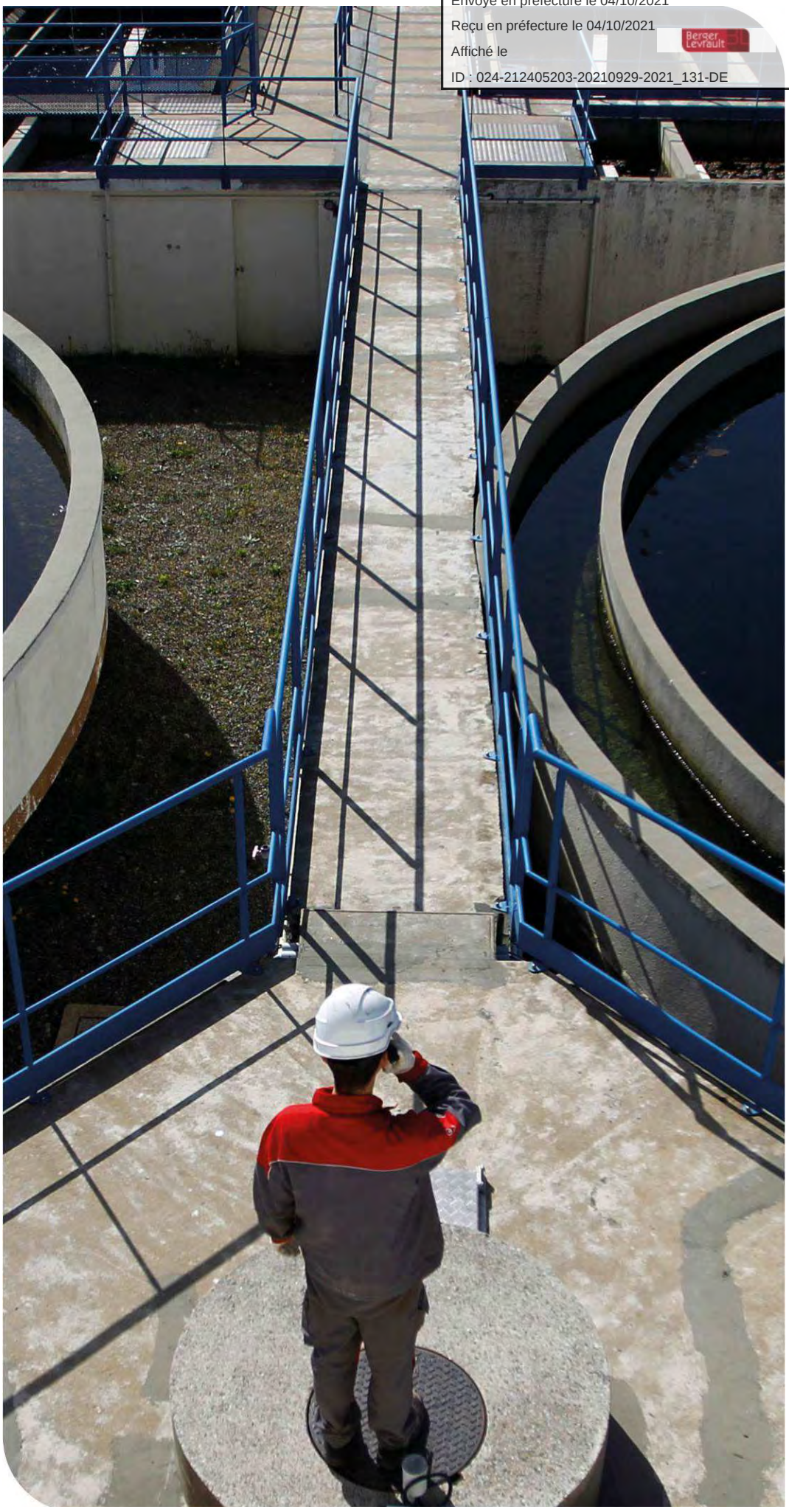
Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	175	101	49	20	13

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
La Tannerie source BT	60
Moussidière Exhaure MT	225

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Moussidière	6 000	500
Capacité totale	**6 000**	**500**

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Argentouleau neuf 500m3	500
Champagnac 500 m3	500
La Plane 100 m3	100
Les Pechs neufs 800m3	800
Temniac 500m3	500
Capacité totale	**2 400**

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	Capacité de stockage (m3)
La Croix d'Allon BT	6	15
Les Rivaux BT	31	50
Capacité totale		**65**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de distribution,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements en domaine public,
- ✓ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

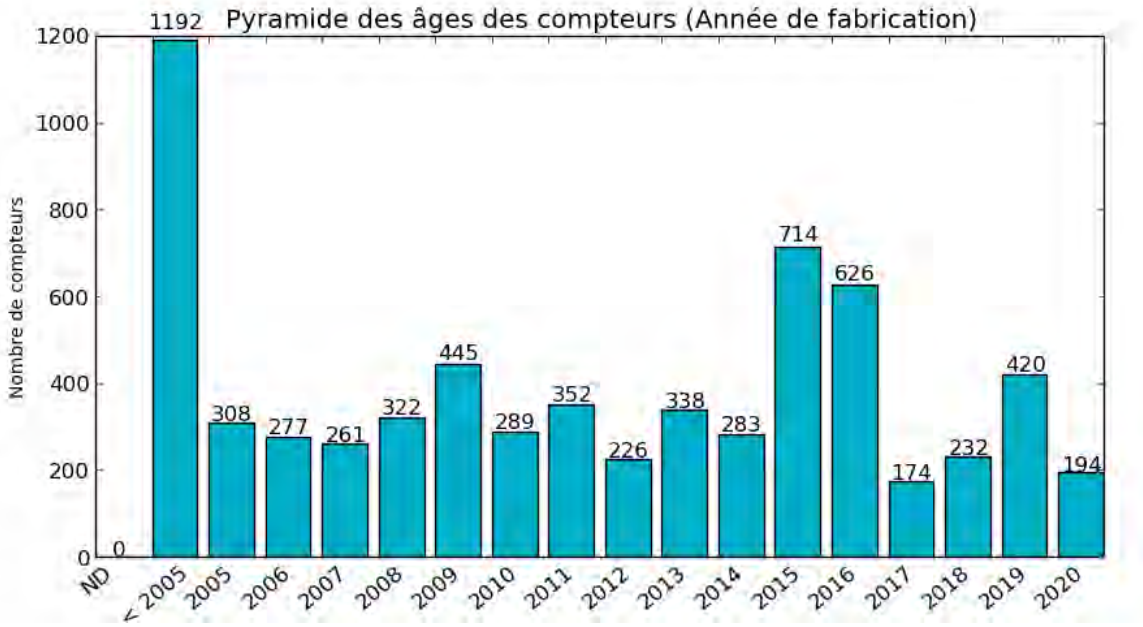
→ *Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage*

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	172,6	172,6	173,2	173,4	186,1	7,3%
Longueur d'adduction (ml)	0	0	0	0	0	0%
Longueur de distribution (ml)	172 648	172 648	173 164	173 358	186 124	7,4%
dont canalisations	127 684	127 684	128 200	128 200	140 802	9,8%
dont branchements	44 964	44 964	44 964	45 158	45 322	0,4%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	178	178	178	178	178	0,0%
dont poteaux d'incendie	143	143	143	143	143	0,0%
dont bouches d'incendie	27	27	27	27	27	0,0%
dont bouches d'arrosage	8	8	8	8	8	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements	4 655	4 671	4 706	4 721	4 743	0,5%

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	6 553	6 571	6 624	6 659	6 654	-0,1%	Bien de retour
dont sur abonnements en service	5 947	5 883	5 977	6 053	6 025	-0,5%	
dont sur abonnements résiliés sans successeur	606	688	647	606	629	3,8%	

Des évolutions et des mises à jour de notre S.I.G. ont permis d'affiner les données concernant les longueurs et les types de canalisations.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

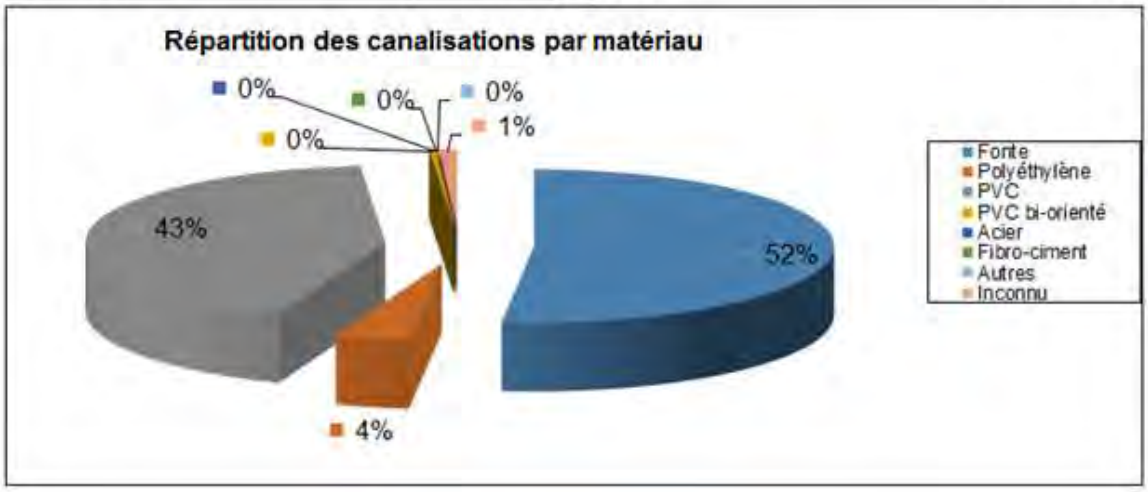
COMMUNE DE SARLAT-AEP

ANNEE 2020

X0079

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=50	3 997
	65	10 978
	80	1 228
	100	14 989
	125	5 727
	150	19 381
	175	0
	200	11 205
	250	5 353
	300	0
	350	0
	400	0
	450	0
FONTE	>450	0
TOTAL FONTE		72 859
	indéterminé	3
	<=32	122
	40	1 284
	50	3 467
	63	556
	75	0
	90	182
	110	0
	125	39
	140	0
POLYETHYLENE	>140	0
TOTAL POLYETHYLENE		5 652
	indéterminé	334
	<=32	1 055
	40	1 121
	50	18 525
	63	12 561
	75	15 627
	90	3 069
	110	1 906
	125	1 981
	140	1 180
	160	3 032
PVC	>160	19
TOTAL PVC		60 410

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=65	0
	80	0
	100	0
	150	0
	200	0
	300	0
ACIER	>300	0
TOTAL ACIER		0
	indéterminé	0
	<=80	0
	100	0
	150	0
	200	0
	300	0
FIBRO CIMENT - BETON	>300	0
TOTAL FIBRO CIMENT - BETON		0
	indéterminé	0
	<=40	0
	60	0
	100	0
	150	0
AUTRES	>150	0
TOTAL AUTRES		0
	indéterminé	0
	<=63	0
	75	0
	90	0
	125	113
	140	0
	160	0
	200	399
	225	0
	250	0
PVC BI-ORIENTE	>250	0
TOTAL PVC BI-ORIENTE		512
	indéterminé	187
	<=100	897
INCONNU	>100	284
TOTAL INCONNU		1 369
TOTAL		140 802



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

Canalisations	2016	2017	2018	2019	2020
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	127 684	127 684	128 200	128 200	140 802

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.
Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2020 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2016	2017	2018	2019	2020
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	90	90	90	90	100

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	**Partie A : Plan des réseaux (15 points)**		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	**Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		99 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	10
	Total Parties A et B	**45**	**40**
Code VP	**Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)**		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	0
	Total:	**120**	**100**

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2020 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
MOUSSIDIERE TRAITEMENT 250 m3/h		
MASSE FILTRANTE FILTRE 1	Renouvellement	Compte
MASSE FILTRANTE FILTRE 2	Renouvellement	Compte
FORAGE ET SOURCE TANNERIE		
Forage et Source		
Groupe KSB 50M3/h	Renouvellement	Compte

→ *Les compteurs*

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1er décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**N/N-1**
Nombre de compteurs	6 553	6 571	6 624	6 659	6 654	-0,1%
Nombre de compteurs remplacés	596	401	227	177	463	161,6%
Taux de compteurs remplacés	9,1	6,1	3,4	2,7	7,0	159,3%

→ *Les réseaux*

Réseaux	**Quantité renouvelée dans l'exercice**	**Mode de gestion**
Réseau (lot)		
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE DIA: 0- 74 MIL.: 2	3	Compte
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE DIA: 100- 149 MIL.: 2	3	Compte
VENTOUSES DIA: 20- 40	2	Compte
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 MIL.: 2	13	Compte
COMPTEURS EAU DIA: 12- 20	456	Programme
COMPTEURS EAU DIA: 25- 30	5	Programme
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 60	1	Programme
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 100	1	Programme

→ *Les branchements*

Renouvellement des branchements plomb	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**N/N-1**
Nombre de branchements	4 655	4 671	4 706	4 721	4 743	0,5%
dont branchements plomb au 31 décembre (*)	41	41	41	41	36	-12,2%
% de branchements plomb restant au 31 décembre	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	-11,1%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	0	0	0	5	100%
% de branchements plomb supprimés	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	12,20%	100%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur
(**) par le Délégataire et par la Collectivité

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation…).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	243	110	
Physico-chimique	1790	73	22

4.1.2 L'eau produite et distribuée

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Température de l'eau	10,4	26,4	1	0	38	0	25 °C

→ *Composition de l'eau du robinet*

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	120	120	2	mg/l	Sans objet
Chlorures	13	15	5	mg/l	250
Fluorures	0	0	2	µg/l	1500
Magnésium	2,80	2,80	2	mg/l	Sans objet
Nitrates	18	23	11	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0	1	µg/l	0,5
Potassium	2	2,60	2	mg/l	Sans objet
Sodium	8,30	9,50	2	mg/l	200
Sulfates	14	18	5	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	31,10	31,20	5	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

→ *Historique des données du contrôle officiel (ARS)*

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

	2016	2017	2018	2019	2020
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	32	33	33	35	38
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	32	33	33	35	38
Paramètres physico–chimique					
Taux de conformité physico-chimique	**100,00 %**	**100,00 %**	**90,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	12	12	9	14	16
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	1	0	0
Nombre total de prélèvements	12	12	10	14	16

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2020, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

→ *L'origine de l'eau alimentant le service*

Origine de l'eau alimentant le service :

Commune	Ouvrage	Nom
Sarlat	Sources + Captage	La Moussidière

→ *Le volume prélevé*

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Moussidière	325	6 500

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**780 416**	**776 315**	**790 736**	**790 179**	**790 647**	**0,1%**
Volume prélevé par ressource (m3)						
Moussidière	780 416	776 315	790 736	790 179	790 647	0,1%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine influencée	780 416	776 315	790 736	790 179	790 647	0,1%

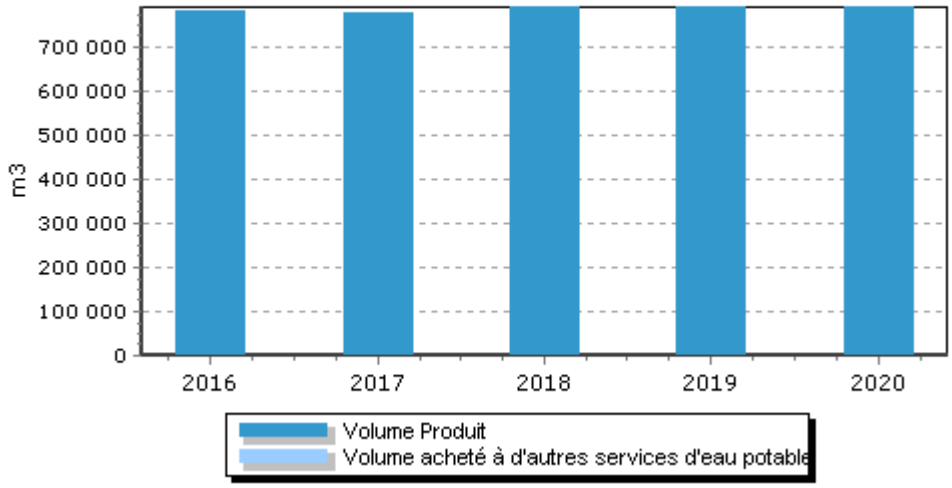
→ *Le volume produit et mis en distribution*

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**780 416**	**776 315**	**790 736**	**790 179**	**790 647**	**0,1%**
Besoin des usines	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	**780 416**	**776 315**	**790 736**	**790 179**	**790 647**	**0,1%**
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	26 892	27 306	31 729	54 822	49 752	-9,2%
Volume mis en distribution (m3)	**753 524**	**749 009**	**759 007**	**735 357**	**740 895**	**0,8%**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



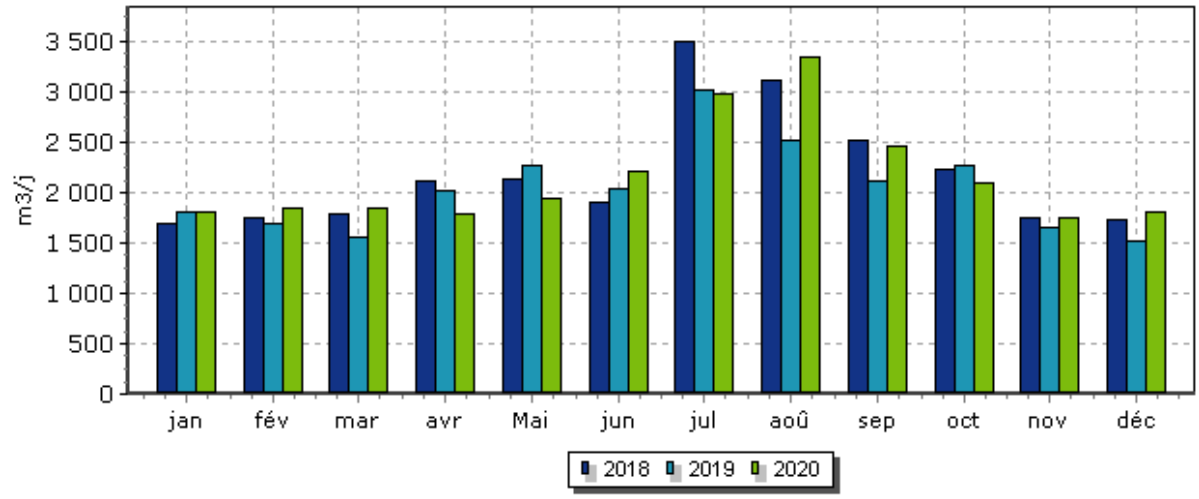
Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

→ *Bilan mensuel*

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Volume moyen journalier produit (m3/j)	1 802	1 846	1 836	1 786	1 945	2 215	2 980	3 346	2 451	2 085	1 739	1 797
Total (m3/j)	**1 802**	**1 846**	**1 836**	**1 786**	**1 945**	**2 215**	**2 980**	**3 346**	**2 451**	**2 085**	**1 739**	**1 797**

Volume Moyen Journalier (Produit + Acheté)



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

→ *Le volume vendu*

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	**572 608**	**569 812**	**577 359**	**602 429**	**624 067**	**3,6%**
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	**545 716**	**542 506**	**545 630**	**547 607**	**574 315**	**4,9%**
domestique ou assimilé	528 567	524 623	545 630	547 607	574 315	4,9%
autres que domestiques	17 149	17 883	0	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	**26 892**	**27 306**	**31 729**	**54 822**	**49 752**	**-9,2%**

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu (m3)	**572 608**	**569 812**	**577 359**	**602 429**	**624 067**	**3,6%**
dont clients individuels	519 987	519 312	513 927	518 931	541 173	4,3%
dont clients domestiques SRU	0	0	0	0	0	0%
dont clients industriels	0	0	0	0	0	0%
dont clients collectifs	0	0	0	0	0	0%
dont irrigations agricoles	0	0	0	0	0	0%
dont volume vendu autres collectivités	26 892	27 306	31 729	54 822	49 752	-9,2%
dont bâtiments communaux	0	0	26 363	23 336	27 802	19,1%
dont appareils publics	0	0	0	0	0	0%

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)	**26 892**	**27 306**	**31 729**	**54 822**	**49 752**	**-9,2%**
SAINT ANDRE D'ALLAS	11 096	13 683	8 905	17 593	15 040	-14,5%
SYND INTER COM ALIME EN EAU POTABLE	13 052	10 570	20 394	35 461	33 074	-6,7%
SYND INTERCOM ALIME EN EAU POTAB ST-LEON	2 744	3 053	2 430	1 768	1 638	-7,4%

→ *Le volume consommé*

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, …) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,…). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

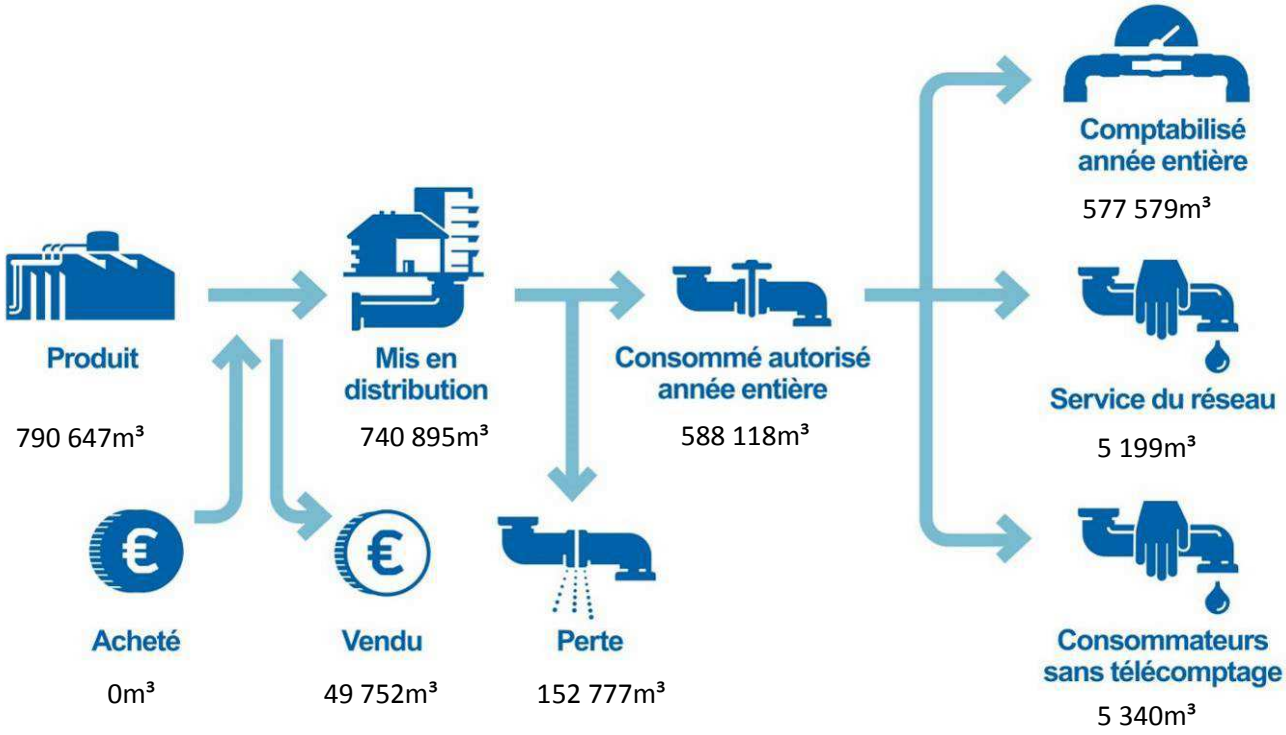
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	548 845	545 898	550 241	548 450	580 735	5,9%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	**570 674**	**551 947**	**544 276**	**546 952**	**577 579**	**5,6%**
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	352	361	369	366	368	0,5%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	8 684	5 340	5 340	5 340	5 340	0,0%
Volume de service du réseau (m3)	15 000	6 079	5 451	4 648	5 199	11,9%
Volume consommé autorisé (m3)	**572 529**	**557 317**	**561 032**	**558 438**	**591 274**	**5,9%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	**594 358**	**563 366**	**555 067**	**556 940**	**588 118**	**5,6%**
Nombre de semaines de consommation	50,14	51,43	52,56	52,14	52,42	0,5%

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

Activité	Nom du client	Ville desservie	Conso 2020
Industriel	EURALIS GASTRONOMIE	SARLAT LA CANEDA	24761
Collectif	CENTRE HOSPITALIER	SARLAT LA CANEDA	13358
Domestique	SUTUREX-RENODEX	SARLAT LA CANEDA	13004
Domestique	VAUX CHARCUTERIE	SARLAT LA CANEDA	10128
Domestique	SYNDIC COPROPRIETAIRES	SARLAT LA CANEDA	8950
Domestique	CAMPING LE CAMINEL	SARLAT LA CANEDA	8792
Professionnel	CSF	SARLAT LA CANEDA	6756
Professionnel	LE SEMINAIRE	SARLAT LA CANEDA	5150
Collectif	LYCEE POLY PRE DE CORD	SARLAT LA CANEDA	4988
Collectif	MAISON DE RETRAITE	SARLAT LA CANEDA	4984
Collectif	COLLEGE LA BOETIE	SARLAT LA CANEDA	4958
Domestique	RES.CARRE DES POETES	SARLAT LA CANEDA	4716
Domestique	SGIT GESTION	SARLAT LA CANEDA	4622
Domestique	SANTOS SILVA ANTONIO	SARLAT LA CANEDA	4418
Domestique	APAJH DU PERIGORD NOIR	SARLAT LA CANEDA	4214
Communal	MAIRIE DE SARLAT	SARLAT LA CANEDA	4060
Domestique	ARIES ET ESPINET	SARLAT LA CANEDA	3574
Domestique	CAMPING UTOPIA SARLAT	SARLAT LA CANEDA	3130
Professionnel	CENTRE LECLERC	SARLAT LA CANEDA	3125
Domestique	CAMPING UTOPIA SARLAT	SARLAT LA CANEDA	3111
Domestique	TOQUES DE FRANCE	SARLAT LA CANEDA	3060
Domestique	BAR DES ILES	SARLAT LA CANEDA	2628
Domestique	PLAZA MADELEINE	SARLAT LA CANEDA	2601
Domestique	FELLER JEAN FRANCOIS	SARLAT LA CANEDA	2527
Communal	FOURNITURE D'EAU	SARLAT LA CANEDA	2519
Domestique	SYNDIC COPROPRIETAIRES	SARLAT LA CANEDA	2515
Professionnel	CO PROPR DU BELLAY	SARLAT LA CANEDA	2508
Domestique	FONDATION DE SELVES	SARLAT LA CANEDA	2477
Collectif	HOTEL LA COULEVRINE	SARLAT LA CANEDA	2397
Collectif	HOPITAL JEAN LECLAIRE	SARLAT LA CANEDA	2304

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

→ ***Synthèse des flux de volumes***



4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2020 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2020	80,7	67,48	2,96	3,17	12,38

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

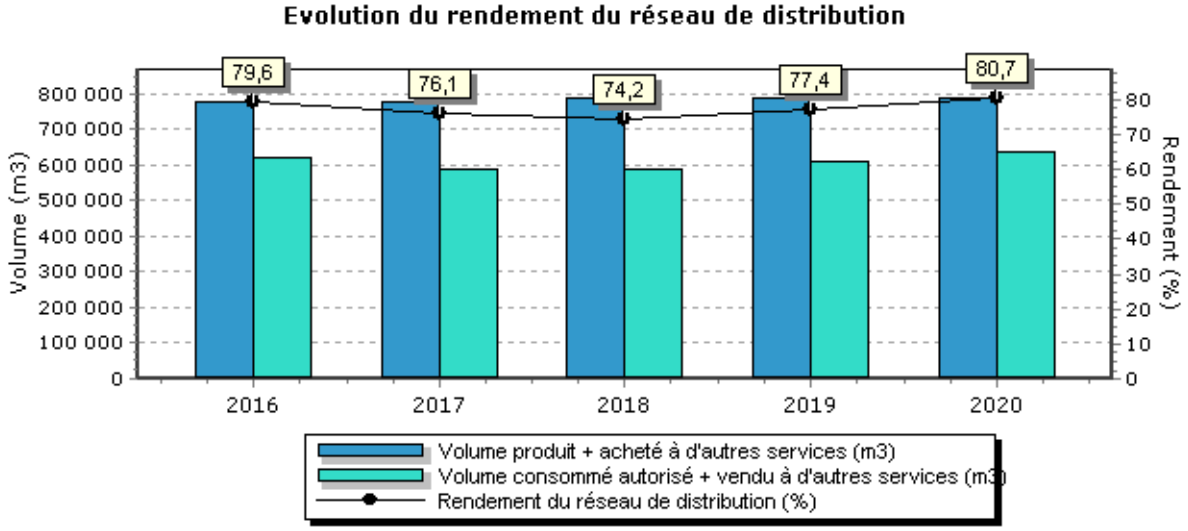
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m^3/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m^3/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	**79,6 %**	**76,1 %**	**74,2 %**	**77,4 %**	**80,7 %**	**4,3%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	594 358	563 366	555 067	556 940	588 118	5,6%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	26 892	27 306	31 729	54 822	49 752	-9,2%
Volume produit (m3) C	780 416	776 315	790 736	790 179	790 647	0,1%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau
(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2020 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2020.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**3,91**	**4,23**	**4,59**	**4,03**	**3,17**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	753 524	749 009	759 007	735 357	740 895
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	570 674	551 947	544 276	546 952	577 579
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	127 684	127 684	128 200	128 200	140 802

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**3,41**	**3,98**	**4,36**	**3,81**	**2,96**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	753 524	749 009	759 007	735 357	740 895
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	594 358	563 366	555 067	556 940	588 118
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	127 684	127 684	128 200	128 200	140 802

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ *Les installations*

Les lavages de réservoirs en 2020 :

Ville de Sarlat	volume en m3	Date
Bâche reprise de la Moussidière	500	Semaine 10
Réservoir d'Argentouleau Neuf	500	Semaine 9
Réservoir d'Argentouleau Ancien	500	Semaine 9
Réservoir les Pechs Neufs	800	Semaine 8
Réservoir les Pechs Ancien Droite	400	Semaine 8
Réservoir les Pechs Ancien Gauche	400	Semaine 8

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.3.3 Les recherches de fuites

Recherche de fuites sur le contrat : 41 105 ml de linéaires de réseau en 2020.

Nous avons une équipe (2 personnes à temps pleins) dédiée, équipée et spécialisée à la recherche de fuites.

Cette équipe est aidée par les fontainiers du secteur.

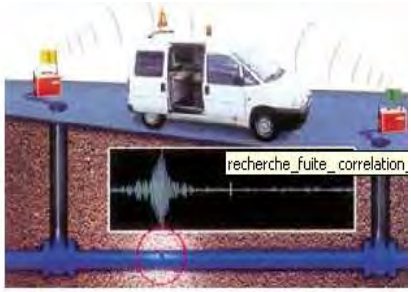
Tous les matins celle-ci analyse les bilans de la veille grâce à la télé-surveillence des stations et des débitmètres.
Elle se rapproche ainsi du service local pour aider, analyser, comprendre et rechercher les fuites.

Les techniques et appareils de recherche de fuites sont les suivantes :

Corrélation acoustique



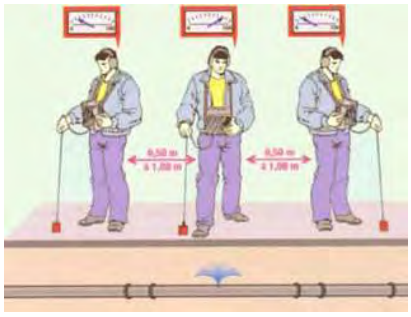
Oreilles acoustiques



Gaz



Ecoutes au sol



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	16	19	44	30	14	-53,3%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,2	0,3	0,2	0,1	-50,0%
Nombre de fuites sur branchement	18	17	30	19	27	42,1%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,4	0,4	0,6	0,4	0,6	50,0%
Nombre de fuites sur compteur	14	10	13	19	22	15,8%
Nombre de fuites sur équipement	0	0	0	6	6	0,0%
Nombre de fuites sur autre support	0	0	0	0	0	0%
Nombre de fuites réparées	48	46	87	74	69	-6,8%
Linéaire soumis à recherche de fuites				76 124	41 105	-46,0%

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2016	2017	2018	2019	2020
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	**60 %**	**60 %**	**60 %**	**60 %**	**60 %**

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2016	2017	2018	2019	2020
Moussidière	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**495 661**	**493 562**	**510 266**	**460 841**	**497 710**	**8,0%**
Surpresseur	8 004	7 039	9 001	5 127	6 303	22,9%
Installation de reprise	20 338	21 588	27 638	26 128	23 245	-11,0%
Installation de captage	31 980	26 813	23 498	9 927	32 721	229,6%
Installation de production	421 485	398 905	406 088	407 491	404 136	-0,8%
Réservoir ou château d'eau	13 854	39 217	44 041	12 168	31 305	157,3%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✓ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✓ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Les principaux approvisionnements en réactifs de l'exercice sont précisés ci-dessous.

Quantité approvisionnée		
Catégorie	**U**	**Total**
CHLORE	KG	1 127

4.4.4 La valorisation des sous-produits

→ *La valorisation des déchets liés au service*

RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

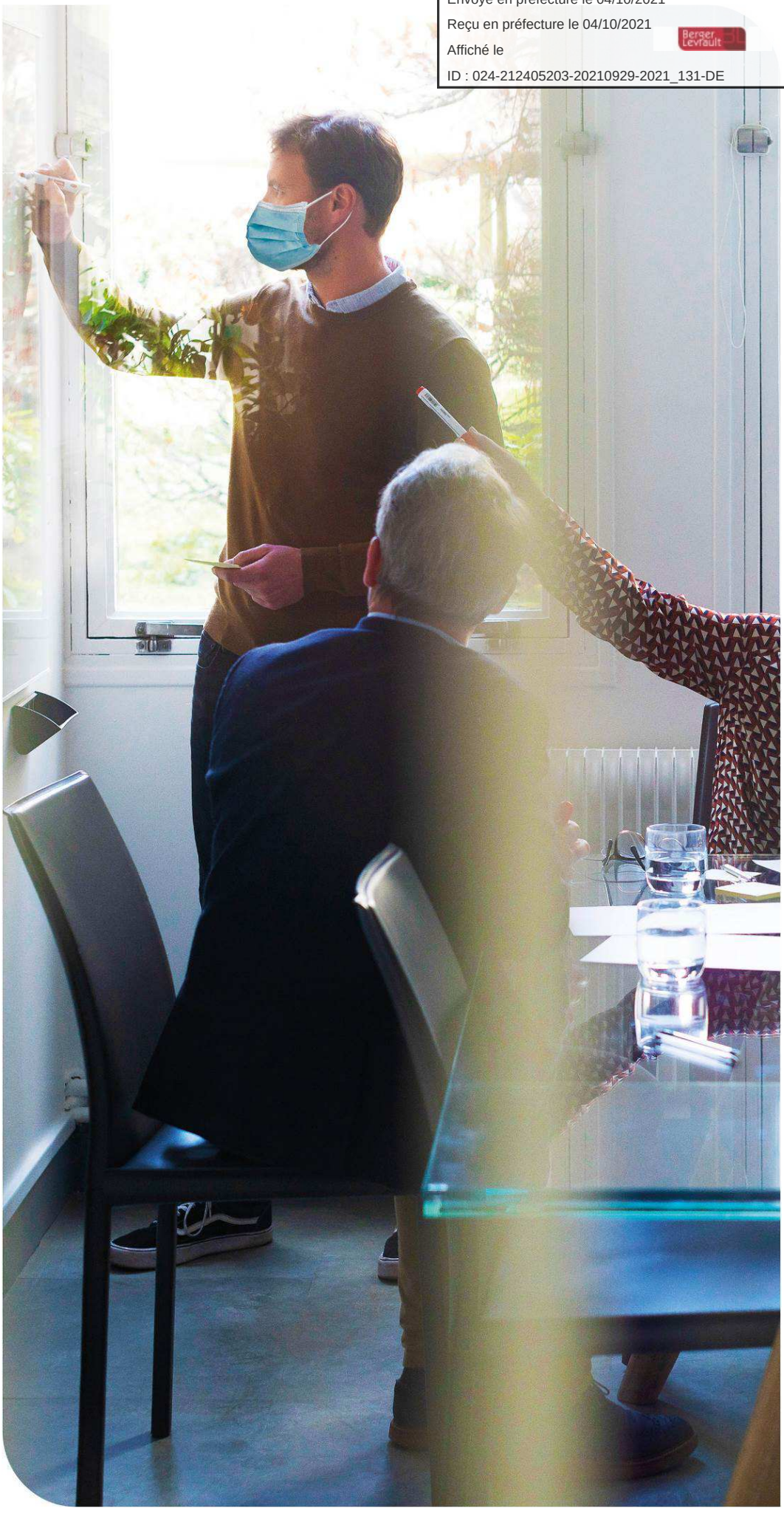
L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles…), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène…), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes…).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

CIE DES EAUX ET DE L'OZONE **Version Finale**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2020
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: X0079 - SARLAT AEP **Eau**

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
PRODUITS	**1 422 968**	**1 430 940**	**0.56 %**
Exploitation du service	690 755	699 406	
Collectivités et autres organismes publics	662 288	655 043	
Travaux attribués à titre exclusif	18 247	29 356	
Produits accessoires	51 679	47 135	
CHARGES	**1 381 915**	**1 443 603**	**4.46 %**
Personnel	196 860	261 134	
Energie électrique	52 545	59 139	
Produits de traitement	830	1 152	
Analyses	2 780	11 315	
Sous-traitance, matièreset fournitures	112 773	135 360	
Impôts locaux et taxes	48 369	50 834	
Autres dépenses d'exploitation	88 697	53 201	
télécommunications, poste et telegestion	*13 743*	*15 409*	
engins et véhicules	*25 969*	*22 465*	
informatique	*32 374*	*37 170*	
assurances	*7 171*	*13 077*	
locaux	*14 509*	*7 202*	
autres	*- 5 070*	*- 42 122*	
Contribution des services centraux et recherche	47 556	46 406	
Collectivités et autres organismes publics	662 288	655 043	
Charges relatives aux renouvellements	103 142	100 247	
pour garantie de continuité du service	*9 895*	*5 765*	
programme contractuel (renouvellements)	*19 831*	*18 601*	
fonds contractuel (renouvellements)	*73 416*	*75 881*	
Charges relatives aux investissements	55 722	56 557	
programme contractuel (investissements)	*55 722*	*56 557*	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	10 355	13 218	
RESULTAT AVANT IMPOT	**41 053**	**- 12 663**	**NS**
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	13 682	0	
RESULTAT	**27 372**	**- 12 664**	**NS**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 3/17/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

CIE DES EAUX ET DE L'OZONE **Version Finale**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2020

Collectivité: X0079 - SARLAT AEP **Eau**

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	652 943	673 762	3.19 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*641 163*	*682 037*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*11 780*	*- 8 275*	
Ventes d'eau à d'autres services publics	37 812	25 644	-32.18 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*37 812*	*25 644*	
Exploitation du service	**690 755**	**699 406**	**1.25 %**
Produits : part de la collectivité contractante	414 083	411 722	-0.57 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*410 802*	*419 103*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*3 281*	*- 7 381*	
Produits perçus pour tiers	18 798	18 745	-0.28 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*18 798*	*18 745*	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	54 146	50 957	-5.89 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*46 886*	*47 790*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*7 260*	*3 167*	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	175 262	173 618	-0.94 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*174 181*	*177 367*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*1 081*	*- 3 748*	
Collectivités et autres organismes publics	**662 288**	**655 043**	**-1.09 %**
Produits des travaux attribués à titre exclusif	**18 247**	**29 356**	**NS**
Produits accessoires	**51 679**	**47 135**	**-8.79 %**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA). 3/17/21

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

5.2 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

5 Bornes de puisages.

→ *Programme contractuel de renouvellement*

Réseaux	Quantité renouvelée exercices antérieurs	Quantité renouvelée dans l'exercice
COMPTEURS EAU DIA: 12- 20	1422	456
COMPTEURS EAU DIA: 25- 30	3	5
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 40	9	
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 60	3	1
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 80	1	
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 100	2	1

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Mis à jour	10/12/2020	101336,69 EUROS			
DATE DES OPERATIONS	**NATURE DES OPERATIONS**	**DEPENSES**	**RECETTES**	**RECETTES-DEPENSES**	**CUMUL RECETTES-DEPENSES**
1-mai-12	Dotation 2012 (01/05 au 31/12)		46 699,34		
31-juil.-12	Mémoire 1 - Branchement	4 168,32			
1-oct.-12	Mémoire 2 - ventouse	215,62			
12-juil.-12	Mémoire 3 - pi	2 465,93			
4-juin-12	Mémoire 4 - robinet de prise	2 601,34			
19-sept.-12	Mémoire 5 - vanne	1 280,85			
TOTAL	**ANNEE 2012**	10 732,06	46 699,34	35 967,28	35 967,28
1-janv.-13	Dotation 2013		70 548,44		
29-janv.-13	Mémoire 1 - branchement	548,22			
4-mars-13	Mémoire 2 - purge	1 342,16			
30-mars-13	Mémoire 3 - reducteur de pression	2 222,64			
30-sept.-13	Mémoire 4 - vanne	3 752,75			
9-oct.-13	Mémoire 5 - purge	723,53			
30-mars-13	Mémoire 6 - vanne	3 120,99			
4-nov.-13	Mémoire 7 - branchement	1 979,26			
29-nov.-13	Mémoire 8 - branchement	1 378,25			
TOTAL	**ANNEE 2013**	15 067,80	70 548,44	55 480,64	91 447,92
1-janv.-14	Dotation 2014		70 858,84		
16-janv.-14	Mémoire 1 - branchement	1 871,46			
23-janv.-14	Mémoire 2 - vanne	2 378,23			
3-mars-14	Mémoire 3 - robinet de prise	2 212,93			
3-mars-14	Mémoire 4 - branchement	704,05			
7-mars-14	Mémoire 5 - branchement	641,04			
7-mars-14	Mémoire 6 - branchement	641,04			
4-mars-14	Mémoire 7 - regard	1 260,38			
20-mai-14	Mémoire 8 - branchement	5 475,29			
28-août-14	Mémoire 9 - vanne	2 388,24			
5-sept.-14	Mémoire 10 - branchement	1 159,69			
10-oct.-14	Mémoire 11 - vidange réservoir campagnac	2 956,39			
22-oct.-14	Mémoire 12 - robinet de prise	952,24			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

24-oct.-14	Mémoire 13 - vanne	1 253,52			
31-déc.-14	Mémoire 14 - réseaux le grand bleu	66 462,81			
TOTAL	**ANNEE 2014**	90 357,31	70 858,84	-19 498,47	71 949,45
1-janv.-15	Dotation 2015		70 772,49		
30-déc.-14	Mémoire 1 - branchement	2 992,81			
6-janv.-15	Mémoire 2 - branchement	535,06			
10-févr.-15	Mémoire 3 - branchement	2 613,48			
15-févr.-15	Mémoire 4 - branchement	1 928,40			
23-févr.-15	Mémoire 5 - branchement	1 126,80			
26-mars-15	Mémoire 6 - branchement	2 168,68			
30-mars-15	Mémoire 7 - branchement	1 498,00			
1-avr.-15	Mémoire 8 - branchement	3 354,48			
8-avr.-15	Mémoire 9 - branchement	1 315,98			
16-avr.-15	Mémoire 10 - branchement	2 436,13			
21-avr.-15	Mémoire 11 - branchement	1 525,28			
22-avr.-15	Mémoire 12 - branchement	1 503,40			
24-avr.-15	Mémoire 13 - branchement	839,61			
28-avr.-15	Mémoire 14 - branchement	1 586,84			
29-mai-15	Mémoire 15 - branchement	2 386,67			
12-juin-15	Mémoire 16 - vanne	1 771,93			
15-juin-15	Mémoire 17 - branchement	1 389,64			
18-juin-15	Mémoire 18 - branchement	1 771,02			
5-août-15	Mémoire 19 - branchement	3 383,15			
9-sept.-15	Mémoire 20 - branchement	7 790,05			
10-sept.-15	Mémoire 21 - branchement	1 479,71			
18-sept.-15	Mémoire 22 - ventouse	188,92			
24-sept.-15	Mémoire 23 - ventouse	2 368,16			
1-oct.-15	Mémoire 24 - vanne	1 059,44			
10-oct.-15	Mémoire 25 - vanne	905,86			
29-oct.-15	Mémoire 26 - branchement	2 484,96			
2-nov.-15	Mémoire 27 - branchement	2 554,99			
5-nov.-15	Mémoire 28 - branchement	904,22			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

17-déc.-15	Mémoire 29 - branchement	1 096,22			
17-déc.-15	Mémoire 30 - Tannerie pompe	5 760,40			
17-déc.-15	Mémoire 31 - campagnac hydraulique	3 568,73			
17-déc.-15	Mémoire 32 - campagnac echelle	1 482,08			
17-déc.-15	Mémoire 33 - campagnac porte	1 623,03			
17-déc.-15	Mémoire 34 - campagnac passerelle	3 300,06			
17-déc.-15	Mémoire 35 - moussidière masse filtrante	24 245,68			
17-déc.-15	Mémoire 36 - moussidiere masse filtrante	24 245,68			
17-déc.-15	Mémoire 37 - moussidière chloration	6 177,06			
17-déc.-15	Mémoire 38 - moussidière regul chlore	3 306,68			
TOTAL	**ANNEE 2015**	130 669,29	70 772,49	-59 896,80	12 052,65
1-janv.-16	Dotation 2016		70 592,78		
31-déc.-16	Mémoire 1 - Branchement	1 315,95			
31-déc.-16	Mémoire 2 - branchement	1 032,80			
31-déc.-16	Mémoire 3 - Réseaux	14 277,75			
31-déc.-16	Mémoire 4 - Branchement	6 161,42			
31-déc.-16	Mémoire 5 - Branchement	1 853,40			
31-déc.-16	Mémoire 6 - Branchement	2 463,59			
31-déc.-16	Mémoire 7 - branchement	2 285,96			
31-déc.-16	Mémoire 8 - Branchement	2 783,88			
31-déc.-16	Mémoire 9 - Vanne	1 626,89			
31-déc.-16	Mémoire 10 - Branchement	1 356,35			
31-déc.-16	Mémoire 11 - Branchement	2 842,82			
31-déc.-16	Mémoire 12 - branchement	3 141,47			
31-déc.-16	Mémoire 13 - Branchement	1 339,61			
31-déc.-16	Mémoire 14 - Branchement	2 028,19			
31-déc.-16	Mémoire 15 - Branchement	3 744,47			
31-déc.-16	Mémoire 16 - Branchement	1 309,62			
31-déc.-16	Mémoire 17 - Réducteur de pression	915,01			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

31-déc.-16	Mémoire 18 - Branchement	1 896,79			
31-déc.-16	Mémoire 19 - vanne	4 092,53			
31-déc.-16	Mémoire 20 - Branchement	1 754,24			
31-déc.-16	Mémoire 21 - Branchement	997,04			
31-déc.-16	Mémoire 22 - Purge	1 460,82			
31-déc.-16	Mémoire 23 - Branchement	1 454,17			
31-déc.-16	Mémoire 24 - Vanne	5 771,49			
31-déc.-16	Mémoire 25 - Vanne	777,60			
31-déc.-16	Mémoire 26 - Vanne	2 702,19			
31-déc.-16	Mémoire 27 - Vanne	2 252,96			
31-déc.-16	Mémoire 28 - Ventouse	1 220,53			
31-déc.-16	Mémoire 29 - Purge	1 041,80			
31-déc.-16	Mémoire 30 - vanne	1 612,22			
31-déc.-16	Mémoire 31 - branchement	2 648,81			
31-déc.-16	Mémoire 32 - Ventouse	1 072,30			
31-déc.-16	mémoire 33 - Maillage	2 634,36			
31-déc.-16	Mémoire 34 - Branchement	9 501,80			
31-déc.-16	Mémoire 35 - branchement + PI	6 178,08			
31-déc.-16	Mémoire 36 - Branchement	6 459,39			
31-déc.-16	Mémoire 37 - Vanne	2 472,85			
31-déc.-16	Mémoire 38 - Branchement	2 097,10			
31-déc.-16	Mémoire 39 - Vanne	1 626,89			
TOTAL	**ANNEE 2016**	112 205,14	70 592,78	-41 612,36	- 29 559,71
1-janv.-17	Dotation 2017		71 024,53		
30-juin-17	Mémoire 1 - Branchement	463,22			
30-juin-17	Mémoire 2 - Purge	1 533,99			
30-juin-17	Mémoire 3 - Extension	14 426,98			
30-juin-17	Mémoire 4 - Purge	3 321,13			
30-juin-17	Mémoire 5 - Réseau	9 107,75			
30-juin-17	Mémoire 6 - Branchement sans tranchée ouverte	255,09			
30-juin-17	Mémoire 7 - Vanne	1 430,48			
30-juin-17	Mémoire 8 - Branchement	1 304,58			
30-juin-17	Mémoire 9 - Branchement	2 318,63			
31-déc.-17	Mémoire 10 - Vanne	1 426,33			
31-déc.-17	Mémoire 11 - Branchement	1 287,88			
31-déc.-17	Mémoire 12 - Réseau sans tranchée	861,96			
31-déc.-17	Mémoire 13 - Branchement	3 165,03			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

31-déc.-17	Mémoire 14 - Branchement Forage Dirigé	5 834,33			
31-déc.-17	Mémoire 15 - Télégestion Moussidière	3 211,37			
31-déc.-17	Mémoire 16 - Armoire de commande les pechs	6 136,73			
31-déc.-17	Mémoire 17 - Variateur groupe 1 HS Moussidière	5 246,38			
31-déc.-17	Mémoire 18 - Ventouse	663,13			
TOTAL	**ANNEE 2017**	61 994,99	71 024,53	9 029,54	- 20 530,17
1-janv.-18	Dotation 2018		72 022,24		
3-déc.-18	Mémoire 1 - Branchement	2 584,66			
3-déc.-18	Mémoire 2 - Branchement	1 399,50			
3-déc.-18	Mémoire 3 - Branchement	918,51			
3-déc.-18	Mémoire 4 - Tampon Ventouse	755,85			
3-déc.-18	Mémoire 5 - Branchement et Purge	1 455,98			
3-déc.-18	Mémoire 6 - Vanne	2 097,89			
3-déc.-18	Mémoire 7 - Branchement	510,34			
3-déc.-18	Mémoire 8 - Branchement	2 855,23			
3-déc.-18	Mémoire 9 - Vanne	2 566,01			
3-déc.-18	Mémoire 10- Purge	2 498,64			
3-déc.-18	Mémoire 11 - Branchement	1 155,37			
3-déc.-18	Mémoire 12 - Réducteur de Pression	1 178,98			
3-déc.-18	Mémoire 13 - Branchement	1 700,26			
3-déc.-18	Mémoire 14 - Branchement	1 069,05			
31-déc.-18	Mémoire 15 - Variateur surpresseru Alr	1 221,71			
TOTAL	**ANNEE 2018**	23 967,98	72 022,24	48 054,26	27 524,09
	Dotation 2019		73 899,78		
23-mai-19	Mémoire 1- Branchement	2 561,82			
23-mai-19	Mémoire 2- Branchement	1 983,57			
23-mai-19	Mémoire 3- Branchement	2 254,05			
23-mai-19	Mémoire 4- Pompes	7 581,50			
23-mai-19	Mémoire 5- Branchement	1 309,80			
23-mai-19	Mémoire 6- Branchement	924,95			
23-mai-19	Mémoire 7 - Vanne	1 784,32			
23-mai-19	Mémoire 8- Branchement	1 752,58			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

27-mai-19	Mémoire 9- Branchement	2 919,37			
9-août-19	Mémoire 10- Branchement	2 546,24			
26-août-19	Mémoire 11- Branchement	2 154,14			
29-août-19	Mémoire 12- Branchement	1 706,65			
29-août-19	Mémoire 13- Branchement	1 696,82			
29-août-19	Mémoire 14- Branchement	1 646,61			
29-août-19	Mémoire 15- Branchement	1 634,08			
29-août-19	Mémoire 16- Branchement	1 670,27			
31-oct.-19	Mémoire 17- Branchement	1 875,90			
31-oct.-19	Mémoire 18- Branchement	994,74			
31-oct.-19	Mémoire 19- Reseau	1 186,05			
31-oct.-19	Mémoire 20- Branchement	264,51			
31-oct.-19	Mémoire 21- Branchement	1 353,58			
31-oct.-19	Mémoire 22- Branchement	715,96			
26-déc.-19	Mémoire 23- Branchement	1 620,00			
26-déc.-19	Mémoire 24 - Vanne	2 148,33			
26-déc.-19	Mémoire 25 - Vanne	422,54			
26-déc.-19	Mémoire 26- Branchement	2 112,34			
26-déc.-19	Mémoire 27- Branchement	475,02			
26-déc.-19	Mémoire 28- Branchement	773,41			
26-déc.-19	Mémoire 29- Branchement	1 962,01			
26-déc.-19	Mémoire 30- Branchement	4 212,00			
31-déc.-19	Mémoire 31- Branchement	1 073,35			
TOTAL	**ANNEE 2019**	57 316,51	73 899,78	16 583,27	44 107,36
	Dotation 2020		75 881,17		
26-juin-20	Mémoire 1- Ventouse	1 416,42			
26-juin-20	Mémoire 2- Branchement	2 493,20			
26-juin-20	Mémoire 3- Branchement	2 706,66			
26-juin-20	Mémoire 4- Branchement	306,00			
19-août-20	Mémoire 5- Ventouse	129,54			
19-août-20	Mémoire 6- Vanne	2 040,01			
19-août-20	Mémoire 7- Vanne	1 181,35			
19-août-20	Mémoire 8- Branchement	636,86			
19-août-20	Mémoire 9- Branchement	282,32			
19-août-20	Mémoire 10- Réseau	656,63			

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

19-août-20	Mémoire 11- Réducteur de Pression	1 346,24			
19-août-20	Mémoire 12- Vanne	1 423,72			
19-août-20	Mémoire 13- Branchement	945,50			
31-août-20	Mémoire 14- Branchement	3 087,39			
8-déc.-20	Mémoire 15- Branchement	1 050,78			
8-déc.-20	Mémoire 16- Branchement	1 079,26			
8-déc.-20	Mémoire 17- Vanne	2 108,24			
8-déc.-20	Mémoire 18- Vanne	1 098,19			
8-déc.-20	Mémoire 19- BAC	3 583,44			
18-déc.-20	Mémoire 20 - Branchement	1 277,73			
18-déc.-20	Mémoire 21 - Branchement	1 107,16			
18-déc.-20	Mémoire 22 - Branchement	2 191,55			
18-déc.-20	Mémoire 23 - Branchement	551,12			
18-déc.-20	Mémoire 24 - Vanne	1 358,57			
18-déc.-20	Mémoire 25 - CAG	58 216,56			
18-déc.-20	Mémoire 26 - Porte Argentouleau	1 638,39			
18-déc.-20	Mémoire 27 - Echelle et passerelle Temniac	5 979,99			
TOTAL	**ANNEE 2020**	99 892,82	75 881,17	-24 011,65	20 095,71
TOTAL	**Toutes années confondues**	**602 203,90**	**622 299,61**	**20 095,71**	

Article 51-4

1- "En fin de contrat ou en cas de déchéance, le solde positif du compte de renouvellement programmé est versé à la Collectivité

par le délégataire, Le délégataire fera son affaire du solde négatif au titre de la gestion à ses risques et périls

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

5.3 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.3.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts
[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.3.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.
Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….,
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.

ANNEXES



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.1 La facture 120 m³

SARLAT LA CANEDA	m³	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
Production et distribution de l'eau			**239,77**	**242,13**	**0,98%**
Part délégataire			**142,37**	**144,73**	**1,66%**
Abonnement			10,56	10,74	1,70%
Consommation	120	1,1166	131,81	133,99	1,65%
Part communale			**87,20**	**87,20**	**0,00%**
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	0,5600	67,20	67,20	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0850**	**10,20**	**10,20**	**0,00%**
Collecte et dépollution des eaux usées			**205,51**	**206,26**	**0,36%**
Part délégataire			**109,51**	**110,26**	**0,68%**
Consommation	120	0,9188	109,51	110,26	0,68%
Part communale			**96,00**	**96,00**	**0,00%**
Consommation	120	0,8000	96,00	96,00	0,00%
Organismes publics et TVA			**108,52**	**108,72**	**0,18%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
TVA			38,92	39,12	0,51%
TOTAL € TTC			**553,80**	**557,11**	**0,60%**

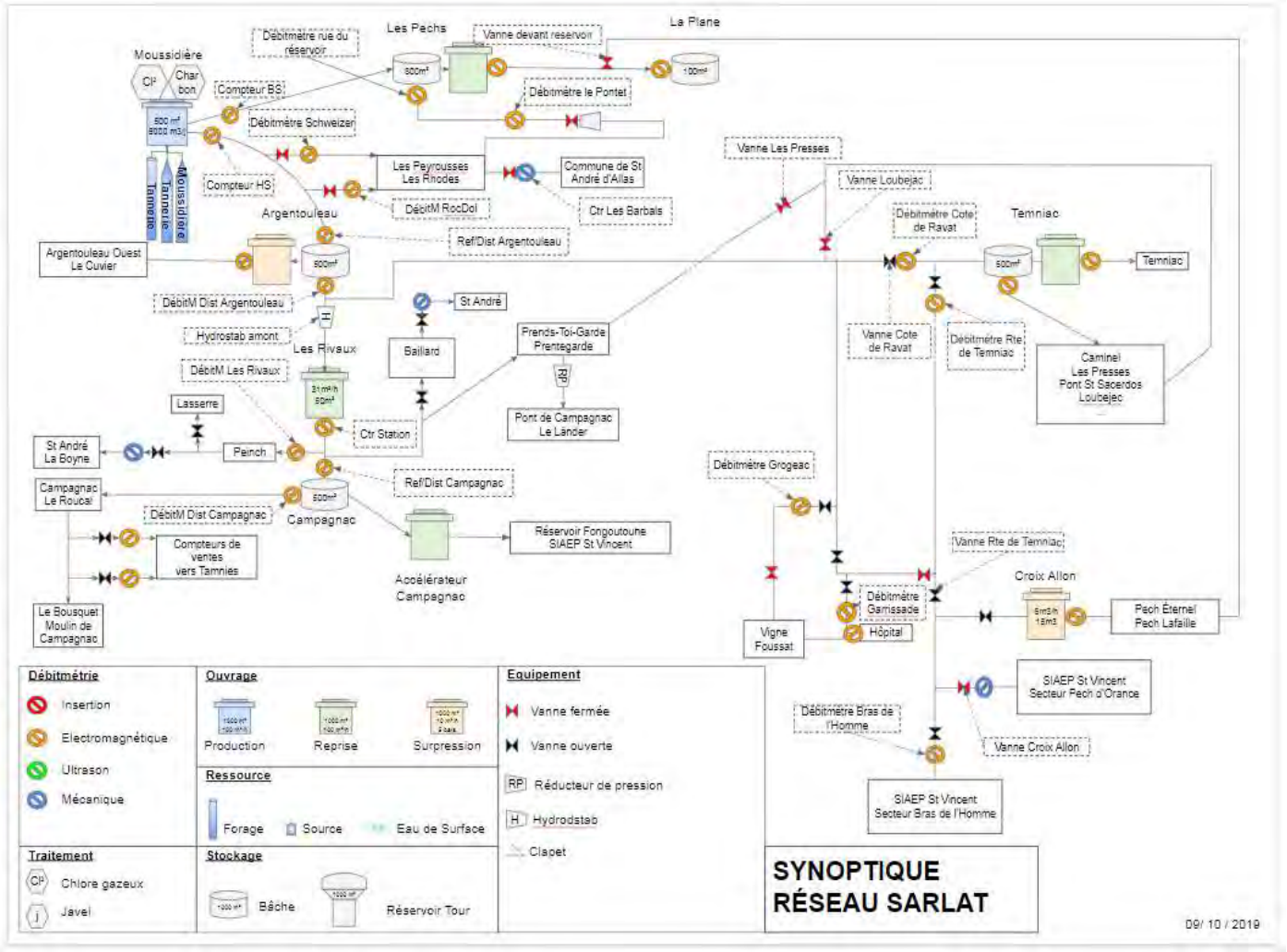
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.2 Les données consommateurs par commune

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
SARLAT LA CANEDA						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 146	8 034	7 963	7 856	7 721	-1,7%
Nombre d'abonnés (clients)	5 038	5 038	5 034	5 108	5 092	-0,3%
Volume vendu (m3)	545 716	542 506	545 630	547 607	574 315	4,9%

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.3 Le synoptique du réseau



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.4 La qualité de l'eau

6.4.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	15	15	14	14
Physico-chimique	565	565	10	10

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

6.4.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✓ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✓ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ *Conformité des prélèvements*

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	38	38	16	16	54	54
Physico-chimie	16	16	7	7	23	23

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité[4] :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	76	76	32	32
Physico-chimique	635	635	26	26
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	152	152	54	54
Physico-chimique	309	308	41	41
Autres paramètres analysés				
Microbiologique			10	
Physico-chimique	294		2	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.4.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

[4] Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

PC - Eau Brute entrée Moussidière

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	3		3	1	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	1	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Flore saprophyte (37°C)	1		1	1	(+)	
pH mesuré au labo	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
Turbidité	0.26	0.26	0.26	1	NFU	
Conductivité à 25°C	618	618	618	1	µS/cm	
Carbone Organique Total	0	0	0	1	mg/l C	<= 10
Nitrates	20.1	20.1	20.1	1	mg/l	<= 100

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

PC - Moussidière source

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	2		2	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		2	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	2		3	2	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,3	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,3,5	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	340	340	340	1	mg/l	
pH mesuré au labo	7	7.05	7.1	2	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27.9	27.9	27.9	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	33.8	33.8	33.8	1	°F	
Couleur apr. filtration simple	2.9	2.9	2.9	1	mg/l Pt	<= 200
Turbidité	0	0	0	2	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarbures (indice CH2)	0	0	0	1	µg/l	<= 1000
Température de l'eau	13.4	13.7	14	2	°C	<= 25
Température de mesure du pH	21.5	21.5	21.5	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	130	130	130	1	mg/l	
Chlorures	15	15	15	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	640	642.5	645	2	µS/cm	
Magnésium	3.2	3.2	3.2	1	mg/l	
Potassium	3.1	3.1	3.1	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	10.5	10.5	10.5	1	mg/l	
Sodium	10.3	10.3	10.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	19	19	19	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.4	0.6	0.8	2	mg/l C	<= 10
Déisopropylatrazine	0.04	0.04	0.04	2	µg/l	<= 2
Déséthylatrazine	0.1	0.105	0.11	2	µg/l	<= 2
Ammonium	0.02	0.02	0.02	1	mg/l	<= 4
Nitrates	25	25.5	26	2	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.52	0.52	0.52	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	38	38	38	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Sélénium	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0.13	0.185	0.24	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0.43	0.615	0.8	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0.29	0.41	0.53	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0.14	0.205	0.27	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité béta résiduelle	0.077	0.077	0.077	1	Bq/l	
Activité béta totale	0.141	0.141	0.141	1	Bq/l	
Radon 222	0	0	0	1	mBq/l	
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Bromoforme	0	0	0	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	2	µg/l	
Atrazine	0.05	0.055	0.06	2	µg/l	<= 2
Simazine	0.03	0.03	0.03	2	µg/l	<= 2
Ethidimuron	0.05	0.06	0.07	2	µg/l	<= 2

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

PC - Tannerie forage

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Température de l'eau	14.1	14.1	14.1	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	21.8	21.8	21.8	1	°C	
Conductivité à 25°C	500	500	500	1	µS/cm	
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 10
Nitrates	4.6	4.6	4.6	1	mg/l	<= 100
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

PC - Tannerie source

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	135		135	1	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	5		5	1	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		11	3	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		2	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		12	3	n/100ml	<= 10000
Flore saprophyte (37°C)	3		3	1	(+)	
pH mesuré au labo	6.9	7.1	7.2	3	Unité pH	
Turbidité	0	0.07	0.21	3	NFU	
Température de l'eau	14.1	14.2	14.3	2	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20.7	21.3	21.9	2	°C	
Conductivité à 25°C	505	613.333	670	3	µS/cm	
Carbone Organique Total	0	0.333	1	3	mg/l C	<= 10
Déisopropylatrazine	0	0.015	0.03	2	µg/l	<= 2
Déséthylatrazine	0	0.035	0.07	2	µg/l	<= 2
Nitrates	4.9	17.133	23.5	3	mg/l	<= 100
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0.055	0.11	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0.135	0.27	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0.07	0.14	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0.065	0.13	2	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Bromoforme	0	0	0	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	2	µg/l	
Atrazine	0	0.03	0.06	2	µg/l	<= 2
Simazine	0	0.015	0.03	2	µg/l	<= 2
Ethidimuron	0	0.03	0.06	2	µg/l	<= 2

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

UP - Production Moussidière

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	11	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		25	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		15	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
Cryptosporidium sp Eau Potable	0		0	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	6	(+)	
Kystes Giardia sp Eau Potable	0		0	2	n/100ml	
Chlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,3	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,4	0	0	0	2	µg/l	
Pentachlorobenzène	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,3	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,3,5	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	334	338.5	343	2	mg/l	
pH mesuré au labo	7.1	7.382	8.1	11	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27.4	28.02	28.5	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.1	31.12	31.2	5	°F	
Couleur	0	0	0	2	mg/l Pt	<= 15
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	3	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.038	0.42	11	NFU	<= 1
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Biphényle	0	0	0	2	µg/l	
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	12.3	14.88	16.2	5	°C	<= 25
Température de mesure du pH	17.7	20.4	21.9	5	°C	
Fer dissous	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	120	120	120	2	mg/l	
Chlorures	13	14.2	15	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	610	638	670	5	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.8	2.8	2.8	2	mg/l	
Potassium	2	2.3	2.6	2	mg/l	
Sodium	8.3	8.9	9.5	2	mg/l	<= 200
Sulfates	14	16.6	18	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.1	0.5	9	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0.006	0.02	5	mg/l	<= 0.1

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Nitrates	19	21.2	23	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.38	0.426	0.47	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0.004	0.02	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium dissous	0	0.005	0.01	2	mg/l	<= 0.2
Aluminium total	0	0.004	0.007	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.04	0.04	0.04	2	mg/l	<= 0.7
Bore	15	22.5	30	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	0	0	0	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0.7	0.8	0.9	2	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	4	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	4	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	4	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	4	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	4	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	4	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	4	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0.056	0.28	5	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0.026	0.13	5	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	4	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	4	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	4	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0.03	0.15	5	µg/l	
Naphtalène	0	0	0	2	µg/l	
Chlore libre	0.32	0.421	0.52	11	mg/l	
Chlore total	0.34	0.423	0.55	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0.115	0.23	4	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	4	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0.17	0.42	4	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0.088	0.25	4	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	0.373	0.9	4	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Chloro-2-toluène	0	0	0	2	µg/l	
Chloro-3-toluène	0	0	0	2	µg/l	
Chloro-4-toluène	0	0	0	2	µg/l	
Cumène	0	0	0	2	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
Métaxylène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

ZD - SARLAT

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	33	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	43	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	43	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	43	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	43	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	43	n/100ml	= 0
pH mesuré au labo	6.9	7.197	7.6	33	Unité pH	[6,5 - 9]
Couleur	0	1.025	4.8	12	mg/l Pt	<= 15
Couleur apr. filtration simple	0	1.124	3.5	21	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	33	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	33	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	10.4	17.658	26.4	33	°C	<= 25
Température de mesure du pH	16	19.782	22.8	33	°C	
Fer total	0	1.75	7	4	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	350	584.848	650	33	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0.001	0.02	33	mg/l	<= 0.1
Nitrates	18	20.833	23	6	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.38	0.433	0.46	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.5
Aluminium dissous	0	0.008	0.01	4	mg/l	<= 0.2
Aluminium total	0	0.006	0.009	4	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	4	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	4	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0.525	0.8	4	µg/l	<= 50
Cuivre	0.009	0.048	0.087	8	mg/l	<= 2
Nickel	0	1.663	4.7	8	µg/l	<= 20
Plomb	0	1.35	2.8	8	µg/l	<= 10
Zinc	0.02	0.105	0.44	8	mg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	4	µg/l	<= 0.5
Acénaphtène	0	0	0	4	µg/l	
Acénaphthylène	0	0	0	4	µg/l	
Anthracène	0	0	0	4	µg/l	
Benzanthracène	0	0	0	4	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Chrysène	0	0	0	4	µg/l	
Dibenzo(a,h)anthracène	0	0	0	4	µg/l	
Fluoranthène	0	0	0	4	µg/l	
Fluoranthène Méthyl-2	0	0	0	4	µg/l	
Fluorène	0	0	0	4	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Naphtalène	0	0	0	4	µg/l	
Naphtalène Méthyl-2	0	0	0	4	µg/l	
Pérylène	0	0	0	4	µg/l	
Phénantrène	0	0.003	0.013	4	µg/l	
Pyrène	0	0	0	4	µg/l	
Chlore libre	0	0.249	0.4	43	mg/l	
Chlore total	0.18	0.297	0.39	3	mg/l	
Bromoforme	0.89	1.098	1.3	4	µg/l	
Chloroforme	0	0.61	1.9	4	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.1	1.85	3.6	4	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.41	1.23	3.1	4	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.83	4.788	9.49	4	µg/l	<= 100

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.5 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Installation de production

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Moussidière						
Energie relevée consommée (kWh)	421 485	398 905	406 088	407 491	404 136	-0,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	540	514	514	516	511	-1,0%
Volume produit refoulé (m3)	780 416	776 315	790 736	790 179	790 647	0,1%

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
La Croix d'Allon BT						
Energie relevée consommée (kWh)	8 004	7 039	9 001	5 127	6 303	22,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	546	552	675	548	764	39,4%
Volume pompé (m3)	14 672	12 761	13 332	9 364	8 254	-11,9%
Les Rivaux BT						
Energie relevée consommée (kWh)	20 338	21 588	27 638	26 128	23 245	-11,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	326	327	326	338	294	-13,0%
Volume pompé (m3)	62 405	66 047	84 799	77 254	78 952	2,2%

Réservoir ou château d'eau

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Argentouleau neuf 500m3						
Energie relevée consommée (kWh)	2 397	2 364	3 065	2 807	4 297	53,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	409	424	467	680	1 219	79,3%
Volume pompé (m3)	5 860	5 572	6 568	4 127	3 525	-14,6%
Champagnac 500 m3						
Energie relevée consommée (kWh)					155	
La Plane 100 m3						
Energie relevée consommée (kWh)					132	
Les Pechs neufs 800m3						
Energie relevée consommée (kWh)	11 457	36 853	40 976	9 361	26 721	185,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	422	664	877	266	737	177,1%
Volume pompé (m3)	27 176	55 494	46 733	35 254	36 254	2,8%
Temniac 500m3						
Energie relevée consommée (kWh)					0	

Installation de captage

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
La Tannerie source BT						
Energie relevée consommée (kWh)	31 980	26 813	23 498	9 927	32 721	229,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	171	147	152	76	192	152,6%
Volume pompé (m3)	187 465	182 452	154 763	131 203	170 532	30,0%
Moussidière Exhaure MT						
Energie relevée consommée (kWh)					0	
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	0	0	0	0	0%
Volume pompé (m3)	580 392	580 904	620 518	644 206	605 020	-6,1%

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.6 Les engagements spécifiques au service

Rendement de réseau : 82%

Indice Linéaire de perte : 2,9

Renouvellement des compteurs abonnés de plus de 15 ans

Analyse autosurveillance :

Production :

B3 + Turb + Cl2 : 7

Crypto Guardia: 3
COT : 6

Distribution :
B3 + Turb + Cl2 : 10

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.7 Attestations d'assurances

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218421** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par sinistre
Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2021 au 31/12/2021

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 17/11/2020

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory

Allianz

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
467 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
467 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesaufsicht für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218521** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT	**10 000 000**	**EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période de la police du 01/01/2021 au 31/12/2021 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 20/11/2020

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 808 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 808 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707 , dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 Paris.

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **2021/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR et FR00019008PR** émises par **XL Insurance Company SE**, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2021** jusqu'au **31 Décembre 2021**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 4Jan vier 2021

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33. 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 . Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 775 667 363	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes Entreprises** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2021 au 31/12/2021

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros. RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

SMA COURTAGE

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros. RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	**En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	**Marché d'entreprise** 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 08/12/2020

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DEPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.8 Inventaire du patrimoine

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Compteur de secto Côte de Ravat	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Compteur de secto Garissade	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome	2014	ABB waterflux
Compteur de secto Grogeac	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Compteur de secto Pontet	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Compteur de secto Roc Mol	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Compteur de secto Route de Temniac	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Compteur de secto Schweitzer	File Eau	Distribution eau	Débitmètre Electromagnétique Autonome		
Exhaure Moussidière	Bâtiments, VRD	Bâtiments d'Exploitation	Potence Fixe		
Exhaure Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Exhaure Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Exhaure Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		TELEMECANIQUE ATV28HD12N4
Exhaure Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		TELEMECANIQUE ATV28HD12N4
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Canalisation		
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Canalisation		
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		KROHNE
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		KROHNE
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Détecteur de Niveau Poire		
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Pompe Immergée (EP) en tube		KSB KRT K 150-315/66UG-274/274
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Pompe Immergée (EP) en tube		KSB KRT K 150-315/66UG-274/274
Exhaure Moussidière	File Eau	Elévation	Vanne Pneumatique		
Forage et Source de la Tannerie	Bâtiments	Aménagements Extérieurs	Espaces verts arbres pelouse…		
Forage et Source de la Tannerie	Bâtiments	Aménagements Extérieurs	Grillage		
Forage et Source de la Tannerie	Bâtiments	Aménagements Extérieurs	Portail		
Forage et Source de la Tannerie	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Forage et Source de la Tannerie	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Potence Amovible		
Forage et Source de la Tannerie	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Forage et Source de la Tannerie	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Forage et Source de la Tannerie	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL S550
Forage et Source de la Tannerie	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		TELEMECANIQUE ATV38HD25N4

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Bâche		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Compteur Mécanique		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Compteur Mécanique		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Détecteur de Niveau Poire		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Electrovanne		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Forage		
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Pompe Immergée (EP) en tube		FLYGT 2075323
Forage et Source de la Tannerie	File Eau	Alimentation Eau Brute	Pompe Immergée (EP) en tube		GRUNDFOS SP60-9
Réservoir de Campagnac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment de Process		
Réservoir de Campagnac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bouche d'Aération		
Réservoir de Campagnac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Echelle Fixe		
Réservoir de Campagnac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Canalisation		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Crépine pour Filtre		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir de Campagnac	File Eau	Stockage	Vanne Manuelle		
Réservoir de la Plane	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment de Process		
Réservoir de la Plane	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bouche d'Aération		
Réservoir de la Plane	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Echelle Fixe		
Réservoir de la Plane	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Canalisation		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Crépine pour Filtre		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir de la Plane	File Eau	Stockage	Vanne Manuelle		
Réservoir et reprise des Pechs	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment de Process		
Réservoir et reprise des Pechs	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bouche d'Aération		
Réservoir et reprise des Pechs	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Echelle à Crinoline		
Réservoir et reprise des Pechs	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Réservoir et reprise des Pechs	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Réservoir et reprise des Pechs	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Réservoir et reprise des Pechs	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL S550
Réservoir et reprise des Pechs	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS 46
Réservoir et reprise des Pechs	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS 46
Réservoir et reprise des Pechs	Energies	Distribution Electrique Haute Tension	Transformateur Abaisseur		H61
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	Canalisation		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	Compteur Mécanique		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	Crépine pour Filtre		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR38-8-2 A-F-A-E-EUBE
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR38-8-2 A-F-A-E-EUBE
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Reprise	Vanne Manuelle		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Canalisation		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Crépine pour Filtre		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir et reprise des Pechs	File Eau	Stockage	Vanne Manuelle		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment de Process		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bouche d'Aération		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Echelle à Crinoline		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL S550
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Canalisation		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Crépine pour Filtre		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Débitmètre Electromagnétique en		

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
			Conduite		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Stockage	Vanne Manuelle		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	Ballon		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	Canalisation		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	Compteur Mécanique		
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR8-50 A-A-A-BUBE
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR8-50 A-A-A-BUBE
Réservoir Surpresseur de Argentouleau	File Eau	Surpression	Vanne Manuelle		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bâtiment de Process		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Bouche d'Aération		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Echelle à Crinoline		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Réservoir Surpresseur de Temniac	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Réservoir Surpresseur de Temniac	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Appareil de Mesure de Niveau Piézométrique		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Canalisation		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Crépine pour Filtre		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Détecteur de Niveau Poire		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Echelle Fixe		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Réservoir		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Robinet à Flotteur		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Stockage	Vanne Manuelle		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Surpression	Ballon		CHARLATTE
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Surpression	Canalisation		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Surpression	Compteur Mécanique		
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		KSB MOVICHROM NG 9/6 20
Réservoir Surpresseur de	File Eau	Surpression	pompe de Surface		KSB MOVICHROM

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Temniac			(centrifuge) mono cellulaire		NG9/6 20
Réservoir Surpresseur de Temniac	File Eau	Surpression	Vanne Manuelle		
Station de Reprise des Rivaux	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Station de Reprise des Rivaux	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Station de Reprise des Rivaux	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL S50
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Bâche		
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Ballon Anti-Bélier		PAUCHARD
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Compteur Mécanique		
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Electrovanne		
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires		
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GOURDIN DOD
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GOURDIN DOD
Station de Reprise des Rivaux	File Eau	Elévation	Robinet à Flotteur		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	Bâtiments	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Stockage	Bâche		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Stockage	Détecteur de Niveau Poire		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Stockage	Electrovanne		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Stockage	Robinet à Flotteur		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Ballon		CHARLATTE
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Ballon		CHARLATTE
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Canalisation		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Compteur Mécanique		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Crépine pour Filtre		
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR4-160/14 A-A
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR4-160/14 A-A
Station de Surpression de la Croix d'Allon	File Eau	Surpression	Vanne Manuelle		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Bâtiments, VRD	Sécurité	Extincteur		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS46D75N
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS46D75N
Station de Surpression Moussidière Bas Service	Energies	Distribution Electrique Haute Tension	Transformateur Abaisseur		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	Ballon Anti-Bélier		CHARLATTE

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	Canalisation		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	Compteur Mécanique		ACTARIS WOLTEX
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	Crépine pour Filtre		
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GUINARD MH100T4
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GUINARD MH100T4
Station de Surpression Moussidière Bas Service	File Eau	Surpression	Vanne Manuelle		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Lavage	Production d'Air surpressé	Canalisation		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Lavage	Production d'Air surpressé	Ne jamais utiliser (à supprimer)		HIBON SP1.04P
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Lavage	Production d'Air surpressé	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Service	Production d'Air	Compresseur à Pistons		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Service	Production d'Air	Electrovanne		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Air de Service	Production d'Air	Filtre à Air		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Aménagements Extérieurs	Grillage		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Aménagements Extérieurs	Portail		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments Administratifs	Local		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Caillebotis		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Echelle Fixe		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Huisserie Serrurerie		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Local		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Palan Manuel		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Rembarde		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Bâtiments d'Exploitation	Trappe		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Sécurité	Douche et Rince-Œil		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Bâtiments, VRD et Moyens Divers	Sécurité	Extincteur		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Armoire Electrique BT		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Automate		SCHNEIDER TSX37-10
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Coffret de Télégestion		SOFREL S550
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS46C14N
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS46C14N
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Démarreur Electronique		TELEMECANIQUE ATS46C14N
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Terminal Graphique et matriciel		SCHNEIDER MAGELIS
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Terminal Graphique et matriciel		SCHNEIDER MAGELIS

Installation	***Entité***	***Unité***	***Equipement***	***Année***	***Type***
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		TELEMECANIQUE ATV28HD16N4
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		DANFOSS FC102 P22K
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Contrôle/Commande	Unité de Contrôle / Commande	Variateur de Fréquence		Aqua Drive 75KW
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Energies	Distribution Electrique Haute Tension	Transformateur Abaisseur		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Energies	Production Energie Electrique	Groupe Electrogène à Fuel		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	Ballon Anti-Bélier		CHARLATTE
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	Canalisation		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	Compteur Mécanique		ACTARIS WOLTEX
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	Crépine pour Filtre		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		KSB MTC D 100/3X-07.1-11.65
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		KSB MTC D 100/3X-07.1-11.65
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		KSB MTC D 100/3X-07.1-11.65
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Elévation Haut service	Vanne Manuelle		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Canal		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Cuve		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Cuve		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Débitmètre Electromagnétique en Conduite		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Détecteur de Niveau Poire		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Détecteur de Niveau Poire		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Matériau de Garnissage		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Matériau de Garnissage		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Filtration	Vanne Pneumatique		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau de Lavage Sortie Filtres	Pompe Immergée (EP) en tube		KSB AMAREX F 80-210/014YG-175
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau de Lavage Sortie Filtres	Réservoir		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau de Lavage Sortie Filtres	Vanne Motorisée		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Analyseur de Chlore Méthod Electrochim contin		PROMINENT Dulcotest

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Installation	*Entité*	*Unité*	*Equipement*	*Année*	*Type*
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Détecteur de Niveau Poire		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Détecteur de Niveau Poire		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Jeu de Détecteurs de Niveau Poires		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Moteur Asynchrone		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	pompe de Surface (centrifuge) mono cellulaire		GRUNDFOS CR1S-2 A-A-A-E-HQQE
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Réservoir		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	File Eau	Stockage Eau Traitée	Turbidimètre en continu		HACH LANGE Ultraturb
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Produits de Traitement	Chlore Gazeux	Chloromètre		
Usine de Production d'Eau Potable de Moussidière	Produits de Traitement	Chlore Gazeux	Electrovanne		

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.9 Annexes financières

→ ***Les modalités d'établissement du CARE***

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.
Le CARE établi au titre de 2020 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Compagnie Des Eaux et de l'Ozone au sein de la Région Sud-Ouest de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.
La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.
Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21eme siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 66 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Compagnie Des Eaux et de l'Ozone a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.
Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).
Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.
L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).
En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.
La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2020 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et répartis entre les contrats de la Société

Changement de modalité de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.
Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.

- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.
Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée.
En pratique, à compter du 1er janvier 2020 (et sans retraitement rétrospectif des CARE 2019):

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n – en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;

- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).
Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.
Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote part des coûts ci-dessus selon les règles ci dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place: le contrat assainissement supporte alors la quote part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.
Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.
En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice , une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante . Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.
S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.
Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1 Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

2.1.1 Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée.

2.1.2 Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.
Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).
Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.
La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi.
C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.
Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.
Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.
Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3 Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.
Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2020 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA et dont le résultat imposable est supérieur à 500 K€ (31%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2 Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.
Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1 Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont pas été modifiées.
Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).
Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.
Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.
Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.
Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.
Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.
A noter toutefois que par exception à la règle décrite ci-dessus, les frais de production d'eau ou de traitement des eaux usées d'une installation donnée sont répartis entre les contrats desservis par cette installation au prorata des volumes.
Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2 Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.
Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3 Autres charges

2.3.1 Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).
La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2020 au titre de l'exercice 2019.

2.4 Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.
Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).
Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés peuvent anticiper sur 2020 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2021.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
- *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1992, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1992.*

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.10 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS	572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / *List of certified locations on the following pages*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* 2018-11-11 Jusqu'au / *until* 2021-08-20

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

afnor CERTIFICATION

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69287.5

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-11-10** Jusqu'au *Until* **2021-11-09**

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 167 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69286.5 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* 2018-11-10 Jusqu'au *Until* 2021-11-09

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.11 Actualité réglementaire 2020

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Crise sanitaire

A partir de mi-mars 2020, l'actualité règlementaire quel que soit le domaine a été fortement marquée par les mesures d'adaptation à la situation de crise sanitaire.

Deux ordonnances du 25 mars 2020 ont particulièrement impacté le fonctionnement des services d'eau et d'assainissement ; à savoir, d'une part l'ordonnance 2020- 306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures et, d'autre part l'ordonnance 2020-319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation des contrats de la commande publique.

De très nombreux textes d'application sont venus compléter voire modifier à diverses reprises le dispositif :

- certains comme les décrets 2020-383 du 1er avril 2020 et 2020-453 du 21 avril 2020 pour instaurer des dérogations au principe de suspension des délais en matière de contrôle des ICPE ou d'autosurveillance des installations,
- d'autres tels que le décret 2020- 893 du 22 juillet 2020 pour assouplir temporairement, jusqu'au 10 juillet 2021, les règles applicables aux marchés publics de travaux en autorisant leur passation sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque leur valeur estimée est inférieure à 70 000€HT, ou encore le décret 2020-1261 du 15 octobre 2020 pour pérenniser la suppression du plafonnement des avances dans les marchés publics.

Enfin d'autres textes plus sectoriels ont assoupli certains délais réglementaires; notamment, l'arrêté du 17 juin 2020 (JO du 20 juin 2020) qui a neutralisé le contrôle des compteurs d'eau froide du fait de l'impossibilité d'accès aux compteurs situés en partie privative pendant la période de confinement.

Plan de relance / Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)

L'instruction du 30 juillet 2020 relative à la part exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et à l'accompagnement de la relance dans les territoires, à destination des préfets et des services déconcentrés de l'Etat, préfigure les dispositions du plan de relance annoncé à l'automne 2020. Cette instruction vise à faire part des orientations de la mobilisation de cette dotation. En 2020, les projets traitant de la résilience sanitaire sont rendus éligibles à la DSIL. Cette thématique recouvre notamment des opérations en matière de santé publique et de mise aux normes des équipements sanitaires ou les travaux sur les réseaux d'assainissement.

Subventions d'investissement

Le décret 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L. 1111-11 du code général des collectivités territoriales précise les modalités d'affichage des organismes 'subventionneurs' et du plan de financement lors d'une opération d'exécution d'une opération subventionnée.

Services publics locaux

Commande publique

La loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite "ASAP", modifie certaines dispositions applicables à la commande publique. Elle ajoute en particulier le motif d'intérêt général à ceux pouvant justifier la passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. Un décret doit définir la notion de "motif d'intérêt général"

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Elle étend par ailleurs un dispositif en faveur de l'accès des PME à la commande publique, initialement prévu pour les marchés de partenariat, aux marchés globaux (marchés de conception-réalisation, marchés globaux de performance, marchés globaux sectoriels) dont une part minimale devra être réservée à ces entreprises et aux artisans.

Pérennisant les dispositifs mis en oeuvre pendant la première période d'état d'urgence sanitaire, l'article 132 de la loi crée dans le code de la commande publique une sous-section « règles applicables en cas de circonstances exceptionnelles » visant à assouplir les règles tant au bénéfice des acheteurs publics que de leurs cocontractants en cas de circonstances exceptionnelles.

Enfin, la loi ASAP prévoit les conditions auxquelles, jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT.

Economie circulaire et lutte contre le gaspillage

La loi 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite ''AGEC '', comporte un ensemble de dispositions relatives aux services d'eau et d'assainissement qui visent à renforcer l'usage raisonné de la ressource hydrique.
En particulier, les articles 69 et 70 tendent à favoriser l'usage des eaux usées traitées et des eaux de pluie comme ressource « non-conventionnelle » en substitution de l'eau potable. Les cas échéant, ces dispositions seront précisées par décret dans le respect des risques sanitaires et le respect du bon état écologique des cours d'eau. Par exemple, un décret précisera les critères de consommation en eau potable que les constructions nouvelles devront satisfaire dès 2023 pour répondre aux exigences de performances environnementales des bâtiments.

Concernant la réutilisation des eaux usées traitées, les dispositions de la loi AGEC s'inscrivent en cohérence avec le Règlement Européen 2020/741 du 25 mai 2020 (JOUE du 5 juin 2020) relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau qui porte exclusivement sur la réutilisation à des fins d'irrigation agricole.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la loi AGEC stipule que les établissements recevant du public seront tenus d'être équipés d'au moins une fontaine d'eau potable accessible au public, lorsque cette installation est réalisable dans des conditions raisonnables. Le décret 2020-1724 du 28 décembre 2020 en précise la mise en œuvre.

Information relative à l'environnement

Dans la circulaire du 11 mai 2020 relative à la mise en œuvre des dispositions régissant le droit d'accès à l'information relative à l'environnement, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire rappelle aux préfets et à différents établissements publics l'importance du droit d'accès à l'information relative à l'environnement.
Cette circulaire fait suite à la mise en demeure de la France par la Commission Européenne dans le cadre de l'application de la Directive Européenne 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 17 juillet 2020 (JO du 2 août 2020) fixe, pour l'année 2020, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Instruction budgétaire et comptable

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

L'arrêté du 17 décembre 2020 (JO du 29 décembre 2020) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, le décret 2020-1791 et un arrêté du 30 décembre 2020 (JO du 31 décembre 2020) dressent la liste des comptes assujettis à la M49 bénéficiant de l'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la TVA.

Service public de l'eau

Directive cadre eau potable

La Directive (UE) 2020/2184, publiée le 23 décembre 2020, est entrée en vigueur le 12 janvier 2021 et doit être transposée en droit interne des différents Etats membres dans un délai de deux ans. Elle procède à la refonte de la Directive 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Les principales thématiques développées sont, outre l'accès à l'eau pour tous et la promotion de l'eau du robinet, un renforcement des exigences en matière de contrôle de la qualité de l'eau avec l'ajout notamment de nouveaux paramètres et le contrôle des matériaux en contact avec l'eau , la mise à disposition des abonnés d'une information adaptée (factures, applications, site internet) sur la qualité de l'eau et des programmes de surveillance de cette qualité appliqués à toutes les eaux.

Préservation de la ressource en eau

Le décret n° 2020-1762 du 30 décembre 2020 relatif à la contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau vient encadrer la mission non obligatoire de gestion et de préservation de la ressource des services d'eau potable. Ainsi, les services qui assurent tout ou partie du prélèvement en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable pourront contribuer au maintien ou à la préservation de la ressource en eau par l'intermédiaire d'un plan d'action dont les mesures seront définies avec les acteurs du territoire concerné. Ce plan d'actions doit être validé par une délibération de la collectivité.

Captages d'eau potable

L'instruction du Gouvernement du 5 février 2020 relative à la protection des ressources en eau des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau destinée à la consommation humaine vise à mobiliser les services de l'État et ses établissements publics pour l'accompagnement des territoires dans la protection des ressources des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau potable contre les pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires. Cette instruction s'inscrit dans la continuité des Assises de l'eau et actualise le cadre d'intervention des services de l'Etat et des collectivités.

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé a introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et/ou de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable, pour les captages dont le débit est inférieur à 100 m3/j. L'arrêté du 6 août 2020 (JO du 9 août 2020) précise le cadre pour cette simplification. Notamment, l'arrêté fixe les critères physico-chimique et microbiologique qui permettent d'accéder à cette simplification. Il impose également une stabilité de la qualité de l'eau prélevée.

Divers ajustements réglementaires sur les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

Le décret 2020-1094 du 27 août 2020 relatif à la sécurité sanitaire des eaux et des aliments traite principalement de l'utilisation de « l'eau de mer propre ». Toutefois, ce décret, comprend également un ensemble de dispositions ponctuelles et d'ajustements ou précisions réglementaires diverses portant sur l'eau potable destinée à la consommation humaine. Ces dispositions portent entre autres sur les modalités d'autorisation temporaire pour l'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, les modalités de

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé de nettoyage et de désinfection des installations dont les composants ne figurent pas dans la liste arrêtée par les ministres compétents.

Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)

Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires

L'arrêté du 6 avril 2020 (JO du 23 avril 2020) modifie l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux. Cet arrêté précise les conditions d'agrément pour le mesurage du radon-222 dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine. A compter du 1 janvier 2021, ces laboratoires seront agréés par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN).

Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 modifie l'instruction no DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».
En cas de dépassements de la limite de qualité, l'instruction du 29 avril 2020 modifie aussi les délais impartis pour rétablir la qualité de l'eau en fonction des concentrations observées en CVM. Pour autant, cette nouvelle instruction préconise comme prioritaire la mise en œuvre de solutions définitives, fondées essentiellement sur le remplacement des canalisations, plutôt que le recours aux purges (solution considérée non-pérenne).

Traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Deux avis publiés au JO du 19 mars 2020 viennent préciser les caractéristiques et exigences de technologies de traitement des eaux destinées à la consommation humaine : le premier avis porte sur les réacteurs équipés de lampes à rayonnement ultraviolet utilisés en désinfection de l'eau et le second sur les modules de filtration membranaire.

Matériaux en contact avec des eaux destinées à la consommation humaine.

L'arrêté du 25 juin 2020 (JO du 28 juin 2020) relatif aux matériaux et produits métalliques destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine actualise la liste des compositions autorisées pour les matériaux et objets métalliques en contact avec l'eau potable. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre de la révision de la Directive eau potable (adoptée depuis, le 16 décembre 2020) qui demande aux États membres que les substances et matériaux utilisés pour préparer et distribuer l'eau ne présentent pas de risque sanitaire pour le consommateur. Il fixe les dispositions pour y répondre, actualise l'inventaire des matériaux et produits métalliques permis et intègre, dans la règlementation française, la liste des alliages autorisés établie par un groupe de travail coopératif européen de quatre Etats membres (dont la France).

L'arrêté du 24 juillet 2020 (JO du 5 août 2020) actualise la liste des alliages métalliques sur lesquels un revêtement en étain peut être appliqué. Cet arrêté concerne les matériaux et objets utilisés pour la production, la distribution et le conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport au précédent arrêté du 18 janvier 2018, cette liste est complétée de quatre nouveaux alliages à base de cuivre.

Contrôle des compteurs en service

L'arrêté du 26 août 2020 (JO du 30 août 2020) relatif aux instruments de mesure est pris en application du décret 2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives. Cet arrêté

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

transfère aux préfets de département la vérification des instruments de mesure qui relevait précédemment du service de la métrologie légale du ministère de l'industrie.

Réseaux intérieurs

Le décret n° 2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations indique que les équipements de production et de distribution d'eau chaude et d'eau froide ainsi que les canalisations d'évacuation d'eaux usées et d'eaux pluviales contribuent à la sécurité et la salubrité des immeubles. A ce titre, le décret précise comment 'la police des immeubles' est en mesure de pouvoir remédier à tout défaut dans leur fonctionnement.

Biodiversité et Qualité des milieux

Mise à jour des SDAGE pour la période 2022 – 2027

Conformément à la Directive Cadre sur l'Eau, les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) constituent des documents de planification des politiques de l'eau à l'échelle des six grands bassins hydrologiques métropolitains. Ces documents sont révisés tous les six ans. En 2020, différents textes réglementaires sont venus encadrer les conditions de mises en œuvre de la révision des SDAGE pour la période 2022-2027.

Ainsi, la note technique du 3 mars 2020 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés pour le troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau attire la vigilance des préfets coordonnateurs de bassins, sur les points importants à considérer pour leur élaboration par les comités de bassins, et sur les échéances à respecter, en vue de procéder à leur adoption dès avant le 22 décembre 2021.

L'arrêté du 2 avril 2020 (JO du 6 mai 2020) modifie l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux. Notamment, cet arrêté précise que, désormais, le projet de SDAGE est mis à la disposition du public et non plus soumis à sa consultation. Cet arrêté précise également la liste des documents constitutifs du SDAGE qui seront mis à disposition du public.

Enfin, la note technique du 29 septembre 2020 relative aux objectifs nationaux de réduction des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses dans les eaux de surface et à leur déclinaison dans les SDAGE 2022-2027 précise les objectifs de réduction des rejets de substances dangereuses vers les eaux de surface à inscrire dans les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) tels que prévus au code de l'environnement (article R.212.9).

Surveillance des milieux aquatiques

Dans sa Décision d'Exécution 2020/1161 du 4 août 2020 (JOUE du 6 août 2020), la Commission Européenne procède à l'actualisation de la liste des polluants à surveiller dans les milieux aquatiques. Celle liste rassemble les substances hautement toxiques mais pour lesquelles des données de surveillance sont insuffisantes pour déterminer le risque réel. Cette liste est ainsi complétée de seize nouvelles substances portant celle-ci à 19 substances.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

6.12 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m^3/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m^3/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m3/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.
Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.
Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✓ 0 % : aucune action ;
- ✓ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✓ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✓ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ✓ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✓ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✓ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m3/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m3/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics …

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012–97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min}\,(A + 0{,}2\ ILC\ ;\ 85)$$

Avec :

- ✓ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✓ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m^3/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- ✓ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage…) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m3/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

- ✓ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✓ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

Ressourcer le monde

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

NOTE D'INFORMATION

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au **maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2021
CHIFFRES 2020

L'agence de l'eau vous informe



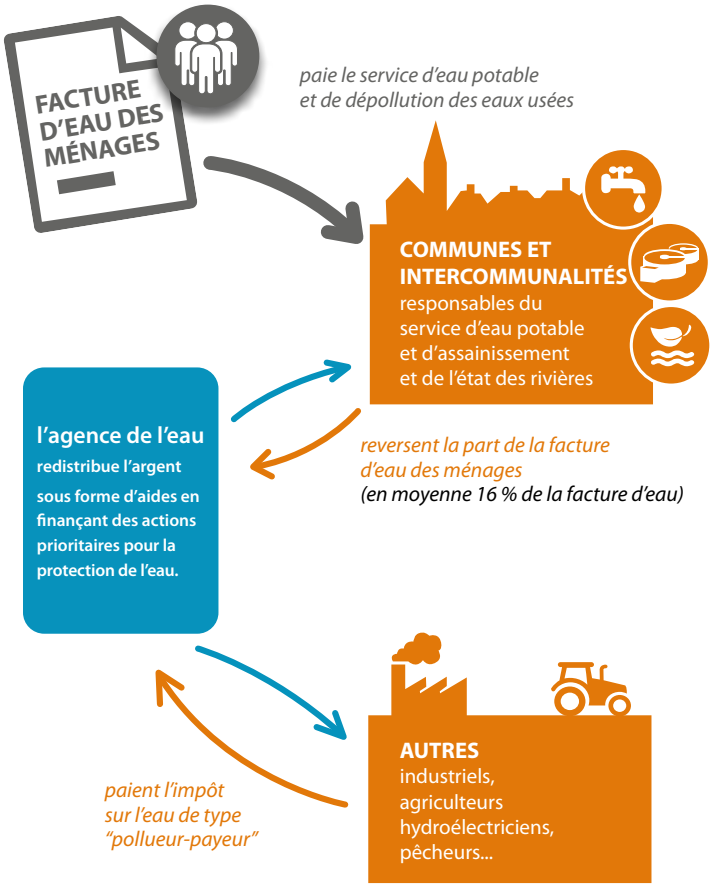
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,19 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 503 euros par an et une mensualité de 42 euros en moyenne
(estimation Adour-Garonne d'après SISPEA • données agrégées disponibles - 2018).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation),
- le service de collecte et de traitement des eaux usées,
- les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 16 % du montant de la facture d'eau,
- les contributions aux organismes publics (VNF…) et l'éventuelle TVA.

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières…

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne : **https://www.eau-grandsudouest.fr/**

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

COMBIEN ONT COÛTÉ LES REDEVANCES 2020 ?

En 2020, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 306 millions d'euros dont 255 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui a payé quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2020 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne

0,10 € **de redevance de pollution** payé par les éleveurs concernés

2,20 € **de redevance de pollution** payés par les industriels *(y compris réseaux de collecte)* et les activités économiques concernés

70,30 € **de redevance de pollution domestique** payés par les abonnés *(y compris réseaux de collecte)*

6,10 € **de redevance de pollutions diffuses** payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits



1,80 € **de redevance pour la protection du milieu aquatique et cynégétique** payé par les usagers concernés *(pêcheurs)*

2,20 € **de redevance de prélèvement** payés par les irrigants

4,30 € **de redevance de prélèvement** payés par les activités économiques *(hors irrigants)*

13 € **de redevance de prélèvement** payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI ONT SERVI LES REDEVANCES EN 2020 ?

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2020, elles ont représenté environ **265 millions d'euros** sur le plan de mesures incitatives.

interventions / aides

Comment se sont réparties les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2020 ? *

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2020) • source agence de l'eau Adour-Garonne

4,70 € aux acteurs économiques **pour la dépollution industrielle et le traitement de certains déchets dangereux pour l'eau**

7,40 € **pour l'animation des politiques de l'eau** *(études, connaissances, réseaux de surveillance eaux, éducation, information)*

38,40 € aux collectivités **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**

11,40 € aux exploitants concernés **pour des actions de dépollution dans l'agriculture**



9,50 € aux collectivités **pour la protection et la restauration de la ressource en eau potable**

12,20 € aux collectivités et acteurs économiques **pour la gestion quantitative de la ressource en eau**

15,90 € principalement aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques** *(en particulier des cours d'eau -renaturation, continuité écologique- et des zones humides).*

0,50 € **pour la solidarité internationale**

* S'y ajoute la contribution aux opérateurs de la biodiversité et le fonctionnement de l'Agence.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2020

En 2020, l'Agence a mis en place un plan de soutien pour relancer une dynamique de projets d'investissement malgré le contexte particulier de la crise sanitaire. Les mesures essentielles de ce plan ont été la bonification des taux d'aide, l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité et le lancement de plusieurs appels à projets dans difflérents domaines. Au total, 65 M€ d'aide ont été attribués dans le cadre de ce plan de soutien sur le bassin Adour Garonne, principalement pour l'assainissement et l'eau potable.
En 2021, l'Agence poursuit son accompagnement renforcé en contribuant au plan France Relance.

POUR ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DES USAGES AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de **160 M€** ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique. Les solutions fondées sur la nature qui visent à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes en représentent la plus grande part, il s'agit notamment des opérations de restauration de cours d'eau ou des aides à la conversion à l'agriculture biologique.

POUR RÉDUIRE LES POLLUTIONS DIFFUSES EN ENCOURAGEANT LES PRATIQUES LES PLUS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT

Plus de **30 M€** ont été consacrés en 2020 à la lutte contre les pollutions diffluses, dont par exemple :

- plus de **12 M€** pour l'agriculture biologique pour 9 300 hectares,
- **5,6 M€** d'aide dans le cadre d'investissements,
- **61** captages d'eau potable dits prioritaires (captage Grenelle ou conférence environnementale) bénéficient d'une démarche de plan d'actions territorial (PAT) mise en œuvre
- **19** collectifs d'agriculteurs engagés dans une transition vers des systèmes agro-écologiques à faible dépendance en pesticides ont été aidés (dispositif dit « groupe 30 000 »),
- **6,5 M€** pour les paiements pour services environnementaux, pour valoriser les pratiques existantes d'une agriculture de qualité qui protège l'eau, les sols, les milieux et la biodiversité sur nos territoires. **30** démarches territoriales ont permis d'attribuer 856 PSE.

POUR PROMOUVOIR UNE GESTION QUANTITATIVE DURABLE ET ÉCONOME DE LA RESSOURCE EN EAU

- **32 M€** ont été consacrés en 2020 à la gestion quantitative de la ressource et aux économies d'eau,
- grâce à ces aides, **4,1** millions de m^3 ont été économisés ou substitués au travers des projets aidés,
- **9** projets de territoire pour la gestion de l'eau sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre sur le bassin Adour-Garonne.

POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES LES PLUS FRAGILES DANS LA GESTION DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

86 M€ ont permis d'accompagner des communes situées dans des zones défavorisées pour des travaux d'assainissement et d'eau potable.
L'Agence souhaite en efflet soutenir particulièrement les communes rurales en proposant des modalités susceptibles de pérenniser les travaux engagés.

POUR ACCOMPAGNER LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES

En 2020, plus de **42 M€** ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :

- **662 km** de cours d'eau ont été aidés pour accompagner la restauration de leur fonctionnalité hydromorphologique,
- **57 ouvrages** du bassin ont été équipés afin d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et bon déroulement du transport des sédiments),
- l'Agence a accompagné la restauration, l'entretien ou l'acquisition de plus de **35 000 ha** de ZH.

POUR RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU EN RÉDUISANT LES POLLUTIONS PONCTUELLES

- **2,8 M€** ont permis d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie, ainsi environ **7,3 hectares** ont été désimperméabilisés ou déraccordés du réseau public.
- **83 M€** ont été consacrés en 2020 aux investissements de dépollution domestique principalement sur des masses d'eau en mauvais état subissant une pression domestique forte,
- pour réduire les pollutions dispersées des petites entreprises, des démarches collectives ont été encouragées par l'Agence : 165 entreprises de peinture ont été mises en conformité. 371 kg de substances dangereuses ont été supprimées.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_131-DE

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).
Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.
Sur ses 7,8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars.
C'est un bassin essentiellement rural où 70 % des communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
Siège
90 rue du Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 36 37 38



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Délégations territoriales :

Atlantique-Dordogne
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 11 19 99
Départements 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86
et
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
Tél. : 05 55 88 02 00
Départements 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87

Adour et côtiers
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
Tél. : 05 59 80 77 90
Départements 40 • 64 • 65

Garonne Amont
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
Tél. : 05 65 75 56 00
Départements 12 • 30 • 46 • 48
et
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 43 26 80
Départements 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82

Conception et réalisation : AELB DIC - Adaptation AEAG Mai 2021
© Agence de l'eau Rhin-Meuse, Istockphoto & Jean-Louis Aubert

DU 1ER MARS AU 1ER SEPTEMBRE 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Donnez votre avis !

consultation nationale sur la politique de l'eau

Donnez votre avis sur

L'eau

Rendez-vous sur eau-grandsudouest.fr

Tous concernés, tous mobilisés pour notre patrimoine commun, l'eau !

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2020

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	
Exprimés	
Pour	
Contre	

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-132

PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2020 DU SIAEP DU PERIGORD NOIR

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal, conformément à l'article 3 du décret n°95-635 du 6 mai 1995, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SIAEP du Périgord Noir, pour l'exercice 2020.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **PREND ACTE** de cette présentation ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

RAPPORT ANNUEL



PRIX & QUALITE DU SERVICE PUBLIC

Eau potable

Collectivité
SIAEP DU PERIGORD NOIR

Exercice 2020

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-app
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2020 présenté conformément à l'article L.2224 5 du code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1. Caractérisation technique du service 3
1.1. Présentation du territoire desservi 3
1.2. Cadre contractuel 3
1.2.1. Les contrats 3
1.2.2. Les avenants 4
1.3. Prestations assurées dans le cadre du service 4
1.4. Nombre d'abonnés et population desservie 5
1.5. Ressources en eau 6
1.5.1. Prélèvements 6
1.5.2. Production 7
1.5.3. Importations 9
1.6. Les volumes mis en distribution et vendus 10
1.6.1. Volumes consommés par les abonnés au cours de l'exercice 10
1.6.2. Exportations () 10
1.6.3. Autres volumes 11
1.6.4. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2020. 12
1.7. Le patrimoine du service 13
2. Tarification de l'eau et recettes du service 14
2.1. Modalités de tarification 14
2.1.1. Tarifs domestiques 14
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 18
2.3. Recettes 19
3. Indicateurs de performance 21
3.1. Qualité de l'eau distribuée 21
3.2. Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau 22
3.3. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux 22
3.4. Indicateurs de performance du réseau 24
3.4.1. Rendement du réseau de distribution 25
3.4.2. Indice linéaire des volumes non comptés 26
3.4.3. Indice linéaire de pertes en réseau 26
3.4.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable 28
3.4.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées 28
3.4.6. Durée extinction de la dette de la collectivité 29

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.4.7. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente 29

4. Financement des investissements 30

4.1. Montants financiers 30

4.2. État de la dette du service 30

4.3. Amortissements 30

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 31

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité 31

6. Tableau récapitulatif des indicateurs 32

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

- **Nom de la collectivité** : SIAEP DU PERIGORD NOIR (SIVU)
- **36 communes desservies** : BESSE, BOUZIC, CALVIAC-EN-PÉRIGORD, CAMPAGNAC-LÈS-QUERCY, CARLUX, CARSAC-AILLAC, CASTELNAUD-LA-CHAPELLE, CAZOULÈS, CÉNAC-ET-SAINT-JULIEN, DAGLAN, DOMME, FLORIMONT-GAUMIER, GROLÉJAC, MARCILLAC-SAINT-QUENTIN, NABIRAT, ORLIAGUET, PEYRILLAC-ET-MILLAC, PRATS-DE-CARLUX, PROISSANS, LA ROQUE-GAGEAC, SAINT-CRÉPIN-ET-CARLUCET, SAINT-CYBRANET, SAINT-GENIÈS, SAINT-LAURENT-LA-VALLÉE, SAINT-MARTIAL-DE-NABIRAT, SAINTE-MONDANE, SAINTE-NATHALÈNE, SAINT-POMPONT, SAINT-VINCENT-LE-PALUEL, SARLAT-LA-CANÉDA, SIMEYROLS, VEYRIGNAC, VEYRINES-DE-DOMME, VÉZAC, VITRAC, SALVIAC
- La communauté de communes Pays de Fénelon est en représentation-substitution des communes de ORLIAGUET, PEYRILLAC-ET-MILLAC, PRATS-DE-CARLUX, SAINT-CRÉPIN-ET-CARLUCET, SAINT-GENIÈS, SAINTE-MONDANE, SIMEYROLS, VEYRIGNAC.
- La communauté de communes Cazals-Salviac est en représentation-substitution de la commune de SALVIAC.

Entité de gestion	Mode de gestion	Les missions
Secteur CARLUX	Concession de service	Distribution, Production, Stockage, Traitement, Transport
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	Concession de service	Distribution, Production, Stockage, Traitement, Transport
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	Concession de service	Distribution, Production, Stockage, Traitement, Transport

1.2. Cadre contractuel

1.2.1. Les contrats

Nom du contrat	Nom du signataire	Type de contrat	Date de début	Date de fin
Secteur CARLUX				
VEOLIA 2012-2023	Agence VEOLIA Terrasson	Concession de service	1/01/2012	31/12/2023
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL				
VEOLIA 2012-2023	Agence VEOLIA Terrasson	Concession de service	1/01/2012	31/12/2023
Secteur VITRAC-LA-CANEDA				
SOGEDO 2015-2023	Agence SOGEDO Belvès	Concession de service	1/07/2015	31/12/2023

Accusé de réception en préfecture
024-212405203-20210929-2021_132-DE-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.2.2. Les avenants

Avenant	Date d'effet	Objet
VEOLIA 2012-2023 (Secteur CARLUX)		
Avenant N° 1-2019	27/12/2018	Intégration d'ouvrages et du périmètre de la commune de Cazoulès.
VEOLIA 2012-2023 (Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL)		
Avenant N° 1-2019	27/12/2018	Intégration d'ouvrages.
SOGEDO 2015-2023 (Secteur VITRAC-LA-CANEDA)		
Avenant N° 1-2018	22/12/2017	Intégration du contrat d'affermage des communes de Veyrignac et Sainte Mondane.
Avenant N° 2-2020	5/12/2019	Intégration du contrat d'affermage du secteur Vallée du Céou.

1.3. Prestations assurées dans le cadre du service

La répartition des missions entre la collectivité et son exploitant sont les suivantes :

Partie	Tâche	Commentaire
Collectivité	Renouvellement	De l'ensemble des ouvrages, des canalisations et des captages.
Exploitant	Entretien	Des branchements, des canalisations et des clôtures.
Exploitant	Gestion des abonnés	Accueil des usagers, facturation et traitement des doléances clients.
Exploitant	Gestion du service	Application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations et relève des compteurs.
Exploitant	Mise en service	Des branchements.
Exploitant	Renouvellement	Des cuves métalliques, des branchements, des canalisations, des clôtures, des compteurs, de l'éclairage extérieur des ouvrages et sites, du matériel de télégestion et capteurs, du matériel de traitement, du matériel électrique et de commande, du mobilier, des ouvrages métalliques, de la menuiserie, serrurerie et huisserie, des vannes et accessoires hydrauliques et de la vitrerie.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.4. Nombre d'abonnés et population desservie

En 2020, le service public d'eau potable a desservi 14 316 abonnés représentant une population de 21 039 habitants [1] (soit 1,47 habitants/abonné).

Nombre total d'abonnés en 2019	14 221 abonnés
Nombre total d'abonnés en 2020	**14 316 abonnés**
Dont abonnés domestiques en 2020	14 316 abonnés
Dont abonnés non domestiques en 2020	0 abonnés
Variation en %	0,67 %

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **11,44** abonnés/km pour l'année 2020.

En 2020, la consommation moyenne par abonné (*consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés*) est de **140,1** m3/abonné (140,8 m3/abonné en 2019).





Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

[1] Est considérée comme habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

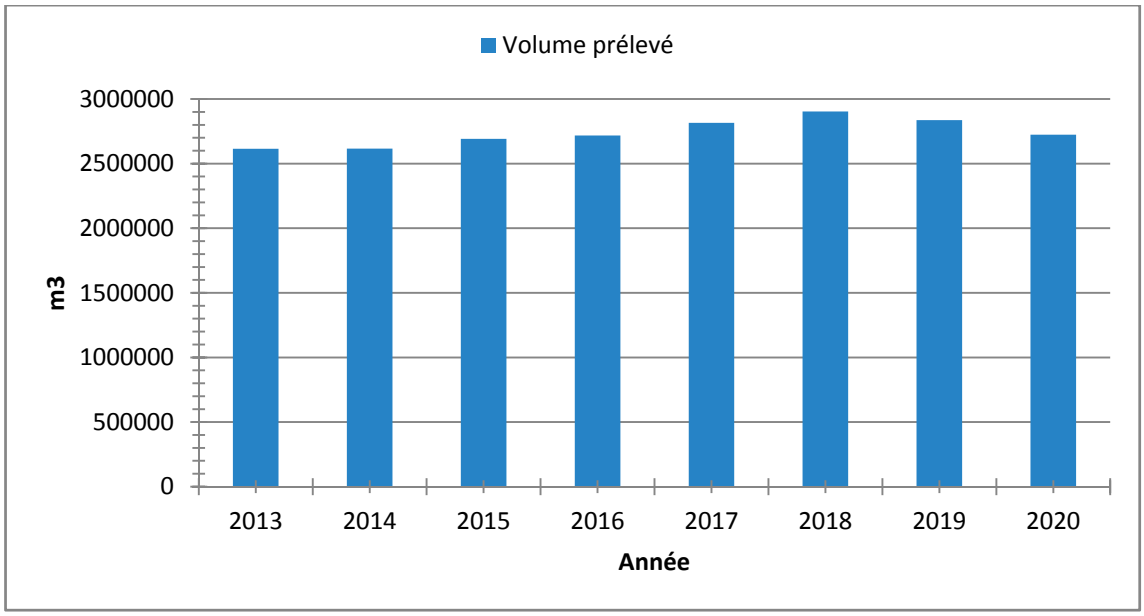
1.5. Ressources en eau

1.5.1. Prélèvements

Ressource	Volume prélevé en 2019 (m3)	Volume prélevé en 2020 (m3)	Variation en %	Indice d'avancement de la protection de la ressource en 2020 (en %)
Secteur CARLUX				
Forage Les Teilles (CARLUX)	163 360	161 373	-1,22	80
Puits Les Borgues (CAZOULES)	39 820	42 253	6,11	80
Puits Les Teilles (CARLUX)	140 327	140 739	0,29	80
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL				
Forage de Moulin de Fageat (PROISSANS)	301 765	277 269	-8,12	40
Source de Pinsou (SAINT-GENIES)	0	0	0	80
Source de Roquemaure (SAINT-VINCENT-LE-PALUEL)	95 113	122 049	28,32	80
Secteur VITRAC-LA-CANEDA				
Forage de la Fontaine (BOUZIC)	294 079	253 559	-13,78	80
Forage Les Drouilles (GROLEJAC)	88 187	78 510	-10,97	40
Puits 1 Vitrac Pont Montillou (DOMME)	355 476	367 744	3,45	80
Puits 2 Vitrac Pont Montillou (DOMME)	136 689	157 739	15,40	80
Puits Cénac Pont (CENAC ET ST JULIEN)	134 595	85 227	-36,68	80
Puits de Boissière (NABIRAT)	65 657	75 793	15,44	20
Puits de Coderc (CARSAC-AILLAC)	72 125	128 376	77,99	80
Puits de La Borgne (en secours) (GROLEJAC)	0	0	0,00	40
Puits du Bourg (SALVIAC)	29 418	35 071	19,22	80
Puits du Pont (DAGLAN)	218 212	223 575	2,46	80
Source de la Bulide (VEZAC)	28 286	26 833	-5,14	80
Source de Lestivinie (VEZAC)	56 818	58 752	3,40	80
Source de Lol Bas (ST MARTIAL DE NABIRAT)	41 780	43 960	5,22	60
Source de Roc Blanc (STE MONDANE)	77 747	68 828	-11,47	80
Source de Tournepique (abandonnée) (CASTELNAUD LA CHAPELLE)	165 299	122 967	-25,61	40
Source du Bourg de Carsac (CARSAC-AILLAC)	124 387	106 164	-14,65	80
Source du Braguet (ST CYBRANET)	21 533	19 615	-8,91	60
Source du Cingle de Montfort (CARSAC-AILLAC)	185 580	128 050	-31,00	20
TOTAL	**2 836 253**	**2 724 446**	**-3,94**	-

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210707-DEL-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE



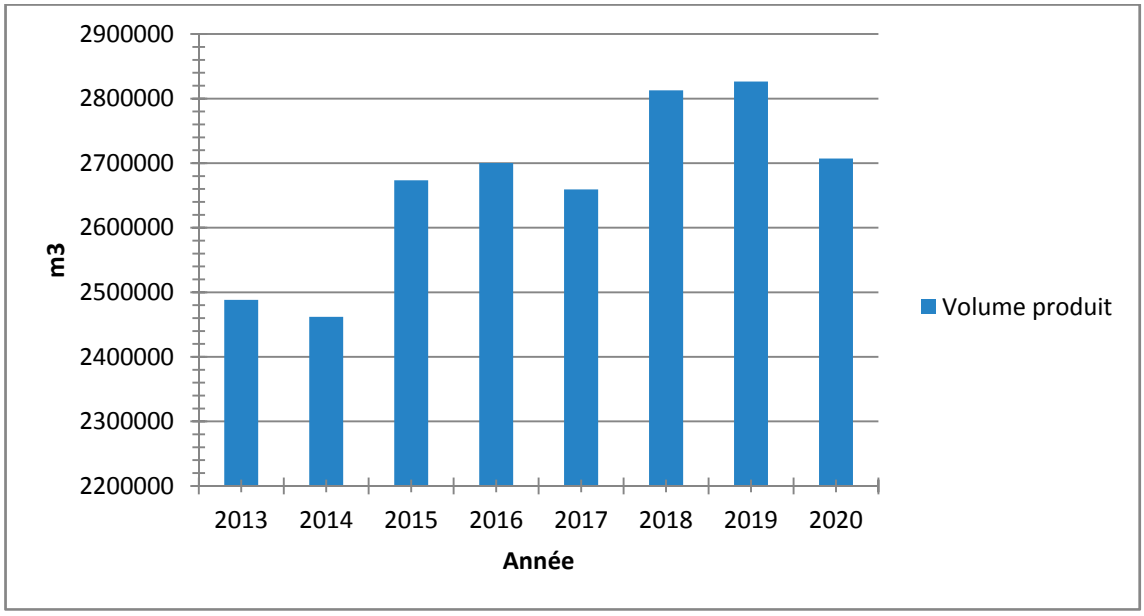
1.5.2. Production

Site de production	Volume produit en 2019 (m3)	Volume produit en 2020 (m3)	Variation en %
Secteur CARLUX			
Forage Les Teilles (CARLUX)	303 687	302 112	-0,52
Puits Les Teilles (CARLUX)			
Puits Les Borgues (CAZOULES)	39 820	42 253	6,11
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL			
Forage de Moulin de Fageat (PROISSANS)	301 765	277 269	-8,12
Source de Roquemaure (SAINT-VINCENT-LE-PALUEL)	95 113	122 049	28,32
Secteur VITRAC-LA-CANEDA			
Puits 1 Vitrac Pont Montillou (DOMME)	354 007	365 342	3,20
Puits 2 Vitrac Pont Montillou (DOMME)	134 541	155 420	15,52
Puits du Pont (DAGLAN)	217 387	222 266	2,24
Source du Bourg de Carsac (CARSAC-AILLAC)	123 373	105 196	-14,73
Station de pompage de Boissière	65 059	74 927	15,17
Station de pompage de Cénac Pont	133 416	81 340	-39,03
Station de pompage de Coderc	72 125	128 376	77,99
Station de pompage de La Borgne (Les Drouilles)	87 613	77 982	-10,99
Station de pompage de la Bulide	28 286	26 833	-5,14
Station de pompage de la Fontaine	294 079	253 559	-13,78
Station de pompage de Lestivinie	56 818	58 752	3,40
Station de pompage de Lol Bas	41 780	43 960	5,22

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de télétransmission préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Site de production	Volume produit en 2019 (m3)	Volume produit en 2020 (m3)	Variation en %
Station de pompage de Roc Blanc	76 886	68 107	-11,42
Station de pompage de Tournepique	165 299	122 967	-25,61
Station de pompage du Braguet	21 533	17 095	-20,61
Station de pompage du Cingle de Montfort	184 552	126 227	-31,60
Station de production du bourg de Salviac	29 418	35 071	19,22
TOTAL	**2 826 557**	**2 707 103**	**-4,00**

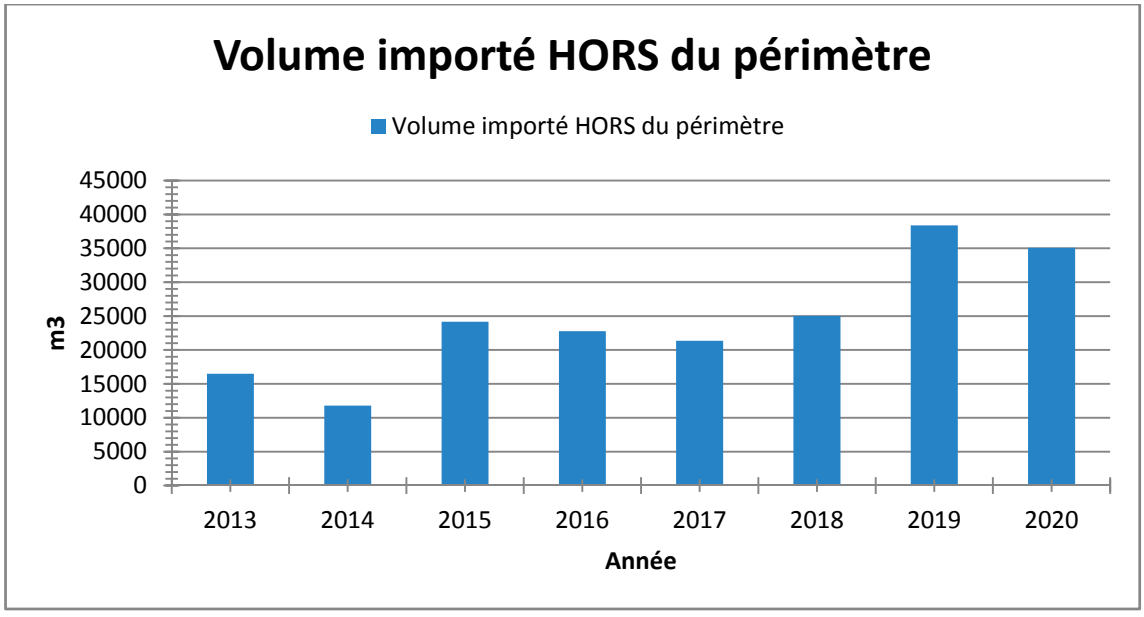


Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.5.3. Importations

Service	Fournisseur	Volume acheté en 2019 (m3)	Volume acheté en 2020 (m3)	Variation en %	Indice d'avancement de la protection de la ressource en 2020 (en %)	Observations
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SARLAT-LA-CANEDA	35 461	33 074	-6,73	66	
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SIAEP DU PERIGORD EST – Secteur CAUSSE DE TERRASSON	2 209	1 149	-47,99	80	
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SIAEP DU PERIGORD NOIR – Secteur VITRAC-LA-CANEDA	4 113	3 924	-4,60	66	flux interne
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SIAEP DU PERIGORD NOIR – Secteur CARLUX	13 347	10 518	-21,20	71	flux interne
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	SIAEPA DE LA RÉGION DE CAZALS	718	851	18,52	80	
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	SIAEP DU PERIGORD NOIR – Secteur ST VINCENT LE PALUEL	0	0	0,00	80	flux interne
TOTAL		**55 848**	**49 516**	**-11,34**	**-**	**-**



Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

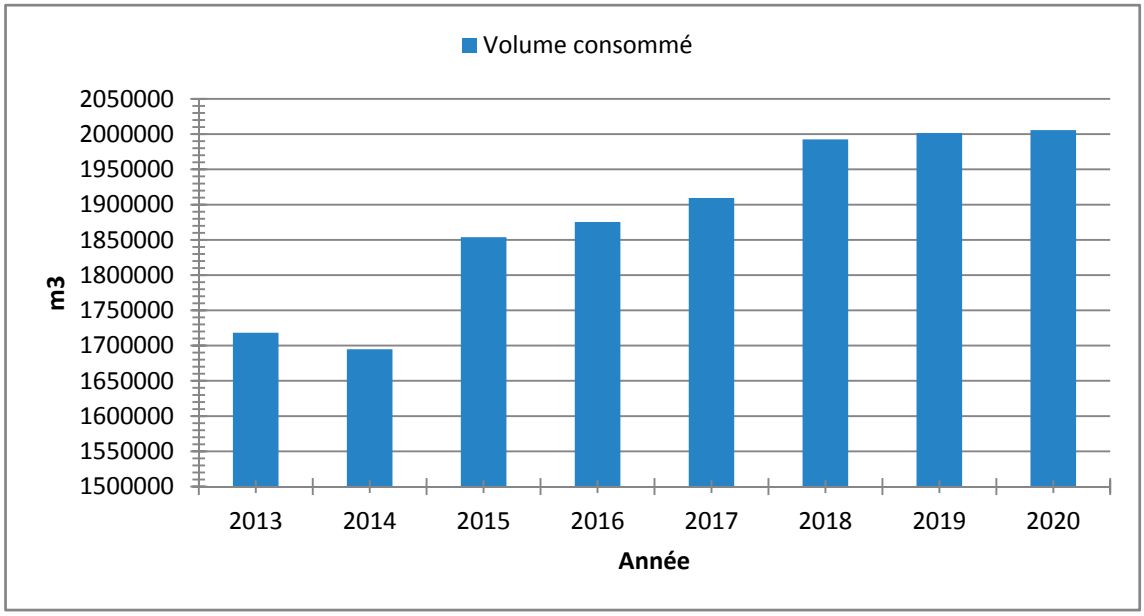
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.6. Les volumes mis en distribution et vendus

1.6.1. Volumes consommés par les abonnés au cours de l'exercice

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Abonnés	Volume consommés en 2019 (m3)	Volume consommés en 2020 (m3)	Variation en %
Abonnés domestiques	2 001 699	2 003 384	0,08
Purges automatiques	0	2 322	-
Total vendu aux abonnés	**2 001 699**	**2 003 384**	**0,08**



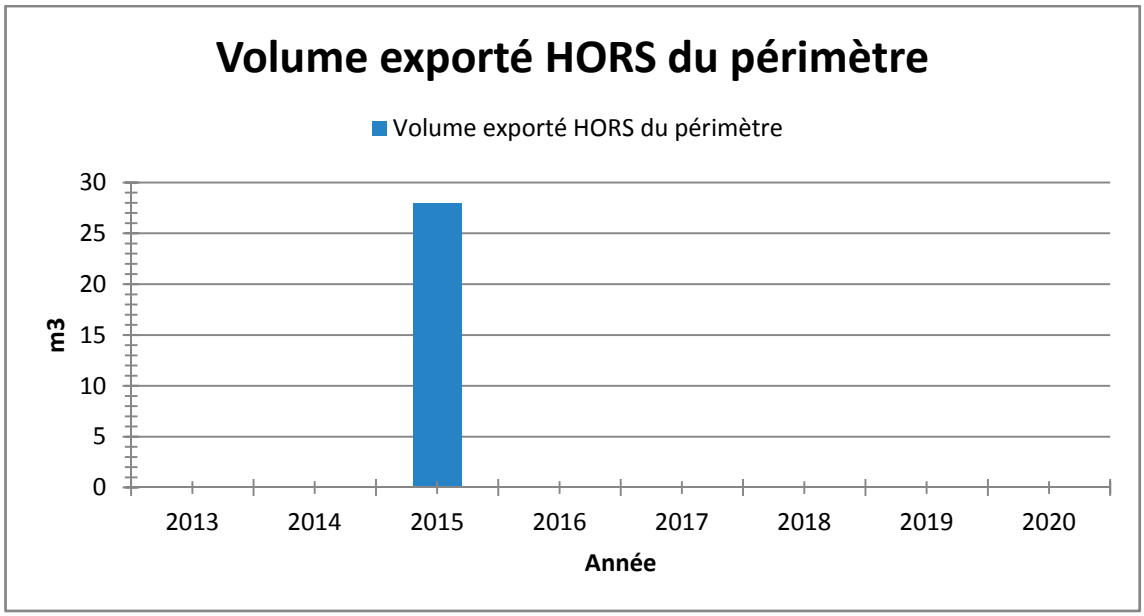
1.6.2. Exportations [2]

Service	Bénéficiaire	Volume exporté en 2019 (m3)	Volume exporté en 2020 (m3)	Variation en %	Observations
Secteur CARLUX	SIAEP DU PERIGORD NOIR – Secteur ST VINCENT LE PALUEL	13 347	10 518	-21,20	flux interne
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SIAEP DU PERIGORD EST – Secteur CAUSSE DE TERRASSON	0	0	0,00	
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	SIAEP DU PERIGORD NOIR - Secteur VITRAC-LA-CANEDA	0	0	0,00	flux interne
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	SIAEP DU PERIGORD NOIR – Secteur ST VINCENT LE PALUEL	4 113	3 924	-4,60	flux interne
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	BESSE	0	0	0,00	
TOTAL		**17 460**	**14 442**	**-17,29**	

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

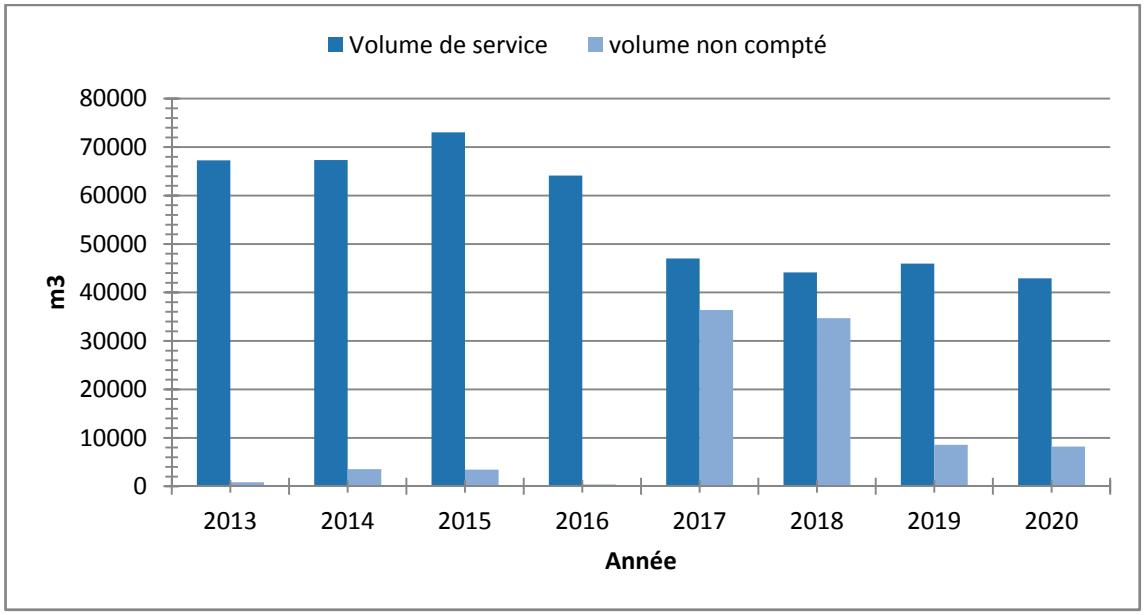
[2] Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE



1.6.3. Autres volumes

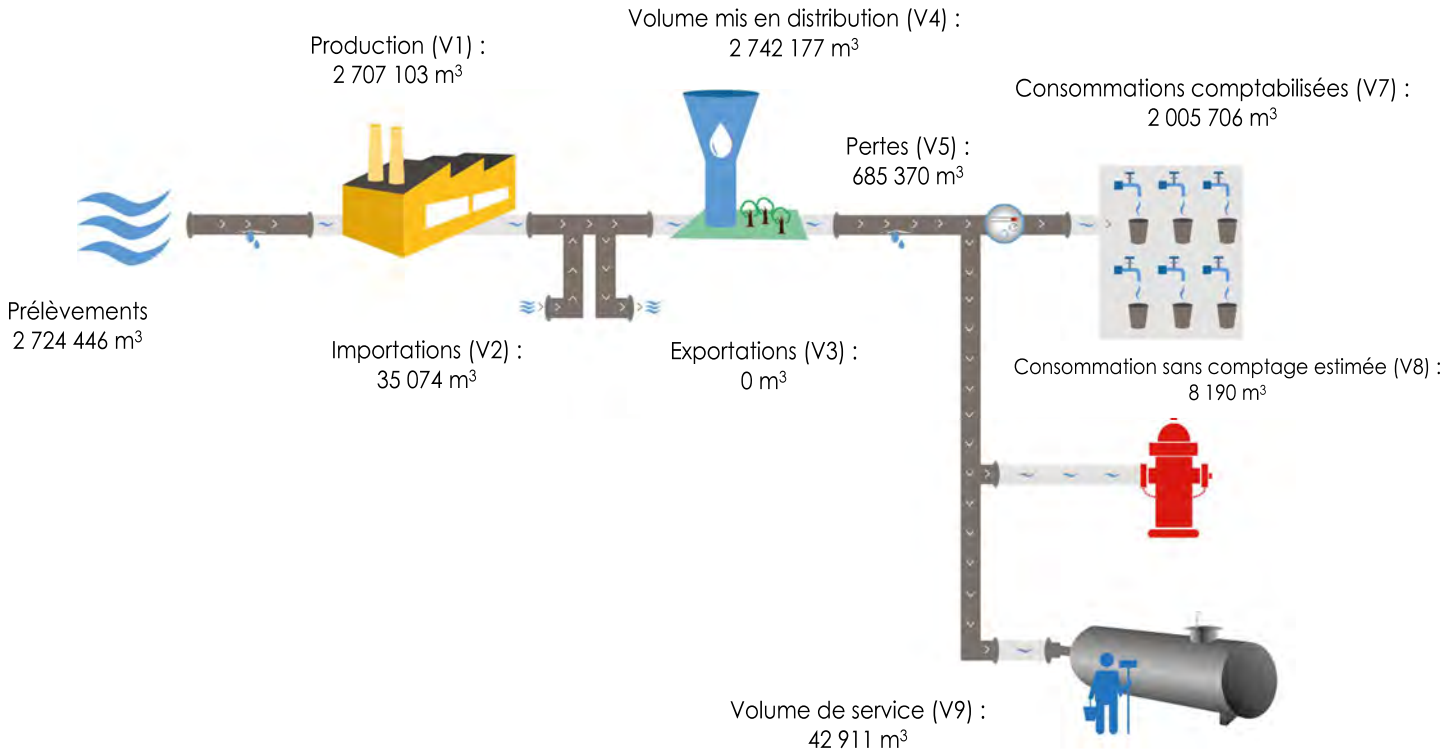
	Exercice 2019 (m3)	Exercice 2020 (m3)	Variation en %
Volume consommé sans comptage	8 580	8 190	-4,55
Volume de service	45 965	42 911	-6,64
TOTAL	**54 545**	**51 101**	**-6,31**



Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.6.4. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2020.



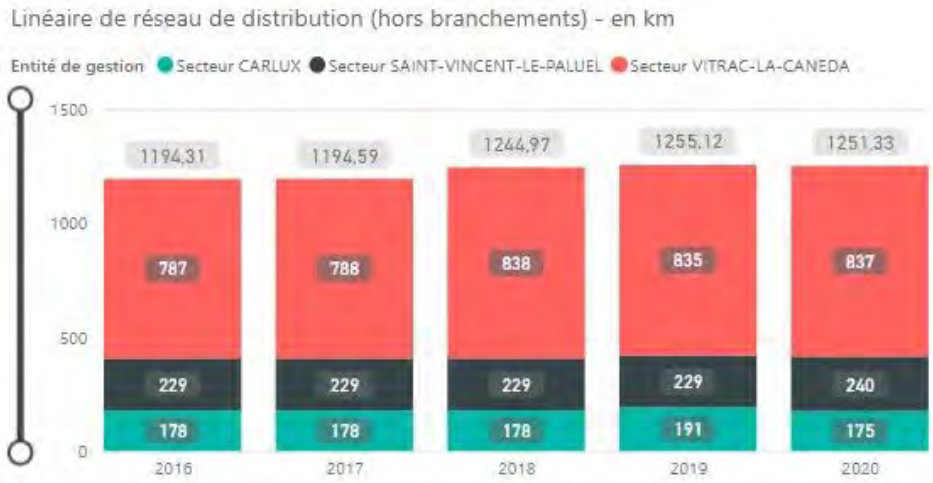
Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

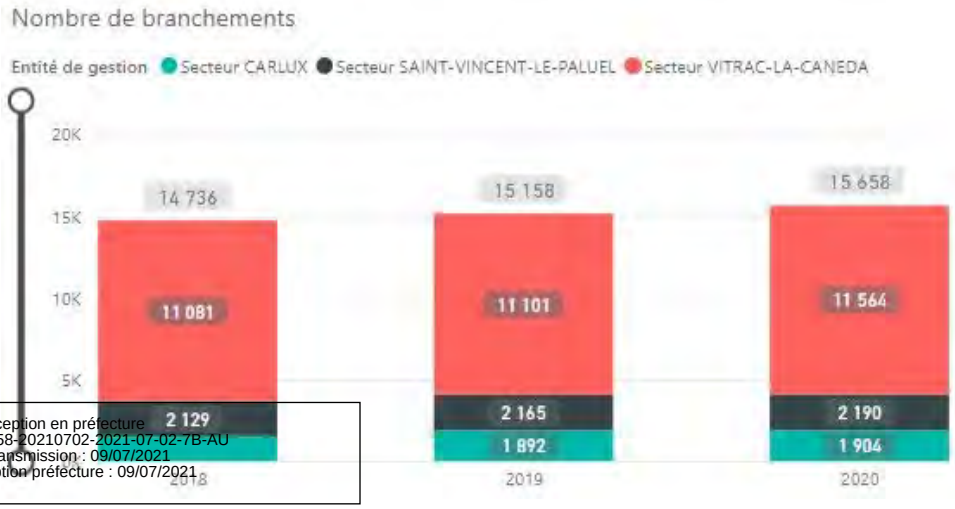
Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

1.7. Le patrimoine du service

	Exercice 2019	Exercice 2020
Linéaire de réseaux (hors branchements) en km	1 255,12	**1 251,33**
Nombre de réservoirs	60	**60**
Volume de stockage	14 070	**14 070**
Nombre de compteurs abonnés	11 551	**14 638**
Nombre total des branchements	12 200	**15 658**
Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année	0	**0**
Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)	0	**0**
% de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements	0,00	**0,00**
% de branchements en plomb restants/nombre total de branchements	0,00	**0,00**

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. Depuis le 25/12/2013, cette teneur ne peut plus excéder 10 µg/l.





Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

2.1.1. Tarifs domestiques

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, ...). Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

Secteur CARLUX

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité – Tarifs Cazoulès			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	32,00 €	**38,00 €**	18,75 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	**0,4400 €/m3**	**0,5100 €/m3**	15,91 %
Part du délégataire - Tarifs Cazoulès			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,94 €	**49,64 €**	1,43 %
Frais d'accès au service	59,38 €	**60,23 €**	1,43 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6595 €/m3	**0,6690 €/m3**	1,44 %
Redevances - Tarifs Cazoulès			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €	**0,0350 €/m3**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,0849 €/m3	**0,0849 €/m3**	0,00 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0.00 %

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité – Tarifs Carlux			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,00 €	**48,00 €**	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6700 €/m3	**0,6700 €/m3**	0,00 %
Part du délégataire - Tarifs Carlux			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,94 €	**49,64 €**	1,43 %
Frais d'accès au service	59,38 €	**60,23 €**	1,43 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6595 €/m3	**0,6690 €/m3**	1,44 %
Redevances - Tarifs Carlux			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €	**0,0350 €**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,0849 €/m3	**0,0849 €/m3**	0,00 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0 %

Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,00 €	**48,00 €**	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6700 €/m3	**0,6700 €/m3**	0,00 %
Part du délégataire			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	43,76 €	**44,44 €**	1,56 %
Frais d'accès au service	59,82 €	**60,76 €**	1,57 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6088 €/m3	**0,6180 €/m3**	1,51 %
Redevances			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €/m3	**0,0350 €/m3**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,0720 €/m3	**0,0720 €/m3**	0,00 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-ZB-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Secteur VITRAC-LA-CANEDA

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité – Tarifs Vitrac			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,00 €	**48,00 €**	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6700 €/m3	**0,6700 €/m3**	0,00 %
Part du délégataire - Tarifs Vitrac			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	46,00 €	**47,43 €**	3,11 %
Frais d'accès au service	40,00 €	**41,24 €**	3,10 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,5920 €/m3	**0,6100 €/m3**	3,04 %
Redevances - Tarifs Vitrac			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €	**0,0350 €**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,1080 €/m3	**0,0980 €/m3**	-9,26 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0,00 %

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité – Tarifs Vallée du Céou			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	48,00 €	**48,00 €**	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6700 €/m3	**0,6700 €/m3**	0,00 %
Part du délégataire - Tarifs Vallée du Céou			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	46,00 €	**47,43 €**	3,11 %
Frais d'accès au service	40,00 €	**41,24 €**	3,10 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,5920 €/m3	**0,6100 €/m3**	3,04 %
Redevances - Tarifs Vallée du Céou			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €/m3	**0,0350 €/m3**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,1290 €/m3	**0,0980 €/m3**	-24,03 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

TARIFS	1er janvier 2020	1er janvier 2021	Variation en %
Part de la collectivité – Tarifs Veyrignac-Ste Mondane			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	20,00 €	**20,00 €**	0,00 %
Abonnement La Bouriane	28,00 €	**28,00 €**	0,00 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,6700 €/m3	**0,67 €/m3**	0,00 %
Part du délégataire - Tarifs Veyrignac-Ste Mondane			
Part Fixe (€ HT/an)			
Abonnement ordinaire	46,00 €	**47,43 €**	3,11 %
Frais d'accès au service	40,00 €	**41,24 €**	3,10 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)			
Tranche unique	0,5920 €/m3	**0,6100 €/m3**	3,04 %
Redevances - Tarifs Veyrignac-Ste Mondane			
Redevance protection du point de prélèvement (SMDE 24)	0,0280 €	**0,0350 €**	25,00 %
Redevance pollution (Agence de l'eau)	0,3300 €	**0,3300 €**	0,00 %
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,087 €/m3	**0,0980 €/m3**	12,64 %
Taux de TVA	5,5 %	5,5 %	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les montants payés applicables pour une consommation de 120m3 (ménage de référence selon l'INSEE) sont :

Service	Montants	1er janvier 2020	1er janvier 2021
Secteur CARLUX	Part de la collectivité	131,76 € HT	132,60 € HT
	Part de l'exploitant	128,02 € HT	129,92 € HT
	Redevances (agence de l'eau et autres)	49,79 € HT	49,79 € HT
	Taux de TVA	5,50 %	5,50 %
	Montant de la TVA	17,03 €	17,18 €
	Total HT	309,57 €	312,31 €
	Total TTC	**326,60 €**	**329,49 €**
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	Part de la collectivité	131,76 € HT	132,60 € HT
	Part de l'exploitant	116,82 € HT	118,60 € HT
	Redevances (agence de l'eau et autres)	48,24 € HT	48,24 € HT
	Taux de TVA	5,50 %	5,50 %
	Montant de la TVA	16,32 €	16,47 €
	Total HT	296,82 €	299,44 €
	Total TTC	**313,14 €**	**315,91 €**
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	Part de la collectivité	131,76 € HT	132,60 € HT
	Part de l'exploitant	117,04 € HT	120,63 € HT
	Redevances (agence de l'eau et autres)	52,56 € HT	51,36 € HT
	Taux de TVA	5,50 %	5,50 %
	Montant de la TVA	16,57 €	16,75 €
	Total HT	301,36 €	304,59 €
	Total TTC	**317,93 €**	**321,34 €**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

2.3. Recettes

Secteur CARLUX

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers domestiques	220 873,00	**215 906,00**
Dont abonnements domestiques	nc	**nc**
Recette de vente d'eau en gros	nc	**6 814,00**
Total des recettes	220 873,00	**222 720,00**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers	228 046,00	**230 214,00**
Dont abonnements	nc	**nc**
Recettes liées aux travaux	nc	**15 224,00**
Régularisations / Produits accessoires	nc	**25 615,00**
Total des recettes (hors collectivité)	228 046,00	**271 053,00**

Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers domestiques	339 972,00	**346 586,00**
Dont abonnements domestiques	nc	**nc**
Total des recettes	339 972,00	**346 586,00**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers	292 957,00	**310 654,00**
Dont abonnements	nc	**nc**
Recettes liées aux travaux	nc	**42 323,00**
Régularisations / Produits accessoires	65 663,00	**19 511,00**
Total des recettes (hors collectivité)	358 620,00	**372 488,00**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Secteur VITRAC-LA-CANEDA

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers domestiques	1 062 482,77	**1 433 658,04**
Dont abonnements domestiques	347 989,73	**489 988,03**
Autres recettes	-65 159,90	**-167 521,23**
Total des recettes	997 322,87	**1 601 179,27**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2019 en €	Exercice 2020 en €
Recettes de ventes d'eau aux usagers	829 242,87	**1 270 386,00**
Dont abonnements	285 557,00	**474 767,00**
Recette de vente d'eau en gros	1 125,71	**1 044,00**
Total recettes de ventes d'eau	830 368,58	**1 271 430,00**
Recettes liées aux travaux	nc	**nc**
Régularisations / Produits accessoires	-20 199,13	**-6 605,00**
Total des recettes (hors collectivité)	810 169,45	**1 264 825,00**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau distribuée

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

	Nombre de prélèvements			
Analyses	**Réalisés en 2019**	**Conformes en 2019**	**Réalisés en 2020**	**Conformes en 2020**
Paramètres microbiologiques	144	**144**	189	**189**
Paramètres physico-chimiques	155	**155**	217	**214**

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$taux\ de\ conformité = \frac{nombre\ de\ prélèvements\ réalisés - nombre\ de\ prélèvemenbts\ non\ conformes}{nombre\ de\ prélèvements\ réalisés} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m3/jour. La qualité de l'eau est donc la suivante :

Analyses	Taux de conformité 2019	Taux de conformité 2020
Conformité bactériologique (P101.1)	**100 %**	**100 %**
Conformité physico-chimique (P102.1)	**100 %**	**98,62 %**

•1 non-conformité physico-chimique sur le réseau de SAINT GENIES liée aux produits phytosanitaires (Esa-métolachlore) : 0,32 µg/l le 15/01.

•1 non-conformité physico-chimique sur le réseau de CARSAC-AILLAC (Le Coderc) liée aux produits phytosanitaires (Esa-métolachlore) : 0,20 µg/l le 24/06.

•1 non-conformité physico-chimique sur le réseau de CAZOULES (Grolejac, La Borgne) liée aux produits phytosanitaires (Fenbutatin oxyde) : 0,16 µg/l le 24/06.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.2. Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	
0%	Aucune action
20%	Études environnementale et hydrogéologique en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés

Pour l'année 2020, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est **68 %** (détail au paragraphe 1.5.1)

3.3. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

		Nombre de points
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point
VP.237	Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points) (Rappel : les 15 points de la partie A doivent avoir été obtenus pour bénéficier de points supplémentaires)		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	oui : 10 points non : 0 point
VP.240	Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)	**Condition à remplir pour prendre en compte les points suivants**
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	1 à 5 points sous conditions (1)
VP.241	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points) (Rappel : 40 points doivent avoir été obtenus globalement en partie A et B, pour pouvoir bénéficier de points supplémentaires)		
VP.242	Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI, ...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point
VP.243	Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point
VP.244	Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point
VP.245	Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur	oui : 10 points non : 0 point
VP.246	Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point
VP.247	Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point
VP.248	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point
TOTAL		**120**

(1) L'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) L'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5.

(3) Non applicable si le service n'a pas la mission de distribution

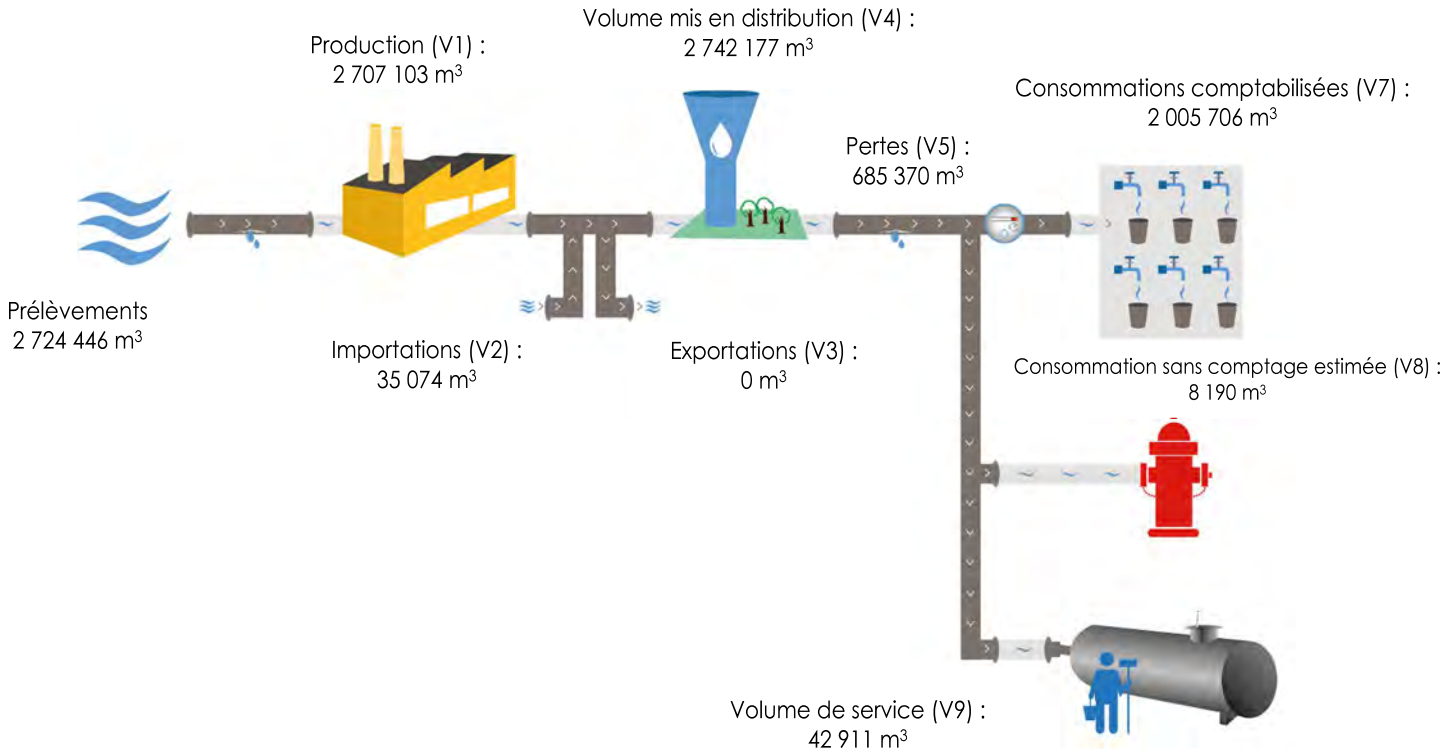
Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-42-PB-AG
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Points obtenus et valeur de l'indice par service :

Service	Nombre de points														Total
	VP.236	VP.237	VP.238	VP.240	VP.239	VP.241	VP.242	VP.243	VP.244	VP.245	VP.246	VP.247	VP.248	VP.249	
Secteur CARLUX	10	5	10	oui	5	10	10	10	10	10	10	10	0	0	**100**
Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	10	5	10	oui	5	10	10	10	0	10	10	10	10	0	**100**
Secteur VITRAC-LA-CANEDA	10	5	10	oui	5	13	0	10	10	10	10	10	10	5	**108**

3.4. Indicateurs de performance du réseau



Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.4.1. Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

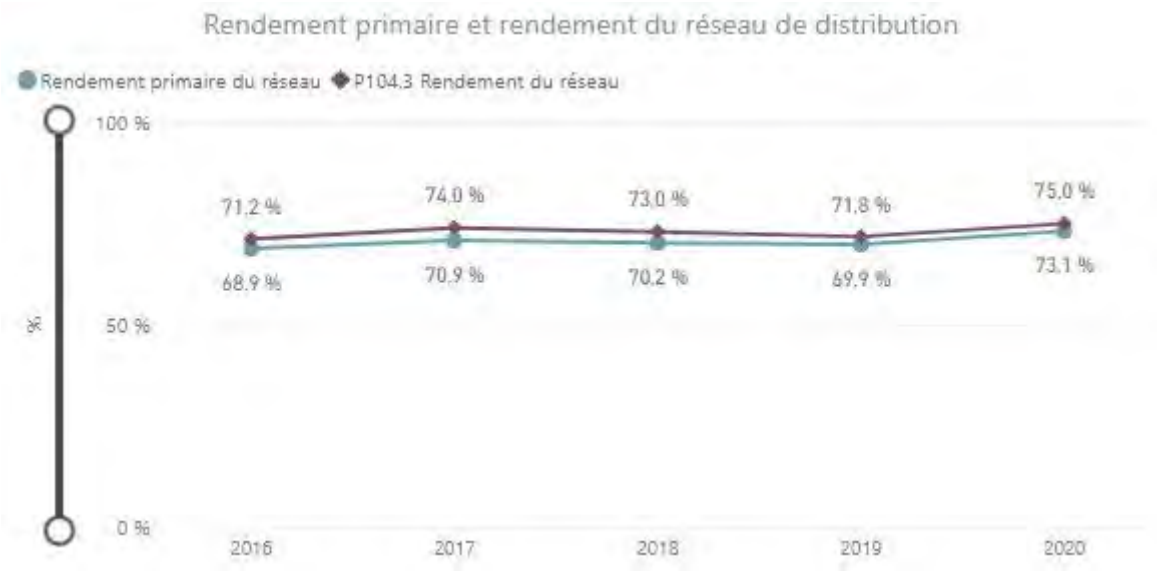
Le rendement du réseau de distribution se calcule ainsi :

$$Rendement\ du\ réseau = \frac{V7 + V8 + V9 + V3}{V1 + V2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$Part\ du\ volume\ vendu\ parmi\ le\ volume\ mis\ en\ distribution = \frac{V7}{V4}$$

	Exercice 2019	**Exercice 2020**
Rendement du réseau (P104.3)	71,77 %	75,01 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement)	4,49 m³ / jour / km	4,50 m³ / jour / km
Rendement primaire (volume vendu sur volume mis en distribution)	69,87 %	73,14 %



Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.4.2. Indice linéaire des volumes non comptés

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$Indice\ linéaire\ des\ volumes\ non\ comptés = \frac{V4 - V7}{365 * linéaire\ du\ réseau\ de\ desserte\ en\ km}$$

Pour l'année 2020 l'indice linéaire des volumes non comptés est de **1,61 m3/j/km** (1,88 en 2019).

3.4.3. Indice linéaire de pertes en réseau

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$Indice\ linéaire\ des\ pertes\ en\ réseau = \frac{V4 - (V7 + V8 + V9)}{365 * linéaire\ du\ réseau\ de\ desserte\ en\ km}$$

Pour l'année 2020 l'indice linéaire des pertes en réseau est de **1,50 m3/j/km** (1,77 en 2019).



Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Les performances du réseau par entité

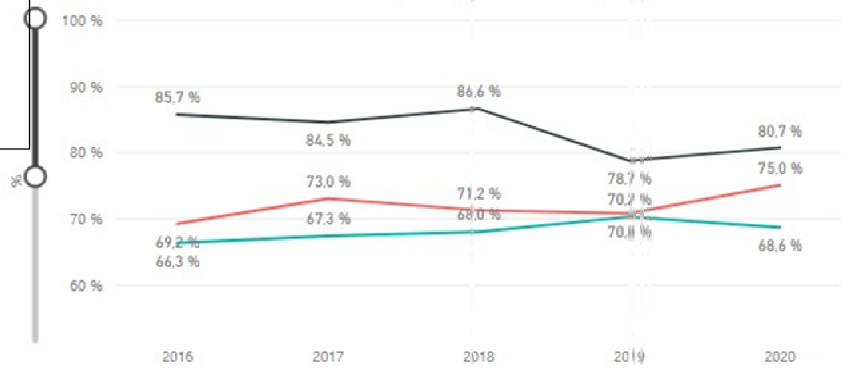
Rendements et pertes

Collectivité, Entité de gestion

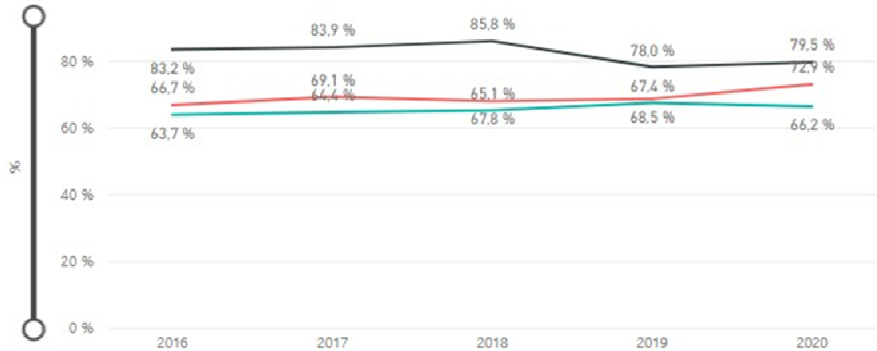
SIAEP DU PERIGORD NOIR | 2016 | 2020

principal | Secteur CARLUX | Secteur SAINT-VINCENT-LE-PALUEL | Secteur VITRAC-LA-CANEDA

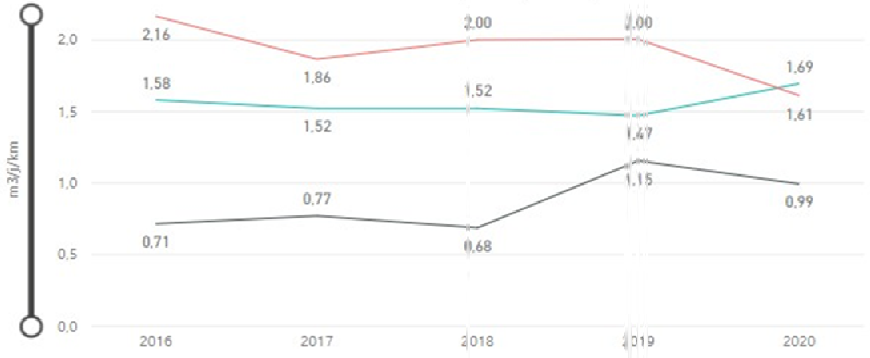
Rendement du réseau (P104.3) par entité de gestion



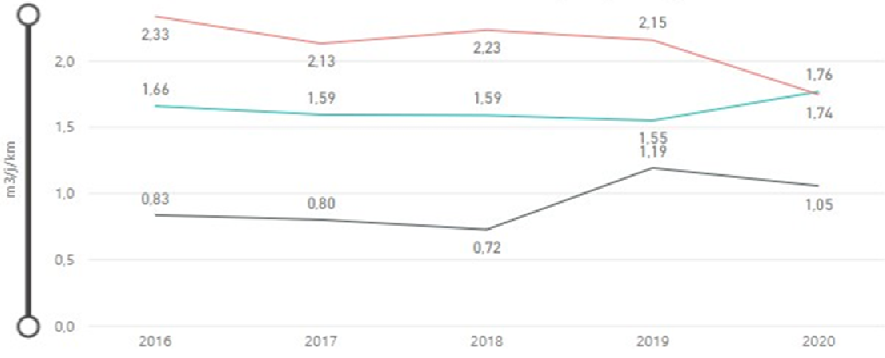
Rendement primaire par entité de gestion



Indices linéaires des pertes (P106.3)



Indices linéaires des volumes non comptés (P105.3)



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.4.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

- Au cours de l'année 2020, un linéaire de **2.72 km** de réseau a été renouvelé,
- En moyenne sur les 5 dernières années, un linéaire de 3.16 km de réseau a été renouvelé.

$$Taux\ moyen\ de\ renouvellement\ des\ réseaux = \frac{Ln + Ln-1 + Ln-2 + Ln-3 + Ln-4}{5 * linéaire\ du\ réseau\ de\ desserte} * 100$$

Pour l'année 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est donc de **0,25 %.**

3.4.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$Taux\ d'occurrence\ des\ interruptions\ de\ service\ non\ programmées = \frac{nb\ d'interruptions\ de\ service\ non\ programmées}{nb\ d'abonnés\ du\ service} * 1000$$

Pour l'année 2020, **191 interruption(s)** de service non programmées ont été dénombrées (168 en 2019). Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées est donc de **1,33** interventions / 1000 abonnés

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

3.4.6. Durée d'extinction de la dette de la collectivité

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles –dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$Durée\ d'extinction\ sde\ la\ dette\ pour\ l'année\ d'exercice = \frac{encours\ de\ la\ dette\ au\ 31\ décembre\ de\ l'exercice}{épargne\ brute\ annuelle}$$

	Exercice 2019	Exercice 2020
Encours de la dette en €	909 116,00 €	**743 828,00 €**
Durée d'extinction de la dette en années	12 an(s)	**11 an(s)**

3.4.7. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple à la suite d'une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$Taux\ d'impayés\ sur\ les\ factures\ de\ l'année\ précédente = \frac{\begin{matrix}montant\ d'impayés\ au\ titre\ de\ l'année\ précédente \\ tel\ que\ connu\ au\ 31\ décembre\ de\ l'année\ n\end{matrix}}{chiffre\ d'affaires\ TTC\ (hors\ travaux)\ au\ titre\ de\ l'année\ n-1}$$

	Exercice 2019	Exercice 2020
Montant d'impayés en € au titre de l'année n-1 tel que connu au 31 décembre de l'année n	67 878	**148 056**
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année n-1	2 353 402	**1 416 050**
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau	1,07	**2,36**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers

	Exercice 2019	Exercice 2020
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	1 957 431,00	**1 033 000,00**
Montants des subventions en €	0,00	**11 736,74**

4.2. État de la dette du service

L'état de la dette au 2020 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2019	Exercice 2020
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		909 116,00	**743 828,00**
Montant remboursé en €	en capital	180 923,00	**183 549,04**
	En intérêts	43 740,00	**36 952,64**

4.3. Amortissements

Pour l'année 2020, la dotation aux amortissements a été de 904 304,79 € (939 236,00 € en 2019).

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte : les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté, les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

En 2020, le service a accordé 13 demandes d'abandon de créance et en a accordé 13, pour un montant de 1 230 €.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2019	Exercice 2020
Indicateurs descriptifs des services			
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	21 019	**21 039**
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1,0	**1,0**
Indicateurs de performance			
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (%)	100	**100**
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (%)	100	**98,62**
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (/120 points)	108	**72**
P104.3	Rendement du réseau de distribution (%)	71,77	**75,01**
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	1,88	**1,61**
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	1,77	**1,50**
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,35	**0,25**
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (%)	66	**68**
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	1,17	**1,33**
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	12	**11**
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (%)	1,07	**2,36**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : ST VINCENT PALUEL (FAGEAT)

Synthèse de l'année 2020

0069

000700

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 16 analyses bactériologiques et 40 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le forage Moulin de Fageat (SIAEP du Pér igord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 25,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très calcaire. Dureté moyenne : 32,30 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,04 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité réglementaire.
Valeur maximale relevée : 0,030 µg/l.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur. Pesticides relevés à l'état de traces.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : ST VINCENT PALUEL (ROQUEMAURE)

Synthèse de l'année 2020

0069

000699

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 8 analyses bactériologiques et 8 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage de Roquemaure (SIAEP du Périg ord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 20,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très calcaire. Dureté moyenne : 31,50 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur en fluor inférieure à 0,05 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : CARLUX

Synthèse de l'année 2020

0069

000267

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 31 analyses bactériologiques et 64 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par les captages des Teilles situés à Carlux (SIAEP du Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 20,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 30,00 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,04 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : DAGLAN

Synthèse de l'année 2020

0069

000536

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 15 analyses bactériologiques et 18 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage du puits du Bourg (SIAEP du P érigord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 8,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 28,37 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,09 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : BOUZIC

Synthèse de l'année 2020

0069

000513

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 14 analyses bactériologiques et 28 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le forage de Bouzic (SIAEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 5,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très calcaire. Dureté moyenne : 32,27 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,13 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : SAINT MARTIAL(LOL HAUT ET BAS)

Synthèse de l'année 2020

0069

000924

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 5 analyses bactériologiques et 7 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Réseau alimenté par la source de Lol bas (SIAEP du Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 26,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très calcaire. Dureté moyenne : 31,45 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur en fluor non mesurée cette année.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité réglementaire.
Valeur maximale relevée : 0,060 µg/l.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur. Pesticides relevés à l'état de traces.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VITRAC CARSAC BOURG

Synthèse de l'année 2020

0069

000569

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 9 analyses bactériologiques et 20 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Réseau alimenté par le captage de la source du Bourg (SIAEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 17,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 27,93 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur en fluor inférieure à 0,05 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VITRAC CARSAC CODERC

Synthèse de l'année 2020

0069

000570

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 4 analyses bactériologiques et 8 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Réseau alimenté par la source du Coderc (SIAEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire. Valeur maximale relevée : 28,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très calcaire. Dureté moyenne : 30,95 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur en fluor inférieure à 0,05 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides à un taux supérieur à la limite de qualité a été détectée. Cependant, le niveau atteint ne présente pas de danger pour la santé. Valeur maximale relevée : 0,200 µg/l.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Teneur en ESA métolachlore ponctuellement supérieure à la norme, cependant très inférieure à la valeur sanitaire maximale d e 510µg/l déterminée par l'Anses pour ce pesticide.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VITRAC CENAC

Synthèse de l'année 2020

0069

000571

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 8 analyses bactériologiques et 9 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage du puits du Pont de Cénac (SI AEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 21,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 27,20 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,05 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VITRAC GROLEJAC

Synthèse de l'année 2020

0069

000568

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 7 analyses bactériologiques et 8 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage des Drouilles (SIAEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire. Valeur maximale relevée : 11,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 25,40 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,09 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides à un taux supérieur à la limite de qualité a été détectée. Cependant, le niveau atteint ne présente pas de danger pour la santé. Valeur maximale relevée : 0,160 µg/l.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur. Teneur en pesticides non conforme ponctuellement sur un prélèvement.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : NABIRAT

Synthèse de l'année 2020

0069

000103

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 5 analyses bactériologiques et 16 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par la source de la Boissière à Nabirat et le forage des Drouilles à Groléjac (SIAEP du Périgord Noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 29,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 28,25 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,09 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides à un taux supérieur à la limite de qualité a été détectée. Cependant, le niveau atteint ne présente pas de danger pour la santé. Valeur maximale relevée : 0,160 µg/l.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Teneur en pesticides ponctuellement supérieure à la n orme pour 1 prélèvement.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : SAINT CYBRANET

Synthèse de l'année 2020

0069

000567

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 6 analyses bactériologiques et 7 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage du Braguet (SIAEP Périgord no ir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 11,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 27,35 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur en fluor non mesurée cette année.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VEZAC BULIDE

Synthèse de l'année 2020

0069

000558

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 15 analyses bactériologiques et 30 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par le captage source de la Bulide (SIAEP Pé rigord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 13,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau calcaire. Valeur moyenne : 27,00 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,08 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : VITRAC LE PONT

Synthèse de l'année 2020

0069

000572

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 18 analyses bactériologiques et 38 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (un vanne ou un clapet).

Réseau alimenté par les captages des puits de Montillou (SI AEP Périgord noir).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100,00% des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux normes.

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont conformes à la limite de qualité règlementaire.
Valeur maximale relevée : 40,00 mg/l

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau peu calcaire. Valeur moyenne : 14,08 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,03 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : Eau conforme aux normes bactériologiques en vigueur.

PHYSICO-CHIMIE : Eau conforme aux normes physico-chimiques en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation Départementale de la DORDOGNE Cité Administrative -Bât H- 24052 Périgueux-Téléphone : 09 69 37 00 33 -
Mail : ars-dd24-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

NOTE D'INFORMATION

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au **maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition mars 2021
CHIFFRES 2020

L'agence de l'eau vous informe



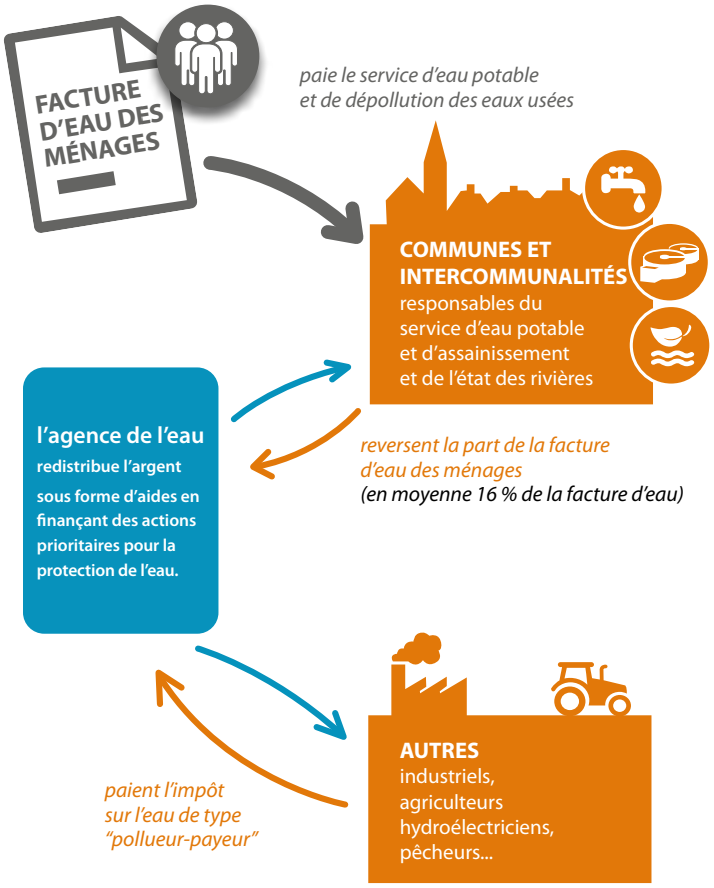
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,19 euros TTC/m³. Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une dépense de 503 euros par an et une mensualité de 42 euros en moyenne
(estimation Adour-Garonne d'après SISPEA • données agrégées disponibles - 2018).

Les composantes du prix de l'eau sont :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation),
- le service de collecte et de traitement des eaux usées,
- les redevances de l'agence de l'eau qui représentent en moyenne 16 % du montant de la facture d'eau,
- les contributions aux organismes publics (VNF…) et l'éventuelle TVA.

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières…

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne : **https://www.eau-grandsudouest.fr/**

COMBIEN ONT COÛTÉ LES REDEVANCES 2020 ?

En 2020, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 306 millions d'euros dont 255 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

recettes / redevances

Qui a payé quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2020 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne

0,10 € de redevance de pollution payé par les éleveurs concernés

2,20 € de redevance de pollution payés par les industriels *(y compris réseaux de collecte)* et les activités économiques concernés

70,30 € de redevance de pollution domestique payés par les abonnés *(y compris réseaux de collecte)*

6,10 € de redevance de pollutions diffuses payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits



1,80 € de redevance pour la protection du milieu aquatique et cynégétique payé par les usagers concernés *(pêcheurs)*

2,20 € de redevance de prélèvement payés par les irrigants

4,30 € de redevance de prélèvement payés par les activités économiques *(hors irrigants)*

13 € de redevance de prélèvement payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI ONT SERVI LES REDEVANCES EN 2020 ?

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2020, elles ont représenté environ **265 millions d'euros** sur le plan de mesures incitatives.

interventions / aides

Comment se sont réparties les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2020 ? *

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2020) • source agence de l'eau Adour-Garonne

4,70 € aux acteurs économiques **pour la dépollution industrielle et le traitement de certains déchets dangereux pour l'eau**

7,40 € **pour l'animation des politiques de l'eau** *(études, connaissances, réseaux de surveillance eaux, éducation, information)*

38,40 € aux collectivités **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**

11,40 € aux exploitants concernés **pour des actions de dépollution dans l'agriculture**



9,50 € aux collectivités **pour la protection et la restauration de la ressource en eau potable**

12,20 € aux collectivités et acteurs économiques **pour des actions de restauration hydromorphologique et de continuité écologique**

15,90 € principalement aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques** *(en particulier des cours d'eau renaturation, continuité écologique- et des zones humides).*

0,50 € **pour la solidarité internationale**

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

* S'y ajoute la contribution aux opérateurs de la biodiversité et le fonctionnement de l'Agence.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2020

En 2020, l'Agence a mis en place un plan de soutien pour relancer une dynamique de projets d'investissement malgré le contexte particulier de la crise sanitaire. Les mesures essentielles de ce plan ont été la bonification des taux d'aide, l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité et le lancement de plusieurs appels à projets dans différents domaines. Au total, 65 M€ d'aide ont été attribués dans le cadre de ce plan de soutien sur le bassin Adour Garonne, principalement pour l'assainissement et l'eau potable.
En 2021, l'Agence poursuit son accompagnement renforcé en contribuant au plan France Relance.

POUR ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DES USAGES AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de **160 M€** ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique. Les solutions fondées sur la nature qui visent à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes en représentent la plus grande part, il s'agit notamment des opérations de restauration de cours d'eau ou des aides à la conversion à l'agriculture biologique.

POUR RÉDUIRE LES POLLUTIONS DIFFUSES EN ENCOURAGEANT LES PRATIQUES LES PLUS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT

Plus de **30 M€** ont été consacrés en 2020 à la lutte contre les pollutions diffluses, dont par exemple :

- plus de **12 M€** pour l'agriculture biologique pour 9 300 hectares,
- **5,6 M€** d'aide dans le cadre d'investissements,
- **61** captages d'eau potable dits prioritaires (captage Grenelle ou conférence environnementale) bénéficient d'une démarche de plan d'actions territorial (PAT) mise en œuvre
- **19** collectifs d'agriculteurs engagés dans une transition vers des systèmes agro-écologiques à faible dépendance en pesticides ont été aidés (dispositif dit « groupe 30 000 »),
- **6,5 M€** pour les paiements pour services environnementaux, pour valoriser les pratiques existantes d'une agriculture de qualité qui protège l'eau, les sols, les milieux et la biodiversité sur nos territoires. **30** démarches territoriales ont permis d'attribuer 856 PSE.

POUR PROMOUVOIR UNE GESTION QUANTITATIVE DURABLE ET ÉCONOME DE LA RESSOURCE EN EAU

- **32 M€** ont été consacrés en 2020 à la gestion quantitative de la ressource et aux économies d'eau,
- grâce à ces aides, **4,1** millions de m³ ont été économisés ou substitués au travers des projets aidés,
- **9** projets de territoire pour la gestion de l'eau sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre sur le bassin Adour-Garonne.

Accusé de réception en préfecture
024-200067456-20210702-2021-07-02-TE-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES LES PLUS FRAGILES DANS LA GESTION DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

86 M€ ont permis d'accompagner des communes situées dans des zones défavorisées pour des travaux d'assainissement et d'eau potable.
L'Agence souhaite en efflet soutenir particulièrement les communes rurales en proposant des modalités susceptibles de pérenniser les travaux engagés.

POUR ACCOMPAGNER LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES

En 2020, plus de **42 M€** ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :

- **662 km** de cours d'eau ont été aidés pour accompagner la restauration de leur fonctionnalité hydromorphologique,
- **57 ouvrages** du bassin ont été équipés afin d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et bon déroulement du transport des sédiments),
- l'Agence a accompagné la restauration, l'entretien ou l'acquisition de plus de **35 000 ha** de ZH.

POUR RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU EN RÉDUISANT LES POLLUTIONS PONCTUELLES

- **2,8 M€** ont permis d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie, ainsi environ **7,3 hectares** ont été désimperméabilisés ou déraccordés du réseau public.
- **83 M€** ont été consacrés en 2020 aux investissements de dépollution domestique principalement sur des masses d'eau en mauvais état subissant une pression domestique forte,
- pour réduire les pollutions dispersées des petites entreprises, des démarches collectives ont été encouragées par l'Agence : 165 entreprises de peinture ont été mises en conformité. 371 kg de substances dangereuses ont été supprimées.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_132-DE

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).
Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.
Sur ses 7,8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars.
C'est un bassin essentiellement rural où 80 % des communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
Siège
90 rue du Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 36 37 38



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Délégations territoriales :

Atlantique-Dordogne
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 11 19 99
Départements 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86
et
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
Tél. : 05 55 88 02 00
Départements 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87

Adour et côtiers
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
Tél. : 05 59 80 77 90
Départements 40 • 64 • 65

Garonne Amont
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
Tél. : 05 65 75 56 00
Départements 12 • 30 • 46 • 48
et
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
Tél. : 05 61 43 26 80
Départements 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82

Conception et réalisation : AELB DIC - Adaptation AEAG Mai 2021
© Agence de l'eau Rhin-Meuse, Istockphoto & Jean-Louis Aubert

DU 1ER MARS AU 1ER SEPTEMBRE 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Donnez votre avis !

consultation nationale sur la politique de l'eau

Donnez votre avis sur

L'eau

Rendez-vous sur eau-grandsudouest.fr

Tous concernés, tous mobilisés pour notre patrimoine commun, l'eau !

Accusé de réception en préfecture
024-200067858-20210702-2021-07-02-7B-AU
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_134-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	1
Exprimés	27
Pour	27
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-134

POLITIQUE IMMOBILIERE – VENTE DE BATIMENTS ANCIENS ABATTOIRS

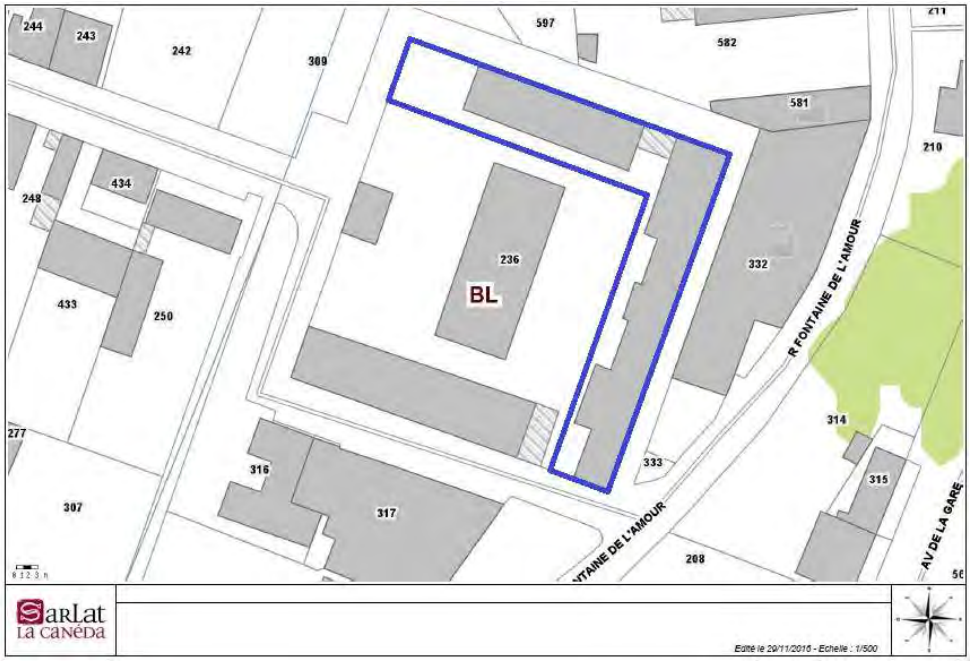
Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération n° 2019-138 du 9 décembre 2019 acceptant l'offre d'acquisition par l'association « Connaissance et Harmonie », locataire des locaux, d'une partie des bâtiments des anciens abattoirs municipaux situés rue Pierre Brossolète.

Il précise que l'association « La Salamandre Géomètre » s'est substituée à l'association « Connaissance et Harmonie » de sorte que le Notaire chargé de rédiger l'acte authentique sollicite une nouvelle délibération.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_134-DE

M. le Maire rappelle les conditions de la vente au Conseil Municipal :

- Prix : 70.000 €
- Frais de Notaire : à la charge de l'acquéreur
- Frais de bornage : à la charge de la commune



Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis des Domaines en date du 13 septembre 2019 fixant la valeur vénale à 73.000 €,
Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Moyens d'Action,

- **DECIDE** de céder les bâtiments décrits ci-dessus pour un montant de 70.000 € à l'association « La Salamandre Géomètre » ;

- **RAPPELLE** que les frais d'acte seront à la charge de l'acquéreur auprès du Notaire qu'il lui plaira de désigner et que les frais de bornage seront à la charge de la commune qui désigne le cabinet de géomètre AGEFAUR ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à engager toute démarche et à signer toutes pièces inhérentes à la concrétisation de la présente délibération ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_135-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-135

ECLAIRAGE PUBLIC – RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION DE LA RESIDENCE DU POUGET

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que la Commune de Sarlat-La Canéda, qui est adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, a transféré sa compétence éclairage public et a mis à disposition du Syndicat ses équipements, pour la réalisation de travaux neufs et de modernisation de son éclairage publics.

Des travaux d'éclairage public s'avèrent nécessaires dans la résidence du Pouget et il a été demandé au Syndicat Départemental de la Dordogne d'établir un projet qui prévoit le renouvellement et la modernisation de l'éclairage public de la résidence du Pouget.

L'ensemble de l'opération représente un montant de 42 718 € HT soit 51 261,60 € TTC.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_135-DE

S’agissant de travaux de renouvellement et en application du règlement d’intervention adopté le 5 mars 2020 par le Syndicat d’Energie de la Dordogne, la participation de la Commune s’élève à 65 % de la dépense HT soit un montant estimé à 27 766,70 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l’avis de la Commission Administration Générale et Moyens d’Action,

- **DONNE** mandat au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne de faire réaliser pour le compte de la commune les travaux de renouvellement et de modernisation de l'éclairage public de la résidence du Pouget ;

- **APPROUVE** le dossier qui lui est présenté, d'un montant de 51 261,60 € TTC ;

- **S'ENGAGE** à régler au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, à compter de la réception du décompte définitif des travaux et à l'émission du titre de recettes, les sommes dues ;

- **S'ENGAGE** à modifier cette somme en fonction du montant définitif lorsque les travaux seront terminés et auront fait l'objet d'un décompte définitif récapitulatif des travaux et prestations réalisés par l'entreprise et le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne ;

- **S'ENGAGE** à créer les ressources nécessaires au paiement. Cette dépense obligatoire sera inscrite au budget de la Commune de SARLAT LA CANEDA, soit 27 766,70 € HT ;

- **ACCEPTE** de se conformer à l'ensemble des conditions particulières définies par le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne et autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires qui seront établies ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_136-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DORDOGNE

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SARLAT-LA CANEDA

Séance du 29 septembre 2021

L'an Deux Mille Vingt et Un, le Vingt-Neuf Septembre à Dix Huit Heures, le Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 22 septembre, s'est réuni au Centre Culturel de Sarlat en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, Maire.

Membres en exercice	29
Présents	24
Représentés	4
Votants	28
Abstention	0
Exprimés	28
Pour	28
Contre	0

Présents : Monsieur Jean-Jacques de PERETTI, Madame Fabienne LAGOUBIE, Monsieur Christophe NAJEM, Madame Marie-Pierre DELATTAIGNANT, Madame Elise BOUYSSOU, Monsieur Guy STIEVENARD, Monsieur Patrick ALDRIN, Monsieur Carlos DA COSTA, Madame Marlies CABANEL, Monsieur Marc PINTA-TOURRET, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Nadine PERUSIN, Monsieur Romain CARRIERE, Madame Véronique LIVOIR, Monsieur Jean-René BERTIN, Madame Claudine MULLER, Monsieur Toufik BENCHENA, Madame Carole DELBOS, Madame Célia CASTAGNAU, Monsieur Gérard GATINEL, Madame Rachel DORLEANS, Monsieur Marc BIDOYET, Monsieur François COQ, Monsieur Luis FERREYRA.

Procurations : Madame Marie-Pierre VALETTE à Madame Fabienne LAGOUBIE, Madame Julie NEGREVERGNE à Monsieur Christophe NAJEM, Madame Alexia KHIAL à Monsieur Christophe NAJEM, Monsieur Basile FANIER à Madame Célia CASTAGNAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Monsieur Carlos DA COSTA

Délibération N°2021-136

ECLAIRAGE PUBLIC – RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION DE LA RESIDENCE DE LA CALPRENEDE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que la Commune de Sarlat-La Canéda, qui est adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, a transféré sa compétence éclairage public et a mis à disposition du Syndicat ses équipements, pour la réalisation de travaux neufs et de modernisation de son éclairage publics.

Des travaux d'éclairage public s'avèrent nécessaires dans la résidence de La Calprenéde et il a été demandé au Syndicat Départemental de la Dordogne d'établir un projet qui prévoit le renouvellement et la modernisation de l'éclairage public.

L'ensemble de l'opération représente un montant de 19 749,07 € HT soit 23 698,88 € TTC.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 024-212405203-20210929-2021_136-DE

S’agissant de travaux de renouvellement et en application du règlement d’intervention adopté le 5 mars 2020 par le Syndicat d’Energie de la Dordogne, la participation de la Commune s’élève à 65 % de la dépense HT soit un montant estimé à 12 836,89 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l’avis de la Commission Administration Générale et Moyens d’Action,

- **DONNE** mandat au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne de faire réaliser pour le compte de la commune les travaux de renouvellement et de modernisation de l'éclairage public de la résidence de La Calprenéde ;

- **APPROUVE** le dossier qui lui est présenté, d'un montant de 23 698,88 € TTC ;

- **S'ENGAGE** à régler au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, à compter de la réception du décompte définitif des travaux et à l'émission du titre de recettes, les sommes dues ;

- **S'ENGAGE** à modifier cette somme en fonction du montant définitif lorsque les travaux seront terminés et auront fait l'objet d'un décompte définitif récapitulatif des travaux et prestations réalisés par l'entreprise et le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne ;

- **S'ENGAGE** à créer les ressources nécessaires au paiement. Cette dépense obligatoire sera inscrite au budget de la Commune de SARLAT LA CANEDA, soit 12 836,89 € HT ;

- **ACCEPTE** de se conformer à l'ensemble des conditions particulières définies par le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne et autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires qui seront établies ;

- **DIT** que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’Etat.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire,
Jean-Jacques de Peretti